

LE DÉCLIN DU MARXISME

DANS LES

TENDANCES SOCIALISTES de la France Contemporaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juillet, à 14 heures

PAR

ALFRED SPIRE

Diplômé de l'Institut des Sciences Politiques
Avocat Stagiaire à la Cour

MEMBRES DU JURY :

Président MM. DE MENTHON, professeur.

Assesseurs { MARCHAL, agrégé
TEITGEN, agrégé.

IMPRIMERIE A. TOLLARD

2-4, Rue de Maréville, 2-4
NANCY-LAXOU

1937

LE DÉCLIN DU MARXISME

DANS LES

TENDANCES SOCIALISTES

de la France Contemporaine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juillet, à 14 heures

PAR

A. SPIRE

Diplômé de l'Institut des Sciences Politiques
Avocat Stagiaire à la Cour

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. DE MENTHON, professeur.
Assesseurs.	{ MARCHAL, agrégé.
	{ TEITGEN, agrégé.

IMPRIMERIE A. TOLLARD
2-4, Rue de Maréville, 2-4
NANCY-LAXOU

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, **, ☉ I).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (*, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C *, ☉ I),
MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (*, ☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

MICHON (*, ☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, **, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (**, ☉ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (**, ☉ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON (☉ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A la Mémoire de mon Maître,

M. LUCIEN BROCARD,

Professeur à la Faculté de Droit de Nancy,

Correspondant de l'Institut.

AVANT-PROPOS

Le titre de cet ouvrage peut sembler paradoxal : comment admettre que Socialisme et Marxisme soient deux termes différents, alors que la polémique politique confond toujours Marxisme et Socialisme ? Et cependant l'examen impartial du Socialisme français contemporain nous fera apparaître avec clarté que le socialisme, à mesure qu'il se développe, s'affine et s'intègre dans les faits, se sépare de façon très nette du Marxisme.

La probité intellectuelle la plus élémentaire m'obligeait à insérer dans ce travail des références multiples à l'appui de cette thèse. C'est ce que je me suis efforcé de faire et j'ai usé sans ménagement dans ce livre de citations d'auteurs : je pense ainsi avoir donné une vie et un éclat spécial à cet ouvrage qui devient presque un « Morceaux choisis d'Auteurs socialistes contemporains », car j'estime que l'âme et le génie propre des grands socialistes s'exprime mieux dans quelques lignes de leurs œuvres où ils ont déposé leur science profonde et souvent leur art magnifique, que dans des commentaires lourds et embarrassés.

A. S.

(Mai 1937.)

INTRODUCTION

« Chercher la vérité et la dire. »

J. JAURÈS.

Les économistes modernes peuvent se classer grosso-modo en deux catégories bien distinctes : ceux qui sont partisans du socialisme, ceux qui sont adversaires du socialisme, car il n'existe plus d'indifférents.

Le progrès technique, le développement même du régime capitaliste, la crise économique, ont posé devant tous les hommes le problème de l'organisation économique et sociale et, dans cette recherche d'une société meilleure, les théoriciens, les praticiens, les économistes et les politiques se classent en socialistes et antisocialistes.

Mais qu'est-ce donc que ce socialisme dont on parle tant ?

Pour les uns, sont socialistes tous ceux qui réclament des réformes sociales hardies et préconisent un élargissement des fonctions économiques de l'Etat. Une telle conception est inexacte, l'interventionnisme et l'étatisme ne sont pas nécessairement le socialisme, au contraire, de très nombreux capitalistes sont favorables à une économie « contrôlée » et chacun sait que capitalisme et socialisme sont termes antinomiques.

Pour d'autres, le socialisme s'identifie avec la théorie de la lutte des classes, de la confiscation violente de la propriété, par une politique cosmopolite et antinationale, par la dictature aveugle du prolétariat remplaçant les forces morales et religieuses par un matérialisme égoïste et sordide. Cette deuxième conception n'est que le schéma caricatural de certaines formes du marxisme, mais le socialisme déborde très largement le marxisme, car le socialisme a existé bien avant le « Manifeste communiste » de 1847, et depuis, non seulement le socialisme s'est très souvent séparé du marxisme, mais l'a fort nettement critiqué et quelquefois même combattu assez durement.

Il nous reste alors une tâche assez ardue et complexe qui consiste à expliquer ce qu'est le socialisme, nous en proposerons la définition suivante :

« Le socialisme est une doctrine économique qui, par opposition au capitalisme basé sur la recherche exclusive du profit, estime que le but suprême de l'activité économique se doit d'être conforme aux intérêts collectifs. Il critique l'individualisme libéral qui croit à l'efficacité des lois économiques naturelles et réclame l'avènement d'une économie dirigée pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre, qui réalisera un équilibre harmonieux entre la production et la consommation en les augmentant au maximum » (1).

(1) Notre définition du socialisme diffère très nettement des définitions habituelles qui impliquent la suppression plus ou moins complète de la propriété privée, caractère principal du capitalisme. En fait, quelle que puisse être l'imperfection de notre définition, nous la préférons de beaucoup aux autres,

Cette définition très générale et volontairement un peu lâche, nous permettra d'étudier les formes les plus diverses du socialisme, diverses par leur origine, mais identiques dans leurs conclusions.

Certains s'étonneront sans doute de ne pas trouver dans cet ouvrage les doctrines sociales de Thierry MAULNIER et de J.-P. MAXENCE, ni celles du parti franciste de M. BUCARD, ni celles du parti populaire français de J. DORIOT, ni enfin celles du parti social français du colonel DE LA ROCQUE. Ces théories ont pour but d'améliorer la situation sociale des travailleurs, elles réclament une économie solidement disciplinée, mais à notre avis ces doctrines sont essentiellement antidémocratiques, anti-socialistes.

En effet, c'était une boutade très chère à mon regretté maître, M. Lucien BROCARD, que de dire avec son exquise bonhomie : « Il n'y a que l'épaisseur d'un cheveu qui sépare le bien du mal, le vice de la vertu. » C'est devenu une opinion courante que de déclarer qu'entre le régime bolcheviste, le régime fasciste et le régime nazi, il n'y a que des différences superficielles, il n'y a que « l'épaisseur d'un cheveu » : même mépris de la personne humaine, même dictature implacable, même haine des forces morales et religieuses, même nationalisme outrancier, même étatisme envahissant, mêmes tendances à élever le niveau de vie des déshérités de la fortune.....

car elle sépare très nettement le socialisme du marxisme. En effet, les socialistes prémarxistes n'étaient pas hostiles à la propriété privée, les socialistes chrétiens, les frontistes, les néos et les syndicalistes contemporains reconnaissent la légitimité de la propriété privée. Seuls les marxistes demandent son abolition. Mais marxisme et socialisme ne sont pas termes synonymes.

Sans doute, mais la poussée initiale du mouvement vient d'en bas, des masses, du peuple, du côté bolcheviste; la poussée initiale du fascisme vient d'en haut, des puissants financiers, qui, par crainte du communisme, préfèrent être les animateurs de réformes favorables aux travailleurs, mais brisent implacablement tous les partis, toutes les libertés qui pourraient un jour porter atteinte à leurs privilèges. Les grands financiers, les gros industriels, les trusts subsistent, contrôlés par l'Etat sans doute, mais subsistent en Allemagne et en Italie, ils ont été supprimés en Russie (2).

Dans les mouvements que nous étudierons, le but final sera que « l'activité économique soit *conforme aux intérêts collectifs*... l'économie sera dirigée pour la *satisfaction des besoins du plus grand nombre* », c'est-à-dire des pauvres, du peuple. Au contraire, dans les doctrines anti-socialistes, le but final sera la conservation des privilèges d'une oligarchie, par la suppression de la démocratie et des libertés politiques et syndicales, en même temps que le développement des réformes sociales aura pour but de rallier les masses à cette nouvelle politique.

K. MARX avait semblé prévoir avec netteté en 1847 les « nationaux-sociaux », remplaçons dans le texte le

(2) On pourrait nous objecter que le fascisme n'est pas seulement l'œuvre des puissants financiers, mais aussi des classes moyennes qui, par crainte du bolchevisme et par leur refus de se laisser prolétarianiser, se tournent avec espoir du côté de l'antisocialisme. La remarque était valable pour l'époque où le socialisme, purement prolétarien semblait s'identifier avec le marxisme. Aujourd'hui, le socialisme a la prétention d'œuvrer pour la nation et non pour une classe. Les classes moyennes n'ont plus alors qu'à défendre leurs propres intérêts à l'intérieur du mouvement socialiste.

mot bourgeois par le mot démocratie, et voilà la description que nous aurons de nos fascistes : « En guise de drapeau, ces hommes arborent la besace des gueux et cherchent ainsi à ameuter le peuple. Mais à peine essaie-t-on de les suivre, qu'on aperçoit les vieux écussons féodaux dont leurs chausses se blasonnent par derrière et le peuple de se disperser en s'esclaffant irrévérencieusement.

Au demeurant, ils ne dissimulent pas la tendance réactionnaire de leur critique; et ce dont ils accusent principalement la démocratie, est, au contraire, d'amener par son règne le développement d'une classe qui fera crouler tout l'ancien ordre social.

Ce dont ils accusent la démocratie, c'est moins encore d'enfanter un prolétariat que d'enfanter un prolétariat révolutionnaire.

C'est pourquoi, en politique, ils s'associent à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière. Et dans leur vie privée, en dépit de leur phraséologie pompeuse, ils ne dédaignent pas de ramasser les pommes d'or du crottin industriel. A la loyauté, à la fidélité, à l'honneur féodal, ils savent substituer l'âpre trafic de la laine, des betteraves, de l'eau-de-vie » (3).

Cependant, si nous devons reconnaître la précision de cette description de K. MARX, nous ne pouvons souscrire à l'opinion communément en vigueur que le socialisme s'identifie au marxisme. Cette grave erreur est partagée aussi bien par les socialistes que par leurs adver-

(3) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste communiste*, paragraphes 56 et 57.

saires. Or, nous pensons que plus nous avançons, plus le socialisme s'éloigne et se sépare du marxisme.

Mais qu'est-ce donc alors que le marxisme ?

Prenons la définition de M. DE MAN : « J'appelle marxisme l'ensemble des éléments de la doctrine de Marx, qui continuent à vivre dans le mouvement ouvrier socialiste sous forme de jugements de valeur, de symboles affectifs, de mobiles instinctifs ou habituels, de désirs collectifs, de méthodes d'action, de principes et de programme. Ce qui importe, ce n'est pas Marx défunt, c'est le socialisme vivant... le Marx qui nous intéresse est celui qui est dans le présent » (4).

Il ne s'agit pas pour nous de rechercher quelle a été la vraie doctrine de K. Marx d'après ses œuvres, ce travail nécessiterait plusieurs volumes et sortirait de notre sujet; nous allons simplement exposer *le marxisme tel qu'il a été compris par les milieux prolétariens et politiques*, car hélas, les textes originaux de l'œuvre de K. Marx sont fort peu consultés des marxistes et des anti-marxistes.

Le but de la démonstration marxiste est de prouver la lutte inéluctable de deux classes : la classe ouvrière combattant la bourgeoisie pour faire cesser l'exploitation dont elle est l'objet.

La source de toute valeur est le travail : si les marchandises s'échangent les unes contre les autres en proportions définies, c'est qu'il existe entre elles une quantité égale de chose commune qui est le fondement de la

(4) A. DE MAN. — *Au delà du Marxisme*, préface, p. xv et xvi.

valeur, cette chose commune est le travail, car toutes les marchandises sont « du travail humain cristallisé ». La valeur des marchandises se mesurant par la quantité de travail qu'elles contiennent, c'est-à-dire du temps de travail nécessaire à la fabrication dans les conditions sociales existantes.

Normalement, les travailleurs devraient recevoir comme rémunération la totalité du produit du travail : or, avec le salaire qu'ils touchent, les ouvriers ne peuvent acheter le produit qu'ils ont fabriqué, car le capitaliste se réserve un bénéfice. Les travailleurs sont donc exploités. Par exemple si chaque jour l'ouvrier consomme pour sa nourriture, son chauffage, son habitation, la valeur de 5 heures de travail, chaque heure coûtant 4 fr., l'ouvrier à la fin de la journée touchera 20 fr. Si le capitaliste, en échange de ce salaire, exigeait un travail de 5 heures, il ne percevrait aucun bénéfice. En réalité l'entrepreneur exigera de l'ouvrier 8 heures de travail. Il obtiendra un produit d'une valeur égale à 32 fr. Comme il n'aura payé l'ouvrier que 20 fr., il bénéficiera d'une plus-value de 12 francs.

Donc l'ouvrier est exploité puisque dans l'exemple indiqué l'ouvrier travaille 3 heures supplémentaires sans être rémunéré. Si l'ouvrier accepte cette exploitation, c'est parce que dans la société actuelle il ne peut agir autrement ; l'ouvrier n'est pas libre, il s'est laissé déposer des instruments de production : il n'a derrière lui ni sol, ni réserves, sous peine de mourir de faim, il doit s'embaucher et accepter un salaire strictement nécessaire à son entretien.

Le capitaliste a tendance à augmenter constamment sa *plus-value* :

a) Par la prolongation de la durée de la journée de travail, il est hors de doute que sur 15 heures de travail la plus-value sera plus considérable que sur 7. Les marxistes ont toujours insisté sur la nécessité de réduire la durée de la journée de travail comme moyen de réduire l'exploitation du prolétariat.

b) Par la diminution des nombres d'heures consacrées à reproduire la subsistance des ouvriers, c'est-à-dire la réduction des salaires, rendue possible par le développement du chômage.

Les marxistes distinguent le *capital variable* composé des salaires et le *capital constant* composé des machines, instrument de production. Seul le capital variable serait susceptible de plus-value.

Pour remédier à cette exploitation des travailleurs, le régime de propriété privée et d'appropriation privée des capitaux cédera la place à un régime nouveau qui sera un *régime collectiviste*.

Le capitalisme n'a lui-même pas toujours existé, par exemple au XVI^e siècle, le capital existait au sens économique d'instrument de production, mais non au sens socialiste de producteur de rente, c'est-à-dire de revenu produit par le non-travail du capitaliste. Sous le régime corporatif, les travailleurs possédaient individuellement leurs instruments de production.

Pour que le capitalisme se réalise avec le sur-travail et la plus-value, il faut que la force de travail soit rendue

disponible « détachée de ses instruments de production et de son milieu, désagrégée de tous les liens de la petite propriété, du servage, du régime corporatif. Il faut que le travail soit libre, mais pour être vrai, il faudrait dire que le travailleur se trouve réduit au contraire à se vendre volontairement parce qu'il ne lui reste rien d'autre à vendre. En effet, pendant longtemps l'artisan vendait ses produits au public sans intermédiaire, mais un jour est venu où ne pouvant plus vendre ses produits, il en a été réduit à se vendre lui-même » (5).

Par suite du développement économique, de l'ouverture de voies de communications et de débouchés nouveaux, de la création de nouveaux marchés, grâce aux découvertes maritimes et l'établissement des grands Etats modernes, le développement des grandes banques, il y a eu une accumulation croissante de capital entre les mains de quelques-uns et l'expropriation progressive des petits propriétaires artisans : c'est la loi fameuse de *la concentration* et de *l'expropriation*.

Le point de départ de l'oppression du prolétariat date de l'époque de la proclamation de la liberté du travail et de la déclaration des Droits de l'Homme, c'est-à-dire de l'époque de la Révolution française où fut tuée la propriété primitive fondée sur le travail personnel et où la féodalité fut remplacée par la bourgeoisie.

Cette évolution s'est accomplie par une triple phase :

a) Le développement du machinisme, des trusts, des monopoles, réalise l'expropriation des capitalistes moyens

(5) Cité par Ch. GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines Economiques*.

au profit des milliardaires. Parallèlement les masses s'appauvrissent graduellement et le nombre des salariés s'accroît indéfiniment : « La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs » (6).

b) La surproduction engendre le chômage « armée de réserve industrielle » où le capitaliste peut puiser à discrétion la force de travail qui lui est nécessaire aux salaires les plus réduits.

c) La concentration de la population rurale dans les villes réalise la disparition de la petite propriété et rejette dans le prolétariat un grand nombre de propriétaires et de producteurs jusque-là indépendants.

Le régime capitaliste se terminera donc comme il a commencé par la lutte des classes « les expropriateurs seront expropriés ». Cette fin est certaine, inéluctable, fatale, le capitalisme engendre son autodestruction.

En effet les crises de surproduction deviennent chroniques, et Marx pensait que les crises devenant toujours plus graves, un jour l'équilibre ne pourrait plus se rétablir et le régime s'écroulerait. « La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Ensuite le capitalisme engendre le paupérisme : « La bourgeoisie est devenue incapable de régner, car elle ne sait plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage. Elle en est réduite à les laisser tomber à une condition où il lui faut les nourrir au lieu d'être nourrie par eux. La société ne peut plus

(6) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, paragr. 3.

vivre sous le règne de cette bourgeoisie, c'est-à-dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la vie sociale » (7).

Enfin, par la multiplication des sociétés par actions, la propriété individuelle se réduit à un titre, elle devient anonyme. Le profit apparaît alors comme un dividende indépendant de tout travail personnel et prélevé sur le travail des ouvriers.

L'évolution capitaliste tendant à ce que peu à peu toutes les entreprises se muent en sociétés anonymes ou en trusts, l'expropriation sera très facile.

Le but du marxisme est l'expropriation de la propriété privée, car cette propriété privée est celle qui permet au patron d'exploiter le travail du salarié et non celle qui consisterait à reconnaître le droit de propriété du travailleur sur le produit de son propre travail. Cette propriété-là, au contraire, sera ressuscitée par le collectivisme sous forme d'un droit à une valeur équivalente au produit du travail fourni : « Le communisme n'ôte à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux, mais il ôte le pouvoir d'assujettir, en se l'appropriant, le travail d'autrui. On a objecté que l'abolition de la propriété privée ferait cesser toute activité, qu'une fainéantise générale ne tarderait pas à sévir. S'il en était ainsi, la société bourgeoise depuis longtemps aurait péri dans sa fainéantise. Car, dans cette société, ceux qui travaillent ne s'enrichissent pas et ceux qui s'enrichissent ne sont pas ceux qui travaillent » (9).

(7) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, § 31, p. 40.

(8) D°, §§ 42 et 43.

« On a souvent reproché aux communistes que nous sommes de vouloir abolir la propriété personnellement acquise par le travail de l'individu ; propriété qui, dit-on, forme la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance personnelle.

Quelle est donc cette propriété acquise par le travail, l'activité, le mérite individuel ? Parle-t-on de la propriété du petit bourgeois, du petit paysan qui a existé avant la propriété bourgeoise ? Il n'est pas besoin que nous l'abolissions. Le développement de l'industrie l'a abolie déjà et tous les jours l'abolit davantage.

Parle-t-on de la propriété privée bourgeoise moderne ?

Est-ce donc que le travail salarié, le travail du prolétaire crée une propriété à ce propriétaire ? Nullement. Elle crée du capital. Elle crée la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'acroître qu'en augmentant le nombre des travailleurs salariés qu'elle exploitera à son tour » (9).

Le moyen pratique sera, par la révolution, d'enlever aux capitalistes la propriété des instruments de production et de la rendre aux travailleurs collectivement. Ce sera la *socialisation des moyens de production* : sous-sol, sol, terres, fabriques, capitaux. Le produit du travail de tous sera alors réparti, défalcation faite des dépenses d'intérêt commun au prorata de chacun. Ainsi disparaîtra le sur-travail et la plus-value.

Cette expropriation des capitalistes sera la dernière de l'histoire, puisqu'elle ne se réalisera plus, comme les précédentes, au profit d'une classe, mais au profit de tous.

(9) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, § 37.

L'appropriation comme la production seront devenues collectives.

Pour en terminer avec cette esquisse du marxisme, précisons les cinq caractères principaux de cette théorie :

1° Le marxisme a prétendu être le *seul socialisme scientifique*. Les marxistes prétendent être les seuls à s'appuyer sur les faits et avoir une conception scientifique de l'économie. DARWIN avait montré que toutes les espèces animales étaient soumises à la loi de l'évolution, MARX a prouvé que les faits économiques et sociaux sont en perpétuelle évolution et que c'est folie de croire que le capitalisme et la propriété privée sont le dernier stade de la vie économique. Au contraire, l'avenir, par le jeu de l'évolution, transformera le capitalisme et substituera la propriété collective à la propriété privée.

Notons cependant que la base de la théorie marxiste, la théorie de la valeur travail est inexacte scientifiquement et que les socialistes, depuis BERNSTEIN, ne l'invoquent plus (10).

2° Le marxisme, essentiellement *matérialiste* et scientifique, ne se base sur aucune préoccupation de justice ou de fraternité, il se borne à constater ce qui est : « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées. Elles ne sont que l'expression générale de faits donnés (11). » Tous les faits sociaux, moraux, philosophiques, religieux, artistiques, se déduisent

(10) MARCHAL. — *Cours d'Economie Politique* : La théorie de la valeur (Année 1934-1935).

(11) K. MARX et F. ENGELS. — *Manifeste Communiste*, § 35.

des faits économiques. Cette conception philosophique de l'histoire s'appelle le matérialisme historique : par exemple la production du pain a passé du moulin à bras de l'antiquité au moulin à eau du moyen âge, au moulin à vapeur actuel, ce qui a déterminé le passage de l'industrie familiale à l'industrie capitaliste et à la grande industrie, et le passage du régime de l'esclavage à celui du servage et à celui du salariat.

Notons que tous les socialistes français, de BROUSSE aux bolchevistes, en passant par MALON, JAURÈS et BLUM ont toujours fait appel à l'idéalisme et ont essayé de prouver que le socialisme est conforme à la morale, à la justice, à la bonté humaine (12).

3° Le marxisme est *essentiellement ouvrier, prolétarien* : « C'est là, le trait qui lui donne sa physionomie propre et qui fait sa force », écrivent Ch. GIDE et RIST dans leur « Histoire des Doctrines Economiques ».

Deux classes sont en lutte perpétuelle, aujourd'hui, c'est la classe ouvrière contre la classe capitaliste, mais jadis il y a eu bien d'autres luttes, car « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes.

Homme libre et esclave, praticien et plébéien, baron et serf, maître artisan et compagnon — en un mot oppresseurs et opprimés, dressés les uns contre les autres dans un conflit incessant, ont mené une lutte sans répit, une lutte tantôt masquée, tantôt ouverte, une lutte qui chaque fois s'est achevée par un bouleversement révo-

(12) L. BLUM, — *Pour être Socialiste*,

lutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en conflit.

Aux époques de l'histoire qui ont précédé la nôtre, nous voyons à peu près partout la société offrir toute une organisation complexe de classes distinctes, et nous trouvons une hiérarchie de rangs sociaux multiples. C'est dans l'ancienne Rome les praticiens et les chevaliers, la plèbe, les esclaves; au moyen âge, les seigneurs, les vassaux, les maîtres artisans, les compagnons, les serfs, et presque chacune de ces classes comporte à son tour une hiérarchie particulière.

La société moderne, la société bourgeoise née de l'écroulement de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer des classes nouvelles, de nouvelles possibilités d'oppression, de nouvelles formes de luttes à celles d'autrefois.

Notre âge, l'âge de la bourgeoisie, a néanmoins un caractère particulier : il a simplifié les antagonismes de classes. De plus en plus la société toute entière se partage en deux grands corps ennemis, en deux grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat » (13).

Notons aujourd'hui que tous les partis socialistes n'admettent plus la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, mais reconnaissent une multitude de classes, solidaires et victimes du capitalisme, « l'union du prolétariat et des classes moyennes bourgeoises » est devenu un des « slogans » des socialistes contemporains.

(13) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, §§ 2 et 3.

4° Le marxisme est *révolutionnaire* et fataliste, la révolution consistant dans l'élimination de la classe possédante par la classe ouvrière. Cette élimination n'implique pas forcément la violence et peut même se concevoir par la voie légale dans les pays parlementaires évolués si la classe ouvrière conquiert la majorité au Parlement grâce au libre jeu du suffrage universel ou par des moyens économiques, si les associations ouvrières arrivent à organiser directement tous les services économiques. La transformation finale peut même se produire à la suite d'une crise économique d'une violence telle qu'elle emportera le capitalisme lui-même. Car le capitalisme contient par ses iniquités toutes ses causes de suicide.

Mais si, comme le pense l'immense majorité des marxistes, le jeu de l'évolution est insuffisant, la force sera alors nécessaire pour faire surgir la société nouvelle : « La force est la grande accoucheuse de toute société en travail. »

Notons qu'en dépit de ce que pensent les marxistes sur l'inéluctabilité de la révolution socialiste succédant au capitalisme, les faits récents ont montré que le capitalisme arrivait à se survivre et à triompher sous la forme fasciste, en dépit de la crise, du suffrage universel ou du syndicalisme ouvrier.

5° Le marxisme est *cosmopolite et internationaliste* : « On a reproché aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas » (14).

(14) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, § 49.

Notons qu'en dépit de cette déclaration tapageuse, tous les grands socialistes ont été patriotes, Marx lui-même s'est réjoui de la victoire prussienne sur la France en 1871, Jaurès fut un patriote convaincu, pendant la grande guerre les socialistes firent entièrement leur devoir sous le couvert de l'union sacrée, quant à l'après-guerre, en dépit de certaines déclamations oratoires, les socialistes ont dû tenir compte du fait-nation, et aujourd'hui les communistes, reconnaissant l'erreur de l'anti-patriotisme, ont composé des hymnes lyriques en faveur de la France...

De ces rapides observations nous constatons que les cinq caractères principaux du marxisme sont très fortement contestés par les socialistes français contemporains quand ils ne sont pas combattus.

Le but de cet ouvrage sera d'exposer les diverses tendances socialistes de la France contemporaine, et, ayant exploré et analysé ces théories en toute objectivité, nous constaterons combien elles sont éloignées du marxisme traditionnel.

D'abord, dans une première partie, nous recherchons les causes du progrès du socialisme et du déclin du marxisme : progrès du socialisme par suite de l'ampleur de la crise économique et de l'insuffisance manifeste des remèdes proposés ou appliqués par le régime capitaliste, déclin du marxisme voulu par la nature des choses, car dès avant la guerre les grands socialistes français étaient fort peu marxistes (nous en donnerons quelques exemples incontestables) et depuis la guerre, dans la majorité des pays d'Europe, le socialisme marxiste ayant été vaincu

par le fascisme, les socialistes de bonne foi ont été persuadés qu'il fallait changer de ligne et, à temps nouveaux, concevoir des doctrines nouvelles.

Dans une seconde partie intitulée les « Formes modernes du socialisme non marxiste » nous constaterons que des hommes venus de tous les points de l'horizon politique : chrétiens convaincus, libéraux-radicaux, économistes indépendants, syndicalistes et anciens marxistes arrivent tout naturellement, devant le désordre actuel, à concevoir des remèdes socialistes, socialisme n'ayant d'ailleurs aucun rapport avec le marxisme.

Dans une troisième partie, nous analyserons deux partis qui prétendent être restés marxistes, le parti socialiste S. F. I. O. qui s'est cru marxiste et qui n'est qu'un composé de marxisme et de socialisme français jaurésien, et le parti communiste qui a été longtemps le seul parti vraiment marxiste et qui, devant les échecs effrayants du marxisme, a eu le courage de changer de tactique et d'adopter une doctrine transitoire hostile au marxisme traditionnel. Enfin les faits sont plus forts que les doctrines, un gouvernement de Front populaire (à direction socialiste) a pris le pouvoir en France, gouvernement soutenu par les communistes et dirigé par les marxistes, et son action réformatrice n'est ni marxiste, ni même socialiste. Ce gouvernement agit dans le cadre du régime capitaliste sans entamer les réformes de structure qui permettraient l'avènement du socialisme.

Dans notre conclusion enfin nous tirerons les leçons de ce voyage parmi les socialistes que l'on peut appeler le déclin du marxisme.

PREMIÈRE PARTIE

Les Causes de l'Orientation du Socialisme Français Contemporain

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DE L'ANTI-CAPITALISME

« La Crise dont souffre le monde se situe et sévit en plein régime capitaliste. Il y a entre elle et lui tout au moins coïncidence de fait. La crise ne serait-elle pas une conséquence, une résultante du régime capitaliste. »

R.-P. COULET.

L'anticapitalisme s'est développé particulièrement avec l'extension de la crise économique. Ce n'est sans doute pas un phénomène nouveau, car tous les doctrinaires et théoriciens du socialisme ont été des anticapitalistes, mais ils étaient les seuls. Aujourd'hui, au contraire, la gravité et la persistance de la crise économique a amené le grand public à participer à la discussion sur les mérites ou les tares du capitalisme (1).

Il conviendra donc d'analyser les caractères de la crise économique et de rechercher quels sont les remèdes qu'on a tenté d'y apporter. En notant leur insuffisance, nous comprendrons pourquoi un nombre de plus en plus grand d'esprits se tournent vers le socialisme.

(1) PIROU. — *La crise du Capitalisme* : Introduction.

La crise actuelle présente à la fois des caractères identiques et des caractères différents des crises qui l'ont précédée.

Comme caractère commun, on peut constater qu'elle arrive à une date normale, environ huit ans après la précédente et qu'elle survient à la suite d'une longue période de hausse et qu'elle se traduit, comme toutes les crises, par une baisse brusque des prix.

Comme caractère original, il faut d'abord noter *l'amplitude de la crise* : le commerce mondial a fléchi de 80 à 48 % et le prix des grandes matières premières a baissé de 45 % (2). L'indice des valeurs françaises a subi un fléchissement énorme de 548 à 210. Le revenu des Etats-Unis est tombé de 2 milliards 100 millions de dollars à un milliard de dollars. D'ailleurs cette crise économique a porté un coup sensible aux banques, dont un grand nombre n'ont pu résister et se sont effondrées. L'effondrement a même parfois été si considérable que l'Etat a été obligé de venir à leur secours et de leur procurer des crédits.

De plus *la crise économique a coïncidé avec une crise agricole* d'une ampleur sans précédent qui s'est propagée dans le monde entier. La crise agricole a agi sur la crise industrielle qui a réagi elle-même sur la crise agricole. Le blé, le vin, le café, grâce au progrès de la technique agricole, sont produits en si grande quantité que, pour sauvegarder des prix de vente bénéficiaires, on a procédé à des destructions massives de richesses.

(2) Chiffres extraits du *Cours d'Histoire des Doctrines Economiques* de L. BROCARD, professé en 1934-1935 à la Faculté de Droit de Nancy. (Chiffres valables de 1929 à 1933.)

Dans le monde environ neuf cent mille wagons de blé et cent cinquante mille wagons de riz; aux Etats-Unis : six millions de porcs, six cent mille vaches, vingt millions de viande conservée; en Argentine : cinq cent cinquante mille moutons; en Hollande deux cent mille vaches laitières (choisies pleines pour faire coup double); au Brésil on a jeté à la mer trente-deux millions de sacs de café et à Cuba treize millions de canne à sucre (3).

Enfin, on a vu le *chômage* s'étendre comme une plaie hideuse sur le monde atteignant en 1933 plus de trente-deux millions d'êtres humains, dont 12 millions pour les Etats-Unis et presque 7 millions en Grande-Bretagne, la France n'ayant qu'un million de chômeurs effectifs.

La crise a engendré dans tous les pays des *phénomènes d'ordre monétaire* engendrant des perturbations telles que la majorité des Etats ont procédé à des dépréciations ou dévaluations de leurs monnaies.

Enfin toutes ces perturbations économiques ont engendré un *interventionnisme* nécessaire de l'Etat dans les questions économiques. Cet interventionnisme est si indispensable que c'est en France le ministère Flandin, dont le programme était le libéralisme économique, qui réalisa un interventionnisme généralisé (lois sur le blé et sur la viticulture).

Enfin, comme dernier caractère de la crise, il faut noter sa *généralisation* : l'univers entier est atteint et devant une crise mondiale, seules des solutions internationales seraient susceptibles de porter remède au mal actuel.

(3) Chiffres fournis par le « Plan Français », p. 31.

Parmi les causes de la crise, il y en a trois principales : la guerre, l'économie complexe, le progrès technique.

1° La guerre a produit chez les belligérants un arrêt momentané de la production industrielle, puisque les pays belligérants avaient leur population occupée à combattre sur le front. Par contre, dans les pays neutres, il se produisit une surexcitation extraordinaire de l'activité économique parce que ces pays purent vendre aux pays belligérants toutes les choses qui leur étaient nécessaires pour leur subsistance et pour leur défense nationale. Aussi la guerre terminée, lorsque les pays belligérants se remirent au travail et voulurent conquérir les marchés neutres, il se produisit une crise dès 1920. Mais la reconstruction des régions dévastées permit d'absorber temporairement la production. Mais en 1929 l'engorgement des marchés se produisit et la grande crise apparut.

En plus, la guerre entraîna la création de nouvelles frontières, notamment en Europe Centrale, qui contribuèrent encore à gêner les échanges internationaux.

Enfin la guerre a occasionné des pertes de millions d'hommes qui auraient créé des foyers et fondé des familles consommant les produits fabriqués. La guerre a donc raréfié le chiffre de la population et donc des commandes.

2° L'économie complexe est la tendance qui a poussé tous les peuples à cultiver leur sol au maximum, à développer toutes leurs branches d'industries et à étendre leur activité commerciale le plus possible, en somme l'économie complexe poussée aux extrêmes limites tend à l'au-

tarchie ou plus exactement à l'autarkie (se suffire à soi-même) : c'est ainsi que la Russie, l'Inde, le Japon, la Chine et même les colonies sont devenus, non plus les acheteurs des pays européens, mais des concurrents redoutables grâce au développement de leur outillage et grâce au faible prix de revient de leur main-d'œuvre. 160 millions de Russes, 300 millions d'Hindous, 400 millions de Chinois ont fermé leur marché aux producteurs européens qui ont été obligés de ralentir d'abord, puis d'arrêter leur fabrication et de mettre leurs ouvriers en chômage. Ces ouvriers et leurs familles devenus chômeurs sont transformés en « sous-consommateurs ».

3° Le progrès technique, grâce au perfectionnement constant des machines, a accru le rendement tout en diminuant dans des proportions inquiétantes la main-d'œuvre : aujourd'hui 5 ouvriers font le travail qui, en 1865, lors du percement de l'isthme de Suez, en exigeait quatre mille. Alors qu'en 1920 l'industrie des bouteilles de verre en Tchécoslovaquie, employait 8.000 ouvriers pour produire environ 50 millions de bouteilles par an, elle n'en occupe plus actuellement qu'un millier et a pourtant doublé sa production. Pour le barrage de Kembs, dont les travaux ont coûté 600 millions, les ouvriers occupés à l'usine sont au nombre de 25 au lieu de 1.200 auparavant (4).

Aux Etats-Unis, la puissance productive d'un travailleur de 1925 à 1933 a passé de 30 à 66 %. Jacques DUBOIN a montré que depuis l'homme de Cro-Magnon jus-

(4) Exemples cités dans G. PIROU : *la Crise du Capitalisme*, p. 45.

qu'aux constructeurs de pyramides, la puissance moyenne de chaque homme égalait 1/10^e de cheval. De l'ancienne Egypte à la découverte de J. Watt, la puissance fut multipliée par 2. Un siècle de machine à vapeur l'a multipliée par 300 et vingt ans d'électricité par 10.000. D'où la grande relève des hommes par la machine.

Albert THOMAS, directeur du Bureau International du Travail, dans un discours qu'il prononçait à l'assemblée générale de l'Association internationale pour le progrès social, réunie à Paris en octobre 1931, disait à ses auditeurs : « Si l'industrie américaine de la chaussure travaillait à plein rendement, elle pourrait à elle seule fournir deux paires de chaussures par an à tous les habitants de la planète. » Comme il existe des fabriques de chaussures dans bien d'autres pays qu'aux Etats-Unis, une telle surproduction devait conduire à une crise grave dans cette branche d'industrie (5).

A cette sous-consommation due aux conséquences de la guerre, à la tendance à l'économie complexe et au progrès technique, il convient d'ajouter que si on s'appuie sur les statistiques du Bureau International du Travail, on constate que dans les cinquante dernières années l'augmentation des salaires a été très inférieure à l'augmentation des profits, ainsi aux Etats-Unis, de 1925 à 1929, le volume des salaires réels payés dans les manufactures n'a augmenté que de 5 %, alors que les dividendes et intérêts s'élevaient de 86 % et les nouvelles émissions de capitaux de 111 %. LÉON JOUHAUX souligna en janvier

(5) Cité par R. LAURENT : *Face à la Crise*, p. 13.

1933, à Genève, qu'au cours de la période 1922-1929, si les salaires, les profits, la productivité avaient suivi aux Etats-Unis un rythme uniforme, il eût été attribué 20 milliards de dollars de plus aux salariés et 20 milliards en moins aux capitalistes (500 milliards de francs français). Il en concluait : « Moins de production, plus de consommation, tel eût été le changement » (6).

Il serait d'ailleurs inexact de penser que les sommes touchées par les capitalistes sont écartées du marché des produits consommables. Les capitalistes investissent une partie de leurs revenus dans des industries qui emploient la main-d'œuvre, mais ces investissements capitalistes se placent le plus souvent dans des entreprises qui fabriquent de l'outillage, ce qui contribue à augmenter le chômage, donc la sous-consommation.

Devant l'ampleur de la crise économique, l'Etat s'est vu contraint d'intervenir et des hommes d'Etat fidèles au capitalisme libéral ont tenté les premiers essais d'économie dirigée : la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture a édicté une série de mesures pour frapper les gros viticulteurs; les lois du 26 janvier 1933 et du 10 juillet 1933 se sont préoccupées du marché du blé et ont fixé un prix minimum de vente au-dessous duquel il fut formellement interdit de descendre, mais les intéressés violèrent ces lois. En réalité ces mesures n'attinrent pas leur but.

Devant les catastrophes qui menaçaient les banques et les industries de transport, l'Etat français renfloua un certain nombre de sociétés célèbres (Banque d'Alsace

(6) Cité par G. PIROU : *La Crise du Capitalisme*, p. 39.

et de Lorraine, Banque Nationale de Crédit, Compagnie Générale Aéro-Postale, Compagnie Générale Transatlantique) dans lesquelles l'Etat a désormais une place importante de surveillance.

Enfin la politique de déflation pratiquée par les partis modérés contribua à diminuer le pouvoir d'achat des masses et accentua la crise, et la politique de reflation entreprise par le Gouvernement de Front Populaire dans la précipitation et l'imprévoyance, n'augmenta pas le pouvoir d'achat des travailleurs, la hausse du coût de la vie compensant largement les augmentations de salaires.

Techniquement, tous les remèdes employés pour lutter contre la crise se sont révélés très insuffisants.

La crise économique semble bien prouver que la structure juridique et les procédés techniques du capitalisme ont fait faillite. Le capitalisme peut-il alors se justifier au nom de la morale et de la justice ? Pas davantage, car les critiques d'ordre éthique et spirituel ne manquent pas, à la fois des socialistes qui réclament une société plus juste et plus humaine, et des catholiques sociaux, qui entendent subordonner l'économique au moral et au religieux. Nous verrons (7) combien les encycliques « *Rerum Novarum* » et « *Quadragesimo Anno* » critiquent la conception capitaliste et matérialiste de l'existence, qui laisse libre cours aux passions humaines, met au pinacle les intérêts égoïstes et sacrifie les liens spirituels les plus élevés aux exigences de la production. Les « Semaines sociales » de Mulhouse ont montré combien

(7) Voir Chapitre I de la Partie II : *Le Socialisme Chrétien*.

les pratiques actuelles du monde des affaires heurtent les prescriptions de la morale chrétienne.

D'ailleurs le capitalisme est condamné dans le domaine doctrinal depuis les groupements corporatifs d'extrême droite jusqu'aux anarchistes, et son évolution même le conduit dans la voie de l'économie dirigée qui n'est qu'une forme bâtarde du socialisme.

Suivant la classification de M. H. NOYELLE (8), le capitalisme libéral se caractérise par l'intérêt personnel, la concurrence, la liberté, la responsabilité. Or, de ces quatre caractères, seule subsiste la notion d'intérêt personnel parce qu'elle est l'expression d'une loi psychologique dégagée par l'observation, attestée par l'expérience. Encore faut-il, dans une société équilibrée, que l'intérêt personnel ne soit pas le mobile unique des actions humaines et qu'il s'harmonise heureusement avec l'intérêt général.

Le deuxième caractère du capitalisme : la concurrence, n'existe plus. Selon l'excellente formule de Proudhon : « La concurrence a tué la concurrence. » Entre les grandes entreprises capitalistes des ententes se sont nouées qui visent à organiser le monopole d'une production ou d'un marché. M. PIROU écrit : « Le capitalisme d'aujourd'hui a le plus souvent chassé la concurrence et les ententes industrielles règnent dans toutes les branches d'industries ou de commerce où la concentration a fait son œuvre et où les chefs d'entreprises s'aperçoivent que

(8) A. NOYELLE. — *Utopie libérale, Chimère socialiste, Économie dirigée.*

leur intérêt commun est de cesser la lutte et d'exploiter en commun le marché. »

Le caractère de liberté du capitalisme libéral s'effrite peu à peu, pour se garantir l'exclusivité de la vente, le capitalisme se tourne vers l'Etat à qui il demande d'écarter à son profit la concurrence étrangère. Les droits de douane et les contingentements furent mis en vigueur sous la pression de certains organismes très puissants du grand capitalisme industriel. De même l'intervention de l'Etat dans le renflouement des banques en péril n'a été nullement d'inspiration socialiste, mais fut édicté par des gouvernements conservateurs dans l'intérêt des ap-porteurs de fonds et pour sauvegarder la mise qui sans cela eût été irrémédiablement perdue. Ce système de sauvetage des entreprises déficitaires par l'Etat supprime le quatrième caractère du régime capitaliste traditionnel puisque la responsabilité personnelle, l'élimination des moins aptes ne se produit plus en période de dépression.

Un dernier trait du capitalisme contemporain est que le profit n'apparaît plus dans le bilan des sociétés anonymes sous l'apparence de dividendes distribués aux actionnaires. En fait, la collectivité des actionnaires ne touche plus une partie substantielle des profits et ne gère pas davantage les affaires. Pour réserver à ceux qui figurent autour de la table des conseils d'administration, le plus gros morceau des bénéfices réels de l'entreprise, des procédés nouveaux ont été mis en œuvre pour dissimuler une part appréciable des profits dans des postes obscurs ou le plus souvent le disséminent dans les filiales que dirigent les administrateurs de la société mère, mais dont les actionnaires de celle-ci sont absents. Finalement les

bénéficiaires véritables du mécanisme capitaliste à l'heure actuelle, ce ne sont plus les actionnaires, mais les administrateurs. Or, ceux-ci forment une petite oligarchie très fermée, que l'on retrouve dans les affaires techniquement les plus diverses et dont l'influence dans l'ordre économique et politique est considérable, on a appelé ces administrateurs cumulant leurs conseils d'administration les « Deux cents familles », du fait que d'après les anciens statuts de la Banque de France, seuls les deux cents plus gros actionnaires pouvaient assister aux assemblées générales de la Banque. Une enquête réalisée en 1932 a établi que 90 personnes occupaient 735 places d'administrateurs dans les sociétés importantes, dont 277 dans les compagnies d'assurances, 180 dans les banques, 57 dans les chemins de fer.

De cette rapide analyse de la crise et du capitalisme nous devons retenir :

1° Au point de vue technique le mécanisme capitaliste pousse à une production toujours accrue, en même temps qu'il réduit constamment le pouvoir d'achat des consommateurs, d'où aggravation continue de la crise.

2° Le progrès technique et les découvertes scientifiques ont augmenté le chômage par suite du remplacement des travailleurs par les machines.

3° Le régime capitaliste est faussé : la liberté, la libre concurrence et la responsabilité ne jouent plus. Les actionnaires, les propriétaires, les industriels ne sont plus les vrais bénéficiaires du régime, mais seulement une

petite oligarchie d'administrateurs gère la vie économique et politique des nations pour son seul intérêt mercantile.

Cet examen impartial de la crise du capitalisme actuel et l'insuffisance des remèdes proposés par « l'économie dirigée » nous conduisent dans la direction du socialisme, si l'on veut rechercher des solutions cohérentes (9).

Mais cette étude du capitalisme contemporain nous a montré combien les doctrines socialistes, axées autour de la notion de lutte de classes et de suppression de la propriété privée, se font des conflits sociaux une idée fausse et tendancieuse.

La socialisation de la propriété privée était concevable à l'époque de la rareté où le seul problème qui se posait était le partage plus équitable des richesses.

La lutte contre la bourgeoisie pouvait se soutenir lorsque l'antagonisme de deux classes se manifestait dans les faits : une détenant la toute-puissance et l'autre souffrant dans sa servitude.

Aujourd'hui la situation est changée, la socialisation de la propriété privée serait un non-sens, il ne s'agit pas

(9) Naturellement, la crise économique de 1929 n'a pas fait naître l'anticapitalisme, mais alors qu'auparavant l'anticapitalisme se limitait aux partis marxistes, depuis 1929, par suite de l'ampleur et de la gravité de la crise, l'anticapitalisme a gagné du terrain, notamment dans les milieux catholiques qui, jusqu'alors, ne lui étaient pas hostiles. Enfin, en plus des partis politiques, des intellectuels et une partie croissante de la population ont compris que le régime économique et social était brisé et qu'il fallait concevoir un socialisme nouveau, éloigné également du marxisme et du capitalisme traditionnel.

de partager quelques rares richesses, mais de répartir harmonieusement les amas de richesses produits par le progrès technique. La question est de discipliner et de diriger une distribution équitable des biens par la *socialisation du profit* qui permettra à tous les hommes, grâce à la notion d'un juste prix, d'un juste salaire, d'un « prix social » de posséder la joie de vivre grâce à un pouvoir d'achat sans cesse accru.

La lutte des classes n'a plus de raison d'être, le socialisme se suiciderait s'il voulait exacerber les conflits entre le prolétariat et les classes moyennes bourgeoises, il doit au contraire unir toutes les classes de la nation afin que l'intérêt national, que l'intérêt socialiste, que l'intérêt collectif prédomine les intérêts égoïstes d'une poignée de gros financiers. Tous les hommes devront se plier à la loi de l'intérêt général lorsque l'on aura entrepris et réalisé, non la lutte des classes, mais la *socialisation de la puissance*, qui n'implique ni l'étatisation, ni la suppression de la propriété privée.

CHAPITRE II

LES CAUSES DE L'ABANDON DES SOLUTIONS MARXISTES

*« Aller vers l'idéal et comprendre le
réel. »*

J. JAURÈS.

Dans le chapitre précédent, nous avons examiné comment, sous l'influence de la crise économique et après avoir constaté l'insuffisance des remèdes traditionnels du capitalisme, un très grand nombre d'individus ont cherché dans la direction du socialisme la solution aux maux qui les étreignent.

Il convient alors de rechercher pourquoi le socialisme contemporain s'est écarté du marxisme : nous découvrirons une double cause :

a) L'influence incontestable des grands socialistes français d'avant guerre : Brousse, G. Renard, Benoit Malon et Jean Jaurès.

b) L'influence des faits politiques et économiques : la guerre d'abord qui a réalisé l'union sacrée, l'après-guerre qui a vu l'avènement puis l'écrasement des régimes socialistes édifiés en Europe Centrale et en Europe Occidentale.

Citons, en effet, quelques extraits des œuvres des grands socialistes d'avant-guerre : Brousse, G. Renard, Benoît Malon et J. Jaurès et nous constaterons quel abîme les sépare du socialisme traditionnel. Quant à Jules Guesde, le plus marxiste des socialistes français, il collabora à côté des ministres bourgeois au gouvernement de la défense nationale !

Nul n'était moins marxiste que Paul Brousse, qui était le chef de l'école possibiliste : « Nous préférons abandonner le « tout à la fois » pratiqué jusqu'ici et qui généralement aboutit au « rien du tout », fractionner le but idéal en plusieurs étapes successives, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles, au lieu de nous fatiguer sur place à marquer le pas ou, comme dans le conte de Barbe-Bleue, de rester penchés sur les tours de l'utopie et de ne jamais rien voir venir de concret et de palpable » (1).

Dans son ouvrage « la propriété collective et les services publics », Brousse estime que la transformation des grandes branches d'activités économiques en services publics réalisera le socialisme. Par la multiplication des régies directes, le socialisme s'affirmera.

Georges Renard, dans « le régime socialiste » estime que le socialisme doit se trouver aussi éloigné du communisme total que de l'individualisme absolu : « Entre ces deux extrêmes tiennent toutes les organisations économiques du monde. Jamais l'élément social ou collectif

(1) Cité par G. PIROU. — *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 26.

n'y manque : routes, fleuves, impôts le représentent à défaut d'autre chose. Jamais non plus n'y manque l'élément individuel, même chez les nomades, qui ne connaissent pas la propriété du sol, mais les armes et les vêtements ont toujours été propriété personnelle.

Les deux éléments se combinent toujours à des doses variées, et là encore, c'est leur dosage rationnel et scientifique qu'il faut déterminer » (2). Renard espère qu'il arrivera un moment où la guerre sera à jamais bannie des mœurs, mais en attendant « il faut tenir compte de ce qui est. Or, on ne peut nier hélas, que les hommes groupés en nations ne soient encore séparés par des haines, des rancunes, des préjugés... La nation qui voudrait rester désarmée au milieu du monde en armes se condamnerait à mort. Est-il besoin de remonter aux âges barbares pour entendre le gémissement des peuples qui ont été asservis ou démembrés par des voisins rapaces ? Toutes les parties du globe en retentissent... Leçon éloquente à l'adresse de ceux qui seraient tentés de dire : à bas l'armée ! Point d'organisation militaire ! — Il est trop évident que pour toute société actuelle pareil mot d'ordre serait un suicide.

— Eh bien, soit ! dira-t-on. Périssent l'idée de patrie avec le militarisme, si l'un ne peut disparaître sans l'autre !

— Il n'a pas manqué d'outranciers pour aboutir à cette solution hardie et simpliste. Elle m'a toujours paru fausse et je ne puis que répéter ce que j'ai écrit à ce sujet : la patrie n'est pas un mot vide, une entité abstraite. Elle

(2) G. RENARD. — *Le Régime Socialiste*, p. 19.

contient le pays où nous sommes nés, où nous avons grandi, où nous nous sommes éveillés à la vie, et quelques bonnes raisons que nous puissions avoir de nous proclamer citoyens du monde, nous n'en tenons pas moins par les fibres les plus sensibles de notre cœur aux lieux témoins de notre enfance, aux choses qui ont commencé par être pour nous tout l'univers. Et la patrie n'est pas seulement le pays natal agrandi, elle représente encore un fonds commun d'intérêts, de traditions, d'espérances, une parenté plus étroite entre les âmes et même entre les corps.

Détruire l'amour de la patrie serait une entreprise aussi déraisonnable qu'impraticable. Ce qu'il faut faire, c'est l'épurer et l'élargir, en conservant, mais en étendant de plus en plus aux autres groupes d'hommes les sentiments de bienveillance et de solidarité naturelle qui nous attachent à nos compatriotes.

Les socialistes aspirent, non pas à supprimer le patriotisme, mais seulement à le transformer. Ils veulent en extirper la sotte haine de l'étranger et la remplacer par l'émulation entre peuples, par la lutte féconde à qui fera rayonner sur la terre plus de lumière et plus de justice.

Je puis ajouter que défendre la patrie c'est encore pour un peuple sauver de la destruction son idéal, sa façon de concevoir le monde, ses aspirations vers le mieux, les germes d'avenir dont il est dépositaire et ainsi travailler du même coup pour soi-même et pour l'humanité » (3).

(3) G. RENARD. — *Le Régime Socialiste*, p. 68 et 69.

Benoît Malon, ce socialiste génial, fils d'ouvrier, ayant appris à lire seulement à vingt ans et qui mania la plume avec un talent admirable, n'était pas marxiste. Malon s'adresse, non simplement au prolétariat, mais à toutes les classes de la nation, même à la bourgeoisie : « Je m'adresse surtout à la bourgeoisie pour lui dire que le temps est passé où elle pouvait, sans danger immédiat, méconnaître la signification révolutionnaire des événements qui se précipitent. Elle a été souvent avertie par les socialistes, cette bourgeoisie dont la mission historique pourrait être si bienfaisante, si glorieuse encore » (4).

Malon n'est pas matérialiste, l'idéalisme se confond pour lui avec le socialisme. « Le socialisme, c'est l'humanité en marche vers une civilisation supérieure et portant dans les vastes plis de son manteau constellé, en même temps que toutes les espérances de libération et de justice des opprimés, toutes les hautes aspirations mentales, sentimentales, esthétiques de l'âme humaine » (5).

Malon préconise une série de mesures bien actuelles : réduction de la durée des heures de travail, nationalisation du crédit, des mines, des chemins de fer, développement des régies municipales, plan de grands travaux impliquant la démolition de tous les taudis et la construction de maisons salubres à loyers modiques pour les ouvriers, enfin réforme de l'Etat républicain avec la création à côté de la Chambre politique d'une Chambre économique. Après avoir énoncé ce programme, écrit au dernier quart du XIX^e siècle, et qui est si proche du plan

(4) Benoît MALON. — *Précis de Socialisme* : La Préface.

(5) *Idem*, p. 178.

actuel de la C. G. T., Malon, dans ces lignes admirables, montre toute sa croyance idéaliste au socialisme : « Il y a 1.600 ans, lorsque les nautesiciens antiques eurent entendu, dans le silence de la mer immense, retentir, par trois fois, le cri d'épouvante et de détresse qui annonçait la mort des anciens dieux, l'idée messianique apparut comme l'étoile rédemptrice éclairant soudain le ciel noir du paganisme épuisé et la terre désolée du romanisme odieux, une heure nouvelle avait sonné au cadran des siècles, et le christianisme, méprisé, persécuté quelques années plus tôt, devait prendre l'empire du monde.

Notre époque, que trois siècles de philosophie ont affranchie de la domination religieuse, qu'un siècle de conquêtes scientifiques, de révolutions politiques, de transformations économiques a rendu plus apte aux splendides et audacieuses réalisations sociales, notre époque attend son salut de l'idée socialiste qui fermente dans toutes les profondeurs, dans toutes les douleurs, dans toutes les aspirations contemporaines.

C'est pourquoi, malgré les tristesses, les troubles, les conflits et les menaces de l'heure présente, le socialisme est devenu l'étoile conductrice des peuples » (6).

Enfin Jean Jaurès, le plus grand de tous les socialistes français, Jaurès, ce « génie symphonique », dans son admirable synthèse, a soutenu des propositions fort peu marxistes :

« Quand le manifeste communiste de K. Marx et Engels prononçait en 1847 la phrase fameuse si souvent

(6) Benoît MALON. — *Précis de Socialisme*, p. 336.

répétée et exploitée en tous sens : les ouvriers n'ont pas de patrie, ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale et d'ailleurs malencontreuse à la polémique des patriotes bourgeois... c'est l'idée sacrifiée à la boutade » (7).

Jaurès fut toujours un partisan convaincu de la défense nationale : « Un pays qui ne pourrait pas compter aux jours de crise où sa vie même serait en jeu sur le dévouement national de la classe ouvrière ne serait qu'un misérable haillon. Ce que les socialistes demandent, ce qu'ils ont le droit et le devoir de demander, c'est que la Nation organise sa force militaire sans aucune préoccupation de classe ou de caste, sans autre souci que celui de la défense nationale elle-même » (8).

Jaurès a compris la solidarité nationale : « A l'intérieur d'un même groupement régi par les mêmes institutions, exerçant contre les groupements voisins une action commune, il y a forcément entre les individus, même des classes les plus opposées ou des castes les plus distantes, un fond indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs, d'émotion » (9).

(7) J. JAURÈS. — *L'Année nouvelle*, p. 539.

(8) J. JAURÈS. — *L'Année nouvelle*, p. 10.

(9) *Idem*, p. 554. Cf. : L. BROCARD : « Une nation est essentiellement un groupe d'hommes qui, travaillant ensemble à l'exploitation d'un territoire déterminé, s'efforcent d'en tirer, soit par la production, soit par l'échange, les moyens de satisfaire leurs besoins, y compris le besoin de sécurité et de défense, celui aussi de perpétuer la race, résume d'ailleurs toute la vie sociale. Mais la collaboration humaine ne se fait pas confusément entre tous les hommes. Elle est plus étroite dans la localité que dans la région, dans la région que dans la nation, dans la nation qu'entre les nations. » — *Economie Nationale et Internationale*, I, p. 55.

Jaurès a magnifiquement chanté la beauté de la patrie : « La patrie n'est pas une idée épuisée, c'est une idée qui se transforme et s'agrandit. J'ai toujours été assuré que le prolétariat ne souscrirait pas, dans l'intimité de son être, à une doctrine d'abdication et de servitude nationale. Se révolter contre le despotisme des rois, contre la tyrannie du patronat et du capital et subir passivement le joug de la conquête, la domination du militarisme étranger, ce serait une contradiction si puérile qu'elle serait emportée à la première alerte par toutes les forces soulevées de l'instinct et de la raison... Jamais un prolétariat qui aura renoncé à défendre avec l'indépendance nationale la liberté de son propre développement n'aura la vigueur d'abattre le capitalisme... Ceux des Français, s'il en est encore, qui disent qu'il leur est indifférent de vivre sous le soudard d'Allemagne ou sous le soudard de France, sous l'empereur casqué ou sous le président bourgeois, commettent un sophisme qui, par son absurdité même, dérouté tout d'abord la réfutation... La vérité est que partout où il y a des patries, c'est-à-dire des groupes historiques ayant conscience de leur continuité et de leur unité, toute atteinte à la liberté et à l'intégrité de ces patries est un attentat contre la civilisation, une rechute en barbarie » (10).

« Le socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la nation. Il ne déserte plus la patrie, il se sert de la patrie elle-même pour la transformer et l'agrandir » (11).

(10) J. JAURÈS. — *L'armée nouvelle*, p. 450.

(11) *Idem*, p. 559.

Et Jaurès, en 1895, à la Chambre, rappelait que les socialistes revendiquaient, eux aussi, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie, sans d'ailleurs vouloir l'obtenir par le recours aux armes : « Je ne sais si quelqu'un l'oublie, mais ce n'est pas nous ! Nous sommes dans la nécessité douloureuse de dire : la Nation française est mutilée. Nous n'oublions pas la blessure profonde reçue par la patrie parce qu'elle est en même temps une blessure profonde reçue par le droit universel des peuples » (12).

Jaurès, s'il constatait le fait de la lutte des classes, s'en affligeait et espérait qu'une évolution harmonieuse y mettrait fin : « Aujourd'hui, la vraie lutte est entre le prolétariat, c'est-à-dire entre ceux qui n'ont d'autres ressources que leur travail quotidien et le capital qui, comme tel, exige une rémunération. Le constater n'est pas s'en réjouir. Pour moi, cette permanente opposition des intérêts et des âmes dans l'unité de la patrie me fatigue jusqu'au dégoût, et les socialistes cherchent avec passion le moyen d'y mettre un terme » (13).

Jaurès, à l'inverse de Marx, espérait que la révolution se ferait toute pacifiquement : « Marx, qui n'a jamais consenti à être dupe, a accumulé, dans le capital, les traits d'égoïsme répugnant, les violences sournoises, les voleries d'ateliers, les tricheries de boutiques... Mais quoi ! Marx aurait-il consenti à ce que le monde social s'arrêtât et s'immobilisât au seuil de l'époque moderne ? Ou bien

(12) Cité par G. PIROU. — *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 63.

(13) J. JAURÈS. — Article de la *Revue Socialiste*, n° 124, p. 390. Cité par J. KÆN : *Les Idées économiques de J. Jaurès*.

le grand réaliste implacable a-t-il rêvé tout bas, sans l'avouer aux autres et à lui-même, d'une évolution plus humaine et plus douce, qui aurait demandé aux prolétaires, pour la formation de la puissance bourgeoise, moins de sacrifices et de douleurs ? » (14).

Car le régime capitaliste n'est pas uniquement un régime d'exploitation : « A aucun moment le capitalisme n'est une pure force de résistance, une force de réaction sans mélange. Tout à la fois, par une action indivisible, il abaisse et il élève, il asservit et il émancipe, il exploite et enrichit » (15).

Jaurès reconnaissait la nécessité de la grève comme moyen de lutte des travailleurs, mais il pensait que l'arbitrage obligatoire permettant de les éviter rendrait les plus grands services à la classe ouvrière. Dès 1901 Jaurès suggère l'arbitrage obligatoire au comité général du parti socialiste français : « Avec l'institution du conseil arbitral, la puissance juridique est coupée en deux ; une moitié appartient aux ouvriers de l'usine, et c'est le progrès légal juridique immense qui explique pourquoi le parti socialiste tout entier avait intérêt à l'arbitrage obligatoire » (16).

Jaurès d'ailleurs ne concevait la révolution que dans le cadre de la démocratie : « La transformation sociale se fera, elle est inévitable ; la révolution sociale se fera. La seule question est de savoir si elle se fera dans les

(14) J. JAURÈS. — *L'Armée nouvelle*, p. 367.

(15) *Idem*, p. 363.

(16) J. JAURÈS. — *Revue Socialiste*, mai 1901, n° 117, p. 533.
Cité par J. KËN : *Les Idées économiques de J. Jaurès*.

convulsions et dans les crises ou dans le grand mouvement ordonné du progrès dans la démocratie.

Et moi, malgré tout, malgré les colères qu'inspirent au prolétariat les déceptions et les trahisons, je crois encore, je le dis ici comme dans les assemblées populaires, de toutes mes forces et de tout mon cœur, je crois à la puissance du progrès ordonné dans la démocratie » (17).

Jaurès n'avait-il pas coutume de dire aux ouvriers : « Vous voulez l'insurrection, mais vous avez la démocratie. »

Jaurès enfin n'ignorait pas qu'entre les magnats industriels et le prolétariat se trouvaient les classes moyennes qu'il fallait attirer au socialisme : « Mais entre les deux pôles sociaux sont distribuées et échelonnées bien des forces intermédiaires. De la grande bourgeoisie capitaliste à la modeste bourgeoisie et à l'artisanerie, il y a des degrés sans nombre... Les classes intermédiaires sont incertaines et flottantes, elles ne savent au juste quel idéal de vie se proposer, elles sont pressées à la fois par l'énorme concurrence du grand capital et par les exigences ouvrières, et leurs défiances et leurs sympathies entre les deux classes en lutte. Même si elles boudent au prolétariat, même si elles lui opposent une mauvaise humeur prolongée, elles peuvent retarder sa marche, elles peuvent même la refouler parfois » (18).

« L'idée du socialisme peut rallier et elle ralliera après de déplorables malentendus, les classes moyennes,

(17) J. JAURÈS. — Discours du 8 novembre 1910. Cité par J. KËN : *les Idées économiques de J. Jaurès*.

(18) J. JAURÈS. — *L'Armée nouvelle*, p. 521.

la démocratie flottante. Elle offre aux paysans les bienfaits de la paix internationale, l'espoir du désarmement, les promesses de l'esprit d'association et la force des grands travaux de perfectionnement agricole qu'assumera la communauté. Les producteurs moyens et petits, les boutiquiers moyens et petits s'apercevront nécessairement que le capitalisme leur est beaucoup plus redoutable que le prolétariat. Il les écrase sans se soucier de leur lendemain. Au contraire, à mesure que les prolétaires élèveront leur propre condition, ils offriront par là même une garantie et un refuge à tous les individus des catégories intermédiaires que l'évolution économique rejette dans le salariat. La doctrine du droit à la vie et toutes les applications d'assurances sociales qui en dérivent s'étendront nécessairement à toutes les classes. D'ailleurs entre les capitalistes qui se trustent et les ouvriers qui se syndiquent, les classes moyennes commencent à ressentir le péril de l'isolement et de la concurrence aveugle et sans frein dès qu'elles commenceront à s'organiser; elles comprendront que leur groupement peut devenir un organe de la vaste communauté collective, et c'est le socialisme qui sera le centre d'attraction tous les jours plus puissant de la démocratie (19). »

Patriotisme sincère, socialisme démocratique, union nécessaire du prolétariat et des classes moyennes, tel a été le socialisme de Jaurès. H. Bourgin juge d'une façon fort exacte la synthèse jaurésienne : « Le révisionnisme de Jaurès procède de sources qui ne sont pas à l'intérieur du marxisme, mais au dehors. C'est sous l'afflux des élé-

(19) *Idem*, p. 529.

ments étrangers, réfractaires, irréductibles au marxisme, qu'il fait craquer la doctrine et en opère la revision. Jaurès ne réduit pas le socialisme à la philosophie et au programme de la classe ouvrière et du prolétariat. Il veut faire du socialisme la doctrine de l'humanité toute entière... L'humanité toute entière doit être libérée pour une civilisation plus haute que celle qui porte les marques et les tares de la bourgeoisie et du capitalisme. La civilisation socialiste qui utilisera pour le bien de tous toutes les forces de la science et de l'art assurera le développement et l'exercice de toutes les facultés de l'homme, de toutes les forces de sa conscience, de toutes ses capacités matérielles et morales (20). »

La grande guerre est venue : les socialistes ont immédiatement réalisé l'Union Sacrée et ont collaboré courageusement à l'œuvre de défense nationale. Dès le 2 août, à l'annonce de la neutralité luxembourgeoise violée par les Allemands, le meeting tenu par la Fédération socialiste de la Seine se termine par le vote d'un ordre du jour où l'assemblée se déclare : « Hostile à toute pensée de revanche, mais résolue à défendre le droit des peuples, l'indépendance des nations, la vie et l'intégrité française » et Vaillant précise : « En présence de l'agression les socialistes accompliront tout leur devoir pour la Patrie, pour la République et pour la Révolution. »

Le 4 août, à l'unanimité, les socialistes votent les crédits de guerre. Ils votent également la loi proclamant

(20) A. BOURGIN. — *Les Systèmes socialistes*, p. 317.

l'état de siège et supprimant les libertés de presse et de réunion. Devant la gravité des événements, ils n'hésitent pas à entrer au gouvernement : Jules Guesde est ministre sans portefeuille, Sembat ministre des Travaux publics, Albert Thomas sera sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Guerre. *L'Humanité* lance un manifeste : « C'est de l'avenir de la Nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui, le parti n'a pas hésité » (21).

Dans six lettres adressées aux présidents du Conseil qui se succédèrent au pouvoir, les socialistes y affirment leur volonté de « prendre dans l'organisation de la défense nationale des responsabilités directes » (lettre du 11 juin à Viviani). Le groupe parlementaire trouve que « les munitions restent trop parcimonieuses ; que les armements, canons, fusils, ne sont même pas remplacés au fur et à mesure qu'ils s'usent et disparaissent ». *L'Humanité* prétend que la victoire des alliés sera « le commencement d'une nouvelle civilisation » (22).

Quel singulier marxisme, que ce patriotisme vigilant ? Et où trouve-t-on trace de marxisme dans les extraits de Brousse, Renard, Malon et Jaurès que nous venons de citer assez largement ?

Donc il nous faut constater que la tradition socialiste française d'avant-guerre s'est très fortement éloignée des thèses marxistes, et que la guerre et l'union sacrée ont consacré une sorte de revirement de l'internationalisme marxiste.

(21) Cité par R. BERG. — *Le Socialisme entre l'Economie Nationale et le Cosmopolitisme*, p. 247.

(22) *Humanité* du 18 août 1914. Cité par R. BERG : *Le Socialisme entre l'Economie Nationale et le Cosmopolitisme*, p. 248.

Il faudrait, pour que le socialisme français renonçât à cette tradition nationale « au delà du marxisme », qu'à l'étranger les régimes marxistes remportassent d'éclatantes victoires. Hélas, l'après-guerre constatera la faillite du marxisme en Europe.

Sans doute, la révolution bolcheviste triomphante a pu être considérée par quelques esprits comme un succès marxiste. Mais, à vrai dire, scientifiquement parlant, la révolution russe a-t-elle triomphé et réussi selon le schéma marxiste ?

Non, car en 1917 la Russie était incontestablement le pays d'Europe où la concentration capitaliste était la moins poussée, or le marxisme avait toujours enseigné que la formidable concentration industrielle du capitalisme conditionnait le succès révolutionnaire du socialisme, et c'est précisément en Russie, restée au stade féodal, que la révolution socialiste triomphait et non dans un pays arrivé au stade du capitalisme industriel et bancaire. Révolution d'ailleurs facilitée du fait de l'absence complète de classes moyennes en Russie : d'un côté une paysannerie inculte et misérable; de l'autre une noblesse incapable et tarée. Les terribles souffrances engendrées par la guerre, la situation lamentable des malheureux moujiks expliquent le succès d'une révolution faite, non au cri de « lutte des classes » ou « Vive l'Internationale », mais au double cri de « Paix immédiate » et « La terre aux paysans ».

D'ailleurs la phase de la guerre civile et du communisme révolutionnaire fut de courte durée et dut céder la place à la N. E. P. (Nouvelle Politique Economique). En effet, à la suite de l'effroyable famine de 1921-1922,

le gouvernement a rétabli dans une certaine mesure le commerce privé pour procéder au ravitaillement des villes affamées. En fait, la N. E. P., suivie d'ailleurs par le Plan Quinquennal ou « Piatiletka » a eu pour but unique de redonner à l'U. R. S. S. une puissance industrielle et militaire en faisant d'elle la grande nation révolutionnaire capable de tenir éventuellement tête aux pays capitalistes qui menaceraient son intégrité territoriale. Afin de créer une puissante industrie lourde, on attira les paysans dans les villes et on en fit des ouvriers sous la direction d'ingénieurs venus de l'étranger. Pour nourrir cette nouvelle armée industrielle, on arracha aux paysans la plus grande partie du produit de leur travail sous la forme de l'impôt en nature. Les paysans refusèrent alors de travailler, les terres restèrent en friche, et c'est alors, qu'accumulé à la catastrophe, le régime entreprit la « collectivisation des campagnes ». Les kolkhoses et sovkhoses remplacèrent les anciennes fermes, le gouvernement entreprit la lutte contre les « koulaks » (paysans riches) qui s'insurgeaient contre l'expropriation. En 1931-1932, une famine assez grave aurait éclaté, mais cette famine a été démentie par les dirigeants soviétiques.

Toujours est-il que le gouvernement recula : il rendit au paysan le droit de disposer à son gré d'un petit lot de terre (un demi-hectare en moyenne par famille), le droit de posséder une vache, des petits bestiaux et de la volaille (les chevaux restant propriété de l'Etat).

Le projet de la nouvelle Constitution soviétique vient de consacrer des solutions fort peu marxistes : au point de vue politique, on y note une atténuation de la dictature par une tentative d'essai de rassemblement dans une

sorte de « démocratie dirigée » de tous les éléments qui jusqu'ici avaient été privés de leurs droits politiques et qui redeviendront citoyens; au point de vue de l'organisation économique, les dirigeants soviétiques semblent vouloir rendre une certaine liberté d'action à des éléments d'économie libre, au commerce libre, et ainsi en U. R. S. S. on pourra désormais distinguer deux secteurs économiques : un secteur organisé, dirigé, contrôlé, nationalisé et un secteur d'économie libre.

En réalité « l'évolution du régime soviétique n'est que la déroute du marxisme dans tous les domaines » (23). Cette opinion est d'ailleurs aussi celle de Trotsky, qui, resté fidèle au marxisme intégral, proclame la « trahison » des dirigeants soviétiques. Ceci nous montre assez bien qu'en U. R. S. S., le socialisme a réussi dans la mesure même où il s'est écarté du marxisme.

Donc, techniquement, la révolution russe n'est pas une révolution marxiste.

Mais partout ailleurs, dans tous les pays d'Europe Centrale et Occidentale, les révolutions populaires à tendances marxistes ont partout été écrasées : échec en Allemagne, échec en Hongrie, échec en Finlande, échec en Italie, échec en Autriche, difficultés graves en Espagne.

Echec en Allemagne, où après une tentative de gouvernement soviétique bavarois en 1919, la Bavière devint le berceau du mouvement national-socialiste. Le Reich, après avoir eu pendant quelques années des gouvernements sociaux-démocrates qui n'entamèrent aucune

(23) ISTINA. — *Apparence de Triomphe* : Sept. Numéro du 27 novembre 1936.

réforme de structure, eut des gouvernements centristes, puis réactionnaires, enfin aujourd'hui, la dictature hitlérienne règne toute-puissante.

Echec en Hongrie, où après la tentative du gouvernement soviétisant de Bela-Kuhn, la guerre civile amena rapidement le triomphe des contre-révolutionnaires.

Echec en Finlande où, après trois mois de pouvoir soviétique, la Finlande s'est trouvée gouvernée par des conservateurs.

Echec en Italie où, après les continuelles grèves et occupations d'usines de l'Italie du Nord, Mussolini réalisa la marche sur Rome et instaura le fascisme.

Echec en Autriche où la social-démocratie après avoir déséquilibré le budget dut céder le pouvoir aux partis centristes qui exercent une dictature implacable.

Echec partiel en Espagne où une coalition radicalo-socialisante a été incapable de briser l'insurrection militaire franquiste qui, en quelques semaines, est arrivée à conquérir plus de la moitié de la péninsule ibérique.

Donc échec du marxisme partout : pourquoi donc se refuser à reconnaître loyalement que le marxisme, comme toutes les théories humaines, a été dépassé par les événements, et que le socialisme ne s'identifie pas avec le marxisme. Le marxisme a été vaincu dans les idées et dans les faits, si on veut que le socialisme ait quelque chance de réussir, il faut le détacher du marxisme.

Or, la tradition française du socialisme était très éloignée du marxisme; l'union sacrée pendant la guerre fut contraire aux directives marxistes, dans l'après-guerre les régimes marxistes furent partout vaincus. Alors quelle

raison, sinon le goût du suicide, pourrait avoir le socialisme français contemporain de se déclarer marxiste ?

En fait, le socialisme français n'est plus marxiste.

Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous étudions cinq tendances différentes du socialisme français contemporain : ces cinq tendances sont rigoureusement originales et ne subissent aucune influence marxiste (24).

Dans la troisième partie, nous aurons beau jeu de montrer comment le socialisme, qui se prétend marxiste s'éloigne du marxisme et comment un gouvernement de Front Populaire, pour gouverner, se sépare du marxisme. Ainsi se justifiera notre titre : le Déclin du Marxisme dans les tendances socialistes de la France contemporaine.

(24) Comme notre deuxième partie s'intitule : « Les Formes modernes du socialisme non marxiste », il nous a semblé inutile de rappeler fastidieusement à l'intérieur de chaque mouvement qu'aucun des cinq caractères du marxisme ne s'y retrouve : socialisme basé sur la théorie de la valeur-travail, matérialisme, mouvement purement prolétarien, fatalisme et cosmopolitisme.

Bien au contraire, chacune de ces cinq doctrines rejette énergiquement la théorie de la valeur travail, le matérialisme, l'ouvriérisme et proclame l'union des classes moyennes et du prolétariat, le volontarisme et le patriotisme. D'ailleurs, l'étude intérieure de chacun de ces cinq mouvements fera mieux comprendre au lecteur, non pas les divergences que présentent ces doctrines avec le marxisme, mais l'abîme profond qui les sépare.

DEUXIEME PARTIE

Les Formes Modernes du Socialisme
non Marxiste

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME CHRÉTIEN

« De l'avis unanime, l'Etat actuel ne peut durer. Fondé sur la suprématie de l'argent, vide de tout esprit chrétien, entaché d'égoïsme et d'injustice, il est un désordre. Le christianisme n'est pas solidaire du capitalisme. »

Mgr SALIÈGES,

Le socialisme chrétien, dont nous allons étudier les diverses tendances au cours de ce chapitre, est une doctrine économique entièrement originale. Ce socialisme a sa base, beaucoup moins dans des observations d'ordre économique, que dans une recherche des causes morales de la crise. Ce socialisme repose sur les Evangiles comme sur la Bible, sur « les malédictions des prophètes contre les marchands et les accapareurs de terres, dans les paraboles de Jésus, dans les prédications des Pères de l'Eglise sur les devoirs des riches vis-à-vis des pauvres, y compris le sermon de Bossuet sur « l'éminente dignité des pauvres », dans les in-folio des canonistes et la Somme de St Thomas d'Aquin, innombrables sont les textes qui touchent aux questions sociales ou économiques ou même

qui formulent des commandements impératifs, et beaucoup ne le cèdent point en véhémence à ceux des socialistes révolutionnaires de nos jours » (1).

LE CATHOLICISME SOCIAL.

Ces doctrines sont apparues au ^{xix}^e siècle, en réaction contre le socialisme matérialiste et antichrétien (2) et aussi pour montrer que l'Eglise n'avait pas trahi sa mission terrestre. Le pain quotidien demandé dans les prières ne devait pas être seulement une aumône, mais un juste salaire. Le travail de l'ouvrier ne devait plus être considéré comme une marchandise. Le libéralisme économique devait être condamné, car la recherche exclusive du profit conduit l'homme vers le mal, et pour aller vers le bien, il doit faire appel aux forces morales et religieuses.

La première manifestation officielle du catholicisme social a été la célèbre encyclique du 15 mai 1891, de Léon XIII, l'encyclique « *Rerum Novarum* » sur la « Condition des Ouvriers ». Le pape y déplorait que les hommes de classes inférieures « se trouvent en si grand nombre dans une situation d'infortune et de misère iméritée » (3), il prenait en main la défense des travailleurs que le libéralisme économique avait réduit à une

(1) Ch. GIDE et RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques*.

(2) Ces doctrines luttant contre le marxisme, il nous apparaît oiseux de montrer les divergences qu'elles présentent avec le marxisme. On ne peut sérieusement comparer que des doctrines voisines, mais non des tendances opposées.

situation lamentable. Le matérialisme historique basé sur la lutte de classes ne pouvait sauver les hommes, seules la religion et l'Eglise pourraient contribuer à relever l'humanité : « C'est l'Eglise qui puise dans l'Evangile des doctrines capables de mettre fin au conflit, soit au moins de l'adoucir en lui enlevant tout ce qu'il a d'âpreté et d'aigreur... l'Eglise tend à améliorer le sort des classes pauvres » (3).

L'encyclique proposait aux catholiques d'étudier particulièrement les problèmes sociaux et de créer ainsi une science sociale catholique qui fixerait et documenterait l'Eglise sur les questions économiques et sociales. En France, le mouvement des « Semaines sociales » a rempli ce rôle.

Quant à l'Etat, l'encyclique « *Rerum Novarum* » ne le considère pas simplement comme le gardien de l'ordre et du droit : s'il doit laisser aux individus et aux familles une juste liberté d'action, il doit sauvegarder les intérêts généraux et notamment protéger les faibles : « La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesses pour la mettre à couvert, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat entoure de soins et d'une sollicitude particulière les travailleurs qui appartiennent à la classe des pauvres » (4).

D'ailleurs les travailleurs devront s'organiser eux-mêmes, s'associer, fonder des syndicats, des groupements professionnels pour défendre leurs droits en collaborant avec

(3) Extraits de l'Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(4) Extraits de l'Encyclique « *Rerum Novarum* ».

les groupements patronaux : « On doit organiser et gouverner les groupements professionnels de façon qu'ils fournissent à chacun de leurs membres les moyens propres à lui faire atteindre, par la voie la plus commode et la plus courte, le but qui est proposé et qui consiste à l'accroissement le plus grand possible, pour chacun, des biens du corps, de l'esprit et de la famille » (4). Ce qui implique le respect des forces morales et la foi religieuse dans les idées chrétiennes.

Dès la parution de cette encyclique, elle souleva l'étonnement et la stupeur : il était pénible pour certains qui s'étaient plu à considérer la religion comme un des moyens « d'endormir le peuple » et de lui prêcher la résignation, de voir le pape proclamer en termes modérés et précis le droit des humbles et la défense des ouvriers, l'intervention nécessaire de l'Etat et la constitution d'associations professionnelles; toutes ces réformes impliquant d'ailleurs une transformation morale des individus. Un très grand nombre, sinon la majorité des milieux catholiques, estima que le pape s'était beaucoup trop avancé et qu'il n'était pas temps de mettre en pratique les idées qu'il recommandait. Il y eut des interprétations très diverses et des ignorances volontaires. Aussi la revue *l'Association Catholique* et le mouvement des « Semaines sociales » eurent pour but de redresser les interprétations erronnées et d'exposer la doctrine sociale de l'Eglise avec toutes ses conséquences. La première Semaine Sociale de Lyon eut lieu en août 1904 devant 700 auditeurs. En 1905, c'est à Orléans que se déroula la « Semaine Sociale », présidée par M. Lorin, sous le patronage de Mgr Touchet, évêque d'Orléans. Le chanoine

Boullet attaqua avec fougue le libéralisme économique : « Chacun pour soi, laissez faire : deux maximes erronées et pernicieuses, rien de plus contraire au christianisme. Laissez faire, et sur notre terre maudite les ronces et les épines remplaceront les récoltes; laissez faire, et la faiblesse originelle de l'homme étant donnée, ce n'est pas le bien, c'est le mal qui prévaudra; on dit « laissez faire » et nous disons protection sage et mesurée partout où une faiblesse quelconque a besoin d'être défendue... » (5).

Dès 1907, H. Lorin pouvait résumer le programme des semaines sociales en quatre points : législation sociale, action syndicale, organisation professionnelle et participation des professions organisées à la vie des corps publics.

Si les Semaines Sociales ont considéré les syndicats comme organismes nécessaires et représentatifs de la profession, elles ont admis, en 1909, la légitimité de la grève comme moyen de défense des travailleurs. Le Père Antoine déclarait, à Bordeaux : « Le droit de grève est un corollaire nécessaire de la liberté du travail qui est le régime économique actuellement en vigueur » (6) et M. Boissard était encore plus précis : « Il faut reconnaî-

(5) Cité dans Paul FINET : *Les Semaines Sociales de France*.

(6) Est-il besoin de rappeler qu'en 1929, lors des grèves du textile, dans le Nord, Mgr Lienhart, évêque de Lille, venait s'inscrire dans la liste des souscriptions ouvertes en faveur des ouvriers chrétiens grévistes, il s'expliquait en disant : « J'ai reconnu la voix de l'âme chrétienne dans la demande d'arbitrage formulée par les syndicats libres... Si les communistes seuls donnent des secours à leurs adhérents, nos chrétiens dans la

tre par contre que les grèves ont fourni le moyen le plus efficace d'amélioration de la situation des travailleurs. Jamais ceux-ci n'auraient obtenu, ni du contrat, ni de la loi les transformations de leur condition qu'a vu se réaliser par étapes le XIX^e siècle, s'ils n'avaient eu l'usage de cette arme redoutable que constitue la cessation brusque et concertée du travail. Et si directement les grèves ont obtenu beaucoup..., qui dira ce que les ouvriers doivent à la seule crainte des grèves possibles ? Quelles concessions de forme spontanée, cette seule crainte a en réalité arraché aux employeurs?... La grève se présentait tout particulièrement au cours du siècle dernier comme une nécessité absolue pour les travailleurs » (7). Dans son cours sur la réglementation de la grève, M. Boissard soutenait que la grève est obligatoire lorsqu'elle est décidée par le syndicat. Mais naturellement les Semaines Sociales précisent que la grève ne pourra se déclarer qu'après que tous les moyens de conciliation auront été mis en œuvre.

La guerre de 1914 a interrompu les congrès des Semaines Sociales, qui ont repris en 1919. Dès cette date, les Semaines se sont préoccupées surtout de l'organisation de la vie économique : en 1922, elles étudièrent « les sociétés d'économie mixte », en 1929, le « problème de la rationalisation », en 1930, à Marseille, « le problème social aux colonies », en 1931, à Mulhouse, « la morale chrétienne et les affaires », en 1932, à Lille, « le désordre

misère extrême seront tentés de s'inscrire dans leurs rangs... Si l'on écoutait l'Eglise, il n'y aurait pas de combat. Mais puisque, malgré elle, il y en a, qu'on lui laisse remplir son rôle de charité. » Cité par P. Frederix : *Etat des Forces en France*, p. 144.

(7) Cité par Paul FINET : *Les Semaines Sociales de France*.

de l'économie internationale et la pensée chrétienne », etc.

Mais la doctrine sociale catholique s'est particulièrement enrichie de cinq encycliques en quelques années, dues au pontificat de Pie XI : « *Quadragesimo Anno* » ou la « Restauration de l'Ordre Social », du 15 mai 1931; « *Nova Impendet* » sur la « Crise économique », du 2 octobre 1931; « *Carite Compulsi* », du 3 mai 1932, sur la « Croisade de charité », contre le chômage, enfin deux encycliques de mars 1937, condamnant l'une le communisme (Encyclique *Divini Redemptoris*, du 19 mars 1937), l'autre le national-socialisme (l'Encyclique *Mit brennender Sorge*, du 14 mars 1937), deux régimes de dictature où l'Etat est déifié et la personne humaine sacrifiée à la collectivité.

De cette doctrine sociale catholique, nous donnerons les principes généraux tels qu'ils se déduisent des encycliques pontificales et notamment de « *Quadragesimo Anno* », qui peut être considérée comme la charte du catholicisme social :

Le droit de propriété est conservé, mais il n'est ni aussi absolu, ni aussi exclusif que le comporte la conception romaine de propriété adoptée par le code civil. Le « *jus abutendi* » se trouve soumis à de sérieuses limitations, car « le droit de propriété ne se confond pas avec son usage ». L'Etat peut même posséder certains biens dont l'importance est si considérable qu'ils en « viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains des personnes privées » (8).

(8) *Quadragesimo Anno*, p. 51.

Le salariat peut subsister, mais il doit assurer une juste répartition des biens entre capitalistes et travailleurs, il doit « attribuer à chacun ce qui lui revient et ramener aux exigences du bien commun et aux normes de la justice sociale la distribution des ressources de ce monde dont le flagrant contraste entre une poignée de riches et une multitude d'indigents atteste... les graves défaillances » (9).

Mais « nous estimons cependant plus approprié aux conditions présentes de la vie sociale de tempérer quelque peu, dans la mesure du possible, le contrat de travail par des éléments empruntés au contrat de société. C'est ce que l'on a déjà commencé à faire sous des formes variées, non sans profit sensible pour les travailleurs et pour les possesseurs du capital. Ainsi les ouvriers et employés ont été appelés à participer en quelque manière à la propriété de l'entreprise, à sa gestion et aux profits qu'elle apporte ». Le salaire doit tenir compte de la subsistance de l'ouvrier et de sa famille, de la situation de l'entreprise et des exigences de l'économie générale.

L'ordre social ne sera restauré que par la réforme de l'Etat et la réforme des mœurs. Réforme de l'Etat intégrant le syndicalisme dans son sein et assurant une loyale collaboration des classes, car les grèves et lock-out seront interdits (10).

Mais le capitalisme est le grand responsable du désordre actuel; son iniquité consiste à donner une puissance folle à quelques centaines de familles qui gouvernent le

(9) *Idem*, p. 30.

(10) *Ibidem*, p. 43 : Influence de la législation italienne !

monde : « Ce qui à notre époque frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré.

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que, sans leur consentement, nul ne peut respirer (11). »

« La libre concurrence s'est détruite elle-même; à la liberté du marché a succédé une dictature économique. L'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer... la déchéance du pouvoir politique qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave et est devenu le docile instrument de toutes les passions et de toutes les ambitions de l'intérêt. Dans l'ordre des relations internationales, de la même source sortent deux courants divers : c'est, d'une part, le nationalisme ou même l'impérialisme économique; de l'autre, non moins funeste et détestable, l'internationalisme ou impérialisme international de l'argent, pour lequel là où est l'avantage, là est la patrie (12). »

(11) *Quadragesimo Anno*, p. 47.

(12) *Idem*, p. 48.

L'encyclique condamne le marxisme matérialiste et estime que la restauration de l'ordre social nécessite une profonde réforme des mœurs, la ruine des âmes est une des causes du désordre présent.

Le remède à ces maux consiste en un retour aux principes chrétiens : prédominance de la vie spirituelle sur la recherche égoïste du profit, charité correspondant à la vraie justice sociale : « Alors les riches et les dirigeants, trop longtemps indifférents au sort de leurs frères moins fortunés, leur donneront des preuves d'une charité effective, accueilleront avec une bienveillance sympathique leurs justes revendications, excuseront et pardonneront à l'occasion leurs erreurs et leurs fautes. De leur côté, les travailleurs déposeront sincèrement les sentiments de haine et d'envie que les fauteurs de lutte de classes exploitent avec tant d'habileté, ils accepteront sans rancœur la place que la divine Providence leur a assignée; ou plutôt ils en feront grand cas, comprenant que tous, en accomplissant leur tâche, ils collaborent utilement et honorablement au bien commun, et qu'ils suivent de plus près les traces de Celui qui, étant Dieu, a voulu parmi les hommes être un ouvrier et être regardé comme un fils d'ouvrier » (13).

De ces directives papales, de ces doctrines du catholicisme social, sont nées trois tendances politiques socialistes, qui se basent avant tout sur le respect des forces morales et religieuses pour préconiser le renversement du capitalisme et lui substituer un régime laissant une place

(13) *Quadragesimo Anno*, p. 62.

plus grande à « l'éminente dignité de la personne humaine ».

La tendance la plus modérée constitue le parti démocrate populaire, la tendance rigoureusement réformiste et qui est la plus ancienne constitue la Ligue de la Jeune République, enfin la tendance révolutionnaire chrétienne, à la fois catholique et protestante, constitue le groupe des Chrétiens Révolutionnaires.

Le mouvement doctrinal « Esprit » a pour but de détacher le christianisme des puissances d'argent, afin de réaliser la « révolution personnaliste ».

I. LES DOCTRINES DE LA DÉMOCRATIE POPULAIRE.

Le parti Démocrate Populaire est un parti jeune : il est né le 16 novembre 1929 au cours d'une assemblée générale comprenant environ deux cents délégués. Il comporte un groupe parlementaire de quatorze membres sous la présidence de M. Champetier de Ribes. La plupart de ses représentants sont des députés bretons et alsaciens.

Le parti Démocrate Populaire se prétend le fils spirituel de ce mouvement catholique social fondé par Lamennais en 1830 avec Lacordaire et Montalembert. Frédéric Ozanam, créateur de la célèbre société St Vincent de Paul, fonda en 1848 le journal « L'Ere Nouvelle », « organe de la Démocratie chrétienne », qui avait pour but « l'alliance du christianisme et de la liberté ».

Plus proche de nous, le groupe se rattache à l'action des abbés démocrates : Naudet, Garnier, Six et Lemire,

et surtout au mouvement de la « Démocratie chrétienne » de Léon Harmel, Victor Berne, Desgrée du Lou. Beaucoup des démocrates populaires actuels militèrent dans les rangs du « Sillon » de Marc Sangnier, mais le continuateur du Sillon est « La Jeune République » et non le mouvement Démocrate Populaire, dont l'action politique est si hésitante et si « modérée ».

Le parti Démocrate Populaire se refuse à prendre place parmi les couleurs politiques : il ne veut pas davantage être un parti de droite qu'un parti de gauche, il n'est ni du côté des réactionnaires, ni du côté des révolutionnaires, il veut être « vers le progrès ». Il se refuse à admettre le libéralisme économique, il se refuse également avec énergie à l'étatisme ou même au contrôle de l'Etat. Il se refuse à être embrigadé parmi les doctrines existantes et revendique avec fierté son programme économique et social anticapitaliste.

Après avoir étudié son programme, nous recherchons si effectivement le parti démocrate, en pratique, a pu réaliser cet équilibre harmonieux et souhaitable entre les diverses formations politiques.

Les démocrates populaires examinant les causes et les caractères de la crise économique qui ravage le monde constatent qu'elle constitue la faillite la plus nette du libéralisme économique : « Il a abouti au développement excessif du machinisme, aux abus de la spéculation financière et au désordre dans la répartition des produits, en un mot à une véritable anarchie dans la production et la consommation qui risque de provoquer à une

échéance plus ou moins lointaine un bouleversement économique et une révolution sociale.

Il faut enfin sortir de cette anarchie. On n'y parviendra qu'en réglementant rationnellement la production et la distribution des marchandises de toutes sortes, pour les mettre en harmonie avec les besoins de la consommation, en élevant le niveau de vie général de l'humanité » (14).

Les marxistes proposent la solution étatiste : une telle solution doit être rejetée car l'étatisation généralisée supprimerait la propriété privée, qui correspond à une tendance profonde de la nature humaine, et elle sacrifierait la liberté et l'initiative individuelle tenant les particuliers sous la contrainte d'un pouvoir bureaucratique anonyme et omnipotent. L'étatisme supprimerait en plus les classes moyennes, puisque le seul producteur et répartiteur de marchandises serait l'Etat; il n'y aurait donc plus place pour les producteurs ou les intermédiaires libres, c'est-à-dire les commerçants, les industriels ou les petits exploitants agricoles.

Sous un régime étatiste, les salariés auraient de grosses difficultés à faire prédominer leurs intérêts, puisqu'ils auraient comme adversaire l'Etat-patron possédant la force publique. Enfin, il est de notoriété publique que les méthodes administratives et bureaucratiques conviennent fort mal pour la conduite d'entreprises industrielles et commerciales.

La solution des Démocrates Populaires sera aussi éloignée de l'individualisme libéral que du socialisme éta-

(14) Raymond LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 18.

tiste : elle consistera en l'organisation de la profession, seule solution vraiment démocratique : « Les organisations professionnelles doivent donc prendre contact les unes avec les autres, nationalement d'abord, internationalement ensuite, pour rechercher et étudier en commun les moyens les plus propres à régler la production et la distribution des marchandises, d'après les besoins de la consommation. Elles arriveront ainsi à établir un réseau de plus en plus serré d'accords, d'ententes, de conventions commerciales, industrielles ou autres. Ces accords de tout ordre devront être conclus et appliqués sous le contrôle de l'Etat, remplissant sa fonction normale d'arbitre entre les intérêts particuliers, puisque le pouvoir politique est, par définition, le représentant de l'intérêt général. Il pourra, dès lors, renoncer aux diverses activités économiques qu'aujourd'hui les événements les poussent à assumer, mais qui ne sont en aucune manière de sa compétence propre.

Afin de prévenir toute équivoque, il convient d'ailleurs de préciser ce que nous entendons par la profession. Il y a, en effet, une conception à laquelle nous ne saurions souscrire : c'est celle qui identifie la profession uniquement aux chefs d'entreprises. Car elle aboutirait à conférer un pouvoir démesuré à un petit nombre de capitalistes — plus financiers d'ailleurs, qu'industriels — qui contrôleraient et dirigeraient la production et la répartition par des cartels, des trusts, des grandes banques d'affaires.

Sait-on que, dès maintenant, les conseils d'administration des principales entreprises françaises se recrutent presque exclusivement parmi quelques centaines de per-

sonnes? Ces administrateurs ne représentent, pour la plupart, que très imparfaitement la foule innombrable des porteurs d'actions, et c'est ce qui explique que les intérêts du capital — fourni en réalité, non par ceux qui dirigent les affaires, mais par tous les petits et moyens épargnants — auraient été souvent méconnus, pour ne pas dire sacrifiés. A cet égard, une refonte de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes serait nécessaire pour sauvegarder les droits des modestes épargnants : une proposition a d'ailleurs été déposée dans ce sens, le 31 janvier 1933, par M. Champetier de Ribes et ses collègues du groupe Démocrate Populaire.

Nous ne voudrions pas voir s'accroître les pouvoirs de cette oligarchie qui, en définitive, serait plus disposée à la recherche du profit individuel maximum que de l'intérêt général » (15).

La profession n'est pas constituée seulement par la réunion des chefs d'entreprises, mais par l'ensemble des groupements de producteurs et intermédiaires de tous ordres. C'est à la profession totale que revient le périlleux honneur d'organiser l'Economie nouvelle.

La réforme économique présentée par le Parti Démocrate Populaire a été précisée par M. François de Menthon, professeur à la Faculté de Droit de Nancy, au VIII^e Congrès du P. D. P. de Grenoble de 1932, qui réclamait notamment :

« 1° Une documentation statistique exacte et abondante, fournissant les renseignements qui seront néces-

(15) Raymond LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 24.

saïres — et qui, à l'heure actuelle, manquent le plus souvent — pour pouvoir connaître à chaque instant le mouvement de la production et les besoins de la demande, afin de mettre obstacle aux dépassements de production qui préparent les crises.

2° Un contrôle des moyens de production pour éviter le suréquipement, — notamment par un développement brusque ou exagéré des outillages, — contrôle qui sera exercé par les organisations professionnelles elles-mêmes et simplement vérifié par l'Etat.

3° Une répartition adéquate des profits, entre les capitalistes d'une part, et les salariés d'autre part, en vue d'équilibrer en toute période, ce qui n'est pas possible à l'heure actuelle — les facultés d'épargne des premiers et le pouvoir d'achat des seconds.

4° Une réduction internationale de la durée du travail, pour assurer sa meilleure répartition; l'institution de congés payés obligatoires; la suppression du travail au dehors de la femme mariée, qui est le grand fléau de la vie économique moderne.

5° Une organisation de la prévoyance-chômage, au moyen de caisses professionnelles jouant dans un cadre aussi large que possible, et qui, alimentées en période de prospérité par un prélèvement leur permettant de constituer un fonds de réserve spécial, pourront faire face, non pas bien entendu à une crise générale de chômage prolongé où l'Etat devrait forcément intervenir, mais à un chômage saisonnier ou à un chômage partiel limité à telle ou telle branche industrielle. A cet égard, il y a lieu

de citer le précédent des allocations familiales qui, issues de l'initiative privée, seront généralisées et rendues obligatoires, par étapes, au cours des prochaines années, sans cependant être étatisées.

6° Des ententes internationales de producteurs qui permettront un abaissement des barrières douanières (qu'un jour sans doute, on trouvera aussi archaïques que les douanes intérieures, dites « traites » existant autrefois entre nos diverses provinces françaises) et qui conduiront à instituer, sous une forme qu'il est évidemment impossible de préciser à l'heure actuelle, un Bureau International de la Production.

7° Enfin une organisation de la profession elle-même. L'adhésion à un syndicat professionnel serait rendue obligatoire, mais le choix du syndicat resterait libre suivant la formule célèbre : « Le syndicat libre dans la profession organisée. » Dans chaque branche, les syndicats professionnels s'organiseraient sur le plan horizontal (et non pas sur le plan vertical comme les corporations d'autrefois), mais, tout en restant autonomes, ils seraient reliés par des commissions mixtes. La profession ainsi organisée détendrait des pouvoirs réglementaires, sous réserve de ratification par l'Etat, et elle exercerait le droit de contrôle. En outre, elle disposerait d'une représentation officielle dans des organismes régionaux et dans une chambre nationale, où seraient également appelés des représentants des consommateurs groupés en coopératives. Enfin elle pourrait assumer dans une large mesure la répartition du crédit » (16).

(16) Cité par R. LAURENT : *Face à la Crise*, p. 28.

Cette organisation professionnelle, clef de voûte de la démocratie populaire, se distingue et s'oppose au corporatisme fasciste, en ce que la liberté syndicale reste absolue et que les diverses tendances syndicales coexistent sans qu'un corporatisme unique d'Etat impose sa dictature. De plus, les syndicats envisagés ne sont pas des syndicats mixtes; d'un côté les syndicats ouvriers, de l'autre les syndicats patronaux; chacun ayant son autonomie la plus absolue et dont les représentants pourront être amenés à collaborer au sujet des questions économiques au sein de la Chambre économique professionnelle.

Cette organisation professionnelle présuppose une réforme complète de l'Etat. Notre vieille machine parlementaire fonctionne comme il y a un siècle, alors que seules les questions politiques se posaient et que seuls les partis politiques pouvaient être représentés. Mais aujourd'hui, les forces professionnelles, sociales et économiques se sont développées et ont tenu à faire défendre leurs intérêts. Or, au Parlement, seuls les partis politiques sont représentés et les forces économiques sont ignorées par la Constitution de 1875. Aussi, pour défendre leurs intérêts, les trusts « ont passé par l'escalier de service » (17) et ils n'ont pas hésité à avoir recours aux parlementaires qui ont eu la fâcheuse tendance de devenir les mandants d'intérêts particuliers au lieu de rester les représentants de l'intérêt général. De plus, lorsque les bastilles financières ont estimé que le Parlement sacrifiait leurs intérêts, on les a vu entrer en lutte contre le

(17) Expression imagée de M. Henri Teitgen, Vice-Président du P. D. P.

pouvoir politique, user à son égard de procédés d'intimidation, proclamer sa déchéance et même vouloir se substituer à lui...

Pour sauver la démocratie, ces grandes forces économiques, sociales et professionnelles devront être intégrées dans nos institutions publiques, afin qu'elles collaborent avec le pouvoir politique au grand jour. Cette réforme a nom : « Démocratie populaire » et elle diffère des deux autres conceptions de la démocratie :

« La démocratie individualiste, issue du radicalisme jacobin et qui a prévalu tout au cours du XIX^e siècle. Elle proclame, certes, les droits de l'homme et du citoyen; mais le considérant isolément et en quelque sorte dans l'abstrait, elle laisse l'individu seul, et par conséquent faible, trop souvent même impuissant en face de l'Etat.

La démocratie étatiste, qui, sous l'influence du collectivisme marxiste, tend aujourd'hui à prédominer et qui, au rebours de la précédente, vise à absorber, à résorber l'individu dont on veut faire le bonheur, dans l'Etat.

Quoique procédant de principes diamétralement opposés, ces deux conceptions de la démocratie présentent le même vice fondamental commun, à savoir qu'en dernière analyse elles aboutissent à sacrifier, en cas de conflit, l'individu à l'Etat omnipotent.

La conception de la démocratie populaire vise, au contraire, à favoriser le plein épanouissement de la personne humaine : c'est là le centre et le fondement de sa doctrine. Et, pour obtenir ce résultat, elle demande en substance qu'entre l'individu et l'Etat soit désormais reconnue l'existence de groupements intermédiaires, les uns naturels tels que la famille et la profession; les autres

libres : ce sont les diverses associations d'intérêts matériels ou moraux. Ces groupements doivent être pourvus d'un statut légal qui les érigeria en institutions juridiques, et dotés d'une représentation régionale et nationale qui disposera de pouvoirs consultatifs et même réglementaires » (18).

Cette formule de la démocratie populaire entraînera un triple avantage : « Tout d'abord une meilleure organisation et un rendement accru de son travail, car, à l'heure actuelle, les chambres sont submergées et à demi-paralysées par la besogne législative. Or, une chambre économique, professionnelle et sociale, pourrait assumer toute la préparation des lois ayant précisément ce caractère économique, professionnel ou social; — le Parlement politique jouant alors son rôle de conciliateur entre les intérêts particuliers et décidant en dernier ressort. Ainsi déchargé d'un travail qu'il est moins bien préparé à remplir qu'une chambre économique, — dont le Conseil National Economique actuel n'est encore qu'un embryon — il aurait désormais la possibilité de porter toute son attention sur ce qui est sa tâche propre : les grands intérêts politiques du pays et son administration générale, c'est-à-dire notamment la politique extérieure, la défense nationale, l'enseignement, la santé publique, le budget de l'Etat. On voit tout ce que la gestion de nos affaires publiques, dans tous les domaines, gagnerait en qualité et en rapidité par un système ainsi revisé, ce serait un premier et considérable avantage.

Le second, qui n'apparaît pas moindre, c'est que nos

(18) Raymond LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 84.

mœurs parlementaires s'en trouveraient sérieusement assainies, car il y aurait désormais une séparation très nette du Politique et de l'Economique, aujourd'hui dans trop de cas fâcheusement confondus. Les intérêts particuliers ayant le moyen d'être légitimement représentés et de faire entendre officiellement leur voix lorsqu'ils se trouveraient en jeu, les parlementaires pourraient agir désormais beaucoup moins comme des avocats que comme des arbitres, car ils seraient, dans une large mesure, libérés des pressions menaçantes qui aujourd'hui s'exercent sur eux de tous côtés.

Enfin, troisième avantage, — plus important peut-être encore, — cette organisation nouvelle du système parlementaire permettrait de restaurer l'autorité gouvernementale, en faisant cesser la lutte aujourd'hui engagée par les groupements d'intérêts contre les pouvoirs publics, en y substituant, au contraire, une collaboration organisée. C'est ainsi que, pour le redressement budgétaire qui nous préoccupe plus particulièrement à l'heure actuelle, ces groupements ne pourraient plus, s'ils étaient représentés dans une chambre économique, professionnelle et sociale, se contenter de faire valoir vis-à-vis du Parlement leurs revendications, si légitimes soient-elles. Ils devraient apporter des solutions concrètes, non pas telles qu'elles sont formulées dans des meetings de protestation, mais sérieusement étudiées, c'est-à-dire tenant un compte judicieux de tous les éléments du problème » (19).

(19) R. LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 87.

Mais la condition préalable de cette réforme de l'Etat consiste en une réforme du scrutin, et le remplacement du scrutin uninominal d'arrondissement par le système de la Représentation Proportionnelle intégrale au scrutin de liste, réforme qui aura l'immense avantage d'entraîner une plus grande indépendance de l' élu vis-à-vis de ses électeurs.

Les Démocrates populaires sont partisans d'une vaste réforme administrative sur la base du régionalisme, ils réclament l'extension des contrats collectifs, l'obligation par l'Etat d'assurer aux chômeurs un minimum vital, enfin la nécessité pour l'Etat de réaliser un plan de grands travaux : travaux publics proprement dits (routes, ports, canaux, chemins de fer, adduction d'eau potable, électrification des campagnes) ; développement de l'équipement sanitaire par la construction de sanatoria et d'hôpitaux, et la création dans chaque commune d'un dispensaire d'hygiène sociale ; obligation par l'Etat d'assurer aux chômeurs un minimum vital.

En politique extérieure, la position des démocrates est identique à celle des radicaux : assurer loyalement la défense nationale, se garder autant de la course aux armements que du désarmement inconditionné, tendre à une limitation contrôlée des armements et développer la collaboration politique et économique de tous les peuples au sein de la S. D. N.

Mais toutes ces réformes seront vaines, si la nature humaine ne se transforme pas, ne s'améliore pas. Il convient d'imaginer une mystique nouvelle qui doit « viser le plein épanouissement de la personne humaine, avec toutes ses facultés physiques, intellectuelles et morales en

vue du bien commun ». Cette transformation n'est d'ailleurs possible que dans le cadre de la République et de la Démocratie : « La République et la Démocratie sont plus et mieux que des formes politiques et sociales commodés, utiles, appropriées à notre temps et à notre pays. Elles méritent d'être considérées comme les meilleures en soi, d'être aimées et servies pour elles-mêmes. Car la République démocratique, en définitive, c'est le régime politique et social qui permet à chaque citoyen, à chaque travailleur de participer, suivant ses capacités, mais dans une mesure que nous voulons toujours croissante, à la direction des affaires publiques dans l'Etat, à la gestion de ses intérêts dans la profession.

C'est en appliquant le principe formulé dans cette définition qu'il convient, selon nous, de juger les événements, les institutions, les hommes. Tout ce qui, au point de vue politique, économique, social, international, permet au citoyen et au travailleur de prendre une part plus importante dans l'organisation et le fonctionnement de la cité, tout ce qui tend à l'associer davantage aux charges et aux responsabilités du pouvoir, tout ce qui, en un mot, lui confère un accroissement de dignité humaine, tout cela pour nous est démocratique. Tout ce qui, au contraire, tend à considérer ce citoyen et ce travailleur comme un perpétuel mineur, à veiller sans doute à son bien-être, mais aussi à écarter de lui tout souci et toute responsabilité de la chose publique, tout cela pour nous est antidémocratique » (20).

(20) R. LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 185.

En somme, le parti démocrate prolonge la démocratie politique en démocratie économique et démocratie sociale.

Enfin quatre idées peuvent résumer le programme du P. D. P. :

« 1° Une conception de la République qui, selon lui, est indissolublement liée au principe même des libertés politiques : liberté de conscience, liberté d'enseignement et d'association, liberté de la parole et de la presse. Pour les démocrates populaires, toutes les fois qu'une de ces libertés est violée, c'est le régime lui-même qui est atteint.

2° Une volonté de justice sociale qui implique non seulement l'amélioration des conditions d'existence matérielle et morale des travailleurs de toutes catégories, mais encore un partage de l'autorité plus équitable entre les divers éléments de la production, en vue de leur nécessaire collaboration.

3° En politique extérieure, le double sentiment — très net — de la grandeur française et de la solidarité internationale, d'affirmant plus particulièrement sur le plan européen.

4° L'appel à toutes les forces morales dans l'intérêt civique du pays — et en particulier le respect par les pouvoirs publics des convictions religieuses ou un grand nombre d'hommes puisent l'énergie de se dévouer au bien commun » (21).

(21) R. LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 149.

En fait, la Démocratie Populaire ressemble à s'y méprendre au socialisme : prédominance de l'intérêt général impliquant la subordination du profit, bien-être développé des masses pouvant participer à la gestion des entreprises, réalisation d'un régime social humain dans la démocratie et la liberté, sauvegardant la dignité de la personne humaine.

Cependant ce système économique souffre d'une très grave lacune : les Démocrates Populaires constatent que, par le jeu des filiales et des participations, une petite oligarchie financière domine le pays; comme remède, le parti propose une réforme de la loi sur les sociétés et l'organisation professionnelle. Il est hors de doute que ces deux réformes s'imposent, mais il est incontestable que certains services publics, qui sont devenus des monopoles de fait, doivent être nationalisés. Or, les Démocrates Populaires ont une telle phobie de l'Etat, et même du contrôle de l'Etat, tel qu'il est prévu dans les nationalisations industrialisées du plan de la C. G. T., que le programme du parti ne prévoit aucune nationalisation de service public, donc aucun moyen pratique d'empêcher la domination de l'oligarchie financière qui commande le crédit (22).

Par ailleurs, la timidité par trop réelle du parti se traduit dans sa position politique également hostile à l'union des droites et au cartel des gauches, formations de combat qui divisent le pays. La position idéale du parti

(22) En ce sens, le P. D. P. va moins loin que le Plan de la C. F. T. C., qui prévoit une gestion tripartite producteurs, usagers, Etat pour les services publics monopoles privés (Confér. : Chap. IV, Le Syndicalisme contemporain).

réside dans la concentration républicaine, comprenant tous les républicains de gouvernement : « Les partis républicains de droite, du centre et de gauche doivent se considérer moins comme des forces opposées, se dressant les uns contre les autres, se combattant systématiquement, cherchant à s'annihiler réciproquement, que comme des forces complémentaires, s'ajoutant les unes aux autres, s'engrenant les unes dans les autres, et dont le jeu d'ensemble est indispensable au fonctionnement de la machine parlementaire, par conséquent du régime lui-même. Car tels d'entre ces partis donneront l'impulsion et agiront comme moteur en matière de réformes, alors que tels autres joueront le rôle non moins nécessaire de frein modérateur » (23).

Prétendre lutter contre le libéralisme économique et collaborer avec les représentants les plus représentatifs du libéralisme économique, engager la lutte contre les puissances d'argent qui concentrent tous leurs espoirs dans les partis centristes, et souhaiter la coopération avec ces partis, vouloir aller au delà du capitalisme en se coupant des forces socialistes, c'est une gageure irréalisable ! L'histoire des ministères radicaux a montré que la concentration républicaine était une formule de stagnation et de conservation sociale.

En fait, jusqu'à présent, les démocrates populaires ont vu, par le jeu de leur position parlementaire, leur action se confondre à peu près complètement avec celle de l'Alliance Démocratique, forteresse du capitalisme, rempart du libéralisme économique. Un jour que nous

(23) R. LAURENT. — *Face à la Crise*, p. 72.

espérons prochain, les Démocrates Populaires comprendront-ils que la réalisation de leur programme implique un changement complet de leur position parlementaire ?

En attendant, de très nombreux socialistes chrétiens ont recherché une position plus nette et ont adhéré au mouvement de la Jeune République dont nous allons désormais étudier les doctrines.

II. LES DOCTRINES DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE.

L'origine du groupe de la Jeune République remonte au mouvement silloniste, catholique et démocratique, fondé en 1899 par Marc Sangnier. Jusqu'à 1906, le Sillon se plaça uniquement sur le terrain confessionnel, car chacune de ses manifestations comportait une cérémonie religieuse. Mais en 1906, le Sillon voulut s'élargir, il cessa d'être un mouvement catholique social démocratique pour devenir un mouvement laïque nettement républicain : « Il transpose sur le terrain de l'action républicaine et de la formation civique, l'élan de foi d'où il a primitivement jailli. Il vise désormais des buts temporels et des réalisations concrètes d'ordre économique et politique » (24). En 1910, le Sillon se transforme : Sangnier appelle à y collaborer des protestants, des israélites et des libres penseurs, ce sera « l'Union pour l'Education civique ». Cette Union proclame le respect des forces morales et religieuses, mais échappe à l'autorité religieuse, ce qui lui amène l'inimitié des évêques. A côté de

(24) R. CORNILLEAU. — *De Waldeck Rousseau à Poincaré*.

« l'Union pour l'Education civique », le Sillon fonde le « Comité Démocratique d'Action Sociale » pour la création et le développement d'œuvres sociales, notamment du coopératisme et du syndicalisme ouvrier. Enfin le Sillon prévoyait un troisième organisme consacré lui à l'action politique pure : la Ligue de la Jeune République qui verra le jour en 1912.

Le 28 août 1919 parut la lettre encyclique de Pie X condamnant le Sillon. Sangnier se soumit, mais là « Jeune République » continua l'œuvre du Sillon. Les considérants de cette condamnation doivent être relevés, car ils témoignent de l'influence contestable des catholiques conservateurs qui avaient au Vatican une place prépondérante : « Pie X souligne vigoureusement la contradiction entre la philosophie démocratique du Sillon et le catholicisme. Les sillonnistes admettent la souveraineté du peuple, de qui l'autorité remonte à ses élus, tandis que dans l'organisation de l'Eglise, le pouvoir descend de haut en bas. Les sillonnistes veulent remplacer l'obéissance par l'autorité consentie, alors que l'Eglise aime et prone l'obéissance : « Est-ce que l'état religieux fondé sur l'obéissance serait contraire à l'idéal de la nature humaine ? Est-ce que les saints qui ont été les plus obéissants des hommes étaient des esclaves ou des dégénérés ? » Les sillonnistes prêchent la fraternité et l'étendent à tous les hommes, même à ceux qui ne partagent pas leurs croyances religieuses, alors que la doctrine catholique enseigne que le premier devoir de la charité n'est pas dans la tolérance des convictions erronées, mais dans le zèle déployé pour les transformer. Les sillonnistes se font de la dignité humaine une conception telle, qu'ils

considèrent que l'indépendance est le summum de cette dignité, alors que la doctrine de l'Eglise magnifie les humbles de la terre qui remplissent leur devoir « au rang modeste que la Providence leur a assigné, dans l'humilité, l'obéissance et la patience chrétienne », et leur promet que le Seigneur les tirera un jour de leur condition obscure « pour les placer au ciel parmi les princes de son peuple ». Enfin Pie X montre que les sillonnistes se font de l'Evangile une image incomplète et fausse, en n'en voyant que les aspects de mansuétude et d'amour. Jésus-Christ a été aussi fort que doux ; il a « grondé, menacé, châtié », et s'il a voulu que tous les hommes vivent dans la paix et le bonheur, il y a mis comme condition que l'on fasse partie de son troupeau et qu'on accepte sa doctrine » (25).

Pie XI a heureusement compris le danger d'une position aussi conservatrice de la part de la papauté et « Quadragesimo Anno » est venue réparer la dure condamnation du Sillon.

A l'inverse du parti Démocrate Populaire, la Jeune République prend une position très nette sur l'échiquier politique : elle se place avec tous ceux qui défendent les humbles, les petits, les pauvres contre les puissants, c'est-à-dire qu'elle est un groupe de gauche. Elle siège entre les radicaux -socialistes et l'Union socialiste à côté des

(25) G. PIROU. — *Les Doctrines Economiques en France depuis 1871*, p. 183 et 184.

R. CORNILLEAU prétend que la condamnation du Sillon aurait été motivée par une confusion regrettable entre la religion et la politique, le catholicisme n'impliquant pas la démocratie comme la soutenait Sangnier.

Frontistes de Bergery. En effet, elle pense que l'on doit éviter tout contact, même lointain, avec les tenants du capitalisme et que l'idéalisme chrétien doit se manifester par une politique de collaboration constante avec tous les partis hostiles aux puissances d'argent.

Fondée par Marc Sangnier, le 1^{er} juillet 1912, la « Ligue » a voulu réaliser un parti nouveau dans lequel pourraient entrer tous les républicains, démocrates et pacifistes sincères, ayant le respect des forces morales et religieuses : « La Jeune République veut réaliser, dans l'ordre politique et social, le maximum de paix par le maximum de justice.

Paix civile, par la juste reconnaissance des mêmes droits civiques à tous les citoyens, hommes ou femmes. Paix sociale, par une juste protection accordée à tous ceux qui travaillent.

Paix internationale, par l'institution d'une autorité internationale capable de garantir à chaque peuple la justice.

Fermement attachée à la République, forme politique de la Démocratie, la Ligue condamne toute dictature » (26).

Avant l'aborder les doctrines de la Jeune République, rappelons qu'elle a pris l'initiative de courageuses campagnes sociales pour les ouvrières de l'aiguille travaillant à domicile, pour les ouvriers boulangers astreints au travail de nuit, pour les petits rentiers victimes de la crise économique issue de la guerre.

(26) G. Hoog. — *Doctrines et Programme de la Jeune République*. Cité par F. Corcos : *Cathéchisme des Partis Politiques*, p. 193.

Enfin, dès la cessation de la guerre, la Jeune République a monté une campagne internationale en faveur du désarmement des haines et depuis 1921, elle a pris l'initiative de congrès internationaux démocratiques pour la paix, d'où est sortie l'Internationale démocratique. Ces congrès se sont réunis dans presque tous les pays d'Europe.

La Jeune République analyse la crise économique et le régime capitaliste de façon identique au parti Démocrate Populaire, à la fois hostile au libéralisme et à ses lois économiques naturelles et au marxisme matérialiste avec la dictature du prolétariat. La Jeune République veut, en effet, réaliser la démocratie véritable : « La démocratie suppose donc la volonté, le désir d'élever jusqu'aux fonctions de direction le plus grand nombre possible de citoyens » (27). La démocratie est inconcevable sans idéal, sans mystique, aussi ne doit-elle jamais se couper des forces morales et religieuses : « La démocratie est un mouvement vers un idéal dont on se rapproche sans le réaliser jamais pleinement — mouvement qui doit prendre son élan dans une éducation profonde des masses populaires et qui a besoin, pour ne s'arrêter, ni ne se briser, du support et de la poussée des forces morales et même religieuses » (28). Enfin la démocratie implique à la fois une représentation politique et une représentation professionnelle assurant une équitable séparation entre le politique et l'économique : « La démocratie, il

(27) MARC SANGNIER. — *Trois Conférences sur la Démocratie*, p. 13.

(28) *Idem*, p. 17.

faut toujours en revenir à notre définition première — exige que, dans la mesure de nos capacités et de nos forces, nous prenions part à la direction des affaires publiques. Si nous sommes dans une profession, nous avons des intérêts, des points de vue professionnels à faire valoir, pour le bien même du pays » (29).

D'où la revendication d'une chambre professionnelle à côté de la chambre politique destinée à représenter l'organisation professionnelle. Cette revendication est commune d'ailleurs au Parti Démocrate Populaire.

La Jeune République demande, en plus du vote des femmes et de la représentation proportionnelle, l'institution du referendum : « Le referendum n'est pas le plébiscite. Dans le plébiscite, les citoyens sont appelés à voter pour un homme. Le referendum, lui, consiste à voter pour ou contre un projet de loi » (30).

Le développement de l'instruction, des forces morales et religieuses, et de vastes transformations économiques permettront « dans l'atelier, aux ouvriers de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires industrielles auxquelles ils sont employés » (31).

Car le but de la véritable démocratie est l'abolition du salariat : « Quel est donc le but vers lequel nous tendons ? C'est que les ouvriers, non seulement les ouvriers manuels, mais les contremaîtres, les directeurs, les

(29) *Ibidem*, p. 34.

(30) Marc SANGNIER. — *Trois Conférences sur la Démocratie*, p. 36.

(31) *Idem*, p. 39.

techniciens, c'est que le travail arrive à posséder le capital — et s'il ne le possède pas, qu'il en loue les services et les rémunère par un intérêt fixe.

Jusqu'à présent, dans l'ancienne conception économique, le capital louait le travail; les capitalistes se réunissaient et disaient aux travailleurs : « Vous allez nous donner du travail, et nous vous paierons tant par jour pour ce travail », l'organisation démocratique appelle la situation inverse, ce sont les travailleurs qui se groupent et qui, s'ils ont besoin de capitaux, s'adressent à ceux qui les détiennent et leur disent : « Nous créons une entreprise, prêtez-nous des capitaux, et nous vous rémunérerons à tant pour cent. »

Nous préférons l'organisation où le travail dirige, où le travail loue des capitaux, à l'organisation inverse. Pourquoi ? Parce que dans le cas où le travail dirige, c'est un nombre beaucoup plus considérable de citoyens qui peuvent prendre part à la direction des entreprises et parce que ce sont des hommes mêlés au travail même qui ont cette part de direction, au lieu que ce soient des hommes qui placent simplement leurs capitaux dans les entreprises qu'ils ne connaissent même pas.

Cependant la démocratie sera-t-elle mieux satisfaite si aucune entreprise capitaliste, personnelle, patronale n'existe plus ou bien si, au contraire, nous prévoyons une triple forme de propriété : propriété privée de certaines entreprises, propriété d'Etat pour un certain nombre d'autres entreprises, et enfin propriété commune, coopérative, pour une troisième sorte d'entreprise » (32).

(32) *Ibid.*, p. 43.

En effet, la Jeune République reconnaît trois modes de propriété :

a) La propriété individuelle, nécessaire pour les entreprises faibles, et aussi pour les industries nouvelles que les collectivités ouvrières hésiteraient à développer par crainte des risques; dans ce cas les entreprises seront dirigées par des capitalistes aventureux, prenant tous les risques à leur charge, et qui seront les seuls maîtres de l'entreprise.

Mais même pour ces entreprises individuelles, des salaires minima devront être établis et l'hygiène du travail sera respectée.

b) La propriété collective s'impose pour tous les grands trusts qui sont devenus monopoles de fait : la formule de gestion tripartite : producteurs, consommateurs et Etat, semble la plus logique à la Jeune République, car cette formule souple évite les dangers de l'étatisme.

c) Les coopératives, les associations libres de travailleurs, de producteurs et de consommateurs sur lesquelles les Jeunes Républicains fondent les espoirs les plus vastes, espérant qu'un jour la coopération généralisée remplacera les entreprises capitalistes.

En attendant, les Jeunes Républicains préconisent le développement des coopératives, notamment en matière agricole par l'instauration de comptoirs d'achats et de ventes.

Les jeunes républicains veulent aussi l'accroissement le plus large du syndicalisme ouvrier, conçu non seulement comme instrument de défense des travailleurs,

mais comme un moyen d'émancipation du prolétariat : « Nous n'admettons pas, comme le font certains syndiqués, à notre sens trop timides, que le syndicalisme doive se limiter à la réclamation de certains avantages matériels pour les prolétaires. Autrement dit, pour nous, le syndicalisme n'est pas seulement un instrument qui doit remédier aux maux actuels du prolétariat dans la société capitaliste, c'est encore, de quelque façon, le germe d'une société nouvelle, l'école de formation de ces prolétaires vraiment conscients, capables, comme une écorce neuve, de faire craquer la vieille écorce, désuète et hors d'usage, de se substituer à elle, et de recevoir abondamment la sève des énergies sociales du pays » (33).

« Il est impossible, dès lors que ces syndicats n'aient pas un but plus large et plus haut que l'amélioration immédiate du sort de leurs membres, qu'ils ne cherchent pas à faire passer cette puissance de direction industrielle qui appartient jusqu'à présent au seul patron, à la masse des prolétaires élevés à la plénitude de la conscience et de la responsabilité économique. Le syndicat nous apparaît comme le germe de la société future » (34).

Enfin les jeunes républicains pensent qu'une démocratie pour vivre a besoin d'enthousiasme, d'idéalisme. Les intérêts particuliers s'opposent trop souvent aux intérêts généraux, si l'homme veut agir dans l'intérêt commun, il lui faut une aide morale. C'est pourquoi la République commettrait une lourde faute, si elle entamait la lutte contre les religions. Elle doit laisser chaque homme

(33) Marc SANGNIER. — *La Jeune République*. Tome II, p. 49.

(34) Marc SANGNIER. — *Les Syndicats et la Démocratie*, p. 3.

libre d'adorer le Dieu de ses croyances afin que tous se dévouent pour l'intérêt commun. Trop souvent la religion a servi de paravent aux égoïsmes les plus infâmes, il faut que ceux qui se servent de Dieu au lieu de le servir soient démasqués : « Nous voyons des hommes qui se servent du christianisme pour fortifier leur pouvoir et leur omnipotence, des hommes qui considèrent le prêtre comme un gendarme supplémentaire, un gendarme moral, bon tout au plus pour garder leurs coffres-forts, des hommes qui veulent étayer une puissance matérielle et temporelle sur le crédit que la religion peut leur fournir.

Ces ennemis intérieurs du catholicisme existaient autrefois comme ils existent encore aujourd'hui; ce sont ceux que nous redoutons le plus, car ils déshonorent non seulement l'humanité, mais surtout la religion, puisque ce n'est pas de l'extérieur qu'ils essaient de détruire le sanctuaire, mais qu'ils le profanent de l'intérieur et, comme de nouveaux Judas, vendent encore leur Dieu » (35).

La révolution s'impose, non seulement dans les faits, mais dans les âmes : « Si vous ne donnez pas l'amour, si vous ne sentez pas véritablement les liens qui devraient rattacher tous les hommes entre eux, malgré la barrière des classes ou des castes, vous ferez bien des révolutions, sanglantes peut-être, mais pas de révolutions profondes dans l'âme des sociétés. Ce qu'il faut révolutionner, c'est le vieil égoïsme séculaire qui existe dans les milieux socialistes, anarchistes et même dans les milieux catholiques qui devraient l'ignorer, bien qu'il leur arrive de

(35) Marc SANGNIER. — *Christianisme et Socialisme*, p. 29.

donner des exemples tellement défigurés des doctrines de Jésus-Christ, que je ne sais vraiment pas comment vous feriez parfois pour ne pas haïr une religion que vous connaissez si mal, parce que personne ne vous a jamais dit ce qu'elle était » (36).

En fait, la doctrine de la Jeune République peut se résumer ainsi : « Transformer la société en faisant appel à une législation du travail toujours plus complète; puis poussant plus avant notre travail, développer les organes mêmes de la société future : les syndicats, les coopératives, mais à condition toutefois que ces œuvres diverses soient animées d'un esprit sincèrement et vigoureusement démocratique. Développer enfin l'idéal démocratique dans l'âme de nos contemporains et pour cela, nous réclamons, comme je l'ai dit, qu'on n'attaque pas les forces morales et religieuses » (37).

Ces doctrines, très belles et très idéalistes, ont paru encore trop réformistes à certains chrétiens intransigeants qui ont formé un groupe complètement révolutionnaire : les Chrétiens Révolutionnaires.

III. LES CHRÉTIENS RÉVOLUTIONNAIRES.

Les Chrétiens Révolutionnaires ont leur origine dans la réaction des jeunes pasteurs protestants qui exerçaient leurs fonctions dans de grandes villes industrielles et qui se trouvaient près des misères, des souffrances et des ré-

(36) Marc SANGNIER. — *Christianisme et Socialisme*, p. 35.

(37) *Idem* : *Les Syndicats et la Démocratie*, p. 26.

voltes du peuple (W. Monod à Rouen, Gounelle à Roubaix). Un professeur de droit, Raoul Bivile et Paul Passy, fils de Frédéric Passy, chef de l'école libérale, fondèrent en 1908 « l'Union des Socialistes Chrétiens » et son journal : « L'Espoir du Monde ».

Paul Passy, mettant ses doctrines en pratique, fonda dans l'Est de la France une petite colonie communiste : La Liefra.

En 1935, les socialistes chrétiens collaborèrent avec des catholiques et fondèrent, le 1^{er} mai, la revue « Terre Nouvelle », organe des Chrétiens Révolutionnaires, avec la couverture figurant une croix écarlate entrecoupée d'une faucille et d'un marteau. La revue comporte une partie catholique et une partie protestante et affirme que la socialisation des moyens de production, la lutte des classes et l'internationalisme marxiste sont en plein accord avec les commandements de l'Evangile.

La Bible et les Evangiles sont, dans de nombreux passages, fortement anticapitalistes : « Nul ne peut servir deux maîtres, Dieu et Mammon » (St Mathieu, VI, 22). « Si tu veux être parfait, vends tous tes biens, donne l'argent aux pauvres... et suis-moi » (St Mathieu, XIX, 21). « Quiconque ne renonce pas à tout ce qu'il possède ne peut être mon disciple » (St Luc, XVI, 33). « Je vous le dis en vérité, un riche entrera difficilement dans le royaume des cieux. Je vous le dis encore, il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu » (Mathieu, XIX, 22 et ss.). Les Evangiles enseignent que le chrétien véritable « doit aimer son prochain comme lui-même. Il

doit écarter de sa route, et de celle des autres hommes, toutes les occasions de chute sur lesquelles il lui est possible d'agir; il doit renoncer à toute propriété, tant spirituelle que matérielle, briser toute attache avec « Mammon » et ne point amasser sur terre de ces trésors que rongent la rouille et les vers, qui sont agents de matérialisation personnelle et de division sociale. Il doit servir ses frères et ne jamais les dominer; le plus évolué mettant ses dons à la disposition de tous les autres, afin de les aider à progresser dans l'amour et la connaissance. La morale évangélique fait de la vie sociale une fraternité en marche vers le progrès humain, et de l'autorité, un service social, le chef n'étant qu'un organisateur de l'action collective pour le bien commun, pour le service de tous, et jamais un maître » (38).

La société capitaliste ne réalise pas l'amour du prochain puisqu'elle engendre la lutte des classes, l'égalité sociale est un leurre, et la recherche exclusive du profit constitue le moteur de l'activité économique :

« Ainsi donc celui qui veut véritablement, et pour un chrétien, c'est le plus impérieux des devoirs, supprimer les obstacles, qui s'opposent au perfectionnement des autres hommes et de lui-même, doit s'attaquer en tout premier lieu au règne de Mammon sur le monde, c'est-à-dire au régime capitaliste. Des réformes ne pourraient satisfaire un chrétien, car il ne saurait composer avec les puissances de domination et de haine et leur reconnaître le moindre droit dans la cité et sur les âmes. Le chrétien

(38) Marie FRANÇOIS. — *Les Exigences Révolutionnaires du Christianisme*, p. 12 et 13.

doit donc être, sous peine de trahison spirituelle, un révolutionnaire, et il est d'autant plus révolutionnaire qu'il est meilleur chrétien (39). »

D'ailleurs, la déclaration de principe de la Fédération des Socialistes Chrétiens est aussi énergique :

« Constatant que le régime capitaliste actuel :

1° Affirme l'autonomie complète, vis-à-vis des réalités morales et spirituelles, d'une vie économique dominée par l'esprit de profit et de concurrence.

2° Aboutit, par la combinaison de la propriété capitaliste et du salariat, à l'asservissement de la personne humaine devenue un instrument au service de la production des richesses.

3° Conduit inévitablement à l'oppression et à l'exploitation des masses de travailleurs, et suscite ainsi la lutte des classes, réalité fondamentale de l'organisation sociale moderne.

Convaincus que, dans ces conditions, nous devons, comme chrétiens, prononcer une condamnation radicale et sans compromis du régime capitaliste et nous associer à la classe ouvrière dans son effort de libération et de révolution totale.

Constatant que si les Eglises sont généralement d'accord pour condamner les « abus » du capitalisme, elles le sont aussi pour confondre le socialisme avec les conceptions matérialistes d'un trop grand nombre de ses diri-

(39) Marie FRANÇOIS. — *Les Exigences Révolutionnaires du Christianisme*, p. 34.

geants et pour repousser les solutions radicales seules efficaces — qu'il propose.

Constatant d'autre part que si les partis socialistes et les syndicats ont généralement cessé d'être des foyers de propagande antireligieuse, ils sont trop souvent, du fait de l'absence de travailleurs religieux, dominés par une conception matérialiste qui leur fait dédaigner les questions morales et spirituelles.

Convaincus que, si le socialisme apparaît aujourd'hui comme l'expression historique la moins imparfaite du message chrétien, il ne saurait éviter par l'appel même qu'il fait au dévouement et au sacrifice, de poser un problème moral et religieux qu'il ne peut résoudre à lui seul.

Que christianisme et socialisme, loin de s'opposer, doivent être considérés comme des réalités complémentaires appelées à une collaboration nécessaire.

Avons décidé de nous grouper en une société que nous appelons la Fédération des Socialistes Chrétiens, qui s'emploiera à dissiper ces malentendus et à fortifier l'unité d'action et d'organisation de la classe ouvrière afin de hâter l'avènement d'une société de justice et de fraternité » (40).

Enfin le Manifeste de Terre Nouvelle comporte quatre affirmations lapidaires : Parce que chrétiens nous nous dressons contre le régime capitaliste, ennemi du bien commun; parce que chrétiens nous combattons le capitalisme fauteur de guerre; parce que chrétiens nous voulons libérer les Eglises de l'empire de l'argent; parce

(40) Cité par A. PHILIP : *Socialisme et Christianisme*, p. 28.

que chrétiens nous voulons combattre pour la paix et la fraternité dans la justice.

Détachons de ce manifeste quelques extraits particulièrement significatifs qui résument toute la doctrine : « Dans l'ordre spirituel, le régime capitaliste est le plus dangereux ennemi des Eglises. Tandis qu'il paganise la société, il s'efforce, par une attitude toute extérieure de respect et de libéralités, de se ménager leurs bonnes grâces et de les utiliser pour ses fins de domination et d'exploitation sociales. Et trop souvent les Eglises cèdent à ces instances, se faisant ainsi les alliées imprévues de ceux qui prétendent que, dans son principe même, la religion est l'opium du peuple.

...Aujourd'hui deux blocs s'affrontent, qui incarnent deux formes d'esprit antagonistes : d'une part l'oligarchie bourgeoise et capitaliste, et ses mercenaires et ses dupes; de l'autre les classes travailleuses, ouvrières et paysannes auxquelles doivent s'unir la grande masse des classes moyennes, ainsi que ceux qui, par delà les intérêts de classe, aspirent à la justice et à la paix.

Il faut prendre parti dans la lutte gigantesque où se joue l'avenir spirituel et social d'un monde. Il faut être, soit avec le parti de l'égoïsme sacré et de la propriété, soit avec celui de la fraternité; soit avec les défenseurs du capitalisme, soit avec les bâtisseurs du socialisme.

Nous nous refusons, pour notre part, à nous situer au-dessus de la mêlée; nous entendons prendre place aux côtés de ceux qui veulent abattre ce régime inique pour lui substituer un régime d'ordre et de justice, et qui, ce faisant, accomplissent consciemment ou non la volonté divine.

C'est pourquoi nous lutterons avec les travailleurs révolutionnaires et, jusqu'à leur victoire, qui ne sera pas seulement la victoire de la classe opprimée, mais encore celle de l'Esprit (41). »

En fait, les Chrétiens-Révolutionnaires admettent que le socialisme bolcheviste, malgré son athéisme, représente une société beaucoup plus proche du christianisme que le capitalisme. De plus, ils estiment que l'athéisme n'étant pas le caractère essentiel du bolchevisme, on pourrait concevoir un communisme spiritualiste et chrétien.

On ne peut nier à ces doctrines une belle générosité, mais il apparaît bien illusoire de compter sur le bolchevisme pour réaliser une société spiritualiste. En effet, toute dictature entraîne une oppression des forces morales et religieuses que, seule, une démocratie véritable peut épanouir. C'est pourquoi il nous semble que les chrétiens révolutionnaires prennent un chemin assez dangereux pour réaliser leur « victoire de l'Esprit ».

D'ailleurs le mouvement des chrétiens révolutionnaires a été condamné par la papauté en juillet 1936 et son organe « Terre Nouvelle » mis à l'index. Une lettre pontificale parue dans « l'Observatore Romano » explique la condamnation par le fait que, christianisme et bolchevisme étant inconciliables, aucune collaboration ne peut être envisagée entre communistes et catholiques.

Les doctrines socialistes chrétiennes impliquent, pour la réalisation de la société nouvelle, l'unité religieuse

(41) Manifeste de *Terre Nouvelle*.

dans le Christianisme. Que deviendraient, en effet, ces socialismes justes et fraternels, laissés aux ennemis de la religion ou aux indifférents? Ils seraient inconcevables et ces systèmes s'écrouleraient. C'est ce que pense, non seulement le Saint-Siège dans « Rerum Novarum », mais encore Léon Harmel : « Nous ne voyons qu'un seul remède, c'est que l'autorité du pape soit reconnue du monde entier, sa direction acceptée par tous les peuples (42). »

Le christianisme catholique et protestant n'étant pas inconciliable avec le socialisme, ne peut-on imaginer un socialisme basé sur le judaïsme ?

En fait, il n'existe pas de socialisme juif, car le judaïsme n'admet pas la conversion.

D'une part les citoyens français de religion juive n'ont jamais voulu se différencier au point de vue politique de leurs compatriotes et ont adhéré librement aux divers partis politiques nationaux, exactement comme les autres Français.

D'autre part, la théologie hébraïque enseigne que les « justes de toutes les nations » seront sauvés, car ils seront « égaux aux prêtres ». L'israélite réellement pieux doit donc, non faire du prosélytisme, mais agir afin que sa vie soit un exemple pour ses contemporains par sa justice, sa droiture et sa charité. Il tendra ainsi à se rapprocher de l'époque heureuse du Messie.

(42) L. HARMEL. — Déclaration faite à l'Association Catholique, de décembre 1889. Cité par Ch. GIDE et RIST, dans *Histoire des Doctrines Economiques*.

C'est pourquoi, parmi les israélites, on peut noter un grand nombre de socialistes qui, sur le terrain laïc, s'efforcent de faire bénéficier leurs frères chrétiens du socialisme généreux et humain qu'Israël avait apporté au monde il y a cinq mille ans (43).

Le judaïsme conscient ne peut pas s'éloigner du socialisme, il doit au contraire pousser tous les croyants à réaliser le maximum de justice sur cette terre, car Dieu commande aux hommes de s'aimer : « Encore aujourd'hui, l'hébraïsme attend ce qu'il rêvait déjà et ce qu'il commença à réaliser dans les siècles lointains : la conversion des hommes à Dieu, seul et unique maître des esprits ; l'unité des hommes par dessus les différences de races et de nationalités, la collectivité où le divin se réalise ; l'unité des âmes collectives ; l'unité vivante de l'ordre laïque et de l'ordre spirituel, les hommes s'étreignant par dessus les barrières des Etats, non dans un intérêt de classe, non pour un bien matériel, mais pour un idéal spirituel.

L'idée religieuse hébraïque apprend au peuple d'Israël à choisir d'être « parmi les opprimés et non parmi les oppresseurs, parmi ceux qui supportent l'outrage sans réagir » selon la règle pharisaïque » (44).

C'est pourquoi on trouve parmi les israélites beau-

(43) « L'Idée de la justice sociale est une idée israélite. L'avènement de la justice sociale a été le rêve de Juda, en ce sens, il est vrai, que le nouveau décalogue des Droits de l'Homme procède des tables rapportées du Sinaï. » — Paul LEROY-BEAULIEU. Cité dans *La Juste Parole*, n° du 5 mai 1937.

(44) DANTE LATTES. — *Apologie de l'Hébraïsme*, p. 128 et 129.

coup de socialistes. Mais à la différence du socialisme chrétien, il n'existe pas de socialisme juif, car, pour la réalisation de la cité future, les israélites ne demandent pas la conversion des non-juifs, mais simplement qu'ils agissent selon la justice et la charité.

CHAPITRE II

LE RADICALISME SOCIALISTE ET LE FRONTISME

« On voit les richesses des nations accumulées entre les mains de quelques individus qui règlent selon leur caprice le marché mondial pour l'immense dommage des masses. »

PIE XI,

Encyclique *Caritate Compulsi*.

Dans ce chapitre, nous tenons avant tout à faire œuvre de loyauté et de probité intellectuelle en citant deux partis qui, l'un et l'autre, ont une influence incontestable sur le socialisme français contemporain, mais dont le premier, le parti radical, sort des limites de notre travail, car il n'est pas un parti socialiste en dépit de sa dénomination de radical-socialiste, et dont l'autre, le parti frontiste, est beaucoup plus une sorte de rassemblement contre les trusts qu'une doctrine économique constructive.

C'est pourquoi, nous nous excusons à l'avance d'être très bref en ce qui concerne le parti radical qui présente cependant une importance politique considérable (mais

nous ne nous sommes pas fixé comme tâche d'étudier toutes les doctrines réformistes, mais seulement les tendances socialistes).

Par contre, quoique présentant une importance politique très réduite, nous développerons quelques-uns des thèmes de la propagande frontiste, qui accuse une note originale et nouvelle qu'il serait impardonnable d'omettre dans ce travail, tel que nous l'avons conçu.

I. — LE PARTI RADICAL

Le parti radical peut se définir comme le grand parti des classes moyennes, ce parti que l'on appelait avant guerre : le parti « républicain », ce parti qui depuis la guerre est devenu le symbole du juste milieu, le parti du Français moyen, en somme : « Il n'était point question pour nous d'entrer dans les rangs du parti conservateur, qui manquait à nos yeux du sens des réalités et de l'évolution nécessaire des sociétés humaines.

Nous étions hostiles à la doctrine marxiste parce que son principe nous semblait en contradiction avec le génie de notre peuple si individualiste et que son application supposait au préalable une révolution dont nous souhaitions épargner l'épreuve à notre pays.

Ni conservateurs, ni révolutionnaires ! Dès lors nous étions radicaux. Et c'est ainsi que nous sommes entrés nombreux dans le parti radical, qui représentait cette bourgeoisie moyenne, ces travailleurs modestes des villes

ou des campagnes, qui sont une des forces les plus vives de notre pays (1). »

C'est sans doute en pensant au parti radical qu'André Siegfried, dans son « Tableau des partis en France » disait que le « Français a le cœur à gauche, mais le portefeuille à droite », aspirations sociales qui ont toujours été vivaces chez les militants radicaux, politique prudente et conservatrice réalisée par les ministères radicaux.

Ce parti important comporte diverses tendances, dont les unes sont franchement libérales et conservatrices, dont les autres sont assez nettement « interventionnistes ». Il serait donc inexact de soutenir qu'il existe une doctrine radicale, mais on ne s'écarte point de la réalité en disant que le parti possède plusieurs doctrines radicales.

Mais, même chez les représentants de l'aile gauche du parti radical, on ne discerne pas une critique sérieuse du régime capitaliste, il semble qu'on n'ait pas encore pris conscience de la nécessité absolue de changer de régime économique (2). Les radicaux interventionnistes, les « jeunes turcs » estiment sans doute que le système actuel est défectueux et que son amendement est souhaitable, mais ils témoignent cependant d'une assez grande méfiance vis-à-vis du contrôle de l'Etat sur les trusts, et d'une crainte mitigée vis-à-vis du syndicalisme ouvrier.

La doctrine du parti radical est contenue dans l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du

(1) G. BONNET. — *Le Parti Radical devant les problèmes du temps présent*, p. 8.

(2) Cependant, M. L. Archimbauld, député radical, a parlé d'un « 89 économique », mais sans d'ailleurs préciser en quoi il consisterait.

Citoyen, où l'on avait écrit : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », d'où sans rechercher une égalité sociale absolue qui ne serait qu'une dangereuse utopie, le radicalisme cherche à réaliser une égalité juridique véritable qui permette aux petits comme aux puissants de défendre leurs droits, ce qui le pousse vers l'associationnisme, le coopératisme, le syndicalisme qui donnent aux faibles les moyens de lutte indispensables. L'influence du parti radical a été prépondérante lors de l'élaboration de toutes les lois sociales d'avant-guerre, mais depuis la guerre, la vérité nous oblige à constater que, dans l'ensemble, la politique des gouvernements radicaux n'a pas différé essentiellement de celle des gouvernements conservateurs.

Sans doute, doctrinalement, le parti s'est efforcé de combattre les excès du gros capitalisme, témoin cette résolution votée au congrès de Wagram de 1927 :

« Les vastes concentrations de capitaux des moyens de production sont une nécessité de l'économie contemporaine, le parti ne les condamne pas dans leur principe technique. Mais en face d'elles, le consommateur doit être défendu. Au surplus, une expérience récente a montré qu'il était périlleux pour l'autorité même de l'Etat, de laisser aux mains de quelques privilégiés une puissance sans contrepoids; nous voulons que, dans tous les domaines, le dernier mot appartienne au peuple souverain.

Non seulement nous nous refusons à aliéner au profit d'intérêts privés les grands services publics dont la nation s'est réservée la gestion directe, mais, suivant la doctrine maintes fois affirmée dans nos congrès, nous voulons qu'un contrôle s'exerce sur toutes les industries qui béné-

ficient d'un monopole de fait. Le contrôle de l'Etat sur l'exploitation des richesses publiques et, s'il y a lieu, sa participation aux bénéfices qu'elle procure, peuvent d'ailleurs s'exercer suivant des formules qui fassent toute leur part aux nécessités d'une saine gestion industrielle et commerciale. Les combinaisons si diverses et si souples de la société anonyme permettront de donner à la coopération de l'Etat, des producteurs et des usagers, en dehors de toute bureaucratie routinière, des formes multiples dont plusieurs ont été mises en pratique en France et à l'étranger avec succès (3).

Enfin, tout effort de réorganisation industrielle en vue d'une production meilleure suppose l'adhésion de ceux qui sont les premiers agents de cette production : les travailleurs.

Le parti R. R. S. qui compte parmi ses précurseurs des hommes comme Louis Blanc, ne s'est jamais désintéressé de la condition des ouvriers, ses représentants au Parlement n'ont jamais manqué de soutenir, quand ils n'en ont pas pris l'initiative, toutes les mesures qui tendent à les défendre contre les excès d'un machinisme par lequel ils furent à l'origine écrasés. Limitation des heures de travail, hygiène des ateliers, assurances contre les accidents, la maladie, l'invalidité, toute cette législation, à laquelle la loi des assurances sociales apportera bientôt un complément décisif, est en grande partie leur œuvre.

Mais nous pensons qu'il ne suffit pas de protéger le travailleur, de l'assister dans ses mauvais jours, de veiller

(3) C'est la formule même des nationalisations industrialisées du Plan de la C. G. T.

sur sa maladie et sur sa vieillesse, il ne suffit même pas, par une lutte incessante contre le taudis, contre les lotissements de misère, par une large politique de l'habitation, qui est à nos yeux l'œuvre capitale de demain, d'assurer la salubrité de son foyer, la santé de ses enfants, la joie de sa vie familiale; l'œuvre qui s'impose en faveur des travailleurs n'est pas toute de protection et d'assistance, elle est aussi de justice, de libération.

Autant que tout autre parti, le parti R. R. S., qui met au centre de sa doctrine la valeur morale de l'individu, les droits de l'homme, proclame que l'ouvrier n'est pas une marchandise, et que le salariat ne peut pas être considéré comme un mode définitif de rétribution du travail humain si le salaire n'est pas librement débattu et sérieusement garanti. A toutes les mesures qui tendent à une telle transformation du salariat, il s'est associé dans le passé. Il s'associera dans l'avenir. Pratique généralisée des conventions collectives, participation aux bénéfices, actions de travail, conseils d'entreprises, contrôle ouvrier, toutes ces réformes, des industriels qui sont dans nos rangs en ont pris l'initiative avant même qu'elles aient reçu la consécration de la loi (4). »

Enfin n'oublions pas que le parti radical est l'initiateur de l'école unique, qui a pour but d'assurer la diffusion de la culture à tous les Français.

Toutes ces réformes se rapprochent évidemment beaucoup du socialisme; mais en fait, nous n'avons pas vu le parti radical réaliser ces belles transformations sociales

(4) Cité par G. MAURICE : *Le Parti radical*. Thèse Paris, 1929.

lorsqu'il était au pouvoir et, dans l'attente de la démonstration contraire, nous considérerons le parti radical avec la sympathie que l'on doit à un vieux parti républicain réformiste, mais nous ne pourrons pas le classer parmi les tendances socialistes qui font l'objet de cette étude.

Aussi un certain nombre de jeunes radicaux sentirent la nécessité d'aller plus loin et suivirent Gaston Bergery dans son « Front Social » (5).

II. — LE FRONTISME

Le Frontisme, en tant que parti politique, est un parti neuf dont l'activité se confond avec celle de son président, G. Bergery.

Bergery avait d'abord milité dans les rangs du parti radical, mais au cours de l'année 1933, il abandonna ce parti avec éclat, critiquant avec fougue la position politique du groupe : insuffisance d'audace en politique intérieure, manque d'initiative en politique étrangère. C'est alors que le 23 mai 1933 se constitua sous sa direction « Front commun », organisation antifasciste comprenant la réunion de républicains allant des radicaux aux communistes. En décembre 1933, Front Commun lança son premier manifeste contre les trusts.

Le 6 février, ramenant au pouvoir un gouvernement

— (5) Nous ne parlerons pas du parti radical Camille Pelletan, dont les tendances sociales sont identiques à celles du parti radical de la Rue de Valois et dont la politique extérieure se modèle sur celle du parti communiste.

d'Union Nationale, Bergery, pour protester contre le changement de politique, démissionna de son siège de député et se fit plébisciter dans une élection célèbre à Mantes; battu, il se consacra à corps perdu dans sa campagne contre les trusts. Front Commun changea de titre et s'intitula Front Social.

En février 1936 parut le numéro célèbre de « La Flèche » : « France, voici tes maîtres », analyse implacable de la puissance des oligarchies financières : ce numéro très largement diffusé ne fut pas étranger au succès électoral du Front Populaire de mai 1936. Aux élections législatives, Bergery et son lieutenant Izard furent réélus. Au mois de novembre 1936 le parti frontiste fut créé.

Le Frontisme s'oppose à la fois au radicalisme et au marxisme : « Front Social ne reconnaît pas la lutte des classes; la France c'est 250 familles capitalistes, 2 millions de larbins attachés aux destinées de ces familles et 38 millions de braves gens. Les deux premiers termes de cette définition nous donnent le front des voleurs et le reste doit former le front des volés. Voilà dans quelles limites la lutte doit se circonscrire. On nous a souvent trompés en nous proposant l'union nationale, dont le seul but est de vouloir unir le peuple spolié à cette minorité spoliatrice. Nous voulons créer un parti révolutionnaire du peuple français, destiné, non à assurer un vague contrôle sur une machine qui ne fonctionne plus, mais à prendre le pouvoir. Aucune réforme ne pourra être entreprise sans cela. Il ne peut naturellement pas être question d'une dictature du prolétariat, celui-ci ne représentant que le quart de la population. Si le pouvoir lui

était donné ainsi que le veulent les marxistes ce serait rejeter le reste du pays dans l'aventure fasciste.

Autre chose qui nous différencie des marxistes, c'est que nous ne croyons pas aux Internationales actuellement préconisées. Nous pensons que lorsque nous aurons libéré la nation du capitalisme, alors il sera possible d'entreprendre la formation d'une Internationale, une Internationale, non de partis vaincus, mais de peuples vainqueurs.

Nous aimons notre pays et désirons, pour pouvoir le cas échéant le défendre, qu'il soit nettoyé de fond en comble. Il est absolument inadmissible que la défense nationale puisse être pour les uns une affaire, pour les autres un martyre. Il faut arriver à supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et faire une société où seront reconnus le droit au travail et le droit à la vie (6). »

Le Frontisme lutte d'abord contre les trusts, car il estime vain de construire en rêve une société plus juste tant que se maintiennent certaines oligarchies qui s'opposent à la réalisation d'une société humaine; cette lutte implacable contre les trusts, c'est Bergery qui va nous l'expliquer :

« Il est clair que, pour ces branches trustées de l'économie (crédit, munitionnaires, assurances, chemins de fer, énergie électrique, agences de publicité, grande meunerie), le ressort du régime actuel, la loi de l'offre et de la demande, est brisé. Ces monopoles privés sont, en France comme ailleurs, responsables de la crise.

(6) Interview de A. Ferry, secrétaire des jeunesses frontistes. Dans *Notre Temps*, numéro du 14 juillet 1935, p. 2 et 4.

Il est clair que ces trusts sont, par leur banque et par leur presse, maîtres de l'Etat.

Il est clair enfin, qu'ils sont à la base de l'immoralité envahissante. Il est vain de crier, place de la Concorde : « A bas les corrompus », si l'on est incapable d'abattre les corrupteurs : corrupteurs des parlementaires, des élus municipaux, des fonctionnaires et des électeurs eux-mêmes.

C'est donc pour des raisons économiques, politiques et morales que nous disons : la tâche première du Front Populaire et de transformer les monopoles privés en services publics.

Tant que ces monopoles privés seront épargnés, il n'y aura en France ni réorganisation économique, ni liberté politique, ni redressement de la moralité.

Dans cette affirmation, il n'y a de notre part aucune surenchère.

Notre ligne politique est, au contraire, parfaitement délimitée...

...Si on essayait, par exemple, de détruire en France des formes non monopolisées de la propriété industrielle ou d'instaurer la dictature d'une seule classe, il est probable qu'on n'aboutirait qu'à rejeter massivement dans les bras du premier aventurier fasciste, 20 millions de paysans, 10 millions de bourgeois et une partie de la classe ouvrière : au total plus des trois quarts de la France...

...Mais nous aussi, nous pensons que, dans l'époque dramatique qui est la nôtre, la France ne saurait rester divisée en deux parties sensiblement égales, séparées par l'ornière qu'entretiennent les politiciens d'arrondissement.

Nous aussi, nous voulons une « réconciliation française » : la réconciliation de la classe ouvrière, de la classe paysanne et de cette majorité de la bourgeoisie qui est restée fidèle à ses traditions de travail, d'intelligence et d'honnêteté.

Réconciliation contre la classe des « deux cents familles ».

Réconciliation pour libérer le pays de la tyrannie humiliante et stupide des puissances d'argent.

...Citoyens ! Pour la Nation ! Contre l'Argent ! Debout ! » (7).

Le Frontisme se caractérise par un idéalisme profond qui est l'inverse du matérialisme marxiste : « Le frontisme dresse les hommes contre la tyrannie de l'argent, non seulement en faisant appel à leurs intérêts matériels, mais aussi au nom de leurs protestations morales. Nous travaillons contre une domination politique autant que contre une exploitation économique.

Nous ne croyons pas, avec les marxistes, que seule, l'évolution matérielle des sociétés, par l'exaspération de la lutte de classes, amènera à la chute de ces sociétés. Nous faisons appel à ceux qui sont moralement opprimés comme à ceux qui le sont matériellement. Nous avons toujours proclamé leur fraternité. Nous avons même affirmé que les hommes combattaient plus ardemment encore pour un idéal que pour un intérêt. La preuve en a été donnée par la réaction populaire après le 6 février : la classe ouvrière, qui ne se battait pas pour ses salaires

(7) G. BERGERY. — Discours radiodiffusé du 24 avril 1936 : *La Flèche*, numéro du 2 mai 1936, p. 2.

s'est jetée à corps perdu dans la lutte pour la liberté menacée » (8).

Le Frontisme s'oppose au fascisme et au marxisme en tendant à créer une nouvelle mystique désintéressée : « La situation de l'ouvrier, au lieu de s'aggraver depuis Marx, s'est améliorée sans cesse jusqu'aux contrats collectifs, aux quarante heures et aux congés payés. On a dû soutenir alors que l'ouvrier était plus combatif quand il était mieux nourri. On a dit le contraire de Marx, tout en prétendant par ailleurs maintenir les dogmes du marxisme.

Sur ce point encore, les partis marxistes ont aujourd'hui une tactique qui est en contradiction formelle avec leur doctrine.

Le marxisme s'est moqué longtemps, et souvent avec raison, des idéologues qui rêvent dans l'abstrait à la misère du peuple ou des spiritualistes qui envisagent le salut du peuple dans un monde meilleur. C'est cette position qui a plus fait pour le succès du marxisme que tout le reste...

La même critique est restée valable contre le fascisme qui, bien souvent, a abrité une défense des intérêts matériels les plus odieux derrière un façade de grands sentiments et d'idéal...

Le frontisme refuse le matérialisme marxiste et sa conception du développement nécessaire des sociétés. Il repousse plus violemment encore le faux spiritualisme fasciste.

(8) G. IZARD. — *Vers une France Fraternelle : La Flèche*, numéro du 13 juin 1936.

Le frontisme pense qu'on peut se battre, non seulement pour son pain, mais aussi pour des aspirations morales : pour la liberté, pour la justice, pour la fraternité humaine.

La preuve en est que les Français, qui se laissaient ruiner par les trusts en 1934, ne sont sortis de leur sommeil que pour défendre la liberté menacée après le 6 février.

C'est qu'en France, notamment, ces grandes aspirations sont passées dans le sang du peuple parce que le peuple, à travers son histoire, a trop souvent versé son sang pour elles.

C'est uniquement en soulevant des hommes pour qu'ils construisent une société à l'image de leurs convictions qu'on peut espérer réaliser une révolution profitable et heureuse.

C'est uniquement en lançant la bataille sur un idéal que le frontisme, le premier, a montré qu'on pouvait rassembler les opprimés matériels, signes vivants de l'injustice, avec les opprimés moraux, épris de justice.

C'est uniquement en faisant appel aux croyances des hommes et non aux contre-coups sociaux dont ils sont victimes qu'on peut déclancher la lutte avant que le fascisme ne l'ait emporté par sa démagogie » (9).

Et cependant cet idéalisme et ce spiritualisme profond n'oublie pas les nécessités de la réalité et cette société plus juste et fraternelle que veulent les frontistes, ce n'est pas dans le cadre international qu'elle est possible actuellement, mais dans le seul domaine national :

(9) G. IZARD. — *Le Frontisme exprime une foi : La Flèche*, numéro du 4 juillet 1936.

« Nous voulons construire une société sans classes dont le principal mobile reste avant tout la défense et l'illustration de la personne humaine. La communauté nationale nous semble actuellement le champ le plus propre où se réalisera cet espoir. Cette constatation suffit à expliquer notre attitude devant les internationales : notre réserve devant ce qui nous apparaît comme un fantôme : la seconde ; notre franche hostilité à la troisième, qui est devenue un instrument spécifiquement russe » (10).

En ces quelques extraits, nous avons donné à peu près intégralement le programme frontiste en ce qui concerne sa position économique et sociale (en politique extérieure les frontistes réclament plus d'initiatives de la part des gouvernements français, notamment en ce qui concerne la question du désarmement). Sans doute ces affirmations généreuses rendent un son agréable et humain, mais scientifiquement, nous nous trouvons en présence d'une doctrine qui n'est pas élaborée.

En effet cette conception anti-capitaliste, antifasciste et antimarxiste ne manque pas de noblesse, mais cette position est essentiellement négative. Remplacer les trusts par des services publics est une formule généreuse, mais vague : les frontistes visent-ils l'expropriation pure et simple sans indemnité comme les communistes ou l'expropriation avec indemnité comme les socialistes ? le programme est muet. « Les trusts en services publics », cela veut-il dire étatisation, gestion industrielle tripar-

(10) G. MAZE. — *Nous luttons sur tous les fronts : La Flèche*, numéro du 5 septembre 1936.

tite selon la formule cégétiste ou contrôle de l'Etat? On n'en sait rien.

Enfin la lutte contre les trusts n'est pas un programme économique, c'est une simple mesure qui peut prendre place parmi d'autres réformes destinées à transformer la structure du régime capitaliste, mais la nationalisation de ces monopoles de fait ne suffira pas, par elle-même, à construire la « société juste et fraternelle » voulue par les frontistes.

La lutte contre les trusts est une excellente formule publicitaire, mais à aucun moment elle ne peut être considérée comme une doctrine économique. Il nous semblerait d'ailleurs assez vain de la part des frontistes d'essayer d'imaginer un « plan frontiste », le plan de la C. G. T., le plan français ou le programme des catholiques sociaux ne suffisent-ils pas sans créer encore de nouvelles formules ?

Il serait souhaitable que les frontistes rejoignent un grand parti organisé qui a une position politique identique à la leur, afin que leurs efforts ne s'éparpillent pas et qu'ils puissent, par une collaboration féconde, perfectionner les plans existants.

CHAPITRE III

LES DOCTRINES DE L'ABONDANCE (1)

« La vérité est que si, collectivement, les Français n'ont jamais été plus riches, il se trouve qu'individuellement, ils sont de jour en jour plus pauvres. Ils ne tarderont pas à connaître le jour où tout le monde se serrera la ceinture devant un amoncellement de victuailles excellentes, et où chacun, saisi par l'huissier, expulsé de chez lui, sera contraint de coucher dans la rue avec la consolation de voir que toutes les maisons auront leurs appartements vides. »

J. DUBOIN.

I. — LES DOCTRINES DE JACQUES DUBOIN

Les doctrines que nous allons étudier dans ce chapitre ont leur origine dans les observations de Jacques Duboin. Jacques Duboin se défend d'ailleurs d'être un

(1) Ces doctrines ont donné naissance à des mouvements politico-économiques :

1° Le Droit au Travail et au Progrès social présidé par J. Duloin, qui a pour but de gagner les hommes de tous partis aux doctrines de l'Abondance;

2° Les J. E. U. N. E. S. ou Jeunes équipes unies pour une

économiste et nourrit une assez grande animosité contre les économistes professionnels qu'il juge responsables du désordre social. Pour Duboin, les lois économiques sont des chimères des temps révolus, les économistes de dangereux mystificateurs, les doctrines économiques et sociales de vieux contes de fées dignes du bon Perrault.

Il suffit, pour voir clair dans la vie économique, d'observer sans parti-pris la réalité et la vie, de se dégager autant que possible des idées préconçues et de raisonner intelligemment.

On parle de crise, qu'est-ce que la crise ? Un mot qu'ont employé les économistes pour masquer leur ignorance. Il n'y a pas de crise, il y a un *âge nouveau*, un monde qui s'édifie, et il y a crise parce que l'on se refuse à regarder la réalité en face.

Depuis un siècle, nous bénéficions d'un progrès technique sans cesse accru, dû au développement du machinisme, au progrès des sciences qui ont permis une augmentation prodigieuse des produits fabriqués. Mais au fur et à mesure que la production s'accroît, les crises économiques deviennent de plus en plus graves. Les crises ont pu jadis se résorber par suite des débouchés colo-

nouvelle économie sociale présidées par J. Nocher, qui se composent de jeunes hommes partisans de l'abondance, très révolutionnaires, très entiers, très enthousiastes et qui essaient de déterminer les bases du régime nouveau;

3° Le Groupe Dynamo, composé d'ingénieurs et de techniciens, chargés spécialement de dénombrer les richesses produites en France et de déterminer, compte tenu de la population française, quelle serait la fortune de chaque citoyen si ces biens étaient harmonieusement répartis.

4° Le Groupe de Nouvel Age et du Droit à la Vie, dont les doctrines sont analysées en détail dans ce chapitre.

niaux, par suite des pertes et destructions causées par la grande guerre, mais aujourd'hui les continents et les colonies sont sur-outillés.

La machine serait un immense bienfait, si le monde moderne savait convenablement l'utiliser. Mais la machine est devenue un monstre, « un Frankenstein » (2), suivant l'expression de Nocher, disciple de Duboin, qui remplace l'ouvrier, produit plus vite, mieux et à moins cher que la main-d'œuvre humaine et développe par conséquent le chômage.

Certains esprits ont préconisé la destruction des machines et le retour aux procédés de fabrication dignes du moyen âge; c'est une impossibilité, on ne peut lutter contre le progrès. Le machinisme est un bien, car « la Grande Révolution qui vient » (3) doit consister précisément à réaliser « La Grande Relève des Hommes par la Machine » (4).

Le progrès technique ne peut que développer à la fois la production et le chômage. Le chômage n'est plus un accident, mais une réalité fatale. Or, dans notre système économique, celui qui ne travaille pas, ne gagne pas d'argent, il ne peut donc consommer les produits. D'où ce qu'on appelle la crise : accumulation de richesses telle que le monde n'en a jamais vue, pauvreté généralisée par

(2) J. NOCHER. — *Frankenstein* (Les Editions Nouvelles), 1935.

(3) J. DUBOIN. — *La Grande Révolution qui vient* (Les Editions Nouvelles, 1934).

(4) J. DUBOIN. — *La Grande Relève des Hommes par la Machine* (Editions Nouvelles, 1933).

Consulter : J. DUBOIN : *Libération* (Editions Nouvelles, 1936), et *Qu'est-ce que la Crise* (Editions Nouvelles, 1933).

l'extension du chômage. La misère à l'époque de l'abondance.

Jacques Duboin a beau jeu de montrer comment les vieilles lois de l'offre et de la demande, du « laisser-faire, laisser-passer », sont incapables de fournir des solutions au problème, non de surproduction, mais de sous-consommation dû au chômage.

La déflation est une duperie, car elle appauvrit tous les citoyens; la dévaluation est une tromperie, car elle fait changer la valeur de la monnaie, or la monnaie n'est qu'un instrument d'échange, un instrument de mesure des richesses, or, si pour mesurer une pièce de drap, je diminue la longueur du mètre et la réduit à 0 m. 60, cela n'agrandira pas la longueur de la pièce que j'aurai à mesurer, je me tromperai moi-même.

Une seule solution humaine : admettre pour tous les hommes « *le droit au travail* », ce qui implique une utilisation intelligente du machinisme, délivrant les hommes des travaux pénibles, et leur permettant avec des salaires élevés un travail réduit. Il convient de répartir entre tous les hommes le travail en diminuant la durée des heures de travail jusqu'à ce que plus un seul chômeur n'existe. Les ouvriers ne travailleront que quelques heures par jour et bénéficieront de larges loisirs (5).

L'abondance permettra des distributions gratuites de produits de première nécessité à ceux qui en ont besoin,

(5) Est-il besoin de rappeler que Paul Lafargue, gendre de Marx, transformait le Droit au Travail en « Droit en la paresse » ; que Bebel, en régime socialiste assignait à la journée de travail une durée de 3 heures, et Guesde une heure, grâce au progrès du machinisme. (Cité par J. BOURDEAU : *Du Socialisme au Communisme*, p. 16. — Alcan 1927.)

il vaut mieux distribuer gratuitement les excédents de richesses que de les détruire ou les brûler comme le fait stupidement le régime actuel.

Enfin l'abondance répartie grâce au machinisme permettra aux jeunes d'avoir un avenir assuré et aux vieillards une retraite pour leurs vieux jours.

Les idées de J. Duboin sont neuves et l'analyse de la crise nous en semble exacte et sûre. Malheureusement les moyens de réalisation paraissent par trop sommaires : il semble assez difficile, dans l'état actuel du monde, de passer sans transition aucune de l'ère de la rareté à l'ère de l'abondance. Comment réduire immédiatement dans tous les pays la durée du travail à un niveau tel que le chômage disparaisse ? Il semble que ce régime, qui implique la disparition du « profit » et de la « monnaie » se rapproche d'un communisme d'un genre nouveau et assez mal déterminé. J. Duboin d'ailleurs s'étend fort peu sur son régime de l'abondance, il indique trop sommairement les transformations à réaliser, mais il analyse avec ironie et compréhension la situation actuelle. Son travail a été fort utile puisque ses observations ont servi de point de départ à deux plans d'abondance : le Droit à la Vie de G. Rodrigues et le Plan de Nouvel Age de G. Valois, qui essaient de fixer avec précision les bases de la société de demain. Les idées de Duboin ont été aussi à la base du « Plan Français », le plan des néo-socialistes qui, ennemis de tout dogmatisme, se placent aussi sur la réalité de l'abondance pour édifier un socialisme humain (6).

(6) En fait, J. DUBOIN critique avec vigueur le Plan Français qu'il considère comme une déformation dangereuse des doctrines de l'Abondance.

II. LE DROIT A LA VIE DE G. RODRIGUES.

Dès la préface, Rodrigues nous montre qu'il ira bien plus loin dans l'audace que J. Duboin : « Il convient d'adapter la consommation à la production, ce qui revient à faire monter la consommation de zéro à l'infini... Il faut en finir avec les idées périmées d'*achat* et de *vente*, comme aussi, dût l'Economie Politique en périr, étayée par la notion de *valeur* qui n'offre plus aucun sens le jour où l'*abondance* succède à la *rareté*, avec le concept dépassé et désormais irréalisable de l'*échange*. Cet échange qui suppose l'équivalence exacte entre ce que l'on reçoit et ce qu'on donne, alors que par l'effet du chômage tant d'êtres humains ne peuvent que recevoir sans donner. Désormais, il faut leur substituer les idées neuves de *distribution* et de *réquisition* : distribution des produits et réquisition des services.

Tout être humain doit être inscrit dès le jour de sa naissance sur le *Grand Livre de la Dette Sociale* et jusqu'à sa mort, recevoir tout ce qui est nécessaire à la satisfaction la plus large possible de ses besoins. Et cela sans avoir rien à donner en échange. Simplement dans la mesure où un effort de sa part sera nécessaire, il sera tenu de s'en acquitter à titre de service social (7). »

Rodrigues commence à analyser la crise de façon identique à la description de Duboin : cette crise n'est pas une crise cyclique, elle est chronique, c'est un fait, une crise de régime. La cause en est due au développement

(7) G. RODRIGUES. — *Le Droit à la Vie* (Editions Liberté, 1935) : Préface, p. 8 et 9.

prodigieux du machinisme qui a remplacé peu à peu les travailleurs : ceux qui subsistent n'ont qu'un travail de direction ou de contrôle. D'où le progrès aidant on passera de « l'ère du travail à l'ère des loisirs, des travaux forcés aux loisirs forcés ». Or, actuellement les loisirs, c'est le chômage, l'insécurité, la misère, car seul le travail est rémunéré. Or, de plus en plus, les ouvriers ne trouvent plus de travail !

Plus l'humanité est devenue riche, plus les hommes se sont appauvris. S'il y a plus de produits, il y a moins de consommateurs, puisque ceux qui sont réduits au chômage n'ont plus de pouvoir d'achat. Le travail manquant, il y a déchéance de l'homme.

Le capitalisme ne peut plus subsister : car tous les besoins se paient, or, il n'y a plus moyen de gagner de l'argent de façon normale, on sera obligé, pour écouler ses marchandises, de vendre à perte. Pour subsister, le capitalisme doit « vivre de rapines. Dans le passé, le capitalisme a dû sa prospérité éclatante, mais éphémère, en ce qu'il s'est montré capable de produire. Il devra sa ruine, qui s'annonce prochaine, à ce qu'il se révèle incapable de distribuer » (8).

L'Etat à son tour est frappé : car l'Etat est aux ordres du régime établi, c'est-à-dire du capitalisme. L'Etat, pour avoir des ressources, doit diminuer ses dépenses : il réduira les traitements des fonctionnaires et les pensions, mais le rendement de l'impôt fléchira, car les consommateurs achèteront moins et les producteurs ne pourront écouler leurs stocks : « Les uns crèvent de ne pouvoir

(8) G. RODRIGUES. — *Droit à la Vie*, p. 35.

acheter, les autres crèvent de ne pouvoir vendre. Et entre les deux, l'État, qui regarde crever le consommateur incapable de ne pouvoir consommer et le producteur incapable d'écouler sa production, crève lui aussi de ne plus recevoir ni de l'un, ni de l'autre, la dîme prélevée sur les transactions qui cessent de se faire » (9).

Comprendre l'explication de ce fait paradoxal exige une révision complète de nos idées.

La notion de valeur implique la rareté, or aujourd'hui nous sommes dans l'abondance. De même que l'air et la lumière sont gratuits, les produits pouvant être de plus en plus abondants tendront à être gratuits. D'où l'effort du capitalisme pour détruire ses richesses et ses fréquentes demandes d'intervention auprès de l'État.

Quant à la monnaie, instrument de mesure des valeurs, c'est une marchandise intermédiaire. L'accroissement des richesses tend à dévaloriser les monnaies. Les échanges varient sans cesse de valeur, aussi on en vient peu à peu à une sorte d'autarchie fiduciaire ou, pour y échapper, on en revient au troc. Les monnaies, pour remplir leur rôle, doivent circuler, or, l'argent ne circule plus à cause de la crise et la monnaie étant à son tour dépréciée, le régime actuel semble manquer de base.

Le capitalisme se caractérise enfin par la propriété individuelle : c'est juridiquement le droit d'user, de jouir et de disposer. Le droit de propriété est un droit exclusif : c'est une extension de la personnalité humaine qui ne comporte aucune limite ou presque, c'est enfin un droit éternel puisque la propriété survit à son propriétaire.

(9) G. RODRIGUES, — *Droit à la Vie*, p. 39.

Le droit de propriété, au contraire des autres droits (droit à la vie, droit à la liberté, droit au respect de la personne humaine) est la consécration et la justification de l'inégalité humaine. On a le droit *de* propriété, mais non le droit *à* la propriété. Tous les hommes ne sont pas propriétaires et ils le sont de façon très variable. Nous avons une république politique, mais non économique.

Enfin la concentration bancaire s'est substituée à la concentration industrielle : les leviers de commande tendent à passer des mains des capitaines d'industries à celles des généraux de banques.

Une pincée d'individus mène alors le monde, les autres ayant l'apparence de la propriété sont alors expropriés.

Les hommes tiennent tous beaucoup à la propriété privée, car ils pensent qu'elle leur assurera la sécurité, la jouissance et la puissance.

a) La sécurité engendrée par la propriété est aujourd'hui illusoire : qu'est-ce que l'avenir ? instabilité des monnaies, risques de guerre, chômage, etc. Ceux qui en 1914 avaient des rentes sur l'Etat ont perdu les quatre cinquièmes de leur revenu et les neuf dixièmes de leur capital. Le désir d'épargner arrive donc à s'émousser. L'esprit d'entreprise diminue. Combien d'entrepreneurs demandent à être transformés en salariés ?

b) La jouissance : on demande à la propriété la possibilité de vivre mieux. Mais la propriété parasitaire con-

duit à la crise de moralité et à la corruption. On peut être heureux de vivre sans avoir de propriété (10).

c) La puissance : au-dessus d'un certain degré, la propriété devient un moyen d'oppression, surtout depuis que les machines ont remplacé les outils comme capitaux de production. En effet, du jour où l'ouvrier cesse de travailler, il cesse de manger. Aussi, pour vivre, est-il obligé de chercher des tâches à des prix très réduits. Le producteur ne se contente pas de spéculer sur le travail des ouvriers, mais encore il fait de gros bénéfices sur les ventes. Les monopoleurs s'entendent entre eux pour rançonner les consommateurs. D'où double spoliation du capitalisme industriel.

Quant au capitalisme bancaire : il est injustifiable. La manipulation de l'argent des autres n'étant pas créatrice de richesses ne devrait pas produire des bénéfices. Cependant les banques remplissent un rôle indispensable dans notre société, ce qui montre bien que le régime doit être condamné (11).

Il est vain de critiquer, il faut construire : nous sommes en présence d'une crise de l'abondance et nous n'arrêterons point le progrès : « Le capitalisme, qui n'est possible que par la rareté, génératrice du profit, cherche

(10) L'auteur pense à l'U. R. S. S., mais en réalité une propriété subsiste là : celle des objets de consommation. Il semble paradoxal de penser qu'on peut être heureux sans rien posséder !

(11) Ce raisonnement est singulièrement spécieux ! D'ailleurs toute cette critique du capitalisme nous paraît assez artificielle et assez peu en rapport avec la doctrine de l'Abondance,

à tuer l'abondance, à la faire disparaître. Donc on détruira d'abord les produits, ensuite les moyens de production : le blé, le café, le sucre, les champs qu'on remet en jachère, les cochons de lait qu'on fusille au Danemark et jusqu'à ces métiers à tisser dont nous avons vu que les filateurs du Nord ne les rachetaient que pour les supprimer. Car on paie pour accomplir ces besognes de vanales. Nous avons connu l'ère des primes à la production, des primes à l'exportation, c'est-à-dire à la diffusion des produits. On commence à les remplacer par des primes à la destruction. Pour peu qu'on persiste dans cette voie, nous aurons tôt fait de revenir à l'homme des cavernes » (12).

Il serait aussi ridicule de prêcher « la grande pénitence » : les individus sont dépourvus de ressources, il y a devant eux des richesses formidables. On ne peut se procurer les objets consommables sans argent puisqu'il faut acheter en régime capitaliste. Mais si, au lieu de songer au profit, les hommes se proposaient la satisfaction des besoins, au lieu de raréfier, on intensifierait la production. On a déjà calculé que si les machines des Etats-Unis donnaient le plein de leur production, chaque individu disposerait de 20.000 dollars par an, soit 500.000 francs.

Devant la profusion des produits, on ne peut ni acheter, ni vendre, ni échanger, mais *distribuer gratuitement*. Car le passage de l'époque de la rareté à celui de l'abondance entraîne celui du payant au gratuit. Rodrigues cite un reportage de M. A.-L. Jeune : « Le progrès a ouvert

(12) G. RODRIGUES. — *Le Droit à la Vie*, p. 101.

toutes grandes les portes. Il y a dans le monde assez d'usines et de matières premières pour que chacun ait son automobile ou son avion. Mais l'argent manque pour leur mise en circulation. » Donc il faut supprimer la monnaie, qui est le seul obstacle à la distribution des objets.

Tous les êtres humains, en même temps que le *droit à la vie*, possèdent non le droit au travail, mais le *devoir de travail*. Tous devront accomplir un *service civil* analogue au service militaire.

Distribuer ou détruire ? Distribuer n'est-il pas plus humain, plus intelligent ? Chaque homme devrait avoir un minimum légal gratuit : c'est une idée du sénateur La Follette aux Etats-Unis : « Il y a plusieurs de mes collègues qui se plaignent que le budget ne soit pas en équilibre, dans une crise pareille, plus grave qu'une guerre. Le véritable budget, tel que je le conçois, devrait inclure comme actif 125 millions d'hommes, nos ressources naturelles en pétrole, bois et minerais, notre admirable agriculture et notre incomparable outillage industriel. De l'autre côté de la balance, j'inscrirais l'obligation qui incombe à toute société et à tout gouvernement d'assurer à tout homme, toute femme, tout enfant, un minimum décent d'existence. »

C'est ce qu'affirme aujourd'hui le Droit à la Vie : « Matériellement, tout individu doit être garanti, de sa naissance à sa mort, contre tous les risques, de quelque nature qu'ils soient, par l'institution de moyens de sécurité dans tous les domaines. » Il faudra alors remplacer la propriété par la sécurité.

Rodrigues croit que le changement total nécessité par

le passage de l'ère de la rareté à celle de l'abondance se fera, non par une évolution, mais par une véritable révolution. Il ne peut y avoir de transitions puisqu'il s'agit de deux types inconciliables. On en revient « par la force des choses, à la lutte de classes » (13). Les prix tendant à baisser au niveau du pouvoir d'achat, pour ce faire on comprimera les salaires : « La lutte de classes, c'est très exactement la lutte du profit contre le salaire. » Le capitalisme ne se contente pas d'offrir les conditions de travail humiliantes pour les ouvriers, il essaie de lutter contre le régime républicain et les libertés ouvrières en faisant l'apologie de l'autorité et en substituant aux libertés syndicales un corporatisme d'état oppressif. Le capitalisme enfin impose une dîme : il renfloue les entreprises déficitaires : banques, compagnies de navigation, etc., en même temps il augmente les impôts et diminue les petits fonctionnaires. Il ne peut y avoir de transition entre les deux sociétés : on n'a plus le temps, ainsi aux Etats-Unis, en trois ans le nombre des travailleurs nécessaires pour une production déterminée a fléchi de plus de moitié. Donc la révolution est à nos portes. Roosevelt n'hésitait pas à dire : « Entre la doctrine du profit d'abord et l'humanité après et la doctrine qui place l'humanité avant le profit, il n'y a pas de place pour l'hésitation. » Il faut donc comme premier objectif : lutter contre la propriété

(13) La lutte de classe était compréhensible à l'époque de la rareté, lorsque seuls les bourgeois détenaient les richesses, sources de leur omnipotence. A l'époque de l'Abondance, on conçoit assez mal ce que viennent faire ces réminiscences « marxistes » dans une description de l'état économique du milieu du XX^e siècle !

individuelle. La petite propriété pourra sans doute subsister, mais très vite les paysans comprendront les avantages de la propriété collective.

Quant aux grandes entreprises, il faudra « tout changer en ne changeant rien : il est possible d'y arriver en décrétant :

1° Qu'il y a socialisation des grandes entreprises.

2° Leurs propriétaires en deviennent immédiatement les gestionnaires et doivent continuer à les exploiter comme par le passé. On ne changerait donc rien au mode de production tout en changeant tout au mode de répartition, les produits revenant de droit à la collectivité qui les distribuerait selon des modalités toutes nouvelles. Ultérieurement la production se modifierait à son tour, mais dans l'ordre et dans le calme, en fonction de la consommation qui seule est sa vraie raison d'être » (14).

Donc on substituera immédiatement au capitalisme libéral, soit le capitalisme autoritaire, soit telle forme de collectivisme ou de socialisme à déterminer.

Le plan constructif de droit à la vie : le but est la consommation des richesses.

« A. La consommation des richesses :

Le principe essentiel de la nouvelle société, c'est que la consommation commande la production. Il est indispensable d'assurer à tous un minimum vital gratuit. Pour

(14) G. RODRIGUES. — *Le Droit à la Vie*, p. 135.

les enfants abandonnés, on a bien imaginé l'assistance publique, les assurances sociales sont destinées aux vieillards moralement abandonnés. Ne peut-on reconnaître à tous, au-dessus de la charité, la justice que constitue le droit de vivre et non le droit de ne pas mourir de faim. Ce niveau doit être fonction d'un niveau d'existence proprement humain, et non comme aujourd'hui de formes précaires et animales.

Ce minimum vital étant de droit pour tous, on peut imaginer des bons de consommation en échange desquels on recevrait certains produits, il y aurait des bons déterminés pour les objets de consommation essentiels et des bons indéterminés pour les désirs individuels.

La contre-partie consiste en un travail éventuel : un service civil de travail que les citoyens seront tenus d'accomplir. On tiendra compte d'ailleurs des aptitudes individuelles des candidats : une sélection naturelle s'opérera. Les besognes avilissantes sont confiées aux machines, un supplément de services entraîne automatiquement un supplément de ressources.

B. La production des richesses :

« La production a pour but unique la satisfaction des besoins et non la recherche d'un profit » : elle sera contrôlée et disciplinée dans l'intérêt et sous le contrôle de la nation. Certaines entreprises seront l'objet d'une nationalisation immédiate, d'autres seront transformées en coopératives de production, enfin les très petites entreprises artisanales conserveront leur caractère individuel.

Le rendement sera porté au maximum utile :

1° Par l'interdiction absolue et par la punition à titre de crime social de toute destruction de richesses produites ou d'instruments de production;

2° Par un équipement scientifique et technique de ces entreprises en s'attachant en premier lieu :

a) A celles qui sont consacrées à la fabrication d'objets utiles et non de produits de luxe.

b) A celles qui fabriquent des moyens de production mécaniques appelés à remplacer ou à limiter dans tous les domaines de l'économie la dépense musculaire de l'homme.

Un plan de production sera établi déterminant pour chacune de ces entreprises, eu égard à sa capacité de travail et aux nécessités sociales auxquelles il faut satisfaire, la nature et le nombre des produits qu'elle sera tenue de livrer à la consommation.

Enfin toutes les entreprises productives seront soumises à un double contrôle : contrôle technique en vue d'éviter le sabotage et d'assurer la production prévue, un contrôle économique afin d'éviter la dilapidation et le vol.

C. Politique de transmission :

Les organes de transmission concernent toutes les formes sociales intermédiaires nécessaires pour faire parvenir les éléments de la production au producteur et les produits au consommateur. Ils comprennent les transports, le commerce et la banque.

Les transports seront conçus de manière à faire parvenir par les voies les plus appropriées :

a) Les matières premières aux entreprises de production, les objets fabriqués aux centres de transformation.

b) Les voyageurs, soit au lieu de leur travail ou à leur domicile, soit aux séjours consacrés aux loisirs, lieux de repos ou de vacances.

Dans le commerce, l'émulation se substituant à la concurrence, le commerce se réduira à l'institution de comptoirs de distribution chargés d'assurer le débit des marchandises et confiés à des gestionnaires publics.

La banque sera un institut national à succursales multiples chargé de la distribution du crédit, sous forme de monnaie de compte entre les différentes entreprises » (15).

Cette solution révolutionnaire de la crise peut être concevable dans le calme et la paix. Le droit à la vie est l'aboutissement naturel de la Déclaration des Droits de l'Homme : « La solution que nous préconisons est à l'inverse de celle de nos gouvernants. C'est celle du bon sens ou plutôt de l'évidence même. Nous disons tout simplement qu'il fait jour en plein midi et qu'il est fou de mourir d'inanition devant la table la plus richement servie qui soit. Nous invitons tous les hommes sans exception à y prendre place, à s'y asseoir comme des convives et à y faire ripaille. On ne va tout de même pas longtemps se disputer les rogatons en laissant ou en faisant détruire

(15) G. RODRIGUES. — *Le Droit à la Vie*, p. 186, 187, 188.

sous ses yeux les plus succulentes et les plus abondantes victuailles » (16).

Nous ne nions pas l'originalité de la doctrine du Droit à la Vie, mais il nous semble que l'on peut lui faire deux sortes d'objections :

1° A côté d'une analyse poussée et claire de l'abondance, il y a la tendance à vouloir à toute force prouver « la lutte des classes ». C'est une réminiscence marxiste qui alourdit la démonstration sans lui fournir des arguments nouveaux.

2° Le plan constructif n'est pas un plan : en effet, nous appelons plan « un ensemble de réformes coordonnées immédiatement applicables ». Rien de tel dans le Plan du Droit à la Vie : nous sommes en présence d'une description schématique d'une société basée sur le Droit à la Vie, mais il n'est prévu aucun lien entre cette ère idyllique et l'époque présente. Rodrigues prétend même qu'il n'y aura pas de transitions entre capitalisme et droit à la vie, parce que le progrès technique marche plus vite que nos idées.

Dans ce cas, la théorie nous paraît inapplicable : raisonnablement on ne voit pas comment du jour au lendemain, par une sorte d'accord simultané, tous les peuples de l'univers devraient de supprimer la propriété privée, la monnaie, les banques, la notion de valeur, celle de profit, etc.

Car le Droit à la Vie est une doctrine cosmopolite,

(16) *Idem*, p. 178.

le mot nation n'est pas cité dans l'ouvrage. Alors, ce simple oubli volontaire montre combien malgré sa générosité, cette théorie est aussi utopique que la « Cité du soleil » de Campanella ou le « Voyage en Icarie » de Cabet.

III. PLAN DE NOUVEL AGE DE GEORGES VALOIS.

Ce dernier plan est le plus fouillé et le plus intéressant des plans d'abondance et comprend cinq parties.

La première partie est consacrée à l'exposé des transformations que le machinisme a fait subir au régime économique, l'abondance a succédé à la rareté alors que le capitalisme continue à distribuer la misère. Il faut passer de l'économie d'échange à l'économie distributive. Les hommes seront alors libres et égaux, cohéritiers dans l'indivision des moyens de production. On fera tourner les machines à plein rendement et on n'aura plus qu'à distribuer les produits.

La deuxième partie précise les formes de la nouvelle république :

« Il s'agit de créer une démocratie sociale effective directe, avec gestion à la base comme l'exige le droit nouveau. Il ne s'agit plus de réformer le vieux système en attendant que le socialisme soit prêt. Il s'agit de substituer le plus tôt possible à un régime qui est en échec dans le monde entier, un régime capable d'assurer la répartition des produits que le capitalisme peut encore produire, mais qu'il ne peut plus vendre. Le réformisme est aujourd'hui une utopie. Il est en effet utopique de

réparer un appareil usé » (17). Les réformistes sont donc dans l'erreur de vouloir avec les planistes prévoir et atteindre des objectifs limités, la distribution de l'abondance étant illimitée et ne tenant compte ni des prix, ni de la valeur.

D'ailleurs la socialisation générale sera indispensable et se fera par étapes. Mais pour l'obtenir on a jusqu'à présent pensé à l'étatisme, c'est une erreur monstrueuse, car l'étatisme est contraire au véritable socialisme : « L'étatisme est contraire à la conception fondamentale du socialisme qui voulait substituer justement l'administration des choses au gouvernement des hommes. L'étatisme aboutit à une répartition des choses par voie d'autorité, et à travers un inévitable gouvernement des hommes. C'est très exactement ce que tout humanisme nous interdit de réaliser, l'objet du progrès humain devant être, non de socialiser les hommes, mais de socialiser les choses pour permettre le plus libre développement de la personne humaine » (18).

L'étatisme, en plus de la dictature qu'il rend inévitable, est techniquement très inférieur par suite de l'impossibilité du contrôle, de l'irresponsabilité qu'il engendre, etc... « Pour toutes ces raisons, nous aboutissons à une condamnation rigoureuse de tout socialisme d'Etat totalitaire ou limité » (19).

L'erreur du socialisme traditionnel a été de « substituer l'Etat patron et dictateur à tous les patrons du capi-

(17) *Plan de Nouvel-Age*, p. 6.

(18) *Idem*, p. 10.

(19) *Ibidem*, p. 10.

talisme », l'erreur des vieux révolutionnaires et des syndicalistes a été de concevoir la démocratie des producteurs : « Une démocratie de producteurs (qu'elle soit générale ou cellulaire), est impraticable pour une raison fondamentale : les nécessités de la production exigent à la direction l'unité de responsabilité, l'action continue, le responsable le plus compétent et le plus énergique ; — l'élection par les producteurs eux-mêmes tendra toujours à la dispersion des responsabilités, à la rupture de la continuité, à la discussion des compétences par les moins compétents, et à coup sûr à la désignation comme responsables des hommes les moins aptes à obtenir de leurs collaborateurs le plus grand rendement.

Chacun comprend nettement ou confusément l'impossibilité de la démocratie à l'usine ou même d'une démocratie de producteurs syndicalement organisés. La loi du moindre effort de travail (et qui est le grand moteur du progrès économique) s'oppose à ces réalisations dont celles qui ont été tentées n'ont abouti qu'à des échecs désastreux » (20).

Toutes ces difficultés tombent au moment où l'on conçoit la société comme une démocratie de consommateurs : en effet, dans l'usine de demain, ce ne sera ni l'argent, ni l'appétit du profit qui sera le moteur de l'activité économique, mais le besoin « c'est-à-dire le consommateur pratiquement organisé en coopérative, la cellule communale devenant la coopérative générale de tous les citoyens ». Les consommateurs seront les propriétaires collectifs des machines et délègueront les responsables à la

(20) *Plan de Nouvel-Age*, p. 11.

gestion des usines et organes de distribution. Cette démocratie de consommateurs « aura comme objectif d'augmenter indéfiniment la masse des produits consommables, d'accroître à cette fin la puissance mécanique, et de diminuer parallèlement le temps de travail... Dès les premiers actes de la révolution, il sera possible de créer les premières cellules coopératives communales, et de proclamer les premiers principes du droit nouveau, qui sera celui des collectivités pour l'administration des choses et des individus pour le développement moral et culturel des hommes » (21).

La troisième partie du plan est de beaucoup la plus complexe, car elle précise comment pratiquement pourrait se réaliser l'économie distributive : le point de départ est le communisme; le plan n'emploie pas ce mot, mais l'idée est très nette : « Pour l'économie distributive, l'ensemble des moyens de production (connaissances humaines : sciences techniques et arts; moyens d'utilisation des connaissances : outillage total) est la propriété indivise des sociétés humaines. C'est éminemment une propriété sociale, d'origine sociale et à destination sociale (22). »

L'Etat ne peut représenter la collectivité, car il est vaste, incapable, irresponsable, mais le seul groupement possible est le groupement à la base : la commune : « La commune sera ainsi une coopérative générale de consommateurs, chargée de gérer directement la portion de propriété sociale qui est sur son territoire, et, par délé-

(21) *Plan de Nouvel-Age*, p. 11.

(22) *Idem*, p. 12.

gation, des portions de propriété sociale qui sont en dehors de son territoire ou qui sont immatériels (connaissances humaines).

C'est la commune qui sera ainsi héritière comme gérante (non comme propriétaire) de certaines fonctions exercées aujourd'hui par les propriétaires des entreprises:

1° Droit de désigner les responsables.

2° Droit de répartir les produits du travail.

Ainsi dès le principe, la vie économique est placée sous le commandement effectif du besoin, qui fournit à la fois le dynamisme, l'unité dans la responsabilité et dans l'action les bases naturelles de la démocratie directe et celle de l'égalité dans la répartition » (22).

Les consommateurs délégueront pour l'administration de la commune un conseil d'administration (les délégués ne seront jamais permanents). Chaque magasin communal aura à sa tête un directeur gérant nommé par le Conseil d'administration de la commune. On désignera pour ces emplois les plus compétents puisqu'il y va de l'intérêt de chaque consommateur. Tout membre de la commune sera d'ailleurs dans l'obligation d'accomplir un service économique. Les conseils d'administration des coopératives délégueront des membres au conseil d'administration des magasins de gros intercommunaux qui, à leur tour, enverront des délégués comme membres des conseils d'administration des services généraux (mines, transports, exploitations internationales). « Ainsi se construira une double pyramide de délégations partant effectivement, et non fictivement, de la base, — pyramide de délégations

coopératives représentant les consommateurs et usagers pour l'administration des entreprises; pyramide de délégations syndicales pour la gestion technique et pour la défense constante du personnel. Par le même système sera assurée l'élimination automatique des incapables. Toute gestion administrative ou technique sera soumise à la loi du bilan : une exploitation devra « coûter » le moins possible d'efforts humains et devra « rapporter » le plus possible de produits; le bilan, établi par de nouveaux calculs, le dira chaque semestre. C'est sur son bilan qu'un gérant responsable sera jugé et non sur le rapport d'un contrôleur d'Etat nommé par une bureaucratie » (23).

Tous les excédents de produits seront distribués et iront des coopératives nationales ou régionales pour arriver aux individus.

La technique de la distribution mettra fin aux vieux systèmes monétaires : il y aura des bons de consommation qui représenteront la masse des produits à distribuer. Les mesures préparatoires pour atteindre cette économie distributive seront : la socialisation des banques et des trusts, la création de noyaux de coopératives communales, enfin la rédaction d'un droit nouveau.

Le mécanisme de l'économie distributive a pour base la commune (24), la commune est administrée par des

(23) *Plan de Nouvel-Age*, p. 13.

(24) Il y a là une réminiscence des conceptions de Bakounine, théoricien de l'anarchisme : il préconisait la destruction de l'état qui n'est que despotisme et malfaisance et la confiscation de tous les capitaux par les associations ouvrières constituées en communes : l'ordre s'établissant sur cette base par la solidarité,

conseils qui délèguent leurs membres aux conseils des magasins de gros et des usines. La propriété collective sera la règle : « Le petit paysan a été berné pendant tout un siècle : la bourgeoisie a pris la grande propriété, lui a laissé la petite et l'a enfermé dans le cadre de cette petite propriété où il ne peut bénéficier, faute de capitaux et de science, de la révolution technique qui s'accomplit dans le monde, tandis que la grande propriété tire un plein parti des découvertes scientifiques et techniques... c'est en se libérant de la tutelle du gros propriétaire et du contrôle des trusts que le paysan entrera dans le mouvement général. Un des meilleurs moyens sera au surplus de transformer toutes les grandes propriétés en exploitations communales que la commune rassemblera et dont elle confiera l'exploitation à des fermiers communaux pourvus de tout le matériel nécessaire. Avec le temps, la petite propriété entrera dans le système de son propre mouvement » (25).

Quant à la distribution, nous avons vu que les certificats de production, aussi nombreux que les produits, remplaceront les billets de banque. Ils seront calculés en heures-travail. Les exploitations auront donc dans leurs bureaux le montant des certificats. Ces certificats seront transmis après un double prélèvement, l'un relatif au personnel, l'autre pour les services d'Etat. Donc, lorsque les produits arriveront dans les mains des consommateurs, le nombre des certificats sera égal à la masse des produits moins les 10 % de retenue. L'économie distributive est possible, car l'appétit de consommation poussera l'homme

(25) G. VALOIS. — *Plan de Nouvel-Age*, p. 15.

à la production, au progrès moral, technique et culturel. L'émulation subsistera, car ceux qui voudront accomplir des travaux plus conséquents auront des récompenses spéciales.

La quatrième partie du plan est tout à fait idyllique, car elle est consacrée toute entière à la vie nouvelle « où, pour tous les hommes, se réalisera le miracle grec. Une société d'hommes libres dont les esclaves seront les machines. Une société sans classes et sans élite. La cité nouvelle, c'est l'humanité. Le règne de l'abondance est pour toutes les nations et la guerre mourra de stupidité. Cette vie nouvelle engendrera un homme nouveau. L'homme nouveau est l'individu libre, sans intermédiaire entre lui-même et l'univers, sans maître, qui n'attend son salut que de lui-même. L'homme nouveau sait qu'il commence une prodigieuse ascension, pleine de miracles qu'accomplissent sa chimie et sa mécanique, où il réalisera la fraternité et l'égalité, non par des mots, mais par le fait de l'abondance. Notre vie nouvelle sera faite pour une société où l'individu ne sera sacrifié à aucun groupe social, parce qu'il n'y a progrès que par le progrès de l'individu, seule et véritable expression de la volonté de puissance de l'espèce » (26).

Devant ce miracle, les nations tendront à s'effacer, les frontières ne seront plus concevables : « Le régime de l'abondance n'est pas conciliable avec les régimes militaires que l'humanité subit encore. Si l'on organise une société pour la guerre, on ne peut pas l'organiser pour l'abondance » (27). Non seulement la guerre sera bannie,

(26) G. VALOIS. — *Plan de Nouvel-Age*, p. 17.

(27) *Idem*, p.18.

mais un homme nouveau naîtra qui comprendra « sa surprenante dignité », il pourra atteindre l'âge d'or qui dépassera « tout ce que les religions ont pu imaginer de plus fabuleux. Son avenir, prévisible avec certitude, contient déjà mille fois plus de félicités que tous les mythes religieux n'ont pu en placer dans n'importe quel ciel. Ce nouvel âge où il entre, c'est l'âge d'or. A l'horizon de cet âge, c'est une lumière tellement éblouissante que nous n'osons même pas la fixer parce que nous craignons d'en être aveuglés » (28).

Cet homme nouveau multipliera les produits, créera un nouvel héroïsme, une morale nouvelle : « Le couple humain n'est fondé que pour le renouvellement de l'individu. L'enfant qui vient de lui est un individu qui a, dès sa naissance, ses propres droits d'individu. Il n'appartient qu'à lui-même. Il n'est, ni à l'Etat, ni à la collectivité, ni à ceux qui lui donnent le jour. Il est un être nouveau à qui ceux qui l'ont précédé doivent les moyens de se réaliser » (28).

La cinquième partie comporte les objectifs du plan de transition : on y parle de création d'un droit nouveau, de socialisation du crédit et des industries clefs; les banques et les grands trusts étant dirigés, non par l'Etat, mais par une gestion tripartite, comprenant les représentants des communes, coopératives et syndicats (29). Les auteurs du plan n'ont pas confiance, pour la réalisation de ce programme, des partis politiques composant le « Front Populaire » et qui seront incapables de cette

(28) G. VALOIS. — *Plan de Nouvel-Age*, p. 19.

(29) C'est à peu près les réformes du Plan de la C. G. T.

transformation, car ils seront les jouets du capitalisme, n'ayant pas compris qu'il faut avant tout une révolution psychologique et intellectuelle profonde.

Ce plan a pour point de départ une idée belle et généreuse : réaliser l'abondance dans la liberté. Sa critique de l'étatisme est excellente, de même les reproches qu'il adresse aux démocraties de producteurs, enfin les lignes générales sur la construction de l'ère de l'âge d'or doivent être approuvées.

Par contre, on peut noter un certain nombre d'observations générales :

a) Le plan ne tient nullement compte du fait national, ce qui est un oubli bien fâcheux pour un « plan ».

b) Le plan critique le réformisme : « Il est utopique de réparer un appareil usé ». Or, la cinquième partie comporte le plan transitoire avec un certain nombre de réformes. Il y a là une contradiction très nette : de plus, la critique systématique du réformisme est fort dangereuse, car elle peut conduire des esprits exaltés à refuser toute réforme.

c) Le principe de la commune, cellule de base, est critiquable : si la commune est une entité productive agricole, elle n'est rien au point de vue industriel : « Les auteurs ont été amenés à oublier, semble-t-il, l'existence de cités gigantesques et à construire leur plan comme si l'humanité était essentiellement composée de communes rurales » (30).

(30) G. LÉVY. — *Plan de Nouvel-Age* (*Journal des Economistes*, mai-juin 1936, p. 292).

c) Le problème du plan d'ensemble de la production n'est pas effleuré. Qui désignera les grands organismes de direction et d'arbitrage? Les consommateurs, les syndicats? Le plan est muet. Au point de vue agricole, le plan reste très imprécis. L'organisation de l'Etat reste vague.

d) Quant à la rémunération du travail, « nouvel âge » prévoit la distribution gratuite et égalitaire des objets fabriqués entre tous les individus. Tout être valide aura une rémunération fixe, mais l'émulation devra être récompensée par une indemnité supplémentaire.

Ou bien on donnera à ces indemnités complémentaires une grande importance : et elles absorberont dans chaque cellule de l'économie tout ce qu'on y produira et l'économie distributive ne distribuera rien, ou bien on leur donnera une importance faible et le gros rendement sera sacrifié.

En résumé, on peut considérer avec sympathie l'effort de rénovation de l'analyse économique qu'ont tenté tous les théoriciens de l'abondance, il est incontestable qu'ils ont constaté une réalité pleine de promesses, mais en ce qui concerne la partie constructive, toutes ces « conceptions amèneraient dans l'organisation de la production et de la distribution, des déséquilibres tels, qu'on peut douter que le plan soit pratiquement applicable, où que ce soit et à une échelle quelconque, sans nécessiter une mise au point comportant des remaniements profonds » (31).

De plus, des esprits réalistes rompus aux exigences

(31) G. LÉVY. — *Plan de Nouvel-Age : Journal des Economistes*, mai-juin 1936, p. 287.

nécessaires de la classe ouvrière considèrent les plans de Rodrigues et Valois comme utopiques pour l'heure présente, Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., écrit : « Le développement prodigieux de la technique moderne devrait permettre à tous les hommes de mener une vie digne et heureuse; il suffirait d'abandonner un système social désuet et injuste; tous les hommes, sans distinction, en seraient les bénéficiaires. Pourquoi s'embarrasser par suite de réformes partielles, incapables de guérir le mal dont souffre la société, et qui détournent l'attention d'un objectif si facile à atteindre ?

La pensée est généreuse, sans doute; la conception reste singulièrement superficielle : c'est un trop beau rêve de croire qu'il suffirait d'ouvrir toutes grandes les portes à la production pour que soient du coup résolus les problèmes de la répartition, de la distribution de richesses abondantes. Nous ne pouvons pas plus penser à cette adaptation spontanée qu'au prétendu automatisme de l'économie capitaliste (32). »

(32) L. JOUHAUX. — *La C. G. T. Ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 184.

CHAPITRE IV

LE SYNDICALISME CONTEMPORAIN

« L'Economie du profit à fait son temps. Son remplacement par une économie nouvelle, économie de l'intérêt général, est aujourd'hui aussi indispensable que l'étaient en 1789 la suppression des privilèges féodaux et l'abolition de l'ancien régime. »

L. JOUHAUX.

Le syndicalisme français contemporain se divise en deux tendances : une tendance laïque qui constitue le syndicalisme cégétiste, une tendance confessionnelle catholique qui constitue la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (1). Après avoir fait l'historique et étudié les doctrines de ces deux mouvements, nous poserons le problème de l'unité ou du pluralisme syndical.

(1) Nous ne mentionnons pas les divers « syndicats professionnels », émanations des partis antisocialistes.

A. LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL.

Son origine résulte d'une fusion réalisée en 1895, au Congrès de Limoges, et parachevée en 1902 au Congrès de Montpellier, entre la « Fédération des groupes corporatifs » et la « Fédération des Bourses de Travail ». Mais c'est en 1906, au Congrès d'Amiens qu'est élaborée la charte du syndicalisme français qui consacrera l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C. G. T. disant :

La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale avec, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat aujourd'hui groupement de ré-

sistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif, à toutes les formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organismes confédérés n'ayant pas en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale » (2).

Le Congrès du Havre de 1912 précisa également cette indépendance traditionnelle du syndicalisme à l'égard des partis.

Proscrivant l'action politique, la C. G. T., avant guerre, avait comme moyen d'action la grève générale.

(2) Cité par L. JOUHAUX. — *La C. G. T. : Ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 79 et 80.

En cas de guerre, elle n'hésitait pas à déclarer : « Le devoir de tout travailleur serait de ne pas répondre à un ordre d'appel, de rejoindre son organisation de classe, pour y mener la lutte contre les seuls adversaires, les capitalistes » (3).

Mais dès le lendemain de la mort de Jaurès (31 juillet 1914), Jouhaux affirmait sa volonté de concourir à la défense nationale. La C. G. T. accepta de participer à la conduite économique des hostilités et à l'effort d'organisation industrielle de la nation. Dans chaque département, elle créa des centres d'effort et d'entr'aide, organisa des soupes populaires et des offices pour les réfugiés et les orphelins. Jouhaux rédigea même, en 1916, un rapport sur la situation des salariés dans les usines de guerre, car la C. G. T. joua un rôle immense en matière de mobilisation industrielle : « L'armée ne prévoyait pas une fabrication de plus de 13.000 obus par jour et pensait que la production des arsenaux serait suffisante. Dès la fin d'août 1914, on sentit la nécessité de faire des commandes à l'industrie privée et on commença de rendre une partie du personnel spécialiste mobilisé. Les premières circulaires prévoyaient la mise en sursis de deux mille cinq cents hommes. A la fin de la guerre, les sursitaires étaient plus de quatre cent mille. Pour dépister les embusqués, qui, au début se faisaient désigner en nombre, les organisations de la C. G. T. rendirent à l'Etat de réels services » (4).

(3) Congrès de 1912. Cité par H. LAPORTE : *La Révolution Sociale en marche : la C. G. T. — Revue de France* : 15 mars 1937.

(4) H. LAPORTE. — *La C. G. T. : Revue de France*, p. 252.

La guerre terminée, la C. G. T. sort renforcée : 5.283 syndicats, environ 1.800.000 membres. Elle s'affilie à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et change complètement de caractère.

Avant la guerre, le syndicalisme cégétiste pouvait se résumer en trois moyens d'action, d'après H. Lagardelle : lutte de classes, action directe, grève générale, le tout accompagné d'antipatriotisme et d'antimilitarisme. La transformation de la société n'était conçue que par des moyens violents, d'où antagonisme vif entre le syndicalisme et l'Etat.

C'est le 16 juillet 1918, au congrès de Limoges, qu'apparaît la nouvelle tendance de la C. G. T. lorsque Jouhaux déclare : « Il nous faut aboutir à la réalisation de cette formule : maximum de production dans le minimum de temps, pour le maximum de salaires, avec augmentation de la capacité de consommation de tous » et il conclut en faisant appel à « l'unité dans la confiance, l'unité en dehors de la démagogie, l'unité en dehors de l'indiscipline » (5).

Aussi la C. G. T. s'efforce-t-elle de présenter un programme d'organisation de la vie économique et sociale française qui fut préparé par une commission de cinq membres présidée par L. Jouhaux : elle demande que le traité de paix écarte toute idée de guerre économique ou de représailles, réclame le désarmement général, tant militaire qu'économique, insiste sur la nécessité de créer un Bureau International du Travail et d'appliquer la loi de

(5) A. TISNÉ. — *L'Unité Syndicale*, p. 34.

8 heures. Le programme enfin précise nettement les conceptions syndicalistes de réorganisation économique :

« Pour l'avenir, la C. G. T. réclame pour le travail organisé la place qui lui revient dans la direction et la gestion de la production nationale. La réorganisation économique doit être basée sur le développement ininterrompu de l'outillage industriel et la diffusion illimitée de l'enseignement général et technique.

Elle doit avoir pour but de permettre l'emploi de tous les talents, poursuivre l'utilisation de toutes les ressources matérielles... La nation ne peut, sans compromettre les droits collectifs dont elle a la garde, abandonner son droit social créé par le travail des générations passées... La nation doit veiller à l'exercice permanent de ce droit par un contrôle étroit et rigoureux de toutes les branches de la production... Elle doit tenir sous une dépendance plus étroite encore les entreprises qui ajoutent à ce profit général le bénéfice de véritables délégations de pouvoir ou d'intervention directe et répétée de l'Etat... le contrôle de l'Etat assurera le fonctionnement d'un régime d'association entre l'industriel et l'Etat dans les entreprises dont la dispersion permet encore le jeu des initiatives, de la libre concurrence. Mais toutes les fois que la concentration ou les ententes capitalistes auront sur une matière première ou un produit essentiel, une emprise telle qu'il leur soit facile d'en fausser la valeur, le monopole de l'Etat s'imposera désormais.

La réorganisation économique ne pourra produire tous ses effets utiles, que si la nation reprend maintenant ou établit son droit social sur la propriété des richesses collectives et des moyens de les produire et de les échan-

ger, et si elle confie de plus en plus la gestion autonome, mais contrôlée, aux départements, communes, coopératives et surtout à des organes collectifs nouveaux administrés par les représentants qualifiés des producteurs et des consommateurs » (6).

On touche ici le grand principe des nationalisations industrialisées : les monopoles de fait n'auront aucune gestion étatiste, mais ces régies seront administrées par les représentants des producteurs (ouvriers et techniciens), des consommateurs et par des fonctionnaires représentant l'Etat. Le capitaliste n'est même pas exproprié, car, en échange de ses actions et obligations, on lui remet des rentes sur l'Etat.

Nous sommes très loin de l'étatisme marxiste et ces conceptions originales s'inspirent à la fois des théories de Proudhon, de St-Simon et de Fourier, tout en tenant compte des heureux résultats fournis par les sociétés d'économie mixte.

Hélas, entre 1920 et 1922, la C. G. T. subit l'influence communiste : elle s'engage en 1920 dans la grève des cheminots et dans une tentative de grève générale qui échoue lamentablement. Aussi en janvier 1921 un jugement du tribunal civil de la Seine déclare la C. G. T. dissoute, comme ayant eu une activité politique se détachant de la simple défense des intérêts professionnels. Peu après, les syndicats communistes quittent la C. G. T. et forment une nouvelle confédération : la Confédération Générale du Travail Unitaire ou C. G. T. U., rattachée à l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou.

(6) Congrès de Lyon. Cité par H. LAPORTE, p. 254.

Alors qu'en 1920, la C. G. T. comptait 2 millions d'adhérents, les grèves et la scission réduisent le nombre des adhérents à la C. G. T. et C. G. T. U. à 800.000 en 1922.

Mais les années passent, la C. G. T. se renforce peu à peu, grâce à sa compréhension des problèmes économiques et grâce aussi à son réformisme modéré et conscient, la C. G. T. U., au contraire, inféodée au parti communiste, subit des désertions massives.

La C. G. T. groupe, en dehors des ouvriers, un grand nombre de fonctionnaires : en 1930, les fonctionnaires représentent le quart de l'effectif total. Enfin en 1934, elle élabore avec soin son « Plan de Reconstruction Economique », qui reprend le programme de 1919 en le complétant par une série de réformes immédiates relatives au sort de l'ouvrier : congés payés, contrats collectifs, arbitrage obligatoire, contrôle ouvrier.

Dès septembre 1934, des négociations sont entreprises par la C. G. T. U. en faveur de l'unité syndicale, les pourparlers s'accélèrent à partir de juillet 1935, le 28 janvier 1936 un comité confédéral constate les fusions opérées à la base entre syndicats, le 2 mars 1936 enfin, le Congrès de Toulouse constate la fusion de la C. G. T. U. (120.000 adhérents) et de la C. G. T. (900.000 syndiqués). L'unité marque une date : c'est la reconstitution de la vieille C. G. T. : « expression prestigieuse parce qu'elle invoque des temps héroïques et des hommes d'un tempérament magnifique » (7).

(7) Déclaration de R. LACOSTE à la Commission d'unité au Congrès de septembre 1936. Cité dans *Esprit*, numéro du 1^{er} juillet 1936.

Après la fusion et l'avènement du Front Populaire au pouvoir, la C. G. T., en août 1936, comptait plus de cinq millions d'adhérents, dont 500.000 fonctionnaires.

Le congrès de Toulouse a réaffirmé l'indépendance du syndicalisme « aussi bien vis-à-vis des partis politiques que des sectes religieuses ou des gouvernements ». C'est pourquoi la C. G. T. a refusé de participer au gouvernement Blum comme il l'avait conviée, mais « la C. G. T. assure de son appui et de sa collaboration le gouvernement de rassemblement populaire et y apportera tout le poids de ses organisations ». Et pour mieux préciser le sens de la collaboration de la C. G. T. au gouvernement de Front Populaire, le secrétaire général a dit : « Aujourd'hui, les problèmes politiques, économiques et sociaux se lient et se conjuguent étroitement.

On ne saurait concilier la démocratie, la liberté et le progrès avec la misère des travailleurs, ouvriers, paysans, intellectuels, qui sont leurs plus dévoués défenseurs. On ne saurait triompher des obstacles redoutables qui jalonnent la route, sans l'appui fervent et enthousiaste des masses qui, par leur travail, créent toutes les richesses réelles.

Ce que défend aujourd'hui la C. G. T., ce ne sont pas seulement les intérêts d'une classe » (8).

René Belin, secrétaire adjoint de la C. G. T., s'est exprimé dans un sens identique : « Il existe des problèmes politiques dont la C. G. T. ne peut se désintéresser : ce sont ceux qui, de près ou de loin, touchent à la

(8) L. JOUHAUX. Cité par A. Ulmann : *Syndicalisme et Gouvernement* (*Esprit*, numéro du 1^{er} juillet 1936).

liberté, car le syndicalisme a impérieusement besoin de liberté pour vivre. Pas de syndicalisme possible sous un régime fasciste ou dictatorial... C'est pourquoi la C. G. T. a donné son appui en France au gouvernement de Front Populaire qui est un gouvernement de liberté » (9).

Enfin précisons rapidement l'organisation intérieure de la C. G. T. : ses membres sont représentés par les unions départementales de syndicats, les fédérations nationales d'industries et des syndicats locaux. La C. G. T. est administrée par un « Comité confédéral national » nommé tous les deux ans par le Congrès et composé d'un délégué de chaque union et de chaque fédération. Ce comité se réunit deux fois par an à titre ordinaire pour fixer le budget et contrôler recettes et dépenses, mais il peut se réunir à titre extraordinaire dans les cas urgents.

Il nomme après chaque Congrès confédéral ordinaire, une commission administrative de 35 membres et un bureau composé d'un secrétaire général, d'un secrétaire administratif, de quatre secrétaires adjoints et d'un trésorier qui sont les véritables organes de direction.

L'autorité suprême demeure entre les mains du congrès confédéral, qui se tient une fois tous les deux ans, en septembre, et seuls y ont voix délibérative les syndicats locaux (affiliés à une union départementale et à leur fédération). Le nombre des voix statutaires de chaque syndicat est proportionné au nombre de ses cotisants (une voix jusqu'à 50, 5 jusqu'à 1.000; une par 2.000 supplémentaires).

(9) René BELIN. — Cité par H. LAPORTE : *Revue de Paris*, p. 26.

Le plan de la C. G. T. « se borne à présenter un ensemble de réformes toutes réalisables à bref délai, qui en conditionneront d'autres plus amples et qui briseront les forces hostiles à la démocratie, parce que celle-ci ne peut plus être la façade commode derrière laquelle les grands intérêts privés rançonnent la collectivité » (10).

a) Le plan est national : « Il ne se préoccupe que des problèmes immédiats posés à notre pays. Il ne prétend point jeter les bases d'une organisation de l'économie mondiale, et, en fait, n'aborde point les aspects des relations internationales. Il ne prétend même pas donner une formule définitive de l'économie nationale. Du moins croit-il en présentant une série de réformes de structure immédiatement réalisables, jeter les bases solides sur lesquelles la construction nouvelle pourra être édifiée.

Il serait d'ailleurs vain de prétendre la bâtir d'avance, tout d'une pièce, et de se refuser aux leçons et corrections de l'expérience » (11).

b) Le plan n'est pas un plan prolétarien, mais un plan de sauvetage des intérêts généraux : « Le rôle de ce plan est de dégager ce qu'il y a d'ores et déjà de commun dans les intérêts et la pensée de la grosse masse de la nation. Il ne s'agit pas de savoir s'il satisfait complètement des groupes de partisans, mais s'il peut servir de base à un rassemblement des forces populaires.

Le plan de la C. G. T. est donc avant tout un programme de lutte contre la crise. Il s'adresse à tous ceux

(10) L. JOUHAUX. — *La C. G. T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 17.

(11) *Idem*, p. 167.

qui, d'une façon ou d'une autre, en sont les victimes et se montrent capables d'en chercher l'issue dans une refonte substantielle de l'économie et dans la suppression des privilèges de la féodalité capitaliste » (12).

c) Le plan est antimarxiste : « On a pu croire naguère que la disparition du capitalisme serait, *ipso facto*, l'avènement du socialisme tout prêt à faire valoir ses titres à l'héritage.

Il n'est pas impossible que cela aurait été le cas si l'évolution commencée avec la naissance du capitalisme s'était poursuivie en termes normaux, réguliers, pratiquement uniformes, et surtout si elle n'avait mis en jeu que des formes économiques. Mais il n'en a pas été ainsi (13).

...Le marxisme orthodoxe envisageait la transformation socialiste de la société comme le produit nécessaire et le résultat inéluctable de la « révolution sociale ». La préparation des masses à cette grande tâche constituait en principe la fonction essentielle des organisations ouvrières. La lutte pour des réformes et revendications immédiates valait moins pour ses résultats concrets et tangibles que comme préparation et exercice de manœuvre pour l'assaut final.

Par son plan, comme par tous les efforts antérieurs qui l'ont préparé, la C. G. T. a signifié que la classe ouvrière se sent désormais apte à prendre entre ses mains la gestion de l'économie. Dès lors, il ne faut plus formu-

(12) *Ibid.*, p. 174.

(13) L. JOUHAUX. — *La C. G. T., Ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 169.

ler des revendications sans indiquer les moyens de réalisation, critiquer ce qui existe sans énoncer par quoi on veut le remplacer (14).

...Les réformes du plan n'ont aucun rapport avec les programmes minima du parti socialiste, il ne s'agit plus de réaliser de vagues réformettes dans le cadre du régime capitaliste, il ne s'agit plus de « mûrir » le capitalisme pour l'amener à son terme, clore une phase historique de l'économie et en ouvrir une autre, mais de procéder d'urgence à des réformes capables d'enrayer la débâcle économique. Ces réformes ne seront pleinement efficaces que dans la mesure où elles dépasseront les cadres du capitalisme décadent » (15).

Le plan pose d'abord comme principe qu'il est oiseux de parler de transformation économique et sociale en conservant notre régime politique. « Le régime parlementaire, où les masses s'étaient habituées à voir l'expression normale de la démocratie, ne correspond plus dans sa forme actuelle aux nécessités de la vie contemporaine. Il était fait pour des tâches politiques; or, l'Etat intervient de plus en plus dans le domaine économique. Il était fait pour gouverner des individus, or, de plus en plus, il se trouve aux prises avec les collectivités. D'où un double problème de compétence et d'autorité qui se fonde dans une question plus vaste : rapport du politique et de l'économique. C'est tout le problème de la révision constitutionnelle. »

Le plan demande à côté de la représentation politique

(14) *Idem*, p. 182.

(15) *Ibid.*, p. 183. Est-il besoin de souligner davantage l'incomptabilité existant entre le marxisme et le plan de la C. G. T.?

assurée par le Parlement, la création d'une assemblée économique ayant des pouvoirs très étendus. L'assemblée économique « sera composée des représentants qualifiés désignés par les organisations patronales et ouvrières les plus représentatives de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, ainsi que des travailleurs indépendants, des artisans, des professions libérales, des consommateurs, des coopérateurs » (16). Cette assemblée aura surtout un travail d'information, d'enquête et dressera un plan de développement de l'économie nationale en vue d'assurer le plein développement économique du pays. Une liaison sera assurée entre cette assemblée et le Conseil supérieur des industries nationalisées. « L'assemblée économique inspirera le pouvoir politique dans ses décisions ayant influence sur le marché économique, et, par voie de conséquence, sur le niveau des prix et des salaires et sur la durée du travail.

A cet effet, elle devra être consultée sur tous les projets de lois, de décrets et de règlements concernant toutes les formes de l'activité économique et les conditions du travail. Les avis, suggestions et projets seront obligatoirement soumis au Parlement dans les délais et conditions déterminées. Elle recevra droit de contrôle sur l'application de toute réglementation ou législation d'ordre économique.

Elle aura également droit de regard et d'intervention sur les diverses formes de l'organisation économique. Elle devra notamment connaître des ententes et des trusts,

(16) *Plan de la C. G. T.*, p. 5.

de leur organisation et de leur politique de prix et jugera si leur activité est conforme à l'intérêt général » (17).

La seconde partie du plan, qui est de beaucoup la plus importante, concerne, d'une part la réorganisation du crédit, d'autre part la nationalisation des industries-clefs.

Après une étude très claire des caractères du système bancaire français actuel, de son extrême centralisation et concentration, des causes de la thésaurisation dues à un mauvais emploi par les banques des dépôts qui leur avaient été confiés, de la fragilité extrême des banques françaises, le plan énonce un certain nombre de réformes immédiates :

« a) Réformer, compléter et amalgamer les organismes publics ou semi-publics existants en vue de constituer un appareil bancaire d'Etat, propre à satisfaire les besoins bancaires de l'Etat et les besoins du secteur dirigé de l'industrie (ces organismes publics et semi-publics sont : Caisse des Dépôts et Consignations, Caisses d'épargne, Caisses des retraites et mutuelles, Caisses d'assurance sociales; les banques populaires et les caisses de crédit agricole; enfin les Chèques Postaux.

b) Contrôle efficace de l'ensemble de l'appareil bancaire français.

c) Séparation, en les spécialisant, des organismes d'investissement à long terme, et les organismes de crédit à court terme.

(17) *Plan de la C. G. T.*, p. 6.

d) Compartimenter l'activité des banques d'investissement industriel à long et moyen terme, sur la base corporative;

e) Décentraliser les banques d'escompte et de prêts à long terme aux collectivités publiques.

f) Faire obligation aux banques d'escompte de réescompter leur papier commercial.

g) Faire obligation aux banques de dépôt d'assurer leurs dépôts;

h) Faire obligation aux banques d'affaires de garantir leurs émissions pendant un certain délai (18). »

Cette réforme bancaire implique également une réforme de la profession de banquier et une transformation de la législation relative aux sociétés anonymes par l'établissement de bilans par des comptables assermentés, la responsabilité des commissaires aux comptes, l'interdiction aux administrateurs d'une société d'être fournisseurs ou clients de cette société, enfin gestion de réserves par la Banque des Dépôts et Consignations.

Mais cette réforme bancaire serait un non-sens, si l'Institut National d'Emission, la Banque de France, n'était pas transformée de fond en comble. Non seulement les statuts doivent être changés, comme l'a réalisé le gouvernement de Front Populaire, par la loi du 24 juillet 1936, mais encore elle devra remplir le rôle d'organisatrice et de distributrice du crédit. « La répartition du crédit a pour but le développement de l'activité et du

(18) *Plan de la C. G. T.*, p. 11.

bien-être général, et non pas l'accroissement du dividende des établissements qui le distribuent.

La banque doit être au service de l'économie, et non l'économie au service de la banque.

Cela implique que les leviers de commande des deux systèmes soient placés sous la direction de l'assemblée économique, laquelle est l'expression des besoins généraux de l'économie » (19).

L'assemblée économique aura pour tâche de distribuer et de répartir le crédit conformément aux besoins nationaux.

Le plan aborde ensuite les nationalisations industrialisées; ces nationalisations, vieille revendication cégétiste, ont été réclamées dès 1920 au Congrès de Lyon : « L'exploitation directe par la collectivité des richesses collectives, la mise sous son contrôle des fonctions et organismes qui commandent les opérations industrielles de transformation de ces richesses et leur répartition sont une condition essentielle de la réorganisation que nous voulons poursuivre. Mais, constatant l'impuissance politique et le caractère même du pouvoir, nous ne songeons pas à augmenter les attributions de l'Etat, à les renforcer, ni surtout à recourir au système qui soumettrait les industries essentielles du fonctionnarisme, avec son irresponsabilité et ses tares constitutives et réduirait les forces productives au sort d'un monopole fiscal » (20).

(19) *Idem*, p. 13. — Toutes les banques adresseront chaque semaine à la Banque de France un relevé de leurs opérations établi selon un modèle uniforme. Ainsi la Banque Nationale aura une vue d'ensemble du mouvement des capitaux et jouera le rôle de régulateur du crédit.

(20) L. JOUHAUX. — *L. C. G. T., Ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 104.

Si cette nationalisation est toute différente de l'étatisme brutal, que recouvre-t-elle comme conception, quelle définition pouvons-nous en donner ? « Une entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autre but que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie.

Cette nationalisation peut s'effectuer sous des formes très diverses et qui ne sont exclusives, ni de l'initiative individuelle, ni de l'entreprise coopérative, ni de l'administration par l'Etat ou les municipalités — dans le cas où ces modes paraîtraient mieux adaptés aux caractères spéciaux de l'entreprise — mais pour toutes les entreprises qui ont déjà le caractère de service d'utilité publique, la nationalisation serait résolue par la transformation du conseil de direction capitaliste en un conseil de direction composé comme le Conseil Economique du Travail lui-même.

D'une part, les représentants de ceux qui font marcher l'entreprise — travailleurs, techniciens, administrateurs — d'autre part les représentants de ceux pour lesquels l'entreprise fonctionne, c'est-à-dire les usagers et les consommateurs. Le contrôle de ceux-ci garantira que l'intérêt général ne sera pas sacrifié à l'intérêt corporatif » (21).

Les entreprises nationalisées seront rachetées au prix de leur valeur réelle au moment du rachat. Les actions et obligations de ces sociétés seront remplacées par des

(21) L. JOUHAUX. — *La C. G. T., Ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 106.

obligations d'Etat portant intérêt fixe garanti sur les profits de l'industrie nationalisée.

La gestion de ces entreprises sera confiée à trois sortes de conseils : Conseil d'industries au premier échelon, Conseil de groupes d'industries au second échelon, enfin Conseil supérieur des industries nationalisées à l'échelon national.

Le Conseil d'industrie sera composé d'une triple représentation :

« a) Producteurs : On distingue trois échelons : main-d'œuvre, maîtrise, agents de gestion. Chacune de ces trois catégories de producteurs doit être représentée; le délégué de chaque catégorie étant nommé par l'organisation professionnelle la plus représentative et révocable par elle. En cas de compétition, c'est au Conseil supérieur qu'il appartiendra de désigner la plus représentative.

b) Consommateurs : Dans ce groupe, seraient non seulement compris les consommateurs et usagers, mais également les fournisseurs représentés par des délégués des autres industries nationalisées.

Les représentants du groupe des consommateurs seraient choisis par des groupements libres de se constituer, suffisamment représentatifs et justifiant de leur intérêt à l'industrie en question. En cas de compétition entre plusieurs groupes, c'est au Conseil supérieur qu'il appartiendra de trancher.

c) Collectivité : Les représentants de la collectivité seront choisis par le pouvoir politique sur des listes présentées par les grands corps de l'Etat et affectées chacune

d'un nombre triple du nombre des représentants à pourvoir » (22).

Les conseils de groupe d'industries auront un rôle de coordination et de conciliation, enfin le Conseil Supérieur des industries nationalisées aura pour but « de réunir la documentation utile, de fixer les directives générales des industries nationalisées, de contrôler l'application de ces directives, de nommer et de révoquer, dans les conditions indiquées ci-après, les chefs de service de chaque industrie.

Le Conseil Supérieur aura à sa disposition tous moyens nécessaires d'information » (22). Ce Conseil supérieur aura une délégation permanente auprès du président du Conseil, de même qu'une liaison sera établie entre le Conseil Supérieur de l'Economie et le Conseil Supérieur des industries nationalisées.

Le personnel dirigeant sera choisi par le Conseil Supérieur sur une liste établie par un collège électoral composé de chefs de service qui, par leur compétence, seront susceptibles d'accéder à la Direction générale.

Enfin le Conseil Supérieur sera chargé d'examiner toutes les conventions collectives de travail qui se généraliseront.

La troisième partie du plan ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, puisqu'elle comporte des mesures réalisées par le Rassemblement Populaire ou en voie de réalisation : les grands travaux contre le chômage, la semaine de quarante heures et un assainisse-

(22) *Plan de la C. G. T.*, p. 15 et 16.

ment de l'économie rurale par l'extension des coopératives de vente et d'achat des denrées agricoles.

René Belin a précisé à ce sujet : « Le grand fait nouveau survenu depuis huit mois, c'est que la plupart des améliorations « immédiates » que nous revendiquions, en attendant la réalisation matérielle du plan, ont été obtenues en juin et juillet 1936. Le contrat collectif, l'arbitrage obligatoire, les quarante heures, les congés payés, les hausses de salaires sont désormais acquis. Le contrôle ouvrier est amorcé. Il faut maintenant organiser la position conquise, ou, si vous préférez, il faut digérer tout cela. C'est la « pause nécessaire ». Pour parvenir à ses fins, aujourd'hui comme hier, la C. G. T. est décidée à proscrire de son action la politique. Pas de politique électorale, ni parlementaire » (23).

Sans doute le plan de la C. G. T. peut recevoir certaines critiques de détail, on peut noter son insuffisance au point de vue agricole et son silence en ce qui concerne la crise commerciale, mais il reste néanmoins tout à fait remarquable en ce qui concerne les nationalisations industrialisées qui ont pour but d'assurer un contrôle de la collectivité sans recourir à un étatsisme simpliste. Enfin ce plan, conçu en termes modérés, a pour but, non de détruire, mais de construire une société nouvelle sans recourir à la démagogie : c'est pourquoi il a l'immense mérite de vouloir « rassembler en un bloc compact contre les oligarchies la majorité de la nation » (24), c'est

(23) René BELIN. — Cité par H. LAPORTE : *Revue de France*, numéro du 15 mars 1937.

(24) L. JOUHAUX. — *La C. G. T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 174.

pourquoi dédaignant une phraséologie pseudo-révolutionnaire effrayant la bourgeoisie, il sollicite au contraire l'appui des classes moyennes : « Jadis rechercher l'appui des classes moyennes, c'était « mettre un peu d'eau dans son vin », désormais il n'en va plus de même. Les « classes moyennes » de nos jours se laissent bien plus facilement entraîner par un programme hardi, mais capable d'apporter un soulagement à leurs misères, que par une politique stérile, conçue au jour le jour, sans élan et sans perspective. C'est pourquoi le plan de la C. G. T., avec toutes les mesures énergiques qu'il comporte, peut exercer sur elles une attraction irrésistible s'il leur paraît apte à vaincre la crise et à mettre fin à une situation intolérable » (25).

B. LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS.

L'origine lointaine du syndicalisme chrétien peut se situer à Lyon, le 17 mars 1886, où fut fondée la Corporation des Employés de la Soierie lyonnaise ou à Paris, le 13 septembre 1887, où se constitua un Syndicat des employés de commerce et d'industrie qui a été la pierre angulaire du mouvement syndical chrétien fondé par dix-sept jeunes employés catholiques, élèves des frères des écoles chrétiennes. En 1913, sur un cercle plus large, se manifeste l'activité de la Fédération Française des Syndicats d'employés catholiques. Mais l'origine véritable de

(25) *Idem*, p. 181.

la Confédération actuelle date des 1^{er} et 2 novembre 1919 où fut constituée la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.

Sa raison d'être reposerait sur l'impossibilité, l'incompatibilité qu'il y aurait pour les catholiques d'adhérer à la C. G. T. Lisons l'article 1 des statuts de la C.F.T.C. :

« La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'Encyclique « Rerum Novarum ».

Elle estime la paix sociale nécessaire à la prospérité de la patrie et l'organisation professionnelle, assise indispensable de cette paix, ne peuvent être réalisées que par l'application des principes de justice et de charité chrétiennes.

Elle estime que l'homme est l'élément essentiel de la production dont il est à la fois la cause et le but. Il importe donc que les conditions mêmes de la production permettent le développement normal de la personnalité humaine par la juste satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et moraux dans l'ordre individuel, familial et social.

Elle constate que les conditions actuelles de la production ne réalisent pas suffisamment ce but, elle estime nécessaire d'en poursuivre les transformations susceptibles d'assurer une meilleure utilisation des forces productives et une répartition plus équitable des résultats de la production entre les divers éléments qui y concourent.

Elle entend réaliser ces transformations, non par la lutte des classes, mais par l'éducation et la collaboration des éléments producteurs réunis dans des groupes dis-

tincts reliés par des organismes mixtes où l'indépendance et les droits de chacun seront respectés (26).

La Confédération entend poursuivre par tous les moyens légitimes, auprès des organisations politiques et économiques nationales et internationales, l'aboutissement de ses justes revendications : elle déclare que les pouvoirs publics doivent reconnaître et réserver la plus large place à la représentation des intérêts professionnels et économiques, mais elle estime contraire à l'ordre public que les organismes professionnels prétendent s'arroger des droits et assumer des responsabilités d'ordre politique.

Tout en bornant strictement son action à la représentation et à la défense des intérêts généraux des travailleurs, la Confédération entend faire appel au concours des forces religieuses, morales et intellectuelles susceptibles d'aider la formation professionnelle et sociale des travailleurs, capable de développer en eux les qualités de discipline, de dévouement et de loyauté indispensables pour assurer le plein épanouissement de l'organisation professionnelle » (27).

En réalité, dans ses revendications pour la défense des intérêts matériels des travailleurs, la C. F. T. C. n'a aucune hostilité de principe envers le patronat et en cas de conflit, elle tend toujours à exercer une action conciliatrice et modératrice. Cependant, autant que possible,

(26) Par la collaboration des classes, la C. F. T. C. « ne croit par là, ni prêcher la soumission à l'arbitraire patronal, ni professer l'éternité du régime économique actuel ». Pierre RAMOND. — *Le Syndicalisme Chrétien* (*Esprit*, 1^{er} juillet 1936).

(27) Statuts de la C. F. T. C. — Cités par *Le Correspondant*, 10 octobre 1936.

elle agit en accord avec la C. G. T. et revendique une place dans les organismes où la C. G. T. est représentée: telle cette représentation de la C. F. T. C. au sein du Conseil National Economique; son rôle lors de l'élaboration des conventions collectives de travail et enfin son délégué à l'Office National du Blé siégeant à côté des trois représentants de la C. G. T. Enfin à Genève, au Bureau International du Travail, le secrétaire général de la C. F. T. C., M. Gaston Tessier, a occupé une place importante.

D'ailleurs, en période normale, les syndicats de la C. F. T. C. ont un certain nombre de services d'entr'aide pratique tels que : bureaux de placement, conseils juridiques, services d'achat en commun, escompte chez les commerçants, coopératives de consommation, restaurants à prix réduits, caisses de prêt gratuit, caisses de crédit mutuel et d'habitations à bon marché, caisses dotales, caisses de retraites, maisons de repos, caisses de résistance en cas de grève, caisses de chômage, etc.

Enfin, lors des grèves de juin 1935, la C. F. T. C. donna à ses 800 syndicats les consignes suivantes : « Déposer immédiatement les cahiers de revendications en y joignant les vœux adoptés par le dernier Congrès confédéral, participer dans la mesure du possible aux délégations ouvrières chargées de présenter aux employeurs les desiderata du personnel, signer les conventions collectives. Elle insistait vigoureusement sur la nécessité de faire prévaloir les principes du syndicalisme chrétien afin d'éviter toutes violences à l'égard des personnes et des choses » (28).

(28) *Le Correspondant*, 10 octobre 1936.

Avant d'aborder le plan de la C. F. T. C., rappelons qu'elle comprend des Fédérations Nationales Professionnelles et des Unions régionales interprofessionnelles et qu'elle est affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. En 1935, elle comprenait 800 syndicats, 16 fédérations, 24 unions régionales, 150.000 adhérents. En 1937, environ 500.000 membres, soit le dixième de la C. G. T.

Le plan de la C. F. T. C. rappelle les trois encycliques : *Rerum Novarum*, *Quadragesimo Anno* et *Castri Conubii* et énonce certaines données originales, inspirées d'ailleurs de ces encycliques :

« 1° Le rôle primordial de la production n'est pas d'assurer l'enrichissement de quelques-uns, mais de poursuivre le bien commun de l'humanité.

2° Le travail, élément essentiel de la production, acte de la libre volonté et de l'intelligence de l'homme, ne doit pas être considéré comme une marchandise soumise exclusivement à la loi de l'offre et de la demande, mais sa destination spéciale est de permettre à l'homme qui l'accomplit consciencieusement, de poursuivre ici-bas sa destinée terrestre, dans l'ordre individuel, familial et social et de réaliser sa fin éternelle.

3° La production doit donc, en considération du caractère et de la destination du travail, de la nature et de la fin du travailleur, assurer à celui-ci, directement ou indirectement, les conditions d'une existence normale, conditions à l'établissement desquelles il aura le droit et la possibilité de participer.

4° Le capital, sous sa forme matérielle et inerte, ne peut être fécondé et rendu utile et efficace que par le travail de l'homme. Il ne saurait donc, en tant que tel, revendiquer comme un droit strict, une place prépondérante dans la production. Il est même souhaitable de tendre à un régime économique où le travail aurait le pas sur le capital.

Le rôle indispensable exercé par le capital lui donne droit à une partie des bénéfices de l'entreprise, mais il est tenu, par ailleurs, de prendre sa part de risques et de responsabilités.

Le contrat de travail doit évoluer prudemment, mais de plus en plus, vers un contrat de société, dans lequel le capital et le travail, en droit et en fait associés, se partageraient équitablement les profits de l'entreprise.

5° Le chef d'entreprise n'est nullement un maître absolu des choses, ni des hommes, mais le détenteur responsable d'une autorité qui doit admettre la collaboration et le contrôle.

6° Le crédit n'est pas un moyen donné à quelques-uns d'employer dans leur intérêt particulier, et sans mandat, ni responsabilité, l'argent ou les moyens d'autrui; il a pour objet de grouper les richesses et de les répartir en vue de faciliter aux entreprises et aux activités un développement utile au bien commun.

7° L'Etat doit représenter l'ensemble des forces de la nation. Sa fonction est d'assurer la défense, le contrôle et l'harmonie de ces forces, et, par la prospérité de la société, le développement de la personnalité du citoyen avec toutes ses exigences légitimes.

L'Etat doit également concourir, d'accord avec les autres Etats, au bien commun de l'humanité, en assurant notamment le respect des droits et des nécessités vitales des autres peuples.

8° Le droit d'association est un droit naturel inhérent au caractère même et aux nécessités essentielles de l'homme. L'exercice de ce droit ne peut subir que des restrictions dictées par les exigences réelles du bien public.

9° La famille — et non l'individu — étant la cellule de la société, doit régler l'appréciation des besoins normaux du producteur auxquels la production est tenue de satisfaire » (29).

Pour la réalisation de ces principes, le plan de la C. F. T. C. envisage un certain nombre de réformes identiques d'ailleurs à celles préconisées par la C. G. T. : allocations familiales; assurance chômage, invalidité, vieillesse et accidents; prolongation de la scolarité; orientation et formation pré-professionnelle, interdiction des travaux insalubres pour les femmes et les enfants; suppression des logis insalubres et des taudis; lutte contre le chômage par la réduction de la durée des heures de travail et la réalisation d'un plan de grands travaux.

L'organisation professionnelle doit reposer sur le syndicalisme libre, c'est-à-dire gardant une liberté complète de constitution et de recrutement, notamment « le droit de propriété, le droit d'intervention dans la discussion du contrat de travail dans les conflits profession-

(29) *Plan de la C. F. T. C.*

nels, le droit de participation à l'élaboration de toutes les mesures de représentation dans toutes les institutions ayant pour but la défense des intérêts professionnels, sociaux et économiques. »

Le plan demande le vote du statut des fonctionnaires avec reconnaissance du droit syndical et limitation du droit de grève; le développement des conventions collective de travail et l'institution de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire, enfin la création d'un Conseil Supérieur du Travail, organe de droit public destiné à défendre les intérêts professionnels et sociaux.

Au point de vue économique, le plan reconnaît les excès du libéralisme économique et distingue trois catégories d'entreprises :

1° Pour les entreprises personnelles de faible importance, le plan demande la participation progressive du travail à la gestion (30).

2° Pour les sociétés anonymes privées : organisation rationnelle de l'assurance obligatoire crédit et de l'assurance obligatoire des risques du capital, l'élargissement de la responsabilité personnelle des administrateurs et contrôleurs de sociétés, la suppression des cumuls de pouvoirs, enfin la réglementation des marchés pour la suppression de la spéculation (30).

3° Pour les services d'intérêt public : « Tels apparaissent, notamment, le crédit, l'assurance, les forces motrices, les transports, les marchés, les ports, la marine de commerce, l'hygiène et le tourisme.

(30) Revendications communes à la C. G. T. et au Néo-Socialisme.

Il ne semble pas à la C. F. T. C. que la nationalisation de ces services soit une solution souhaitable. Mais ils nécessitent une formule d'exploitation nouvelle qui en confierait la gestion aux représentants des entreprises intéressées, des usagers et des travailleurs avec la participation ou le contrôle de l'Etat ou des collectivités intéressées, et sous réserve d'une juste indemnité éventuellement accordée aux ayants-droit » (31).

Enfin la C. F. T. C. demande la constitution d'un Conseil National Economique puissant, organe de droit public.

Dans l'ordre social, la C. F. T. C. souhaite « la mise à l'étude d'un droit social définissant les conditions que doit remplir la production à l'égard de la personne humaine et de l'ordre social, caractérisant les délits et les crimes qui peuvent être commis à ce sujet et envisageant la juridiction à instituer pour les juger et les punir » (32). D'où la création souhaitable d'un ministère des Affaires Economiques et Sociales.

Quand on examine objectivement ces revendications, on est saisi de la grande ressemblance des solutions positives qu'elles présentent avec les solutions cégétistes, et c'est pourquoi, depuis quelques mois, s'est posé le problème important de l'unité complète du mouvement syndical français ou du maintien d'un pluralisme syndical entraînant cependant l'unité d'action.

(31) *Plan de la C. F. T. C.* — A notre avis, la C. F. T. C. joue sur les mots, car nous ne voyons aucune différence entre ce système et les nationalisations industrialisées du Plan de la C. G. T.

(32) *Plan de la C. F. T. C.* — Formule identique développée dans le Plan Français.

C. UNITÉ SYNDICALE OU PLURALISME SYNDICAL ?

La C. G. T., fière de son unité retrouvée avec la fusion de la C. G. T. U. demande que soit réalisée complètement l'unité syndicale par une fusion avec la C. F. T. C.

René Belin pose que la coexistence de plusieurs mouvements syndicaux rivaux est préjudiciable à l'unité d'action des masses, car cette coexistence suscite naturellement des concurrences et engendre tôt ou tard des incompatibilités : en effet, une collaboration continue entre organisations concurrentes présuppose une acceptation du fait de la coexistence, ce que la majorité des cégétistes n'admet pas.

Sans doute répliquera-t-on que les chrétiens sont contre la lutte des classes, mais est-on chrétien parce que l'on est partisan de la collaboration des classes ? Non, assurément, d'autant plus que la C. G. T. est de plus en plus modérée. Il existe, il est vrai, bon nombre d'anticléricaux parmi les syndiqués, mais s'ils sont syndiqués, c'est simplement pour la défense de leurs intérêts professionnels et non pour leur anticléricalisme. D'ailleurs les statuts de la C. G. T. sont formels et attestent son absolue neutralité et indépendance au point de vue religieux et politique.

Il faut noter enfin que, si quelquefois les syndiqués ne sont pas toujours d'une neutralité absolue vis-à-vis de la religion, c'est parce que le catholicisme politique n'est pas toujours inactif à l'égard du syndicalisme libre et n'a-t-on pas eu la tristesse de lire des mandements d'évêques interdisant aux ouvriers d'adhérer à la C. G. T. et

les cégétistes ne sont-ils pas souvent malmenés dans les bulletins paroissiaux ?

En réalité « les préoccupations économiques d'un ouvrier athée et d'un ouvrier chrétien sont davantage rapprochées par le fait qu'ils sont tous deux salariés, que divergentes, parce que l'un est chrétien et l'autre athée » (33).

A ces arguments en faveur de l'unité, que répondent les syndicalistes chrétiens ? Ils posent d'abord en principe que le syndicalisme chrétien a sa raison d'être et que, dans un régime de liberté, le pluralisme syndical s'impose, le syndicat unique tendant à devenir oppressif. L'Internationale Syndicale Chrétienne déclare : « Le syndicat unique est un organisme de l'Etat ; ce n'est pas un véritable syndicat, car le syndicat comme l'entendent notamment les travailleurs chrétiens, est une organisation que les ouvriers constituent et dirigent eux-mêmes pour la défense de leurs intérêts économiques. Nous estimons que les travailleurs, comme n'importe quel autre groupe de la société, ont le droit de s'affilier à des organisations qu'ils ont fondées eux-mêmes pour la défense de leurs intérêts » (34).

D'ailleurs la C. F. T. C. s'est énergiquement refusée à l'unité syndicale : « Après avoir examiné de nouveau la question de l'unité syndicale, le Comité national de la C. F. T. C., sans méconnaître la solidarité profonde qui

(33) René BELIN. — *Pour l'Unité Syndicale* (*Esprit*, 1^{er} mars 1937).

(34) Cité dans *Esprit : Le Syndicalisme chrétien*, par Pierre RAMOND (1^{er} juillet 1936).

existe, sous le régime du capitalisme et du salariat, entre les travailleurs de toutes catégories et de toutes opinions, constate qu'il demeure impossible, moralement et pratiquement, de réunir dans les cadres de la même organisation, pour une activité féconde, des éléments séparés par de graves divergences doctrinales.

Sous prétexte d'éviter les méfaits d'un régime totalitaire, les syndicalistes chrétiens ne se refusent pas à certaine collaboration avec les confédérés, mais en vue d'objectifs bien déterminés. L'unité syndicale n'a jamais été totale, ni profonde, ni durable. Instruits par l'expérience, nous avons toujours été partisans « d'ententes précises entre toutes les organisations syndicales, sans distinction de tendance, pour la défense des droits des travailleurs menacés et la poursuite d'objectifs bien limités ». Si l'unité syndicale absolue est impossible en ce moment, du moins, marchons la main dans la main chaque fois qu'il y a accord. Ne cherchons pas à élargir les fossés sur tous les points où nous sommes séparés, au point de rendre toute entente impossible » (35).

En réalité, il semble bien que le pluralisme syndical n'ait pas été défavorable aux revendications ouvrières. Chaque fois que les cégétistes ont demandé la coopération, jamais ils ne se sont heurtés à un refus de la part des syndicats chrétiens. Les syndicats chrétiens tiennent passionnément à la liberté de l'organisation ouvrière : ils ne veulent ni du syndicat unique, ni du parti unique, ni d'une classe unique. Dans leurs organisations, ils défendent leur foi en la valeur humaine, en l'efficacité de

(35) *Idem*, p. 508.

l'Évangile et pour eux, l'unité imposée, c'est un « fascisme syndical » dans le genre de celui de Mussolini et de Hitler... Les syndicalistes chrétiens collaborent avec les syndicats laïques en Belgique, en Espagne; ils furent ensemble vaincus en Italie, en Allemagne et en Autriche...

Admettre le pluralisme syndical, c'est reconnaître la vraie liberté syndicale. Sans doute la C. F. T. C. joue un peu le rôle de frein, sans doute, se contente-t-elle de suivre le plus souvent les initiatives prises par la C. G. T., sans doute a-t-elle peu de poids en face de son immense concurrente... Raison de plus pour reconnaître l'unité d'action de la classe ouvrière dans le pluralisme syndical, car toute diversité effective des conceptions doit être scrupuleusement respectée dans une véritable démocratie.

CHAPITRE V

LE NÉO-SOCIALISME

« Le Socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la Nation. Il ne déserte plus la patrie, il se sert de la patrie elle-même pour la transformer et l'agrandir. »

J. JAURÈS.

ORIGINE.

Le néo-socialisme est le plus récent et le plus original courant du socialisme français contemporain. Sa naissance coïncide avec une double crise : la crise d'un régime parlementaire usé, la crise d'un régime économique qui s'écroule.

Ce socialisme a le premier ressenti intensément la détresse de ces classes moyennes qui finissent à n'avoir plus confiance en la démocratie : il a alors compris les causes de la faillite de la social-démocratie marxiste : trop bourgeoise et bureaucratique lorsqu'elle fut au pouvoir dans des pays voisins, incapable et dangereuse lorsqu'elle se cantonnait dans l'opposition comme en France.

Le néo-socialisme est avant tout une suprême tentative

pour sauver le socialisme dans ce qu'il a de plus noble et de plus sain et pour lutter avec une énergie combative contre tout ce qui l'a perdu : cette croyance inlassable en l'efficacité de textes vieillis, cet espoir chimérique en l'écroulement du régime capitaliste laissant la place au socialisme.

N'était-ce pas le 30 janvier 1933 que le régime démocratique d'Allemagne s'effondrait, en hissant Hitler à la chancellerie du Reich. Quelle leçon pour ceux qui croyaient la social-démocratie allemande invincible !

Et en France, en ce mois de juillet 1933, ne constatait-on pas les chutes successives des gouvernements cartellistes incapables de rester plus que quelques semaines au pouvoir. En effet, après avoir conclu en mai 1932 une alliance électorale avec le parti radical, le parti S. F. I. O. après avoir proposé « les cahiers Huyghens » a refusé de collaborer à la direction des affaires publiques, et, désormais, réfugié dans une opposition spectaculaire, donne le coup de grâce à tous les cabinets successifs (1). Léon Blum associé aux communistes et à la réaction exécute avec sang-froid tous les gouvernements radicaux.

Le 14 juillet 1933 s'ouvre à Paris le XXX^e Congrès du Parti Socialiste S. F. I. O. au palais de la Mutualité. L'aile droite du parti va en profiter pour manifester avec force son mécontentement : on lui a reproché de ne pas

(1) Liste des cabinets : Herriot (tombe sur la question des dettes aux E.-U.); ministère Boncour (renversé sur la question financière); Ministère Daladier (renversé au sujet du budget); Cabinet Sarraut (3 semaines de durée); Cabinet Chautemps (2 mois); Daladier (démissionne le 6 février).

respecter la discipline du parti, d'avoir voté le budget, d'avoir regretté la non-participation au gouvernement, on lui reproche d'avoir des ambitions ministérielles, eh bien, cette aile droite va prouver avec franchise que le parti a tort de discuter des questions « aussi ridiculement inférieures » (2) que celles qui opposent les tendances divergentes d'un même groupe politique. Un seul problème angoissant se pose : il y a crise, crise doctrinale, car le capitalisme s'effondre et, en toute honnêteté, aucun militant socialiste n'a la certitude que le socialisme lui succédera parce que nous n'avons pas le courage de reviser notre doctrine, de la remettre sur le chantier pour l'adapter à la situation présente, c'est parce que nous ne voulons pas voir les choses telles qu'elles sont » (2).

Le néo-socialisme était né (3).

NAISSANCE D'UN PARTI. PRINCIPES DIRECTEURS.

Dès l'ouverture du Congrès, après un discours de Vandervelde, délégué du Parti Ouvrier Belge, les hostilités débutent avec la discussion relative au rapport du journal « Le Populaire ».

(2) B. MONTAGNON, A. MARQUET, M. DÉAT. — *Néo-Socialisme* (Grasset, 1933, p. 20).

Deux ans plus tard, le 20 août 1935, G. Dimitrov, secrétaire de l'I. C., disait au VII^e Congrès de l'I. C. : « La faute des communistes, dans nombre de pays, fut que, méconnaissant les changements survenus, ils ont continué à répéter les anciens mots d'ordre et à rester sur les positions tactiques qui étaient justes quelques années plus tôt. » II, p. 17.

(3) C'est au Conseil National du 8 novembre 1933 que furent exclus officiellement les néo-socialistes.

Renaudel se plaint que désormais on n'insère plus chaque semaine en première page du « Populaire » un article de lui. Non seulement la direction politique du journal écarte systématiquement tous les articles de la tendance « de droite », mais dans le corps du journal, dans les articles les « plus innocents en apparence, il y a comme une goutte de vitriol qui tombe » (4).

Le lendemain, la Fédération du Var dépose une motion, défendue par Renaudel, qui demande au Congrès d'éviter un blâme pour les parlementaires du parti qui ont été coupables d'indiscipline en votant le budget. De plus la commission des résolutions devra rechercher « par une synthèse d'évolution révolutionnaire les méthodes et la tactique de lutte correspondant à la gravité des événements actuels tant de l'ordre extérieur que de l'ordre intérieur, en n'écartant préalablement aucun procédé de combat parlementaire ou extra-parlementaire, la commission aura surtout pour préoccupation de donner des indications nécessaires pour maintenir les libertés essentielles de la démocratie et pour travailler à la paix désarmée. » (5)

Contre cette motion, une motion Bracke inflige le blâme. La priorité de la motion Bracke est votée, puis la motion Bracke est votée à une énorme majorité.

Déat fait alors le rapport de l'activité du groupe parlementaire : il défend courageusement ceux qui ont soutenu le gouvernement Daladier et voté le budget. Il cri-

(4) RENAUEL. — Rapporté dans la *Vie Socialiste*, n° 339, p. 18, 29 juillet 1933.

(5) *Idem*, p. 22.

tique la « politique de soutien à éclipses et d'opposition transitoire. »

« Il est impossible de la sorte de pouvoir entrer dans une majorité et en sortir quand bon vous semble. » (6)

Mais Vincent Auriol oppose ses conceptions à celles de Renaudel et Déat : le budget, c'est « le symbole d'un régime social... voter le budget, c'est voter des moyens d'existence, c'est sauver les appétits et les privilèges de la bourgeoisie ».

La position du socialisme devant la crise est toute simple : « Au Parlement comme dans le pays, dressons notre doctrine et nos accusations. Disons ce qu'il faut faire. Démontrons l'impuissance des autres... Organisons tous ensemble des tournées de masses » (7).

Montagnon se lève alors pour définir avec émotion et gravité une politique jeune, une politique d'action : le capitalisme s'effondre, il craque de toutes parts et le socialisme n'est pas en mesure de prendre sa place. Le marxisme a été largement dépassé par les événements. Au lieu de ressasser des formules vieilles a-t-on bien étudié les expériences italiennes, allemandes et américaines? A-t-on compris qu'en plus d'une crise du socialisme il y a une crise sérieuse de la démocratie et du parlementarisme ?

L'Etat actuel est incapable d'agir rapidement « pour diminuer les misères et rétablir l'équilibre et, comme l'Etat est incapable de donner ces satisfactions parce que

(6) DÉAT. — Rapporté dans la *Vie Socialiste*, n° 333, p. 38, 29 juillet 1933.

(7) VINCENT-AURIOL. — *Vie Socialiste*, n° 333, p. 38.

trop faible et mal armé, on se retourne contre l'Etat, on se retourne contre les parlements et on les rend responsables » (8). Les socialistes d'avant guerre avaient raison lorsqu'ils réclamaient la syndicalisation des industries pour réaliser une économie dirigée.

Les classes moyennes souffrent « écrasées ici et là par l'inflation, écrasées partout par le développement même du capitalisme » (9). L'intelligence des régimes dictatoriaux allemands et italiens a été de s'intéresser à ces classes moyennes, car si on les mécontente, celles-ci désillusionnées et révoltées grossiront les rangs des partis fascistes.

Le socialisme traditionnel a eu tort de ne pas s'intéresser à cette jeunesse qui veut vivre et qui voit devant elle tous les horizons bouchés : a-t-on cherché à montrer à ces jeunes étudiants et ouvriers que le socialisme pourrait leur assurer un avenir heureux et humain ? « La jeunesse cherche une voie, elle cherche une espérance. Si nous ne savons pas la comprendre, prenons garde que d'autres ne la comprennent et lui apportent une espérance qui ne soit pas la nôtre » (10).

Quant à la classe ouvrière, minée par le chômage et la crise, il semble bien qu'elle ait perdu son potentiel révolutionnaire : « Cet abattement général est capable à un moment donné d'entraîner les chômeurs, non pas de notre côté où ils ne trouveront que promesses loin-

(8) MONTAGNON. — *Néo-Socialisme*, p. 24. — Ceci était dit sept mois avant le 6 février 1934.

(9) *Idem*, p. 25.

(10) MONTAGNON. — *Néo-Socialisme*, p. 28.

taines, mais là où on leur donnera à eux aussi une espérance immédiate » (11).

Et malgré tout il faut garder confiance dans le socialisme : seulement désormais il faut que l'on sache qu'il existe une autre voie, une voie périlleuse pour arriver au but final : le chemin fasciste. Une lutte de vitesse, de compréhension, d'intelligence doit être entreprise pour éviter la victoire de la dictature. Si on veut un jour triompher, il convient d'avoir le courage de méditer sur les défaites des démocraties voisines.

Aussi, pour sauver le socialisme, il faut transformer l'Etat, concevoir : « Un Etat fort, maître de sa monnaie, capable de contrôler l'économie et la finance, d'imposer au grand capitalisme certaines directives. Oui, Etat fort, avec des rouages mieux adaptés aux besoins modernes, de telle sorte que si, un jour, directement ou indirectement, nous prenons le pouvoir, nous ayons là un instrument, une possibilité d'action transformatrice » (12).

Les classes moyennes doivent être aidées grâce au crédit commercial, au crédit artisanal, aux assurances crédit et grâce à l'organisation syndicale d'achat et de distribution.

Enfin un parti n'a pas d'avenir, s'il n'attire pas la jeunesse, il doit compter avec « ce dynamisme qui nous manque, ce besoin naturel d'action, non pas dans dix ans, dans vingt ans, mais d'action immédiate. Ce que veut la jeunesse, c'est qu'on travaille tout de suite, c'est qu'on n'ait pas peur des responsabilités, c'est qu'on se jette

(11) *Idem*, p. 29.

(12) MONTAGNON. — *Néo-Socialisme*, p. 32.

à l'eau quand il le faut, qu'on se batte tous les jours, sur tous les terrains, terrain parlementaire, terrain syndical, dans les grandes luttes à l'extérieur. Mais ce qu'il faut surtout, c'est apporter à cette jeunesse cette espérance qu'elle demande et qu'elle ne trouve pas momentanément chez nous. Elle veut, je le répète, une espérance immédiate. Même au point de vue économique, nous pourrions la lui donner tout en gardant la méthode d'étude de Marx, en nous inspirant des grands plans constructifs du socialisme français de Saint-Simon et de Proudhon.

Ce dont la jeunesse ne veut plus, c'est de ces analyses froides et vaines. Elle veut des bâtisseurs, des gens qui façonnent l'histoire. Il faut que nous soyons des bâtisseurs » (13).

Et Montagnon terminait son intervention par cette boutade, opposant le néo-socialisme à la stérilité des vieux partis : « C'est plus intéressant que de savoir comment nous pourrions nous heurter à propos de tel article du budget. »

Marquet, député-maire de Bordeaux, allait ensuite, dans son discours, jeter les mots d'ordre du nouveau parti, mots d'ordre qui épouvanteront L. Blum :

Avec Montagnon, Marquet constate que la crise au lieu de travailler pour le socialisme contribue au succès de la réaction : le chômeur est abattu par sa misère et prêt à se jeter dans les bras des aventuriers, les campagnes s'agitent, le socialisme de doit pas demeurer inerte en face de cette détresse, mais « apparaître, dans

(13) MONTAGNON. — *Néo-Socialisme*, p. 35.

le désordre actuel, comme un îlot d'ordre et un pôle d'autorité » (14). L'opinion publique ne voit autour d'elle que désordre et incohérence, aussi « si, nous socialistes, nous proclamions notre volonté d'ordre, alors les classes moyennes, l'ingénieur, le fonctionnaire n'auraient plus d'hésitation. C'est à nous qu'elles viendraient. Elles rejoindraient la classe ouvrière organisée parce que nous répondrions à leurs aspirations, en leur assurant ce que, peut-être, ils espèrent encore aujourd'hui d'un parti, et sans doute demain, je le répète volontairement, d'un homme » (14).

En fait, depuis un demi-siècle de propagande constante, le socialisme n'a fait en France que des progrès très lents : « On ne donne pas sa vie pour conquérir trente sièges à la Chambre. »

Pour apparaître comme un élément d'ordre, le parti socialiste doit agir dans le cadre parlementaire et gouverner avec ceux avec qui il a été élu, c'est-à-dire avec le parti radical : non pas rester dans une opposition stérile et facile, mais lutter contre le désordre économique pour sauver la démocratie, restaurer les finances, en un mot substituer « l'ordre socialiste à l'anarchie capitaliste. »

La notion d'autorité n'est pas moins indispensable : la classe ouvrière, représentée au gouvernement, doit « employer pour elle les forces gouvernementales qui, jusqu'à ce jour, ont été mises en œuvre contre elle », en un mot le gouvernement socialiste devra agir avec autorité et être le grand maître de prendre toutes les décisions favorables à la classe ouvrière.

(14) MARQUET. — *Néo-Socialisme*, p. 47.

Enfin que ce soit en matière de droits de douane ou de politique étrangère, le parti « abandonne chaque jour son terrain de défense prolétarienne pour une politique de démocratie dans le cadre national » (15). Cette constatation faite, il faut avoir le courage de dire franchement que le socialisme présentement ne peut s'organiser que sur le terrain national, que le socialisme ne doit plus recevoir de leçons de patriotisme des conservateurs sociaux et ne plus se trouver dans le cas du citoyen Wells qui « à la tribune, avait exprimé le regret que la social-démocratie se fût peut-être trop éloignée du terrain national », le chancelier Hitler débuta alors par ces mots : « Je n'accepte pas, Monsieur, vos regrets tardifs ». Je souhaite que demain, personne ne puisse nous parler ainsi. C'est pourquoi, au lieu de suivre, je voudrais que nous essayions de comprendre et d'organiser » (16).

Le socialisme a pour mission de progresser au milieu des pires difficultés et d'apporter à chaque nation les bienfaits qu'elle peut en attendre, sinon « les travailleurs eux-mêmes iront rechercher ailleurs les solutions que nous n'avons pas su trouver et applaudiront aux actes accomplis par d'autres, devant lesquels nous aurons reculé » (17).

Tel est le socialisme très démocratique de Marquet, que, seule, une polémique trompeuse, pouvait travestir en « fascisme ».

Enfin Déat allait tirer la conclusion du débat en

(15) MARQUET. — *Néo-Socialisme*, p. 56.

(16) *Idem*, p. 58.

(17) *Ibid.*, p. 69.

synthétisant la pensée du néo-socialisme : le fascisme est un produit de la crise. La crise a prolétarisé les classes moyennes qui ne veulent pas abdiquer leur rang social et se révoltent contre le parlementarisme qui a été incapable de les sauver du désastre. Les classes moyennes veulent une restauration complète de l'Etat, la sauvegarde de la nation et c'est pourquoi elles se sentent attirées vers le fascisme : « On les voit pousser une double pointe, d'une part contre ce qu'on appelle le marxisme, contre la révolte ouvrière considérée comme une révolution désordonnée, anti-nationale, extra-nationale, d'autre part contre les excès de la grande ploutocratie, à l'intérieur, et internationalement contre les excès du grand capitalisme » (18).

Le socialisme est alors désarmé de se trouver en face d'un adversaire qu'il ne connaît pas et qu'il n'a pas imaginé, il s'était attendu « à la grande bataille rangée, linéaire, internationale, entre un prolétariat de plus en plus conscient de lui-même, de plus en plus organisé en une classe homogène au delà des frontières, et un capitalisme de plus en plus concentré, de plus en plus internationalisé » (19).

Or il n'existe qu'un seul barrage au fascisme : en éliminer les causes. Les classes moyennes ne doivent pas avoir le choix seulement entre la dictature fasciste et la dictature du prolétariat, mais le socialisme doit rester aux côtés des classes moyennes, partisan de la démocratie et serviteur conscient de la nation. « Il convient de ras-

(18) DÉAT. — *Néo-Socialisme*, p. 77.

(19) *Idem*, p. 80.

sembler les classes moyennes aux côtés du prolétariat, pour prolonger son front, sans donner à ces classes moyennes, je ne sais quelle hégémonie sur le prolétariat » (20).

Ainsi on est conduit à considérer un régime intermédiaire, basé sur la réalité nationale, très proche du socialisme, très éloigné du capitalisme et qui ne sera pas le fascisme.

Plutôt que d'attendre passivement la grande révolution socialiste à date indéterminée, les militants socialistes se doivent de gagner le fascisme de vitesse en créant ce régime intermédiaire grâce à l'action gouvernementale, pour le plus grand bien-être de la classe ouvrière.

Quant à P. Renaudel, il a la prétention de rester un homme d'action et de ne pas méconnaître la doctrine : « Et je ne confonds pas la doctrine avec le geste traditionnel, avec le geste rituel. La doctrine, personne n'a à nous l'apprendre. Il y a trente ans que nous la connaissons et que dans la mesure où nous le pouvions, nous l'avons pratiquée » (21).

Les crédits militaires doivent être votés, surtout depuis que Hitler a pris le pouvoir. Pas de désarmement unilatéral ! Il faut tenir compte des réalités. On doit agir désormais au milieu des fascismes.

Et d'ailleurs, il n'y a que deux politiques possibles : l'opposition ou le soutien. On attend il est vrai la révolution, le pouvoir total. Mais quand ? Attendra-t-on les élections de 1936 pour agir ? Sauvera-t-on la démocratie ?

(20) *Ibid.*, p. 89.

(21) RENAUEL, — *Vie Socialiste*, n° 333, p. 48.

Puisqu'il n'y a pas de majorité de rechange, il faut choisir entre le cartel et l'Union Nationale : « Si on s'engage dans cette voie, c'est pendant trois ans. Qu'est-ce donc qui se passera en politique intérieure ou extérieure ? Il faudra répondre. Il faudra donner des explications et non pas seulement des formules balancées et équilibrées. Si vous croyez que vous avez pu y répondre avec de simples affirmations traditionnelles et rituelles, vous vous trompez. Ce sont les événements qui vous placeront à nouveau devant les difficultés » (22).

L. Blum, au nom de la pure doctrine S. F. I. O., répondit à ces discours en maintenant intégralement ses positions rigides d'un immobilisme doctrinal et pratique inquiétant (le fatalisme marxiste) :

« Renaudel a dit qu'il fallait reviser l'article de la charte qui vise la collaboration ministérielle, le vote contre les budgets et les crédits militaires.

Là-dessus, je réponds en mon nom propre : je n'accepte pas la révision du texte statutaire sur la collaboration ministérielle.

En ce qui concerne la question du budget, je n'accepte pas davantage la revision. De même pour les crédits militaires... revenir sur nos règles, sur nos traditions en ce qui concerne les crédits militaires, ce serait l'acte le plus dangereux pour la paix que nous pourrions commettre (23)...

...On a dit ici que dans les circonstances actuelles

(22) RENAUEL. — *Vie Socialiste*, p. 50.

(23) Est-il besoin de rappeler l'augmentation du budget de la Défense Nationale du Ministère Blum de 1936 ? (Voir supra.)

notre propagande avait besoin de mots d'ordre plus simples, plus frappants. N'allons pas trop loin dans cette voie. Il y aurait danger. Des mots d'ordre simples, élémentaires, jamais le socialisme n'en a donné... (24).

...J'ai beaucoup réfléchi ce matin. Je l'avoue, ce sentiment d'épouvante ne s'est pas atténué, il n'a même fait que se fortifier...

...Vous êtes venu nous dire qu'il fallait user de mots d'ordre nouveaux : l'autorité et l'ordre. Dire cela à une tribune de la S. F. I. O., je me demandais où j'étais et si je n'étais pas le jouet d'une illusion (25).

...On a dit que les jeunes sont impatients, qu'ils ne sont pas satisfaits, qu'ils aillent ailleurs, ils n'ont rien à faire avec nous...

...J'ignore quelles seront les formes intermédiaires du pouvoir qui pourront s'intercaler entre les formes actuelles et celles que nous avons toujours considérées comme les formes du pouvoir socialiste. Mais ce n'est pas à nous, Marquet, de prendre la direction des mouvements intermédiaires entre le socialisme et le capitalisme (26),

(24) Si le Socialisme n'a jamais donné de mots d'ordre simples, élémentaires, le Front Populaire n'a-t-il pas lancé, dès 1935, la trilogie : Pain, Paix, Liberté !

(25) Ordre, Autorité ont été continuellement invoqués par les ministres du F. P. en 1937 : Le 7 mai, à la Chambre, L. Blum, répondant à Bergery, disait : « Esprit d'ordre, de méthode et de sagesse... Discipline du travail et autorité... Mon appel n'est pas celui d'un homme, ni même du Gouvernement. Il est celui de la nation elle-même. » (*Journal Officiel* du 8 mai 1937.)

(26) Le 31 avril 1936, à la salle Huyghens, L. Blum disait : « Notre devoir est donc d'agir à l'intérieur du régime social actuel, malgré son iniquité que nous avons toujours soulignée... est-il possible, à l'intérieur de la société telle qu'elle existe, de procurer un soulagement suffisant à ceux qui souffrent. » (Voir 3^e Partie, chap. III.)

dussions-nous pendant des années en pâtir. Nous devons rester fidèles à notre conception de toujours » (27).

Déat répondait par le moyen de la Vie Socialiste (28) : « que L. Blum se rassure ! On ne trahit la démocratie que par l'immobilité. On ne trahit le socialisme qu'en ajournant indéfiniment son heure sous prétexte que rien n'est prêt et que l'économie n'est pas mûre. Nous sommes un certain nombre à ne plus sentir comme cela, à ne plus penser comme cela, à ne plus nous résigner comme cela » (29).

Ainsi les positions doctrinales étaient inconciliables. La scission était inévitable. Déat, Montagnon, Marquet, Renaudel étaient exclus du parti S. F. I. O. le 6 novembre 1933, après les discours d'Angoulême. De nombreux députés et sénateurs les suivirent, ainsi qu'un grand nombre de fédérations régionales abandonnèrent la « vieille maison ».

Quelques mois plus tard, le 3 décembre 1933, dans la même salle, au Palais de la Mutualité, se réunissait sous l'égide de J. Jaurès le premier Congrès national du parti Socialiste de France.

Aux trois mots d'ordre devenus désormais célèbres,

(27) *Vie Socialiste*, n° 333, p. 51, 52 et 53.

(28) *Idem*, p. 7.

(29) Confér. lettre de Marquet à L. Blum : « Installé dans le capitalisme, vous le condamnez au nom de votre doctrine immuable et vous bénéficiez des avantages qu'il accorde à ses privilégiés. Il y a une quinzaine d'années que cela dure et si rien ne change, cela durera longtemps encore... César était accompagné d'un esclave qui, en plein triomphe, lui rappelait ses misères physiques. C'est ainsi que je vous vois derrière le capitalisme... Pour moi qui vous connais, il est plus qu'évident que l'action est exactement votre contraire. »

allait s'en ajouter un quatrième, qui prend avec le temps une valeur saisissante, car ce mot prononcé deux mois avant le 6 février par des socialistes était le mot de propriété. « Nous savons combien l'immoralité s'est introduite dans les mœurs politiques; des hommes tarés osent se produire à la tribune du Parlement comme s'ils étaient les sauveurs de la France. Si notre parti prend en mains la cause de la moralité publique contre tous les perversisseurs quels qu'ils soient, il aura derrière lui les masses populaires » (30).

Et puis, il convenait de préciser à nouveau avec soin les anciens mots d'ordre outrageusement déformés par les polémiques. Reconnaître la nation n'implique pas le rejet de la collaboration internationale; au contraire : « Il faut un minimum d'organisation nationale pour parvenir à l'organisation internationale. Nous devons mettre de l'ordre dans notre maison française dans l'intérêt même de nos ouvriers. Ainsi le repli national permettrait une politique des prix, l'établissement d'un minimum de salaires. Quelle que soit la méthode que nous emploierons, ce qu'il faut faire sentir, c'est qu'il est nécessaire de créer l'esprit de solidarité nationale » (31).

« Jusqu'en 1914, j'ai cru avec une foi sincère et complète qu'en s'appuyant uniquement sur la notion de classes, qu'en organisant la classe ouvrière internationa-

(30) RENAUDEL. . . *Vie Socialiste*, n° 9 déc. 1933. (1^{er} Congrès S. D. F., p. 9.)

(31) MONTAGNON. — *Vie Socialiste*, 9 déc. 1933 (1^{er} Congrès S. D. F., p. 11.)

Confér. L. BROCARD : *Principes d'Economie Nationale et Internationale*.

lement, on pourrait renverser le régime capitaliste. Mais le 2 août 1914, la notion de classe s'est effondrée devant la notion nation... Ce point d'appui, nous ne pouvons le trouver que dans le cadre national. Ce n'est que par là que nous pourrions l'emporter pour entraîner les masses populaires et transformer le régime... Nous voulons transformer le régime capitaliste, ou plutôt nous voulons profiter de ses transformations pour lui substituer un régime qui, mieux que lui, harmonisera les efforts des hommes... Nous entendons mettre un terme à ce commandement d'une organisation bancaire et capitaliste qui ne représente que des intérêts privés et qui a accumulé depuis quinze ans une telle somme d'erreurs qu'il est temps d'en finir... Alors il faut mettre de l'ordre, de l'ordre au nom du nombre, au nom de la classe ouvrière qui fera que l'Etat gouvernera les banques. A ce moment-là, nous disons que la notion d'ordre que nous apportons a une valeur révolutionnaire...

Il faut rétablir les grandes disciplines, et c'est pourquoi nous avons dit : « Autorité ».

Ordre, Autorité, Nation.

C'est pour cela que nous serions fascistes? Quelle plaisanterie ! C'est du sol de France, des masses ouvrières et paysannes que doivent sortir les grandes disciplines. Nous représentons l'âme même de ce pays, sa volonté d'égalité constante, nous pensons que la démocratie française n'a pas fini dans le destin international de remplir son rôle...

Le pays n'a plus confiance dans les partis traditionnels, il a l'impression que les hommes politiques se livrent à des discussions qui n'intéressent pas le sort de la na-

tion. Il faut que nous apparaissions, nous, comme apportant une foi nouvelle et constante, la passion de l'action, la passion du mouvement.

C'est en allant vers la mer, disait Jaurès, que le fleuve reste fidèle à sa source.

Allons vers la mer, avec courage, avec volonté, avec énergie, avec confiance. Dénouons les faux révolutionnaires ! Avec nous c'est la vie, le mouvement, l'avenir !

Le vent se lève, il faut tâcher de vivre !

En avant, et nous vaincrons ! » (32).

Puis les congrès se suivent : 21 mai 1934 : deuxième congrès de la Maison de la Mutualité ; février 1935 : troisième congrès de Montrouge où le parti, tant critiqué, a la joie de constater que les événements lui ont donné raison. Déat s'écrie : « Sans avoir un orgueil déplacé, nous pouvons dire collectivement que, depuis février dernier, après la secousse qui a si profondément ébranlé tous les vieux partis, toutes les vieilles organisations, qui a montré ce qu'il y avait de faible, de vermoulu même dans certaines institutions, il n'y aurait pas eu cette reprise, cette effervescence d'idées, cette recherche passionnée du nouveau, il n'y aurait pas eu cet effort de regroupement cette tendance à une collaboration active contre la crise, contre la misère, si nous n'avions pas été là, si nous n'avions pas, à chaque instant, jeté des mots d'ordre.

Nous les avons jetés à poignée, nous ne les avons pas jetés sans discernement. Nous avons jeté des mots d'ordre qui ont fini par être entendus ; des idées qui étaient nouvelles, qui étaient neuves, qui étaient paradoxales ou

(32) MARQUET. — *Vie Socialiste*, n° 353, p. 19.

même scandaleuses aux yeux de certains, nous les avons émises, il y a un an ou un an et demi; elles sont en train de devenir banales. C'est la preuve que ces idées sont en effet tombées dans le domaine public » (33).

Au congrès de Montrouge, le parti adopte comme plan de réformes le plan de la C. G. T., comme étant le plan capable de rassembler le maximum de bonnes volontés autour de ses réformes de structure (34).

Le parti continue à penser qu'autour de quelques idées simples, il est possible d'unir la majorité des Français. Aussi tous ses efforts de propagande se bornent à sonner le rassemblement des bonnes volontés autour du plan. Peu à peu, cet appel est entendu, les socialistes français et les républicains socialistes déclarent adopter le plan de la C. G. T. Aussitôt se forme un intergroupe entre socialistes de France, socialistes français et républicains socialistes, intergroupe qui a l'unité de vote, intergroupe qui bientôt laissera la place à un nouveau parti: l'Union Socialiste et Républicaine, parti né le 3 novembre 1935 à Pantin, de la fusion des trois partis : Socialiste de France, Socialiste Français, Républicain Socialiste : partis qui se réclament également du Socialisme, de la République et de la France, et ont résolu de coordonner leurs efforts en une union, dont ils souhaitent qu'elle soit le point de départ d'un rassemblement plus vaste dans le triple but :

De défendre la République.

De surmonter la crise.

De sauver la paix.

(33) *Vie Socialiste*, 9 fév. 1935, p. 20. (Compte rendu du 3^e Congrès de Montrouge.)

(34) Voir le *Plan de la C. G. T.*, 2^e partie, chap. IV.

La présidence du parti est confiée à un homme, formé aussi dans le socialisme S. F. I. O. et qui l'avait quitté le premier : J. Paul-Boncour.

Au point de vue politique intérieure et économique, l'accord est aisé : « Le crédit d'abord, les grandes productions vitales ensuite, les échanges internationaux doivent être sous le contrôle de la nation. Les entreprises de moindre importance, assainies et délivrées de l'exploitation des trusts et de la spéculation, doivent pouvoir se développer librement. Ainsi sera créé, d'abord dans le cadre national, un ordre nouveau, celui d'une société sans chômage où chacun sera assuré de sa part de travail, de pain, de loisirs, de culture, et qui mettra fin au paradoxe d'une misère résultant de l'abondance même des richesses » (35).

En politique extérieure, la déclaration statutaire est très nette :

« L'union des trois partis, en même temps qu'elle affirme la nécessité de la défense nationale et n'entend se soustraire à aucune de ses conséquences, prétend moderniser celle-ci et la préserver des routines et des gaspillages. Elle mènera la lutte pour contraindre les gouvernements à revenir aux vraies méthodes de collaboration internationale et de recherche sincère de la sécurité collective, au sein de la S. D. N., qui seule peut l'assurer et qui l'assurera si les grandes puissances se décident à lui en donner les moyens » (36).

Socialiste et national, tel est le nouveau parti d'après

(35) Manifeste de l'U. S. R.

(36) Manifeste de l'U. S. R.

la définition de son président Paul-Boncour (37) : « Nationaux, nous savons très bien que le socialisme ne se maintiendra au pouvoir que s'il s'incorpore au pays lui-même, que le Front Populaire ne réalisera ses promesses et ne gardera la confiance des braves gens qui la lui ont donnée que s'il s'élargit plus ou moins en Front National, s'il est capable de dresser non pas les citoyens les uns contre les autres, mais la nation toute entière contre les oligarchies qui la divisent et l'exploitent » (38).

D'ailleurs l'U. S. R. n'est pas un simple parti politique, elle veut être un vaste mouvement français qui réponde aux aspirations du monde du travail, et non un de ces trop nombreux groupes politiques n'ayant sa raison d'être que dans des rivalités de chefs ou des querelles de boutiques : « Croyez-vous que les querelles personnelles, que les querelles de tendances soient vraiment à l'ordre du jour ? Croyez-vous que c'est avec des dogmes

(37) Discours de Boncour au Congrès de Montrouge des 27 et 28 mai 1936.

(38) Cf. la notion de Nation précisée par MONTAGNON: « Pour nous, la Nation moderne est le rassemblement, l'union de tous ceux qui travaillent, produisent de leur main ou de leur cerveau, de tous ceux qui collaborent au bien-être ou à la grandeur de la collectivité. Est national celui qui est utile. N'est pas national, quelles que soient ses origines, celui qui est nuisible au pays, qui joue contre lui, qui exploite sa misère... Trop longtemps nous avons laissé accaparer par les professionnels de la politique la Nation et la Patrie. Nous voulons leur redonner leur vrai sens, leur vraie figure populaire.

Comme le disait un jour Déat : c'est au cri de Vive la Nation! que les révolutionnaires de 1793 combattaient. C'est au cri de : Vive la Nation! que nous devons bouter dehors les exploiters et les spéculateurs et instaurer la justice sociale. » — MONTAGNON, dans *Synthèse Néo-Socialiste*, p. 15. Cf. : Frontisme, 2^e partie, chap. II.

périmés, avec des débris de pensées que vous reconstruirez une doctrine et que vous mènerez une action? Laissez de côté ces points mesquins, inutiles. Voyez plus loin, voyez plus haut, voyez plus grand. Ecoutez au fond de vous-même ce qu'il y a de plus pur et de plus désintéressé, et c'est dans la mesure où vous bannirez les misérables contingences des manœuvres politiques présentes, où vous verrez, au delà de l'immédiat, à la fois de paix du monde, la liberté maintenue, la construction de justice réalisée, c'est dans cette mesure que vous serez fidèles à votre destin et qu'en même temps, vous grandirez votre pays » (39).

POSITION DU NÉO-SOCIALISME EN FACE DU MARXISME

ET DU CAPITALISME. SON ANALYSE DE LA CRISE.

LES REGROUPEMENTS QU'IL PRÉCONISE.

Le capitalisme apparaît comme « un type de civilisation où les moyens de production et d'échange sont concentrés entre les mains d'un certain nombre d'hommes, qui constituent par là même une classe possédante, dirigeante, éventuellement parasitaire, en face d'une autre classe beaucoup plus nombreuse, non possédante, salariée, dominée et éventuellement exploitée, le moteur du système étant la recherche du profit individuel maximum, à quoi se trouve tout subordonné, la science et la

(39) Marcel DÉAT. — Discours au 1^{er} Congrès de l'U. S. R. de Nancy : *Le Front*, 28 octobre 1936.

technique, l'évaluation des choses et des hommes et l'ensemble des institutions » (40).

Les facteurs économiques ont donc en régime capitaliste une importance exceptionnelle : c'est ce qui fait la valeur du marxisme : « Le matérialisme historique n'est que la méthode d'analyse psychologique et sociologique qui correspond à la civilisation et à la mentalité capitaliste » (41).

K. Marx n'était pas seulement un observateur, il estimait l'action nécessaire. Dans la onzième thèse sur Feuerbach n'écrivait-il pas : « Les philosophes n'ont fait jusqu'ici qu'interpréter le monde de différentes manières. Il s'agit maintenant de le transformer. » ? Or, le capitalisme s'est déjà transformé : normalement le capitalisme aurait dû être essentiellement areligieux, incroyant, rationaliste, matérialiste, puisqu'il est orienté vers la production, vers la technique, vers le profit, et cependant il a dû composer avec la religion, la démocratie, le parlementarisme, pour y représenter ses intérêts. De même, par son origine, le capitalisme aurait dû être indifférent aux frontières politiques : or, il a dû pratiquer une politique protectionniste et conservatrice, nationaliste même, impérialiste à cause de l'industrialisation des colonies.

Peut-on améliorer et transformer davantage le capitalisme ?

Le socialisme ne doit pas être considéré seulement

(40) M. DÉAT. — *Perspectives Socialistes*, p. 20.

(41) *Idem*, p. 22.

comme le fossoyeur du capitalisme, mais comme une doctrine cohérente de reconstruction.

Marx avait analysé le capitalisme industriel : dans sa doctrine de la lutte des classes, il avait constaté que le prolétariat, concentré au lieu de son travail, prenait conscience de sa relation économique avec le patronat et qu'alors il réagissait violemment. Or, maintenant, par des procédés variés, le capitalisme, au moyen d'un paternalisme à base de bienfaisance, ou par la pratique américaine des hauts salaires et du confort, peut empêcher les réactions ouvrières. Il introduit peu à peu une mentalité capitaliste chez les travailleurs qui les amène insensiblement à un état de résignation vis-à-vis du régime actuel.

Le facteur d'exploitation montrait l'injustice dont était victime la classe ouvrière : elle devenait alors jalouse et envieuse. Mais ce facteur n'est pas vraiment révolutionnaire, car désormais, satisfaite par quelques concessions, la classe ouvrière abandonne la lutte (42).

Le facteur d'oppression se manifeste lorsque la discipline est tâtillonne, la rationalisation plus ou moins intéressante. Aussi certaines revendications syndicales telles que le contrôle ouvrier, le contrat collectif ou la participation à la gestion sonnent comme une fanfare révolutionnaire. « Pour qu'il y ait lutte de classes, il faut que les salariés, précisément parce que salariés, su-

(42) Les facteurs d'exploitation et d'oppression ont été remarquablement analysés par H. de MAN dans : *Au delà du Marxisme*. Consulter également à ce sujet le cours de M. de MENTHON relatif à la « psycho-socialogie des groupes » : la mentalité ouvrière.

bissent une exploitation et une domination qui les atteignent, dans l'usine et hors de l'usine, dans leur personnalité et dans celle des leurs, dans leurs intérêts matériels et dans leurs aspirations morales. Il faut que toute leur vie soit incluse dans le cadre capitaliste et que le capitalisme, personnifié ou non, apparaisse comme le responsable unique et forme avec la vie des salariés un contraste de tous les instants. Or, ces conditions paraissent largement remplies pour l'ensemble de la classe ouvrière. La moindre réflexion, un commencement d'organisation et de bataille suffiront à éveiller les tendances encore indécises. Le patronat le sait bien, et c'est pourquoi, comme nous l'avons noté, il fait tout pour combattre cette mentalité ouvrière en recourant tour à tour à des idéologies hypocrites et à l'emploi de la force » (43).

Mais si Marx montre que le prolétariat industriel est à l'avant-garde du combat à mener, ce prolétariat ne doit pas être seul, il doit compter avec d'autres catégories sociales, car il ne représente que 40 % de la nation d'après Montagnon. Le front de l'anticapitalisme doit s'étendre aux employés qui font déjà partie des classes moyennes, il doit s'étendre au prolétariat rural qui est inorganisé. En plus des métayers et des fermiers, il y a le monde paysan : « Le capitalisme a parfaitement compris qu'il avait intérêt à exploiter le paysan plutôt que la terre, et c'est ce qu'il a fait » (44). « Que le paysan soit de plus en plus sous la coupe du capitalisme, cela est devenu un lieu commun de la propagande

(43) DÉAT, — *Perspectives Socialistes*, p. 43.

(44) *Idem*, p. 50.

socialiste. Il est exploité d'abord quand il achète les produits dont il a besoin pour la culture du sol : engrais, machines, semences et éventuellement électricité. Le trust des engrais n'est malheureusement pas une invention de doctrinaire en délire. Transports, essence, bâtiment, dans tous les domaines nous pourrions procéder aux mêmes constatations. On sait du reste que le paysan est grugé en tant que vendeur de ses produits, spéculateurs du blé, du vin, de la betterave, voire du lin sont à l'ordre du jour. Enfin le paysan est brimé comme client des compagnies d'assurances; il l'est comme épargnant, car il n'a ni le contrôle de ses propres capitaux, ni la part des bénéfices qui pourraient lui revenir, ni les facilités de crédit qu'il serait en droit d'attendre. Voilà pour l'exploitation... L'effort principal du capitalisme porte sur la propriété individuelle, qu'on prétend menacée par le socialisme, et l'on espère ainsi solidariser dans la défensive le paysan avec les industriels et les banquiers. Cette manœuvre est de plus en plus inopérante : à mesure que se précisent les formes de l'exploitation capitaliste, le socialisme ne peut que s'orienter vers l'organisation du marché et le problème de la propriété paysanne l'intéresse de moins en moins » (46).

Les paysans sont partisans de constituer des syndicats d'achat, de vente en commun, ils rêvent d'une organisation démocratique du crédit et de l'épargne : d'esprit profondément démocrate et égalitaire, l'homme des champs, ennemi de la spéculation, doit devenir anticapitaliste.

(45) DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 52.

Les artisans, quoique conservant une apparence d'indépendance, restent dans « l'enfer du salariat », la plupart en effet ne sont que les façonniers ou les vendeurs d'un gros industriel : « Le charron même, mué en mécanicien rural, avec atelier de réparation pour les machines agricoles, les bicyclettes et même les autos, est tributaire de la grande industrie, souvent représentant d'une marque, agent d'une firme, n'ayant de machines ou de pièces qu'en dépôt. Ainsi, sous de multiples formes, s'affirme la dépendance vis-à-vis du capitalisme, qui impose les prix, fixe la marge des bénéfices, transforme l'artisan en courtier, en salarié indirect » (46).

Le petit commerçant ne peut lutter contre les grands magasins, les firmes à succursales multiples : il est obligé d'être dépositaire des grandes sociétés qui lui fixent les prix, les bénéfices. Les fonctionnaires ont été prolétarisés peu à peu et forment le gros des troupes anticapitalistes. Les étudiants à l'avenir incertain se révoltent peu à peu.

Jusqu'aux simples consommateurs qui sont obligés de lutter au moyen de coopératives d'achat, les rentiers et les épargnants qui sont « rançonnés par le système bancaire », le contribuable est lassé d'une fiscalité désordonnée, les locataires, les mal lotis, tous les citoyens jouent plus ou moins de ce vaste anticapitalisme qui déborde très largement le socialisme. Mais cet anticapitalisme quelque peu confus a un rôle à remplir : il doit constituer le rassemblement socialiste.

Si le capitalisme a le mérite d'exister, et s'il reste

(46) *Idem*, p. 54.

incontestable qu'il a réussi dans le passé, aujourd'hui il faut le transformer. La force seule sera insuffisante contre le régime établi, il faut « jeter le trouble dans sa propre conscience. Il faut éblouir l'adversaire par l'éclat des valeurs communes, puisées dans la tradition universelle et pareillement reconnues par les deux camps. D'un côté, le capitalisme, oublieux du vrai Dieu, adorateur du veau d'or, de l'autre le prolétariat, ayant conservé, malgré les apparences, la flamme vive de la foi. Au nom des valeurs bourgeoises, méconnues et trahies, mais revivifiées par la classe ouvrière, le socialisme se dresse en face du capitalisme. Ainsi la lutte qu'il mène, à moins d'une arrièrepensée de révélation, de transcendance et donc de foi religieuse, apparaîtra-t-elle comme une intervention extrinsèque au capitalisme. Elle ne sera pas très différente, à tout prendre, le caractère collectif en plus, de l'anathème jeté aux mœurs du siècle par un moine prêcheur, de la solennelle remontrance de quelque vieille perruque à un pétrolier oublieux de la majesté de la puissance publique, des sarcasmes de quelque noble de province conservé dans ses parchemins, à l'adresse d'un cercle parisien envahi par les nouveaux riches » (47).

Le prolétariat doit admettre la technique, le mécanisme de la grande production, sympathiser même avec l'internationalisme et le talent d'organisation du capitalisme, mais il doit exiger que désormais les rouages économiques n'écrasent pas obligatoirement les masses. Aussi il aura à sa disposition un grand nombre de moyens de combat : le syndicalisme ouvrier et agricole, le coo-

(47) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 68.

pératisme et le développement du crédit, les diverses formes du syndicalisme et du socialisme, celui-ci étant à la fois démocratique et révolutionnaire. Ayant ainsi défini l'anti-capitalisme, il faut déterminer dans quelles directions il doit s'organiser. Il faut pour cela analyser le présent.

Les cartels groupent les industriels selon le principe féodal : « Le vieux mot de féodalité est plus vrai encore que ne le croient, lorsqu'ils l'emploient, les disciples de Marx : le grand capitalisme contemporain est en effet à structure étagée, chaque rang étant tenu, à l'égard des rangs supérieurs, à un système d'obédiances, d'hommages et de tributs. Les hauts dignitaires ont une sorte de droit éminent sur les possessions de leurs vassaux. Pourtant la comparaison pèche, en ce qu'il n'y a là aucune abstraction juridique, aucune subordination semi-mystique. Il y a simplement la présence réelle de l'argent et la puissance effective qu'il représente, ou bien encore, cette présence virtuelle, mais non moins opérante, qui s'appelle le crédit » (48).

La propriété de la terre a été remplacée par la propriété mobilière. Il a fallu financer des entreprises de plus en plus importantes et il a fallu alors demander le secours de la petite épargne. La société anonyme, représentée par le capitalisme contemporain et même par Jaurès (49) comme une extension de la démocratie dans le domaine économique, est une duperie : « En réalité, la démocratie a été magistralement éludée et étouffée. Si

(48) DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 115.

(49) JAURÈS (*Année Nouvelle*).

l'on a fait appel à l'épargne, c'est qu'il était en effet impossible de se passer d'elle, mais avec le ferme propos de la tenir en servage. On y a pleinement réussi. On connaît assez le système des actions à vote plural et de tous les papiers privilégiés qui sont un des ressorts de l'opération. Encore ne s'agit-il là que d'un perfectionnement, car il suffit d'avoir, non pas la majorité, mais un paquet d'actions pour emporter le vote dans les assemblées générales et faire la loi dans les conseils d'administration. Les petits actionnaires, quand par hasard ils ne sont pas absents ou quand ils ne délèguent pas respectueusement leurs pouvoirs à quelque gros personnage, n'y comprennent rien et n'y voient goutte : ils acceptent avec reconnaissance les dividendes microscopiques qu'on veut bien leur octroyer, ils ne sauraient pénétrer le mystère des bilans, ni le mécanisme des cribles successifs par lesquels sont passés les bénéfices de l'entreprise, la poussière leur parvenant, mais les pépites restant en chemin. Et leur échappent pareillement les jeux subtils des filiales opportunément créés, avec conseils d'administration de rechange, permettant de nouveaux appels à l'épargne; encore plus les architectures invisibles des holdings. Quant aux opérations faites par les banquiers avec les dépôts à eux confiés, c'est un autre poème qui réclame son Lucrèce.

Ainsi donc, la concentration capitaliste, qui est formidable et se perfectionne chaque jour, ne s'est pas faite selon le strict schéma marxiste, par accumulation de capitaux entre les mains des mêmes hommes, mais par une accumulation de puissance, d'une puissance qui n'est

nullement proportionnée à la richesse détenue effectivement » (50).

La fortune n'a donc souvent qu'un rapport excessivement lointain avec la puissance que l'on détient : le maximum de profit ne coïncide pas avec le maximum de propriété. Le capitalisme essaie de montrer que les gros profits correspondent à des qualités remarquables. Pour neutraliser les colères des producteurs et des paysans, le capitalisme imaginera des coopératives paysannes ou des participations aux bénéfices. Mais il n'abandonnera jamais la direction, la puissance économique et la bataille entre lui et l'anticapitalisme subsistera.

Il y a donc maintenant dissociation complète entre la propriété et ses attributs, ce qui n'existait pas encore à l'époque de Marx (51). Il convient donc de socialiser la puissance : cette idée se trouve à la base du projet des nationalisations industrialisées que la C. G. T. avait prévu dès 1920. On parlait dans ces entreprises d'établir une gestion tripartite et non d'une confiscation de la propriété.

Les adversaires du socialisme se plaisent à représenter les socialistes comme des « partageux » qui veulent saisir la terre du paysan. Or, jadis, les socialistes pensaient que c'était une mesure inévitable, car Marx avait cru que la concentration capitaliste amènerait une absorption graduelle des petites propriétés. Le capitalisme, au contraire, a multiplié les propriétés, mais il opprime le paysan, car il est le maître du marché. Devant cette tac-

(50) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 116.

(51) Est-il besoin de souligner combien cette doctrine se sépare du Marxisme ?

tique nouvelle, le socialisme vise « non la propriété des biens, mais la maîtrise des forces » (52).

La première étape que devra franchir le socialisme sera la socialisation du profit. Il convient de distinguer la part légitime du profit provenant d'une bonne organisation de l'entreprise, et le profit spéculatif qui doit justifier l'intervention de l'Etat. L'Etat doit réprimer les opérations spéculatives sur les valeurs, les changes, les marchandises, les opérations de stockage, d'accaparement ou de monopole.

L'intérêt du capital doit être normal et fixe. La spéculation doit être vaincue : d'où une lutte nécessaire contre les puissances d'argent et les congrégations économiques. Il s'agit donc de dépasser le libéralisme du régime capitaliste.

Pour triompher du capitalisme, les socialistes doivent rester fidèles à la démocratie et à la légalité. Certes, Marx n'avait que dédain pour la démocratie « simple instrument que forge et utilise le capitalisme ». Les bolchevistes constatent que la république et la démocratie sont des duperies, car le capitalisme a truqué, non seulement le rôle des assemblées d'actionnaires, mais encore la démocratie politique par la presse, la corruption, les menaces économiques et monétaires ou extérieures qui affolent les populations.

Sans doute, mais ces revendications de liberté et d'égalité étaient révolutionnaires à leur origine, elles restent révolutionnaires dans la bouche du prolétariat et de la paysannerie qui, en lutte contre le capitalisme, utilise-

(52) DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 128.

font les mots d'ordre démocratiques. La démocratie est le cadre historique dans lequel se déroule la lutte sociale. Le suffrage universel devient le moyen de mesurer les forces en présence, car les majorités dégagées des scrutins ne sont pas simplement politiques, elles ont un sens profond : en gros, elles font apparaître deux grands partis, l'un pour le capitalisme, l'autre pour l'anticapitalisme.

L'Etat lui-même n'est plus l'instrument de force au service de la classe dominante, le prolétariat peut avoir confiance dans l'Etat pour défendre ses intérêts car, selon Jaurès : « L'Etat n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces... il a donc pour fonction de maintenir, de protéger les garanties d'existence, d'ordre, de civilisation communes aux deux classes, de rendre efficace la primauté de la classe qui domine par la propriété, les lumières et l'organisation, et d'ouvrir à la classe qui monte des voies proportionnées à sa puissance réelle, à la force et à l'étendue de son mouvement d'ascension... Il est permis, pour abréger, pour noter d'un mot la caractéristique la plus saillante de parler de l'Etat bourgeois. Mais ce serait un désastre pour l'esprit s'il prenait à la rigueur cette simplification abusive... Elle enlèverait à la classe ouvrière le sens de la vie et de l'histoire, le sens de la grande action politique qui doit s'ajuster à la complexité changeante des choses... Figurer l'Etat, c'est supprimer l'espérance, c'est supprimer l'action. Non l'Etat démocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène et d'un seul métal, ce n'est pas une idole monstrueuse et impénétrable qui, de son poids toujours égal et de son ombre immobile,

opprime uniformément les générations jusqu'à l'heure où les prosternés se relevant soudain le renversent d'un coup. » (53).

L'Etat est donc essentiellement un équilibre de forces, trop souvent il n'est qu'impuissance, le socialisme lui rendra sa souveraineté qui sera « authentiquement démocratique, substantiellement révolutionnaire..., il faut réussir ce que nous avons appelé la séparation du capitalisme et de l'Etat, et assurer l'accrochage entre politique et économie. Restaurer en un sens la souveraineté et pourtant éviter l'étatisme ».

Pour atteindre le but final, trois étapes sont nécessaires : la socialisation de la puissance, la socialisation du profit, la socialisation de la propriété.

La socialisation de la puissance implique la pénétration de l'anticapitalisme dans l'Etat : « Mais nous ne croyons pas du tout que l'Etat, tel qu'il est, soit apte à s'attaquer aux problèmes proprement économiques, et ce n'est pas à lui que nous demanderons de les résoudre. Nous nous méfions de l'étatisme comme de la peste, nous jugeons le socialisme perdu s'il commet la faute de s'engager dans cette voie, et jamais, à notre sens, un ordre viable ne sera engendré par un collectivisme d'Etat. L'expérience russe est à cet égard décisive » (55).

L'Etat a déjà une énorme importance économique : au moyen de son budget, sa trésorerie, ses liens avec la

(53) J. JAURÈS. — Dans *l'Armée Nouvelle*, p. 432-435.

(54) M. DÉAT. — Dans *Perspectives Socialistes*.

(55) *Idem*, p. 168.

Banque de France, par ses impôts, il est client de la grosse industrie et peut avoir une influence non négligeable sur les prix.

L'Etat a aussi une importance politique, c'est pourquoi le capitalisme essaie de former des hommes politiques à lui. Mais le capitalisme est maladroit en politique, les moyens de défendre ses intérêts sont excessivement grossiers et pourraient être déjoués par un gouvernement fort et résolu : « Le Conseil National Economique a eu à connaître d'une demande d'établissement de primes aux constructions navales susceptibles de permettre aux chantiers français de résister efficacement à la concurrence des chantiers anglais. Les représentants ouvriers au Conseil ne répondaient pas par une fin de non-recevoir, mais ils posaient deux conditions : que l'outillage et les méthodes seraient adaptés au progrès technique et que cette rationalisation se ferait sous le contrôle ouvrier. Bien entendu, les armateurs se sont fait un jeu d'éluder ces clauses et ils ont eu leurs primes sans conditions. Mais un autre gouvernement, appuyé sur la force syndicale, aurait imposé les termes du contrat » (56).

Tous les grands problèmes, que ce soit celui du chômage ou des questions financières, sont aujourd'hui européanisés. Il faudra donc organiser l'Europe si l'on veut être sauvé : « En attendant que le monde international soit organisé, l'anticapitalisme se développe naturellement dans les limites d'une nation. Pourquoi l'anticapitalisme serait-il insensible et pour ainsi dire étranger à un milieu historique et géographique dans lequel il évo-

(56) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 177.

lue et qui est le sien ? Il n'a pas de leçons à recevoir à cet égard du capitalisme. Il est entendu qu'officiellement le seul patriotisme est celui de la classe possédante et qu'il a nom nationalisme. Il est entendu que quiconque ne partage pas ce noble sentiment est suspect et méprisable. Mais ce n'est pas sous cet aspect que nous voyons les choses. La nation n'est pas qu'un territoire. Elle est l'ensemble des représentations et des valeurs, elle est le passé, mais aussi la direction de l'avenir qu'elle suggère » (57).

Donc, dans le cadre national, ce gouvernement fort et énergique séparera le capitalisme et l'Etat et entamera la socialisation de la puissance capitaliste et non la socialisation de la propriété : « Il est puéril, il serait mortel de parler de socialisation des biens au stade où nous sommes. Autant vaudrait tout de suite consacrer sa vie à l'annotation de textes sanscrits et renoncer à toute politique militante » (58). Le gouvernement empêchera simplement le capitalisme de nuire à l'intérêt collectif, il substituera à l'absolutisme le contrôle et la gestion.

Contrôle d'abord pour protéger l'intérêt collectif : le gouvernement devra posséder des actions de contrôle, actions ne représentant aucune part de capital et ne donnant droit à aucun dividende. C'est aussi les petits actionnaires qui pourraient déléguer leurs pouvoirs aux représentants de l'Etat. Ce contrôle est possible, car la cartellisation et la rationalisation ont toujours besoin du contrôle de l'Etat. L'Etat associera à ses efforts la grande force syndicaliste.

(57) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 179.

(58) *Idem*, p. 182.

La gestion, pas plus que le contrôle, ne devront se faire à l'intérieur de l'usine, mais au sein des assemblées générales et des conseils d'administration. On créera donc des actions de gestion à côté des actions de contrôle.

La deuxième étape consiste en la socialisation du profit : l'Etat n'a jamais pu agir contre les spéculateurs, car jamais un contrôle préventif n'a été institué. Il est nécessaire de socialiser le profit sans que l'Etat intervienne dans les rouages de l'économie : le capitalisme cartellisé peut être manœuvré, il reste vulnérable, il va dans le sens de la paix grâce à ses ramifications internationales et peut ainsi contribuer à faire disparaître le chômage.

La cartellisation répartira les commandes, les alliances entre cartels arriveront à faire les prix et la production. Le profit ne disparaîtra pas, mais se stabilisera. L'anticapitalisme contribuera à la paix, les bruits de guerre tenant à une situation économique désespérée : « Toutes les excitations, tous les rêves de violence sociale, toutes les haines nationalistes, tiennent à ce que ceux qui souffrent, qui sont amoindris, diminués dans leur situation en rendent responsable quelqu'un, soit une classe, soit les autres pays. De même pour l'Italie qui est un cas typique. Faillites, chômage, situation financière difficile, invasion des capitaux américains, niveau de vie très bas, d'où exaspération systématique par le fascisme de toutes les rancœurs à l'adresse particulière de la France rendue responsable..., l'organisation économique de l'Europe sera la fin du fascisme. Il n'y aura pas besoin d'interventions étrangères, ni de révolution politique sanglante pour cela : la base même fera défaut au régime de force,

D'une part le capitalisme ne les soutiendra plus parce qu'il trouvera ailleurs sa garantie. D'autre part les peuples, travaillant enfin et mangeant à leur faim, ne prêteront plus une oreille complaisante aux excitations nationalistes... Non seulement le fascisme sera liquidé par une sorte d'effondrement spontané, mais l'anticapitalisme accédera au pouvoir dans la plupart des grands pays, ce qui, immédiatement, fournira des assises indestructibles au contrôle conjugué de la cartellisation » (59).

La Grande-Bretagne, l'U. R. S. S. et les Etats-Unis sortiront alors de leur isolement. Les problèmes coloniaux arriveront à se solutionner grâce à la coopération, le profit sera désindividualisé, celui des entreprises internationalisé, le profit spéculatif disparaîtra.

Pour la classe ouvrière, les assurances sociales seront généralisées : elles deviendront accessibles, par voie d'obligations, à la totalité des éléments non capitalistes, car toute cotisation des assurés sera supprimée. Son financement sera alimenté par des taxes spéciales d'Etat frappant le profit des entreprises. Cette œuvre sera d'ailleurs internationale : une caisse européenne des assurances se superposera aux caisses nationales.

L'intérêt du capital subsistera, car ce capital n'aura plus aucune nocivité, aucune virulence. Il y aura encore des individus pouvant vivre de leurs rentes, mais la misère aura disparu, car la garantie que représentait jadis la propriété individuelle pour les hommes sera devenue un système de garanties sociales.

A l'augmentation du pouvoir d'achat correspondra

(59) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 204.

une augmentation de la productivité : non seulement on achèvera l'équipement du continent européen, mais celui des colonies européennes sera énergiquement poursuivi. Les héritages subsisteront : alors que les successions collatérales seront plus frappées, les successions en ligne directe subiront des dégrèvements. La famille se fortifiera, la pensée sous toutes ses formes se renouvellera et s'enrichira.

Enfin nous parvenons à la troisième étape « à laquelle même nous avons l'air de ne venir qu'à contre-cœur, et pour sacrifier à une sorte de préjugé ou de rite » : il s'agit de la socialisation de la propriété. On demandera à l'Etat de se transformer et de s'adapter à l'économie nouvelle. On ne lui demandera pas de la créer, car il en est incapable : « Ne demandons à l'Etat aucune gestion économique directe. »

Il faut donner un nouvel élan à la coopération et au syndicalisme ouvrier qui doit contrôler les entreprises et diffuser les contrats collectifs.

Les coopératives seront dispensées des taxes sur le profit et recevront des crédits : la coopération se développera même dans la banque. Les régies coopératives apparaîtront notamment en matière de travaux publics. Du côté de l'agriculture, les syndicats d'achat en commun et les coopératives de vente se multiplieront. Les coopératives communales fédérées auront leurs caves, leurs terrains, leurs minoteries, leurs boulangeries : « La coopération intégrale n'est, ni le collectivisme, ni le communisme, elle ne supprime pas la propriété individuelle, mais elle développe sans cesse la propriété sociale sous une forme entièrement dépouillée des dernières traces

capitalistes. Elle sauvegarde seulement ce qui ne doit pas être atteint : le capital. Elle résout enfin le problème du salariat et du patronat en faisant des coopérateurs leurs propres patrons » (60).

L'Etat anticapitaliste possède une souveraineté assise fondée sur le bien public. Le syndicalisme des fonctionnaires et les collectivités coopératisées contribuent à l'édification de la société nouvelle.

Ainsi, par ces trois stades : socialisation de la puissance, socialisation du profit, socialisation de la propriété, on aboutit à « un progrès accéléré dans le bien-être maintenu et la liberté garantie... une évolution presque sans heurt, nous avons résolument écarté tout excès, toute violence, nous avons cherché avec le passé le maximum de continuité, nous concevons l'avenir comme virtuellement enveloppé dans la confuse richesse du présent et nous voyons dans le socialisme l'humanisme des temps nouveaux » (61).

Telle était la position doctrinale du néo-socialisme en face du capitalisme et du socialisme marxiste. « Perspectives Socialistes » de Déat avait été en quelque sorte la bible du socialisme nouveau, de même que les écrits des encyclopédistes du XVIII^e siècle avaient précédé et préparé la Révolution, de même le livre de Déat avait précédé et préparé la scission. Ce livre fut écrit en 1930, la scission eut lieu seulement en 1933. Mais de même que la Révolution française avait dû, avec le concours du peuple, traduire les aspirations des philosophes dans une

(60) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes*, p. 228.

(61) M. DÉAT. — *Perspectives socialistes* : Conclusion.

constitution, de même le socialisme nouveau devait, avec le concours de techniciens, d'économistes et de syndicalistes notoires, rédiger son plan, base populaire et base technique du néo-socialisme. Plan essentiellement socialiste, plan essentiellement national, le Plan Français parut début 1936. Mais comme le néo-socialisme est une doctrine essentiellement dynamique et hostile au dogmatisme, un « Comité du Plan » a été créé pour étudier au jour le jour les problèmes économiques nationaux et pour préciser et retoucher tel ou tel point du plan qui se verrait contredit par la réalité économique et sociale (62).

Il convient donc pour avoir une impression nette et précise du néo-socialisme, de résumer le plan français et de constater à quel point il perfectionne le plan de la C. G. T. sur la question du pouvoir d'achat et des prix (63) et comment il a le mérite d'envisager le problème de l'abondance (64) en lui donnant une solution immédiate.

LE PLAN FRANÇAIS.

« Le programme se battait avec des mots, le plan avec des faits. »

Ce plan implique une économie dirigée : « Dans la

(62) Le Comité du Plan a édité en 1937 *Une Nouvelle France*, pendant du *Plan Français*, qui élabore la réforme de l'Etat indispensable pour que le Plan Français soit correctement appliqué.

(63) *Le Plan de la C. G. T.*, 2^e partie, chap. IV.

(64) Voir 2^e partie, chapitre III : Les Doctrines de l'Abondance.

mesure où l'économie libérale, à la belle époque révolue de son expansion planétaire a obéi à des organismes régulateurs, ces automatismes se sont rompus, et, il faut bien l'enregistrer. Il n'y a plus de bienfaisante dictature du prix mondial, il n'y a plus d'interpénétration des marchés, il n'y a que des prix nationaux exprimant l'étiage d'économies à peu près fermées. Nous sommes prêts à en débattre avec les tenants obstinés du libéralisme, mais nous ne croyons pas à la résurrection de l'économie d'avant-guerre et d'avant-crise. Et comme nous ne voulons ni mourir, ni subir la plus étrange des régressions, nous choisissons de prendre en charge, de passer en consigne à l'intelligence et à la technique, les fonctions indispensables d'une économie défaillante » (65).

Donc les prétendues lois naturelles de l'économie politique classique sont fausses : le problème doit être posé en termes clairs : production, consommation, répartition.

Cependant le plan laissera subsister ce qu'il y a de juste dans le libéralisme : la recherche du bien-être et du bonheur, le profit subsistera également, « un profit devenu légitime et dépouillé de tout caractère spéculatif et de toute puissance oppressive » (66). La propriété personnelle subsistera pour faire contrepoids à l'étatisme qui respire « une odeur d'internat ou une atmosphère de caserne » (67).

(65) *Plan Français*, p. 12.

(66) Conf. plus haut, p. 227, ce qui concerne le profit et sa socialisation.

(67) « Nous nous méfions de l'étatisme comme de la peste. » M. DÉAT (*Perspectives socialistes*, p. 168).

Il faut que le pouvoir d'achat augmente avec la capacité de production, si l'on veut un véritable progrès matériel qui précédera le progrès moral. Chaque producteur doit avoir le droit de bénéficier de toutes les autres productions : cela ne sera possible que lorsque les prix seront socialisés. Le socialisme de la rareté pouvait se permettre l'étatisme et la contrainte, le socialisme de l'abondance sera anti-étatiste et démocratique.

La crise résulte d'un « mortel décalage » entre la production et la consommation : la concurrence oblige à l'abaissement des prix de revient et des frais généraux : « Et comme cette course à la mort est universelle, les seuls acheteurs possibles, les seuls consommateurs éventuels en ce monde fini, se trouvent dépouillés de ce qui leur reste de pouvoir d'achat, la crise s'étend, nous entrons dans une période glaciaire de l'économie où tout risque de finir dans l'immobilité de la mort, à tout le moins dans un hivernage misérable de clans barricadés en leurs cavernes » (68).

Il est indispensable que « l'humanité domine son régime des comptes et se rende maîtresse de ses prix ». Seul le planisme peut le réaliser, car le « libéralisme aboutit à la misère la plus généralisée et à la faillite la plus énorme ». Le plan ne doit pas s'imposer seulement à une formation politique, mais à toute la nation.

Le plan se divise en deux parties : la première analyse les causes de la crise économique, la seconde contient le plan d'action.

(68) *Plan Français*, p. 19.

Ce que l'on appelle improprement la crise est l'impossibilité actuelle des hommes de trouver une solution au problème de la répartition des richesses, de « mettre fin au désolant spectacle de la misère généralisée au sein de l'abondance ».

Jadis l'humanité avait lutté contre la sous-production et la misère, aujourd'hui il y a crise alors que « nous disposons dès maintenant des moyens de production qui peuvent avec certitude assurer à tous la vie abondante, la sécurité matérielle, un bien-être et des loisirs croissants » (69). Nous sommes dans la misère « parce que nous n'avons plus d'argent ».

On détruit les richesses au lieu de les consommer, le plan relève comme destructions : 900.000 wagons de blé dans le monde, 150.000 wagons de riz, 6 millions de porcs aux Etats-Unis, 600.000 vaches, 20 millions de tonnes de viande, 200.000 vaches laitières en Hollande; 32 millions de sacs de café au Brésil; 13 millions de tonnes de cannes à sucre à Cuba.

Le seul problème qui subsiste est donc un problème de répartition : pour réaliser cette répartition deux moyens sont possibles : ou la répartition gratuite (répartition matière) ou la distribution par le moyen de la comptabilité argent.

La répartition gratuite, seule admise par les doctinaires de l'abondance (70), est rejetée par le plan français : « Cette solution est peut-être une anticipation, sur un Etat de félicité statique auquel pourrait parvenir l'hu-

(69) *Plan Français*, p. 30.

(70) Voir 2^e partie, chapitre III.

manité quelque jour. » Outre qu'elle entraînerait l'abandon de l'intérêt personnel, mobile des actions humaines et de l'initiative personnelle,

1° Elle ne supprimerait pas la nécessité d'une comptabilité-matière qui est infiniment plus compliquée qu'une comptabilité argent.

2° Elle reviendrait à un système analogue au troc primitif où interviendrait un Etat bureaucratique. Il serait par ailleurs difficile de se défendre contre la ruée égalitaire des appétits.

3° La distribution en nature ne laisserait plus à chacun la liberté suffisante de son choix en tant que consommateur.

Par ailleurs, le recensement des besoins est pratiquement impossible, de même la distribution de bons de consommation semble davantage nécessaire à une économie de rareté qu'à l'époque de l'abondance.

4° La distribution en nature empêcherait l'investissement des capitaux.

5° Les partisans de la distribution gratuite heurteraient l'instinct profond de conservation de la propriété individuelle.

Le second moyen est la distribution classique et éprouvée de la comptabilité argent, car depuis l'époque révolue du troc, la distribution des richesses s'est toujours faite ainsi. Nous devons entendre par argent le pouvoir d'achat. « La comptabilité-argent reste le moyen le plus souple, le plus commode, le plus civilisé de répartir les

richesses. *Il suffira pour cela de la mettre au service de l'intérêt général, de la plier aux nécessités nouvelles, économiques et sociales, alors qu'elle est actuellement prisonnière de préjugés surannés et d'instincts particuliers mal compris. Il importe donc de rechercher à quelles conditions la comptabilité-argent, rompant avec ses erreurs passées, peut être bonne distributrice de pouvoir d'achat et par là même, de productions.* » (71).

Le principe, point de départ sur lequel est basé le plan, est qu'il ne peut exister sur notre planète aucune source de pouvoir d'achat qui ne provienne « directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, d'une vente bénéficiaire. » Pour que les échanges se fassent normalement, il faut un bénéfice, on ne peut en effet acheter qu'avec les bénéfices qu'on a obtenus sur des ventes précédentes : celui qui vend à perte renonce donc à acquérir quoi que ce soit des autres, il renonce à l'échange.

Dans une vente bénéficiaire, il n'y a pas que le vendeur qui profite, mais ses collaborateurs et tous ceux qui vivent de son travail : assurances, force motrice, publicité, l'état qui prélève les impôts, d'où par incidence les fonctionnaires, les retraités, etc... Au contraire la vente non bénéficiaire arrive à supprimer tous ceux qui profitent à juste titre de l'activité d'un vendeur : « La production qui n'aboutit pas à une vente bénéficiaire perd donc très rapidement son double rôle qui est, d'une part, d'être mise elle-même en abondance à la disposition de tous, et d'autre part, de permettre à ses propres participants de consommer leur part des autres productions. »

(71) *Plan Français*, p. 39.

Le bénéfice : « C'est la somme des autres productions ou des services que le fait de livrer à la communauté une production donnée vaut à l'ensemble de ses participants... le bénéfice social est donc représenté par le total des salaires, traitements et revenus qui sont distribués par elle... le bénéfice social de tous les participants à une production est toujours subordonné en définitive au bénéfice comptable de l'entreprise, et c'est pourquoi nous considérons comme indispensable de les mettre en harmonie. Une vente sans bénéfice-comptable tend fatalement à devenir une vente sans bénéfice social. La vente bénéficiaire permet donc seule le maintien et l'accroissement des salaires, des traitements, des revenus, des frais généraux, des impôts et, par conséquent, conditionne étroitement la formation du pouvoir d'achat général. » (72).

Le progrès technique a réalisé une telle surproduction que, si on laisse la concurrence libre, on ne pourra plus aboutir à aucune vente bénéficiaire. On n'aura plus « d'argent » et par le mot « argent » le public pense uniquement à la monnaie. C'est une erreur : les chèques, les virements de compte à compte ont pris un développement tel, que le rôle dominant appartient désormais à la monnaie scripturale ou bancaire : « Le règlement des échanges prend donc dans l'économie moderne le caractère d'annotations dans les livres des banques. »

La formation de l'ensemble de notre pouvoir d'achat provient donc uniquement de la formation de soldes créditeurs dans les banques et cette formation provient elle-même de ventes bénéficiaires. Hélas, aujourd'hui (en

(72) *Plan Français*, p. 45.

1936) les statistiques montrent que par suite de la chute des prix, les ventes des grandes productions (blé, coton, riz, sucre, pétrole, cacao, maïs, seigle, avoine, orge, pâte de bois, soie, cuivre) sont déficitaires. Pour 38 matières premières essentielles, de 1929 à 1933 pour une production égale, on passe d'une vente égale à 991 milliards de francs à une de 373 milliards, soit 62 % de diminution de recettes. En résumé 620 milliards environ de francs furent supprimés comme pouvoir d'achat. Si les producteurs purent subsister, c'est qu'ils avaient encore des revenus. Mais un tel régime ne pourra subsister bien longtemps, car « de réduction en réduction, de liquidation en liquidation, de chute en chute, ce capital de compte aura perdu son caractère de pouvoir d'achat consacré aux investissements pour devenir par la force des choses le dernier pouvoir d'achat qui permette de consommer. En d'autres termes, nous mangeons notre fonds. C'est la lente agonie de tout un régime dont le plus étonnant est qu'il ait pu résister aussi longtemps aux bons soins de ses médecins ordinaires » (73).

De même à la bourse, de 1928 à 1934, la valeur de 100 grandes valeurs a passé de 1.150 milliards de francs à 280 milliards de francs, soit le quart de leur valeur. De toutes ces réductions de valeur, ce qui disparaît, c'est seulement la valeur de compte attribuée à ces richesses, notre pouvoir d'achat ne doit donc plus être subordonné à cette valeur de compte, si on ne veut qu'il se réduise à zéro.

Mais on a tenu à aggraver la crise en essayant de réa-

(73) *Plan Français*, p. 51.

liser la déflation des prix, pour diminuer artificiellement les diminutions naturelles des ventes bénéficiaires : « La déflation cela consiste à faire des économies, c'est-à-dire à réduire les budgets publics et privés : c'est tenter cette gageure de combler le déficit de l'Etat en aggravant le déficit des particuliers... c'est refuser aux autres et se refuser à soi-même le droit de consommer les richesses qui s'offrent. »

Cependant cette absurde politique est encore renforcée par l'erreur commune qui consiste à penser que « l'argent est une masse limitée » qui tend même à décroître. Puisqu'on a de moins en moins d'argent, on souhaite la baisse des prix : la concurrence oblige à vendre à des prix si réduits que de nombreux entrepreneurs, pour réaliser encore quelque chose, vendent à perte ; on réduit au strict minimum les frais généraux et « cependant les frais généraux de chacun ne sont-ils pas précisément, et nous ne le répéterons jamais assez, le chiffre d'affaires des autres ? Et croyons-nous pouvoir retrouver comme clients ceux dont nous réduisons méthodiquement le pouvoir d'achat?... C'est ainsi que, telle la légendaire peau de chagrin, notre pouvoir d'achat se réduit de plus en plus irrésistiblement entre nos mains. Il n'y a aucune limite à cette débâcle. Si nous ne nous ressaisissons pas, nous pouvons prévoir avec certitude le jour prochain où la France sera mise à prix pour un franc, et où, logés dans une paillotte, vêtus d'un pagne et trayant notre chèvre, nous pourrions nous féliciter d'avoir supprimé les frais généraux, anéanti les intermédiaires et triomphé de la vie chère » (74).

(74) *Plan Français*, p. 70.

Le budget de l'Etat est étroitement subordonné au pouvoir d'achat de ses citoyens; devant la baisse des prix, l'individu qui a encore de l'argent n'achète pas et garde, il placera son argent en emprunt d'Etat. Or l'Etat se dupe lui-même en espérant qu'il pourra rembourser les emprunts contractés en pratiquant la déflation des prix. L'Etat, de plus en plus, tendra à être insolvable.

« Au lieu de se préoccuper uniquement de la question budgétaire, c'est-à-dire de proportionner ses dépenses à ses ressources, ce qui sera éminemment facile quand les deux seront égales à zéro, l'Etat ferait donc sagement de se préoccuper des moyens de rendre à ses citoyens les ressources dont il tire les siennes. Mais ceci n'est plus du tout une question simplement budgétaire » (75).

L'Etat a toujours eu des excédents budgétaires les années où les productions ont abouti à des ventes bénéficiaires. Lorsqu'il lutte contre la vie chère, c'est-à-dire contre les ventes bénéficiaires, non seulement il ruine les citoyens, mais encore les finances publiques : « La restauration et l'accroissement du pouvoir d'achat de l'ensemble des citoyens sont la seule garantie effective des engagements de l'Etat. Faites-nous une bonne économie générale et vous nous ferez de bonnes finances » (76).

Pour accroître le pouvoir d'achat, certains esprits ont préconisé la dévaluation, une telle mesure doit être rejetée, car ce moyen grossier consiste à changer l'unité de mesure, qui, en principe, doit rester invariable. De plus, les prix ne cessant de baisser, les monnaies tendront

(75) *Plan Français*, p. 72.

(76) *Plan Français*, p. 74.

toujours à baisser. Il reste cependant dans les probabilités que la dévaluation se révélera indispensable : dans ce cas elle devrait être le prélude d'une réorganisation économique et non un simple moyen de combler temporairement le déficit budgétaire.

Un seul moyen est possible pour restaurer le pouvoir d'achat, il faudra l'inscrire au préalable dans les prix de vente : il sera alors indispensable de renoncer à la libre concurrence. Il faut au préalable détruire trois mythes dangereux : la loi de l'offre et de la demande, le mythe du consommateur et celui de la vie chère.

La loi de l'offre et de la demande est faussée :

1° L'abaissement du prix de vente augmente la demande, mais sous réserve de fixité du pouvoir d'achat : or, la baisse du prix de vente implique nécessairement une baisse concordante du pouvoir d'achat.

2° Le progrès des diverses techniques est tel, qu'actuellement 40 % de la population humaine suffirait à produire ce qui est nécessaire à la totalité des hommes. Demain ce sera à 20 %, après 10, 5, puis 1 %. Donc tous les consommateurs tendront à disparaître.

3° Cette loi implique qu'une production à satiété, c'est-à-dire arrivée à un développement tel qu'il peut satisfaire tous les humains, est condamnée désormais à ne plus augmenter de prix. C'est le cas du blé et du riz et d'un grand nombre de productions essentielles pour l'homme.

En réalité, les conséquences du régime actuel sont si funestes que le prix d'une production arrivée à satiété,

comme celle du blé, par exemple, au lieu de tendre vers zéro, devrait continuer à augmenter jusqu'à ce que ses producteurs puissent acheter leur part de toutes les autres productions humaines. C'est la loi même du progrès « et c'est parce que la loi de l'offre et de la demande se refuse à inscrire le progrès dans la comptabilité humaine, c'est parce qu'elle prétend ainsi figer la civilisation qu'elle est condamnée sans appel » (77).

Le deuxième mythe à détruire est le mythe du consommateur; en effet, il n'y a pas d'êtres humains qui soient uniquement consommateurs, tout consommateur doit être au préalable producteur. Opposer le producteur et le consommateur est une sottise puisque c'est le même homme. Comme producteur, il cherchera à vendre le plus cher possible, comme consommateur il cherchera à acheter, mais pour que les échanges se réalisent, il faudra ne pas rechercher le meilleur marché, mais le juste prix qui permettra de sauvegarder un pouvoir d'achat suffisant.

Quant au spectre de la vie chère, il n'est qu'une plaisanterie : après guerre, en une période de vie chère, tout le monde travaillait, tout le monde consommait et était heureux. Il n'y a donc pas de vie chère en soi : « Le coût de la vie n'est en définitive qu'un rapport entre le coût des productions et le pouvoir d'achat de chacun. » « Si le prix du kilog de pain descend à un sou, mais que je n'aie pas dans ma poche le sou nécessaire, la cherté du pain tendra vers l'infini. »

Le seul problème consiste donc en la recherche du

(77) *Plan Français*, p. 84.

prix relatif que nous devons payer pour le bon équilibre des échanges. La vie chère est préférable à la vie bon marché, car peu à peu la vie deviendra possible, « puis abondante, puis facile et aisée, enfin la vie somptueuse par rapport à celle que mènent aujourd'hui la plupart d'entre nous. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à déclarer que la hausse calculée des prix est le seul moyen de diminuer sans cesse l'écart entre les prix des productions et le pouvoir d'achat de chacun de nous... Il suffira pour cela d'attribuer à chaque production un prix de vente qui lui permette, non seulement d'acquérir sa part des autres productions, mais encore de rémunérer les services rendus comme celui des transports ou celui de l'intermédiaire, et enfin de prendre sa part des charges ou des devoirs sociaux qu'exige la civilisation » (78).

Les prix de vente tendront tout naturellement à augmenter puisque les prix de vente des productions antérieures devront s'élever chaque fois qu'une production nouvelle apparaîtra. Toutes ces mesures augmenteront le nombre des bénéficiaires de la production.

L'accroissement méthodique des prix permettra la formation croissante du pouvoir d'achat, découragera la thésaurisation, allégera le paiement des rentes par l'Etat; enfin tout homme saura « qu'en payant le prix, il assure par le fait même la sécurité et l'accroissement de son propre individu. »

Vivre sur ses réserves ou sur l'emprunt sont des palliatifs, on doit vivre surtout du bénéfice de sa production actuelle, cela sera possible lorsque nous comprendrons

(78) *Plan Français*, p. 93.

que « l'argent » n'est pas une « galette des rois aux proportions limitées, mais une galette extensible à l'infini en proportion des désirs réalisables... l'argent doit être au service des hommes et non les hommes au service de l'argent. » et ceci permet de très vastes perspectives sur l'avenir : « Les dirigeants de l'économie de demain veilleront donc en premier lieu à ce que les plus déshérités d'entre nous rattrapent leur retard sur les autres en tant que consommateurs, c'est-à-dire à ce que la grande masse soit largement pourvue des choses indispensables ou simplement utiles, ce qui est immédiatement réalisable.

Puis ils poursuivront inlassablement le but idéal auquel doit tendre toute société humaine et qu'on peut énoncer ainsi : « Etant entendu qu'une part de travail est assurée à tous les hommes, le fait de participer à une production doit valoir à chacun le droit de consommer sa part des autres productions. »

Il leur suffira pour cela d'organiser et de discipliner le jeu de la vente bénéficiaire, de plier la monnaie de compte à son rôle naturel. Les hommes doivent maintenant être maîtres de leur pouvoir d'achat, comme ils sont maîtres de leurs productions. » (79)

Dans la deuxième partie du plan, on aborde le plan d'action proprement dit :

Avant tout il est indispensable que la volonté collective mette fin à la concurrence abusive et que la notion et le respect de l'intérêt général dominent les intérêts particuliers. La fixation d'un prix dans les grandes produc-

(79) *Plan Français*, p. 109.

tions essentielles est d'ordre social. Les infractions à ces prix constitueront la contravention, le délit et le crime économique.

Un droit nouveau s'élaborera donc avec comme loi liminaire « Nul n'a le droit de proposer sa production ou son travail à des prix tels qu'il priveraient de leur pouvoir d'achat normal les producteurs ou les travailleurs de la catégorie correspondante. » (80)

Cette intervention de l'intérêt général assurera d'abord la formation du pouvoir d'achat nécessaire à l'achat des productions, ensuite elle permettra une équitable répartition du pouvoir d'achat et reconnaîtra comme « bénéficiaires de droit divin » tous ceux à qui une société civilisée doit son assistance, enfin elle contrôlera et surveillera l'usage ultérieur qui sera fait du pouvoir d'achat épargné.

Pour que le pouvoir d'achat puisse se développer, il faut que le secteur des productions réelles essentielles soit planifié et « rigoureusement contrôlé par les représentants qualifiés de l'intérêt général. » Le prix social est « le moyen comptable de donner à chaque participant à une production donnée son juste bénéfice, c'est-à-dire le pouvoir d'achat qui lui est nécessaire pour consommer sa juste part de toutes les autres productions dans la proportion où ces dernières existent en quantité. »

Le prix du travail a tendance à baisser de plus en plus par suite du progrès technique : la machine remplaçant de plus en plus l'homme, la valeur du travail humain

(80) *Plan Français*, p. 116.

décroît. La logique voudrait au contraire que, comme les nécessités sociales l'exigent, le prix du travail augmente sans cesse dans la mesure même où sa quantité tend à diminuer. Le prix du travail doit augmenter en fonction des possibilités de la production.

Le prix social étant la pierre angulaire du nouveau système économique, il devra assurer à tous la distribution des productions arrivées à satiété et prévoir dans l'établissement des salaires, des traitements ou des revenus « un supplément de demande solvable qui, étant mis progressivement à la disposition de tous suscitera et permettra automatiquement l'accroissement des productions encore insuffisantes » (81). Le but à atteindre est que la puissance d'achat augmente toujours avec la production.

Le prix social se compose :

1° De l'achat de la matière première à un prix rémunérateur. Pour base approximative, on prendra celle des prix en 1928.

2° Le prix sera calculé de façon à ce que tous les collaborateurs de la production aient des salaires en accroissement continu : au début, comme point de départ, salaire minimum de base de 1928.

3° Le prix social devra comprendre la rémunération modérée, mais constante des capitaux engagés dans la production.

4° Le prix social prévoira aussi la rémunération des services publics : leur rémunération doit être inscrite à l'avance dans les prix de production.

(81) *Plan Français*, p. 129.

5° Le prix social prévoira une possibilité d'épargne, c'est-à-dire d'investissements en nouveaux moyens de production.

6° Enfin il devra assurer « un minimum de bien-être, un accroissement constant à tous ceux qui, n'étant pas en mesure de travailler, ont des droits incontestables sur une société pourvue de moyens de production suffisants : nous voulons dire les orphelins, les infirmes ou les malades, enfin tous les hommes ou femmes qui ont atteint l'âge de la retraite. Eux aussi ont droit à leur part complète de productions à satiété et à une part grandissante des productions qui n'y sont pas encore parvenues ».

Il sera donc indispensable de créer une Caisse autonome du service social :

Tous les impôts actuels sont destinés à disparaître pour laisser place à une taxe unique à la production : la justice fiscale réalisée par la progressivité des impôts se justifiait à l'époque de la rareté, mais est inadmissible à l'époque de l'abondance.

Par ailleurs, il sera nécessaire de fondre en une seule administration, dite Service social, toutes les œuvres d'assistance, de prévoyance et de retraites. Ce service sera doté d'une caisse autonome indépendante du budget de l'Etat dont l'alimentation se réalisera par un prélèvement direct sur les revenus des productions. Par suite du machinisme, quand il y aura économie de main-d'œuvre, le service social recevra le bénéfice réalisé par l'économie de main-d'œuvre : « Il rendra ainsi à la collectivité le pouvoir d'achat dont l'amélioration technique était en

passé de le frustrer. Et l'équilibre sera rétabli. » Le service social deviendra par la suite le grand distributeur du pouvoir d'achat.

En plus des grandes productions qui devront entrer dans l'économie planée, un secteur libre des productions secondaires et des échanges de services subsistera, mais il sera étroitement surveillé et conseillé : minimum de salaires, maximum d'heures de travail, réglementation des prix.

On peut donc affirmer « qu'il existe pour chaque production un prix idéal qui lui permettrait de réaliser son maximum de distribution en même temps que son maximum de consommation des autres produits », en résumé, un prix social satisfaisant à la fois le producteur et le consommateur.

Donc, puisque l'on admet la nécessité de l'intervention de l'Etat, il faut, pour que l'intérêt général prédomine, entre les divers groupes de productions, un arbitrage éclairé et impartial : ce sera la mission d'un nouvel organisme économique, composé d'hommes « qualifiés, impartiaux, responsables, dont la mission sera, non seulement de définir en ses détails le droit nouveau et d'en assurer le respect, mais encore d'établir le prix social et de représenter l'intérêt général dans toute notre vie économique ». Les représentants de cet organisme seront plus des magistrats que des administrateurs, leur recrutement sera facile, car nous ne manquons ni de talents, ni de valeurs qui sont obligés de végéter dans notre régime économique. Ceux qui agiraient pour des buts particuliers, et non dans le sens de l'intérêt général seront responsables du crime de forfaiture. Le Parlement aura

aussi à exercer son contrôle. Il convient de noter que la moralité générale s'améliorera, car la crise d'immoralité a sa source première dans la disparition du profit licite et dans la recherche de profits illicites.

Ce nouvel organisme économique aura des tâches variées : assurer un bénéfice au producteur agricole, fixer les salaires et traitements, limiter la durée des heures de travail, contrôler le comptoir du Commerce extérieur, fixer le prix social des productions essentielles, contrôler l'emploi du pouvoir d'achat épargné, assurer le pouvoir d'achat nécessaire à ceux qui ont besoin de l'assistance sociale, enfin s'opposer à toute action contraire à l'intérêt général : contravention, crime et délit économique.

Les directives générales émaneront du bureau central du Plan et, grâce à l'intervention du Conseil National Economique, les représentants des professions organisées auront leur mot à dire.

Pour éviter la course vers le meilleur marché, les prix intérieurs devront être soustraits à la concurrence des prix mondiaux. La concurrence des prix entre les diverses nations est aussi destructrice du pouvoir d'achat que la concurrence que se font entre eux les citoyens d'une nation. « Il faudra qu'intervienne dans le commerce de peuple à peuple la notion d'échange effectif de productions ou de services, le souci de ne pas détruire, mais d'augmenter le pouvoir d'achat général, enfin le respect d'un droit économique qui, là comme ailleurs, subordonnera les intérêts particuliers à l'intérêt général » (82).

(82) *Plan Français*, p. 155. Avec la formule du prix social, les marchandises françaises auront tendance à être plus chères que les marchandises étrangères, d'où danger pour nos expor-

En fait un peuple n'a d'intérêt à exporter que dans la mesure exacte où il est obligé d'importer : il faut instituer un échange réel, les exportations et importations se feront par l'intermédiaire d'un Comptoir du commerce extérieur. En général, les échanges internationaux devront être soumis à l'intérêt général : ils auront pour but d'augmenter le volume général des échanges, le pouvoir d'achat global.

Actuellement, le producteur agricole a la lourde charge de nourrir l'humanité sans que celle-ci lui donne rien en échange, puisque toutes ses ventes sont déficitaires. Il faut donc que les principales productions agricoles soient vendues à leur prix social. Pour ce faire, entre producteurs et consommateurs, on interposera des comptoirs d'achat et de répartition pour « rétablir le jeu normal des prix, comme si la production agricole correspondait exactement en quantité à la consommation du pays » : offices des céréales, du vin, du lait, du poisson de mer, gérés par des représentants des producteurs. Ces comptoirs achèteront la totalité de la production française et rechercheront constamment la « meilleure qualité ». Si la consommation intérieure est inférieure à la production achetée, l'excédent disponible pourra être revendu à l'étranger ou versé à la caisse autonome du service social qui le revendra aux pauvres et aux vieil-

tations. Mais les bénéfices obtenus par l'Etat dans l'importation des produits étrangers vendus au niveau des prix français permettra d'accorder aux exportateurs des primes à l'exportation qui permettront aux produits français de rivaliser de bon marché avec les produits étrangers.

C'est la « compensation et l'éclusage des échanges » évitant l'autarchie.

lards de ce pays. Le but à atteindre sera l'élévation constante du prix des produits agricoles.

Une réorganisation complète du régime bancaire s'impose : les banques pouvant, grâce au crédit, augmenter ou diminuer à volonté le pouvoir d'achat, il est nécessaire que l'intérêt général domine les intérêts particuliers, que notamment pour l'institut d'émission, « l'intérêt général en soit désormais le seul et unique régent » (83). Le remboursement intégral des dépôts devra toujours être garanti (84). Quant aux investissements de capitaux, ils ont aujourd'hui une telle importance que des représentants qualifiés de la communauté devront être chargés de déterminer dans quelle mesure et dans quelles directions les investissements pourront être utiles en fonction de l'intérêt général.

« L'intérêt général sera substitué au patron dans le soin de répartir le pouvoir d'achat de consommation, comme dans celui d'investir le pouvoir d'achat épargné. » De même les représentants de l'Economie nationale devront autoriser les émissions des banques et même les susciter dans l'intérêt général.

Le résumé du Plan Français est :

En doctrine : « Inscrire d'avance et obligatoirement dans les prix de vente la certitude de l'échange entre tous les hommes. »

Le plan d'action : « Prendre en mains, au nom et au service de l'intérêt général la restauration, l'accroissement, la protection et la discipline du pouvoir d'achat. »

(83) *Plan Français*, p. 178.

(84) *Plan de la C. G. T.*, 2^e partie, chapitre IV.

Comme mesures immédiatement praticables, le plan demande :

1° Institution d'un organisme économique au service de l'intérêt général, doté des pouvoirs nécessaires pour ordonnancer, contrôler et arbitrer les activités nationales.

2° Elaboration et codification du droit économique.

3° Création et organisation de comptoirs agricoles au fur et à mesure que le permettra la réorganisation générale de l'économie.

4° Limitation de la durée du travail et fixation des salaires et traitements minima.

5° Institution d'un comptoir du commerce extérieur destiné à mettre l'économie nationale à l'abri de la concurrence internationale.

6° Formation du pouvoir d'achat voulu par la détermination du prix social dans les productions essentielles.

7° Contrôle de l'utilisation judicieuse du pouvoir d'achat épargné par le contrôle des investissements et le contrôle des banques.

8° Création d'un organisme et d'une caisse autonome dits « Service social », chargés de centraliser et d'assurer les services d'assistance, de prévoyance et de retraite.

9° Exécution immédiate de grands travaux d'utilité nationale pour absorber tout chômage dans la période transitoire.

Les chiffres, les nombres, les richesses sont à notre disposition, il faut savoir les utiliser; il convient de plus de créer un droit économique qui nous permette de sanctionner nos conquêtes.

On s'est demandé si ce plan n'était pas un camouflage pour sauvegarder le capitalisme, non, le plan doit dominer les partis : « Est-ce du socialisme ? Si par socialisme on entend cette disposition de l'esprit qui souhaite à tous l'accession au maximum de bien-être et de sécurité possible, quel est l'homme digne de ce nom qui n'est pas socialiste ? » La lutte des classes ou le partage des richesses acquises seraient des duperies, il faut une simple « révolution du régime des comptes... une révolution sans victimes. »

Enfin le plan a la prétention d'unir la nation française : « Capitalisme et socialisme sont-ils voués à un antagonisme éternel ? Cependant la raison d'être du capitalisme est de créer toujours plus de richesses et celle du socialisme d'en distribuer toujours plus. Les deux tendances ne sont pas contradictoires, mais complémentaires et nous pensons qu'elles doivent se rencontrer sur ce terrain neutre, cette sorte de « no man's land » qui les a jusqu'ici séparés et qui devrait les unir : une comptabilité disciplinée de haute conception sociale » (85).

(85) *Plan Français*, p. 193. — Cf. : R. P. COULET : « Capitalisme et socialisme n'évolueraient-ils pas, l'un et l'autre, sans en avoir conscience, peut-être vers une organisation de la vie économique et sociale que le Catholicisme entrevoit et propose; et dans laquelle se concilieraient les deux tendances fondamentales et légitimes l'une et l'autre, qui prédominent, l'une dans le Capitalisme : le souci de l'individuel; et l'autre dans le socialisme: le souci du social, pour aboutir à quelque chose qui ne serait

Si le « Plan Français » est systématiquement ignoré des socialistes marxistes, des communistes et des conservateurs sociaux, le plan est très sérieusement discuté par les théoriciens de « l'Abondance ».

Jacques Duboin reproche au plan de passer à côté du véritable problème : il s'agit bien de rester fidèle à la monnaie comptable, ne voit-on pas que le machinisme développe sans cesse le chômage et que les chômeurs n'étant pas « producteurs », sont dépourvus de pouvoir d'achat, alors qu'un régime de distribution matérielle des richesses réaliserait l'abondance pour tous ?

L'objection est peu sérieuse : le plan réclame en effet l'accroissement continu des prix en fonction des salaires, des revenus et des nouvelles découvertes. Par conséquent, si le progrès technique impose une diminution des heures de travail, on répartira le travail entre tous, de façon à faire des chômeurs des « producteurs » bénéficiant de l'augmentation du pouvoir d'achat (86).

D'autres auteurs ont présenté des critiques plus solides : lors de la discussion relative à la fixation du prix social, sera-t-il possible d'éviter les intrigues et les intérêts malsains ; les magistrats chargés de l'établissement du prix social seront-ils absolument indépendants ? (87).

plus le Capitalisme d'hier, ni le Socialisme d'aujourd'hui, mais quelque chose qui participerait à ce qu'il y a de légitime dans l'un et dans l'autre et qui, tout en sauvegardant la vraie dignité et la juste liberté de l'homme, l'obligerait cependant à tenir compte des exigences normales de la vie de tous... » (*Le Catholicisme et la Crise mondiale*, p. 183.)

(86) Lire dans l'*Œuvre* du 21 février 1937 : M. DÉAT : *Le Plan contre le Chômage*.

(87) J. PIERRON : *La Théorie du salaire chez les Socialistes Français*. — Thèse Nancy, 1936, p. 229.

Enfin sera-t-il très possible de décrocher les prix français des prix mondiaux et de réaliser pratiquement ces échanges compensés et éclusés qui éviteront l'autarchie économique ?

L'avenir seul nous donnera une réponse, mais l'immense mérite du Plan Français est d'exister et de tenter l'avènement d'une ère d'abondance par le socialisme, sans révolution sanglante et dans la réconciliation nationale.

TROISIÈME PARTIE

Le Compromis
entre le Socialisme traditionnel
et les Formes Modernes
du Socialisme

CHAPITRE PREMIER

LE PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

« Le premier devoir de la société est de mettre fin à cet abominable état de chose, en vertu duquel on voit des foules affamées et déguenillées tomber de privations devant les amoncellements de richesses produites par elles et accumulées par des oisifs au nom d'une chose morte (le capital) qui dévore des êtres vivants (les travailleurs). »

« Et le mal grandit avec les progrès de la science et le perfectionnement de l'outillage. »

Benoît MALON.

L'origine du parti socialiste date du 23 avril 1905, jour où fusionnèrent les diverses tendances socialistes jusqu'alors antagonistes pour former un groupe nouveau rattaché à la deuxième Internationale d'Amsterdam (Section Française de l'Internationale Ouvrière). La déclaration du groupe définit le nouveau parti comme « un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange... un parti de lutte de classes et de révolution. Les élus du parti au Parlement forment un groupe unique en face de toutes les fractions poli-

tiques bourgeoises. Ils doivent refuser les crédits militaires, les crédits de conquêtes coloniales, les fonds secrets et l'ensemble du budget. »

En 1919-1920, l'aile réformiste se détacha du parti et constitua le parti Socialiste Français, qui maintenait dans son intégrité les principes de la défense nationale, le vote des crédits militaires et se sépara de la deuxième Internationale (2).

En décembre 1920, au Congrès de Tours, l'aile révolutionnaire se sépara du parti et vota son adhésion à la Troisième Internationale communiste, fondée à Moscou, par Lénine. Le nouveau parti s'est appelé Parti Communiste (S. F. I. C.) (1).

En 1933, le parti socialiste S. F. I. O. a eu sa troisième scission avec l'exclusion des chefs néo-socialistes qui critiquaient la doctrine traditionnelle du parti en prétendant la moderniser et la transformer dans un sens national et autoritaire (3).

Donc actuellement le parti socialiste occupe une place médiane dans l'hémicycle des forces socialistes : il se trouve à la droite du parti communiste, à la gauche de l'Union Socialiste, des Jeunes Républicains et Frontistes.

Cette place médiane est due au fait, qu'après la guerre, le parti socialiste fit figure de parti réformiste vis-à-vis du révolutionnaire parti communiste qui se plaça à l'extrême gauche. Mais par suite de la politique de « soutien

(2) Le parti Socialiste Français, qui a toujours eu une importance médiocre, a fusionné dans l'Union Socialiste et Républicaine.

(1) Voir 3^e partie, chapitre II : Le Parti Communiste.

(3) Voir notre Chapitre V, Partie II : Le Néo-Socialisme.

à éclipses » que pratiqua le parti en 1924 et en 1932 vis-à-vis des cabinets radicaux, la droite du parti socialiste estima que cette opposition larvée était contraire aux intérêts des masses populaires, se sépara et se plaça à sa droite.

On a dit que la lutte des classes comporte des nuances : « Du rose pâle au rouge vif, du bulletin de vote à la guillotine », car Marx, selon les pays et les circonstances, avait préconisé deux tactiques différentes, l'une opportuniste qui est celle des socialistes S. F. I. O., l'autre révolutionnaire qui était celle du parti communiste avant 1935.

L'opportuniste s'appuie⁴ sur la thèse marxiste de la concentration croissante des entreprises capitalistes : la socialisation de ces entreprises deviendra dès lors aisée. Marx avait prévu le mouvement qui devait aboutir aux trusts et aux cartels économiques. En effet, les progrès du socialisme d'Etat, les monopoles des entreprises étatiques, la fiscalité toujours plus élevée frappant les revenus et les héritages, le mouvement syndical et coopératif prouvent que la société socialiste est en germe dans les pays industriellement très avancés, qu'il ne faut pas enrayer sa croissance par une révolution prématurée que suivrait fatalement une réaction. « Frappé de l'augmentation rapide des socialistes dans les parlements, Engels, par son testament, leur recommande de n'user que des armes légales qu'offrent les constitutions démocratiques, et il rappelle à ce sujet le mot d'Odillon Barrot, que devra répéter la bourgeoisie : « La légalité nous tue » (4).

(4) J. BOURDEAU. — *La dernière évolution du Socialisme au Communisme*, p. 21.

Que les ouvriers s'éduquent donc eux-mêmes, qu'ils fassent au besoin dans les parlements de la participation ministérielle, ils feront ainsi l'apprentissage du pouvoir. Ils se rendront ainsi capables de supplanter la bourgeoisie. A ce moment-là, ils pourront seulement réaliser le socialisme.

Cette tendance opportuniste est celle du parti socialiste S. F. I. O.

La tendance marxiste révolutionnaire était celle du parti communiste : comme le prolétariat subit actuellement la dictature de la bourgeoisie, il lui faut s'emparer du pouvoir par complot, insurrection, grève générale et coup d'Etat, il expropriera la bourgeoisie politiquement et économiquement et fera ainsi régner la dictature du prolétariat.

On comprend l'abîme qui séparait les deux partis qui se réclament tous deux du marxisme. Aujourd'hui cet abîme est comblé.

A. LA DOCTRINE SOCIALISTE.

Au point de vue doctrinal, le parti socialiste est un parti révolutionnaire, mais ce n'est pas nécessairement la révolution violente que souhaitent les socialistes, bien au contraire : « La Révolution pour nous — nous le savons ou nous croyons le savoir par notre enfance, par les récits que nous avons entendus, par les lectures que nous avons faites — la Révolution, c'est la barricade, l'insurgé mâchant ses balles, la bataille dans les faubourgs. Eh bien, nous avons dit, la Révolution sociale,

ce n'est pas cela... la révolution sociale, ce n'est rien de plus et rien de moins que la substitution d'un mode de propriété à un autre » (5). Par conséquent, la prise de force du pouvoir par elle-même n'est rien, si les socialistes au pouvoir ne peuvent pas réaliser leur programme, au contraire, si par le jeu légal des majorités parlementaires les socialistes sont amenés à gouverner et à substituer la propriété collective à la propriété capitaliste, la révolution sera réalisée.

Cette conception de la révolution distingue très nettement les socialistes des bolchevistes. Les communistes confondraient révolution politique et révolution sociale; les socialistes visent plus loin que la révolution politique, ils veulent la révolution sociale : « Les révolutions politiques, en effet, ne transforment pas dans leur substance les rapports de toute sorte, sur lesquels repose la vie personnelle de chaque citoyen. Elles balayent et renouvellent la surface d'une nation, elles n'atteignent pas les profondeurs, les fondations de la société.

A la différence des révolutions politiques et par la loi même de leur nature, les révolutions sociales ne peuvent réussir d'un coup de main. Ce n'est pas quand un parti révolutionnaire a conquis le pouvoir politique, quand il l'exerce dans son absolue totalité, c'est seulement quand il a réussi à transformer la structure de la société que la révolution est accomplie » (6).

Pour les socialistes, la conquête du pouvoir par la classe prolétarienne est la condition indispensable et préliminaire à toute transformation sociale.

(5) L. BLUM. — Discours du 21 avril 1919.

(6) L. BLUM. — *Bolchevisme et Socialisme*, p. 5.

Il convient d'ailleurs de distinguer nettement la conquête du pouvoir de l'exercice du pouvoir : dans les pays démocratiques, par le jeu du régime parlementaire, il peut arriver que des socialistes soient amenés au gouvernement : « Leur rôle est dès lors de gérer les affaires de la bourgeoisie au mieux des intérêts de la classe ouvrière, d'accélérer, s'il se peut, le rythme de transition de la société présente à la société future. Mais ils ne peuvent pas prétendre dans l'ensemble des circonstances où ils agissent, entamer l'œuvre de transformation sociale. Ils exercent le pouvoir, ils ne l'ont pas conquis » (7).

Les bolchevistes considèrent que la prise du pouvoir entraîne la révolution sociale, pour eux la prise du pouvoir est le but unique et ils la conçoivent comme un coup de force à main armée, comme une insurrection révolutionnaire. Les socialistes critiquent cette façon d'envisager les choses, la prise du pouvoir n'implique pas la révolution sociale : « La véritable préparation révolutionnaire consiste à aménager la transformation du régime social plutôt qu'à s'équiper pour les coups de force, et nous mettons la classe ouvrière en garde contre les tentatives imprudentes ou prématurées... le socialisme n'attendra pas nécessairement pour prendre le pouvoir politique le jour où il serait installé par le jeu des majorités légales. Il n'exclut pas de ses prévisions l'entrée en lice des masses ouvrières... Mais le socialisme ne veut pas gaspiller le nombre limité des chances dont dispose la classe ouvrière. Et surtout il ne veut pas l'entraîner à la con-

(7) *Idem*, p. 7. Dans le Front Populaire, les socialistes prétendent exercer le pouvoir pour le compte du capitalisme, mais non l'avoir conquis pour la révolution sociale.

quête du pouvoir politique avant d'avoir poussé assez avant la véritable préparation révolutionnaire, c'est-à-dire avant d'avoir installé des bases d'opérations assez solides pour l'œuvre de transformation sociale » (8). On ne peut en effet créer un régime nouveau sans avoir au préalable habitué les esprits à la nécessité de ce régime, on ne le pourra, sans fortifier davantage les institutions ouvrières déjà existantes, sans avoir étendu le recrutement du parti.

Les communistes ont commis l'erreur d'identifier prise du pouvoir et révolution, parce que la plupart de leurs chefs étaient dans l'exil quand ils conçurent la révolution, et, d'après l'exemple qu'ils eurent en Russie, ils pensèrent qu'il ne sert à rien d'attendre, qu'aucun aménagement de l'ancienne société n'est possible, que la destruction des formes existantes est seule nécessaire. En Europe occidentale, la situation est entièrement différente : la démocratie politique règne partout et les transformations sociales sont dès lors possibles. Marx lui-même estimait que, dans certaines nations démocratiques comme l'Angleterre, le socialisme pourrait se réaliser sans révolution violente, par le simple jeu du suffrage universel donnant le gouvernement aux socialistes.

Le parti socialiste est donc à la fois révolutionnaire et réformiste. Réformiste, parce que révolutionnaire. Les réformes réalisées tendant à rapprocher toujours davantage le régime actuel d'un régime socialiste.

Mais doctrinalement le parti socialiste est marxiste : il est partisan de la lutte des classes en régime capitaliste,

(8) LÉON BLUM. — *Bolchevisme et Socialisme*, p. 9 et 10.

il reconnaît la nécessité de la dictature du prolétariat (9). Mais cette dictature devra être aussi courte que possible : « Nous nous refusons à ériger la dictature et la terreur en méthode systématique et durable de gouvernement. Nous voulons qu'en tout état de cause la dictature temporaire soit exercée, non par une caste, non dans l'intérêt exclusif d'une classe — puisque les classes doivent précisément disparaître — mais au nom et dans l'intérêt de toute la collectivité humaine... On ne fait pas sa part à l'idée de force » (10). Cette dictature terminée, la démocratie sociale pourra s'épanouir avec l'extension de toutes les libertés.

Le parti socialiste est donc un parti réformiste, parce que révolutionnaire. On ne peut prévoir à quelle date la révolution aura lieu, mais le socialisme doit tendre de tous ses efforts à rapprocher la société actuelle de la société future ; au lendemain de l'immense tuerie, Léon Blum s'écriait : « Il y a quelque chose d'immédiatement possible, quelque chose que nous pouvons exiger et que nous exigeons dès à présent : c'est que, après la guerre, le monde social et politique ne se trouve pas identique à ce qu'il était la veille. Il n'est pas possible qu'une catastrophe de ce genre se soit produite dans l'humanité entière, comme dans la vie de chaque individu, sans qu'il y ait dans l'atmosphère sociale qui nous entoure un rajeu-

(9) « Des réformes totalisées ne parviendront jamais, selon nous, à transformer ce qui est l'essence et le cœur de la société actuelle... à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime de la propriété, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique. » L. BLUM, cité par G. PROU. . . *Histoire des Doctrines*, p. 83.

(10) L. BLUM, ~ *Populaire* du 9 fév. 1927.

nissement, un renouvellement, une aération formidable » (11).

C'est ainsi que devant la crise économique, le parti socialiste propose ses solutions et ses réformes : « Le socialisme sait et proclame que ces crises, liées au régime même de la production et de la répartition, ne sont actuellement susceptibles d'aucune solution satisfaisante. Il y propose cependant des palliatifs, des remèdes partiels et temporaires, inspirés par sa propre pensée, dirigés vers sa propre solution. Il la prépare matériellement en enfonçant dans le chaos actuel quelque chose comme un pilotis d'ordre socialiste. Il la prépare politiquement et moralement en démontrant par le fait que le socialisme est l'ordre, que, même pour les crises de la société capitaliste, c'est dans le sens de la doctrine socialiste qu'il faut chercher les remèdes les moins précaires et les plus sûrs » (12).

Le réformisme du parti socialiste explique très nettement la collaboration des radicaux et des socialistes. Certains se sont scandalisés d'une alliance électorale ou « cartel » unissant partisans et adversaires de la propriété privée, partisans et adversaires de la collaboration des classes. Au point de vue de la pure doctrine, cette alliance paraîtrait assez paradoxale, mais en fait, le réformisme socialiste a besoin du réformisme radical. Le parti radical admet une série de réformes, il admet en politique intérieure, la protection et l'extension des libertés politiques, en politique extérieure, la défense de la paix. Les socialistes peuvent et doivent travailler en

(11) Discours de L. Blum, du 21 avril 1919 au Congrès National extraordinaire, p. 12.

(12) L. BLUM. — *Bolchevisme et Socialisme*, p. 19.

plein accord avec les radicaux sur ces objectifs limités, « faire un bout de chemin » avec eux, quitte, plus tard, à les abandonner et à aller plus loin que les radicaux dans la voie du socialisme (13).

Le parti socialiste est à la fois internationaliste et national. Internationaliste parce que membre de la Seconde Internationale, parce que disciple du marxisme, il croit qu'un jour les prolétaires, ayant secoué leurs chaînes, établiront entre eux une vaste Internationale du travail et de la paix.

Mais en attendant cette époque heureuse, et suivant l'exemple de Jaurès, les socialistes reconnaissent l'existence de la nation, le devoir des socialistes à l'égard de leur patrie : « Les nations, systèmes clos, tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse sont donc la condition nécessaire du socialisme. Les briser, ce serait renverser les foyers de lumière distincte et rapide pour ne plus laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel ou plutôt ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité ne condensant plus son action en nations autonomes demanderait l'unité à un vaste despotisme asiatique... La patrie est donc nécessaire au socialisme, hors d'elle il n'est et ne peut rien; même le mouvement international du prolétariat, sous peine de se perdre dans le diffus et l'indéfini, a besoin de trouver dans les nations même des points de repère et des points d'appui » (14).

(13) Sur les réformes socialistes, la deuxième partie du chapitre les examinera en détail : Le Socialisme devant les problèmes actuels.

(14) J. JAURÈS dans *l'Armée Nouvelle*. Cité par FOURCHY : *Doctrines du Parti Socialiste Français*. Thèse Nancy, 1929.

Guesde, au Congrès de Limoges de 1906 disait : « Quand sous prétexte d'horizons plus vastes, d'action plus décisive, vous faites oublier à la classe ouvrière son champ national, vous faites encore et toujours œuvre antisocialiste et antirévolutionnaire » (15).

Pendant la guerre les socialistes participèrent à la défense nationale.

« Il existe un devoir de défense nationale pour le prolétariat en régime capitaliste... le parti doit travailler à la défense du territoire envahi et imprégner la législation militaire de la pensée et de la doctrine socialiste. Il doit enfin concevoir une législation défensive, incapable de servir en cas de troubles sociaux » (16).

Enfin, après le Congrès de Lyon des 16, 17 et 18 avril 1927, Renaudel écrivait dans le *Populaire* : « Le socialisme reste placé sur les bases : de la démocratie qui est le terrain commun de la bataille des classes dans la nation; de la défense nationale qui est le terrain commun de la solidarité des individus dans la nation; de la paix internationale qui est le terrain commun de la solidarité des peuples dans l'humanité » (17).

D'ailleurs, en ce qui concerne le patriotisme, les commentateurs de l'Encyclopédie socialiste se prononcent ainsi : « La patrie nationale n'est pas un idéal. Notre vraie patrie, c'est le socialisme. Notre véritable nation, c'est l'Internationale. C'est là l'avenir! Mais en atten-

(15) Cité par FOURCHY : *Les Doctrines du Parti Socialiste Français*.

(16) Au sujet de la loi Boncour. — *Le Populaire* (vendredi 1^{er} avril 1926).

(17) *Populaire* du 28 avril 1927.

dant, la patrie est un fait dont il est impossible de ne pas tenir compte. L'antipatriotisme n'est qu'une formule de protestation violente, grosse de malentendus, dirigée contre les charlatans du patriotisme de parade, contre le chauvinisme primitif, l'idéalisme des barbares modernes et des inconscients » (18). Formule assez vague et confuse qui dénote l'embarras dans lequel se trouvent les socialistes marxistes, coincés entre leur respect des formules et les exigences de la réalité.

Enfin Léon Blum, après V. Hugo, voyait les « nations assises autour d'un même foyer, comme des sœurs autour de l'âtre », mais chacune avec son visage, chacune avec son costume, chacune avec sa langue, sans qu'il soit question pour personne, pas plus que pour le groupe social élémentaire, de les réduire à la même uniformité » (19).

B. LE PARTI SOCIALISTE DEVANT LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET NATIONAUX.

Le socialisme, à la différence du communisme, ne prétend pas mettre tout en commun : il ne veut socialiser que les instruments de production qui sont collectifs : terres, chemins de fer, mines, assurances, énergie électrique, etc., car il est injuste que les particuliers ne puissent disposer à leur gré de matières premières qui n'existent qu'en quantités limitées et sont d'une nécessité vi-

(18) C. MOREL et J. LORRIS. — *Encyclopédie Socialiste*, p. 366.

(19) L. BLUM. — *Jean Jaurès*, p. 26.

tales pour la société. C'est ainsi que si les assurances (service public et monopole de fait) devront être nationalisées, les objets de consommation courante seront laissés à l'appropriation privée.

Les travailleurs recevront intégralement le produit de leur travail. En régime socialiste, la production sera concentrée dans de vastes établissements pourvus d'un outillage perfectionné et des plus récents procédés techniques de fabrication : elle se fera en grande série, bénéficiant de tous les avantages qu'une concentration industrielle très puissante lui apportera.

Le socialisme réalisera la joie au travail et développera chez tous la moralité désintéressée et enthousiaste qui n'est l'apanage que de quelques rares savants en régime capitaliste. Chacun devra travailler, concourir à la production des marchandises. Le travail étant un devoir pour tous, personne ne pourra s'y dérober. Grâce au progrès technique, la durée de la journée de travail sera réduite à quelques heures et les salaires élevés permettront à tous de jouir d'un luxe jusqu'ici réservé aux puissants.

Cependant, en attendant ce stade idéal, les socialistes ont toujours proposé des réformes, des palliatifs, des améliorations au système capitaliste qui rapprochent du socialisme :

Le socialisme s'est penché avec sollicitude sur le sort de la paysannerie et des petits propriétaires agricoles, réduits à une situation lamentable par le régime capitaliste : « Si l'on se donne la peine de vouloir connaître la figure et la position sociale des bonnes gens que l'on a classés comme propriétaires, que voit-on ?

Qu'à part quelques centaines de mille de bons gailards, dont les millions et les millions d'hectares de terre leur rapportent de bons et gros revenus — soit qu'ils les fassent cultiver ou qu'ils les donnent en location à des fermiers ou qu'ils partagent avec des métayers — les trois quarts de nos propriétaires travaillent exclusivement leurs terres soit seuls, soit avec l'aide de leur famille ou d'autrui, sont tout bonnement de braves gens qui se tuent à la peine, font deux journées dans une, s'exploitent plus féroceement qu'un patron ne les exploiterait, vivent plus inhumainement qu'un salarié de la ville ne vit, pour arriver à ce piètre résultat qu'ils sont toujours sur le point de voir vendre leurs quatre coins de terre si deux mauvaises années se succèdent.

...Quant aux fermiers et aux métayers, leur situation économique n'est pas à envier.

On les classe aussi parmi les patrons ceux-là, mais quels patrons !

Sur 1.061.401 fermiers, il y en a 585.623 non propriétaires. Ceux-là sont contraints, obligés de travailler et de faire travailler leur famille ou autrui pour produire des rentes aux propriétaires.

Quant aux autres, que possèdent-ils ? Les statistiques sont muettes à ce sujet. Mais comme nous savons qu'il suffit de posséder un mètre carré de terre plus ou moins arable pour entrer dans l'armée des propriétaires, nous n'avons pas de peine à nous figurer les fantastiques richesses que ces fermiers propriétaires possèdent (je connais chez moi une demi-douzaine de citoyens ne possédant même pas la plus petite des chaumières qui se sont yus embrigader dans la catégorie des propriétaires parce

qu'en mourant leur père, leur ayant laissé un lopin de terre d'une valeur de 100 fr. pour tout héritage, ils se le partagerent entre eux)...

Par conséquent, ces paysans propriétaires ne sont que des propriétaires fictifs. De l'ouvrier de la ville, ils connaissent toutes les souffrances, toutes les peines, toutes les privations.

Si le propriétaire urbain est exploité par son patron, le paysan propriétaire est exploité par une foule de parasites qui vivent à ses dépens, et au bout de l'année, il est aussi pauvre, aussi misérable qu'à ses débuts » (20).

D'ailleurs les socialistes se refusent de la façon la plus nette à toucher à la petite propriété : « La petite propriété mise en valeur par son propriétaire, le petit champ, le petit atelier sont des moyens de production, mais non d'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette petite propriété donne déjà à celui qui la possède la double qualité de propriétaire et de producteur que le socialisme veut donner à tous les hommes. Ce n'est pas contrevenir au principe fondamental de l'organisation collectiviste que d'admettre dans son sein la survivance d'un titre de propriété individuelle acquis légitimement, tout autant qu'il sera reconnu qu'il ne constitue pas une gêne, une entrave au fonctionnement normal de la nouvelle organisation sociale » (21).

De plus, les socialistes proposent une série de réfor-

(20) COMPÈRE-MOREL. — *Le Socialisme aux champs*. — Passage cité dans Sixte QUENIN : *Encyclopédie Socialiste* : « Comment nous sommes socialistes », p. 18.

(21) Sixte QUENIN : « *Comment nous sommes socialistes* », p. 43.

mes pour venir en aide aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles, tels que les salaires minima dans l'agriculture, la création de conseils de prud'hommes pour les conflits entre patrons et ouvriers de culture, des caisses de retraites, la suppression des droits de mutation à titre onéreux pour les propriétés foncières de valeur inférieure à 25.000 fr. et à titre gratuit pour celles d'une valeur inférieure à 40.000 fr., enfin la liberté de chasse et de pêche.

L'Etat devra intervenir pour intensifier la production agricole : un office agricole, placé dans chaque région, dressera un programme d'améliorations tenant compte des spécialités culturelles de la région, des crédits importants seront distribués aux syndicats pour être répartis dans l'intérêt général, des comités locaux s'occuperont de questions économiques pour documenter les agriculteurs. De grands travaux seront entrepris avec le concours de l'Etat pour l'amélioration du sol; les usines hydro-électriques ainsi que les fabriques d'engrais seront nationalisées. Le remembrement des terres sera poursuivi, l'enseignement agricole sera réorganisé, des fermes modèles seront construites. Les syndicats d'ouvriers agricoles devront être reconnus et représenter les intérêts des membres de la profession. Enfin les terres des grands domaines seront expropriées au profit de la collectivité. La société remettra aux petits propriétaires la terre des grands domaines et, grâce à la collaboration paysanne, grâce à la coopération, les petits propriétaires pourront intensifier le rendement de leurs exploitations (22).

(22) Cf. COMPÈRE-MOREL : *Le Socialisme et la Terre; La petite propriété paysanne et le Socialisme*. — Deux brochures à la Librairie populaire.

Au point de vue fiscal les socialistes proposent la suppression de certains abus et une simplification de la fiscalité.

Suppression des abus par la réforme administrative prohibant tous les emplois inutiles, suppression des cumuls en obligeant les fonctionnaires à déclarer les sommes qu'ils ont reçues à titre quelconque de l'Etat, des départements, des communes ou des offices; réduction des traitements abusifs des gros fonctionnaires, interdiction aux anciens fonctionnaires pensionnés de toucher des rétributions lorsqu'ils s'emploient comme auxiliaires dans l'administration.

Simplification fiscale : « Ce qu'il faut, c'est de la clarté, de la simplicité, abattre les 128 impôts existants, à l'exception de quelques impôts spéciaux, ceux qui frappent l'essence, l'alcool, les droits d'enregistrement; puis établir trois ou quatre grands impôts simples, clairs, sans excès, sans répercussion sur le coût de la vie, sans entrave pour les échanges, sans contrainte pour personne, mais sous des pénalités exemplaires pour les fraudeurs.

C'est ainsi que nous proposons de remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires, les taxes à la production, toutes les taxes qui exigent le lourd formalisme des bataillons administratifs et qui pèsent de 25 à 30 % sur le coût de la vie, par un simple impôt sur la dépense, au dernier échelon, selon des taux variables suivant que la dépense est de première nécessité ou secondaire ou de luxe » (23).

(23) Vincent AURIOL. — Discours à la Chambre, du 23 novembre 1933 (*Populaire* du 3 janvier 1934).

Vincent-Auriol proposait donc de réduire toute la fiscalité française à trois impôts :

1° L'impôt sur la dépense, variable suivant le caractère de la dépense.

2° L'impôt sur le revenu avec les taux légers de 1919.

3° L'impôt sur les successions, sévèrement progressif, surtout en ligne collatérale.

La répression contre les fraudeurs sera facile par la création du titre à endos pour l'inscription des valeurs mobilières et par l'instauration de la carte d'identité fiscale.

Au point de vue de l'enseignement, le parti socialiste demande un enseignement unique, laïque et gratuit. Comme le parti radical, le parti socialiste est anticlérical : « Le parti socialiste est anticlérical, c'est-à-dire, au sens propre du mot, en tant qu'il rencontre toutes les églises dans toutes les entreprises de réaction politique et de conservatisme social. L'anticléricalisme pour lui, loin d'être une raillerie mesquine ou une persécution sectaire, signifie au contraire la défense de la liberté pour tous, la protection assurée à tous contre toutes les formes coalisées de la contrainte et devient une forme de la lutte des classes.

En conséquence, le parti socialiste, sans jamais se prêter à la manœuvre de ceux qui chercheraient dans un anticléricalisme de façade une diversion aux problèmes sociaux, mais considérant au contraire que la bataille laïque est inséparable de la bataille sociale... » (24).

(24) Résolution du parti socialiste du 13 juin 1929. — *Populaire* du 14 juin 1929.

Cependant, si certains adversaires du marxisme ont prétendu que le socialisme aurait pour but de supprimer les religions, Sixte Quenin, dans l'Encyclopédie socialiste, en doute fortement; en effet c'est juger les choses de façon bien sommaire et inexacte que de considérer la religion comme un moyen pratique de fortifier l'hégémonie de la bourgeoisie. Il y a des croyants sincères et la science n'éloigne pas de la religion, par exemple les grands savants Branly et Pasteur étaient religieux : « Il faut donc admettre que chez certains hommes, même les mieux constitués cérébralement, subsistera toujours un besoin religieux, une inquiétude de l'au-delà, qui ne pourra se satisfaire que par la pratique d'un culte quelconque. Il n'est même pas interdit de supposer que le régime socialiste, loin d'aboutir à l'évanouissement de toute religion, aura pour résultat, tout en supprimant un nombre considérable de pratiquants aux divers cultes, d'augmenter le chiffre des véritables croyants » (25).

D'ailleurs, le socialisme, par la diminution constante des heures de travail et l'augmentation des loisirs, permettra aux humains de s'intéresser davantage aux questions philosophiques et religieuses. La liberté religieuse sera absolue, car les hommes vivant en régime socialiste « auront appris l'utilité et la beauté du doute et ne voudront pas remplacer une croyance aveugle par une autre qui ne le serait pas moins... Le socialisme entend régler les rapports économiques des hommes entre eux, il ne peut que rester étranger, indifférent, aux rapports des

(25) Sixte QUENIN. — *Encyclopédie Socialiste* : « Comment nous sommes socialistes », p. 286. Voir notre Conclusion.

hommes avec des divinités. Si l'adepte catholique n'a pas la simple foi du charbonnier, si, dégagé de ses préoccupations supra-naturalistes, il est susceptible d'apporter un peu d'examen critique à l'examen des idées et des hommes, et une adhésion au socialisme démontrerait cette capacité en lui, il nous semble qu'il pourrait, en toute tranquillité d'esprit, réserver sa foi en l'Eglise en ce qui concerne le surnaturel et dire que, pour ce qui est des choses de la terre, les encycliques se suivent et ne se ressemblent point... L'Etat socialiste ne se mêlera point de régenter les spéculations de l'esprit. Ce nous paraît être, pour l'instant, une raison suffisante pour que les croyants qui pourraient être séduits et conquis par la logique, la justice, la beauté de la doctrine socialiste se persuadent qu'ils sont des précurseurs » (26).

Recherchons enfin, pour avoir une idée complète du parti, quelles ont été les grandes revendications socialistes depuis la guerre ?

Dès la fin de l'atroce conflit, les socialistes préconisent la reprise pure et simple par l'Etat des bénéfices de guerre, la progressivité absolue des impôts, la participation de l'Etat dans les entreprises fortement concentrées, l'exploitation par l'Etat de tout ce qui concerne le domaine national. Un vaste programme de travaux publics pour l'outillage national aura pour but de lutter contre le chômage, l'instruction et l'éducation seront développées au maximum par l'Etat, enfin une organisation rationnelle des loisirs des travailleurs devra être prévue.

(26) Sixte QUENIN. — *Comment nous sommes socialistes*, p. 243.

Au point de vue de la politique étrangère, les socialistes ont œuvré de façon à ce que la Société des Nations devienne la grande espérance des peuples et qu'elle puisse assurer une paix stable et humaine (27).

Par suite, les socialistes furent favorables à certaines initiatives des gouvernements français : Acte général d'arbitrage de 1924, Traité de Locarno (1925), Pacte Briand-Kellogg (1928), Accords de Rome (1935).

Par contre, les socialistes furent hostiles à la campagne de la Ruhr de 1922. Pour la liquidation de la guerre et la fixation des réparations, les socialistes avaient prévu la constitution d'un office international des réparations dirigé par un conseil composé de représentants ouvriers, de techniciens et des délégués des Etats.

En politique financière, les socialistes ont réclamé, principalement pendant la période 1925-1926, un prélèvement sur le capital. Les socialistes ont joué un rôle très important dans l'élaboration de la loi des Assurances Sociales de 1928.

Quelle était, à l'avènement du Front Populaire, la plate-forme électorale réformiste du parti socialiste S. F. I. O. ?

Le parti socialiste constate que l'aggravation de la crise montre le déclin du capitalisme. Le chômage s'étend, le chômeur ne disposant pas de pouvoir d'achat devrait, en toute rigueur, être privé de nourriture. En réalité, les travailleurs doivent être prémunis contre cette plaie en rendant obligatoire la caisse de secours communale qui n'est que facultative, et alors seront réalisées de vérita-

(27) Lire le discours du 21 avril 1919 de L. Blum.

bles assurances sociales comprenant les risques naturels : maladie, invalidité, vieillesse, mais aussi le risque social que constitue le chômage. Le chômage industriel et le chômage agricole seront assurés et les ressources que nécessitera cette réforme proviendront de la nationalisation des assurances. Enfin le développement du chômage nécessite une nouvelle répartition du travail qui sera réalisée par la semaine de quarante heures.

Par suite de l'anarchie de la production, les prix n'arrivent plus à se fixer à un taux rémunérateur, les socialistes tiennent à ce qu'un certain nombre de denrées de première nécessité pour la consommation nationale bénéficient d'une fixité relative. Pour les céréales, et notamment pour le blé, la création d'offices publics s'impose pour préserver les paysans des baisses de cours désastreuses, comme des hausses exagérées. Les offices détiendront en tout état de cause le monopole des importations tenant compte de la diversité des prix de revient, et tendant à faire bénéficier le consommateur des prix les plus bas du marché extérieur par une péréquation, d'une part entre les divers prix de revient intérieur, d'autre part entre le prix moyen intérieur et le prix des denrées importées.

Quant aux industries qui présentent pour le pays un intérêt vital et qui font actuellement partie d'un monopole privé d'exploitation, leur nationalisation par l'Etat s'impose : c'est le cas des industries de guerre, du pétrole, des engrais, des mines, des assurances, des chemins de fer, des raffineries de sucre. Un plan national de grands travaux aura pour but de remédier au chômage.

Le renflouement des entreprises déficitaires par l'Etat

ne doit plus se produire. Il est injuste que ce soit seulement en période de crise que les administrateurs de ces firmes viennent frapper à la porte de l'Etat pour réclamer son aide et qu'en période de prospérité, l'Etat n'ait aucune participation aux bénéfices réalisés. Il est absurde que l'Etat vole au secours de ces industries, car il n'est point responsable de leur mauvaise gestion puisqu'il n'a aucun droit de regard sur leur fonctionnement.

L'épargne publique sera protégée. Les mesures de réglementation et de police s'appliqueront à toutes les opérations traitées dans les bourses. La fraude fiscale sera déjouée par la création de la carte d'identité fiscale.

L'enseignement public sera développé : enseignement unique, laïque et gratuit. La probité politique sera respectée grâce à l'instauration de la représentation proportionnelle, qui assurera, lors des élections la juste représentation des minorités politiques et, grâce au suffrage féminin, qui donnera aux femmes le moyen de manifester leur sentiment vis-à-vis de la politique.

Mais l'immense effort du parti socialiste, sa tâche la plus énorme et qui conditionne toutes les autres réformes sociales, est la sauvegarde de la paix, la lutte contre la guerre. Une seule formule : « La sécurité par l'arbitrage et le désarmement. » « Montrer que la sécurité ne peut plus résider dans les armements?... Nous vous avons fourni pour l'établir chaque jour des arguments convainquants jusqu'à l'épouvante. Montrer que l'arbitrage ne peut trouver de garanties et de sanctions sûres que dans le désarmement lui-même; qu'aucune convention entre Etats, qu'aucun pacte, n'a de force si la nation qui l'a

contracté n'est pas suffisamment désarmée et ne se sent pas assez forte pour braver les instances internationales...

Quand trouverez-vous jamais d'argument plus actuel, plus fort, pour montrer à tous les esprits de bonne foi que sur ce point comme les autres, nous avons raison; que la seule garantie, la seule sanction de l'arbitrage et des instances internationales réside dans la réduction progressive des armements aboutissant au désarmement général...

Plus le monde est dangereux, plus il est rempli de forces malfaisantes, pernicieuses ou suspectes, plus il faudra retirer les armes des mains des méchants et des fous... plus il y a de dangers dans le monde, plus il faut désarmer, plus on armera dans les périodes dangereuses et suspectes, plus on augmentera les dangers de guerre, et c'est au contraire en réduisant les armements qu'on pare le plus efficacement au danger » (28).

A côté du désarmement matériel, le désarmement douanier s'impose pour que les échanges internationaux puissent se faire normalement entre pays européens : la coopération intellectuelle internationale fortifiera la paix au maximum.

De cette rapide étude du parti socialiste S. F. I. O., il résulte que les cinq caractères principaux du marxisme sont peu visibles : la théorie de la valeur-travail n'est plus invoquée; le matérialisme est combattu; l'ouvriérisme marxiste est atténué; le fatalisme, par contre, reste très vivace; quant à l'internationalisme cosmopolite, il n'est guère utilisé que dans le feu de l'éloquence politique

(28)- L. BLUM. — *Notre plateforme*, p. 13.

des réunions publiques, mais en fait le parti S. F. I. O. refuse de se couper de la nation.

Comme on a pu s'en apercevoir, les doctrines du parti socialiste S. F. I. O. présentent quelque complexité, car ce groupe politique, en raison de son importance numérique et de la multiplicité de ses tendances, adopte les aspects les plus contradictoires. En effet, ce parti est à la fois révolutionnaire et réformiste, internationaliste et national; il se proclame parti prolétarien et en réalité presque toutes les classes sociales sont représentées dans le parti socialiste S. F. I. O. (29).

Si le parti a gardé jusqu'à présent une certaine unité, c'est pour éviter des scissions préjudiciables aux intérêts populaires, mais il est certain qu'il existe un abîme entre un « droitier » du parti et un membre de la « gauche révolutionnaire », abîme au moins aussi important qu'entre un « jeune turc » radical et un communiste (30).

En fait, il faut avouer que le parti socialiste est un conglomerat de doctrines, une réunion de tendances divergentes; ses chefs sont parvenus à tirer une synthèse

(29) « Malgré son importance, le parti socialiste est incapable, à la fois de faire la révolution et de faire une politique de réformes. Il ne fera pas la révolution parce qu'il n'a pas la mentalité et la volonté révolutionnaires. Il ne fera pas de réformes, parce que l'allure révolutionnaire et extrémiste qu'il est obligé de conserver pour paraître fidèle à sa tradition et conserver la partie prolétarienne de sa clientèle l'oblige à faire des gestes démagogiques, à rechercher la popularité facile. Il n'y a pas de parti plus électoral que ce parti soi-disant révolutionnaire. » (Fabien FRANCE : *Réforme de l'Esprit public*, p. 44.)

(30) Sur la position de la « Gauche Révolutionnaire », voir Partie III, Chapitre III.

de ces idéologies variées qui ont donné au groupe une immense force électorale, mais qui lui ont valu, par contre, une grave faiblesse doctrinale. Cette faiblesse facilitera d'ailleurs la fusion avec le parti communiste qui désire à tout prix « l'unité des partis prolétariens ».

CHAPITRE II

LES DOCTRINES DU PARTI COMMUNISTE

« La propriété privée bourgeoise des temps modernes est l'expression dernière et accomplit d'un état de chose où la production et l'appropriation des produits sont conditionnés par une lutte de classes, par une exploitation de l'homme par l'homme. »

« En ce sens les communistes ont le droit, en effet, de résumer leur théorie dans cette formule : abolition de la propriété privée. »

K. MARX et ENGELS.

(Le Manifeste Communiste.)

ORIGINE.

L'origine du parti communiste remonte à la guerre de 1914-1918 et se manifesta par un ressentiment de certains théoriciens et d'une partie des masses ouvrières contre la politique réformiste de la II^e Internationale socialiste, qui avait été incapable d'empêcher la guerre. Bien plus, dans tous les pays belligérants, les partis socialistes avaient participé activement à la défense nationale : en France, par exemple, Guesde et Sembat étaient entrés au

gouvernement, et le journal *l'Humanité* écrivait : « La victoire sera le commencement d'une nouvelle civilisation » (1).

En 1915, la Fédération socialiste de la Haute-Vienne envoie aux autres fédérations un rapport dans lequel elle blâme l'attitude, à son sens chauvine, du parti socialiste. En septembre 1915, deux syndicalistes français se rendent à la conférence de Zimmerwald (Suisse), conférence internationale où se trouvent notamment du côté russe Trotsky et Lénine (2). Lénine demandent à ce que les Français rentrés chez eux « transforment la guerre impérialiste en guerre civile contre leur propre bourgeoisie » (2). La résolution votée par la conférence, et à laquelle Lénine refusa de s'associer, affirme le caractère impérialiste de la guerre et la nécessité d'une paix sans annexions ni indemnités.

En avril 1916, une deuxième réunion internationale se tient à Kienthal (Suisse) : trois députés socialistes y assistent, la résolution adoptée exige la fin immédiate de la collaboration socialiste au gouvernement et enjoint aux élus de ne plus accorder les crédits de guerre. Les trois « pèlerins de Kienthal » refusent alors de voter les crédits militaires, mais sont désavoués par leur parti.

Mais en 1917, la chute du tsarisme et la révolution russe qui porte Kerensky au pouvoir, le désastre du chemin des Dames, les mutineries de soldats et certaines

(1) *Humanité* du 18 août 1914, cité M. Roger BERG : *Le Socialisme entre l'Economie Nationale et le Cosmopolitisme*, p. 248.

(2) G. PIROU. — *Les Doctrines Economiques en France depuis 1871*. Ed. 1934, p. 60.

(3) A. BONNET. — *Le Parti du Proletariat*.

grèves de masse (Paris et Saint-Etienne) montrent que les éléments de gauche du parti socialiste adoptent une position révolutionnaire.

La réussite de la révolution d'octobre et la paix séparée de Brest-Litovsk amènent des sympathies ouvrières aux bolcheviks.

Le Conseil National du parti socialiste de 1918 marque le triomphe des internationalistes, Cachin remplaçant Renaudel à la rédaction de l'*Humanité*. Or, Lafont, Moutet et Cachin revenaient de Russie, où ils s'étaient entretenus avec les chefs bolcheviks.

La III^e Internationale s'était définitivement constituée à Moscou après la révolution d'octobre. En mars 1919, son premier congrès eut lieu, 24 pays y furent représentés. On y constata la faillite de la II^e Internationale qui fut l'internationale de l'opportunisme socialiste, du développement « pacifique » du mouvement ouvrier, on y avait prêché la paix sociale, on aurait nié la révolution et les organisations illégales, on aurait admis le patriotisme bourgeois.

Le Congrès, au contraire, adopta une plate-forme révolutionnaire, rejeta les thèses de collaboration avec la bourgeoisie et du passage pacifique au socialisme dans le cadre de la démocratie : « L'Internationale communiste est l'unique force internationale qui ait pour programme la dictature du prolétariat et le communisme et qui agisse au grand jour comme organisatrice de la révolution mondiale » (3).

(3) Programme de l'Internationale Communiste : Ed. 1936, p. 6.

« L'Internationale communiste est devenue rapidement l'état-major de la révolution mondiale, une organisation homogène, unie idéologiquement sur la base du marxisme-léninisme, délivrée de l'opportunisme et de toutes les survivances social-démocrates » (4).

Vingt et une conditions furent posées pour l'admission des partis à l'Internationale Communiste : il fallait rompre avec la social-démocratie, créer à côté de l'organisation légale un appareil illégal : « Les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution » (5), modifier le programme dans l'esprit marxiste-léniniste, reconnaître la nécessité de lutte pour la dictature du prolétariat, mener un travail de masse dans les entreprises.

De plus, le parti devait être réorganisé sur la base des entreprises; les journaux, les élus et les rayons du parti dans les organisations de masse doivent être désormais soumis au centre unique du parti, une propagande inlassable doit s'exercer dans toutes les organisations ouvrières, parmi les soldats et les marins, et le parti doit soutenir tous les mouvements révolutionnaires dans les colonies. Enfin la discipline de fer des dirigeants doit toujours être respectée.

En février 1920, au Congrès National de Strasbourg,

(4) A. BONNET. — *Le Parti du Prolétariat*. Ed. 1936, p. 33.

(5) Troisième condition : citée par J. LEBAS (*Critique Socialiste du Parti Communiste*, 1933, p. 14).

une énorme majorité décide le retrait du parti socialiste de la II^e Internationale, mais écarte l'adhésion immédiate à la III^e.

En décembre 1920, au Congrès de Tours, l'adhésion à la III^e Internationale a lieu par 3.208 mandats contre 1.022. Ce résultat a été dû à une ardente campagne menée par Cachin et Frossard à leur retour de Russie. Les vingt et une conditions posées par l'Internationale Communiste sont acceptées. Le Parti Communiste français est créé.

La minorité refusant l'adhésion à la III^e Internationale constitua le Parti Socialiste S. F. I. O.

A. BUT ET ORGANISATION INTÉRIEURE DU PARTI.

Le but :

Le nouveau parti communiste est le véritable continuateur de la « ligue des Communistes » fondée en 1847 par K. Marx et F. Engels : pour le nouveau parti la société se divise grosso-modo en deux grandes classes : les puissants et les pauvres. L'antiquité connaissait les maîtres et les esclaves, le moyen âge les féodaux et les serfs, l'époque moderne les capitalistes et les prolétaires. Toute l'histoire humaine n'a été que le développement de la lutte de classes.

La classe dominante est celle qui possède les instruments de production et s'en sert comme moyen d'exploitation vis-à-vis de ceux qui n'ont comme moyen d'existence que leur force de travail. Avec la puissance éco-

nomique, la classe possédante s'empare du pouvoir politique de l'Etat et de la force armée pour s'assurer le monopole de la propriété.

A un certain moment le prolétariat se rend compte de sa « conscience de classe », de l'exploitation dont il est l'objet. Il comprend que les richesses immenses du capitalisme tomberaient dans le néant si lui, prolétaire, ne travaillait pas pour les faire fructifier. Aussi il revendique sa part, il n'admet plus que le capitaliste se taille la part du lion, il ne demande point que l'on partage les mines, les chemins de fer, les terres, mais que ces richesses deviennent propriétés sociales, soient mises en commun à la disposition de tous : « A travail collectif, propriété collective. »

Transformer le régime de la propriété implique la dépossession du pouvoir politique du régime capitaliste : « Son instrument d'oppression qui, entre les mains du prolétariat, devient l'arme de l'émancipation de tous les producteurs » (6).

La victoire du communisme est possible, car de plus en plus les forces productives atteignent un degré inouï de développement, on n'a qu'à les mettre en œuvre au profit de tous pour assurer le bien-être complet à tous les membres de la société. L'évolution historique montre le développement croissant de la concentration capitaliste qui arrive à fixer les richesses chez un tout petit nombre d'individus et dépossède la majorité des hommes. Le renversement de cet état de chose devient alors facile.

(6) Ch. RAPPOPORT. — *Précis de Communisme* : Bureau d'éd. du P. C., 1935, p. 15.

La société communiste mettra « le sol, le sous-sol et toutes les machines au service de ceux qui cultivent la terre et travaillent dans les usines, assurera la liberté réelle à tous. Car ils seront alors leurs propres maîtres » (7).

Les communistes s'inspireront nettement de l'exemple de la Révolution russe : « L'exemple soviétique nous fortifie et nous prouve avec éclat ce dont est capable un prolétariat héroïque et conscient. C'est pour la première fois que le communisme moderne sort du domaine de la théorie pour entrer dans le domaine de la pratique. Il a prouvé, non par des arguments, mais par des faits, sa vitalité. C'est même la raison pour laquelle le monde capitaliste s'acharne contre l'Union Soviétique » (8).

Le communisme s'oppose de la façon la plus nette au réformisme socialiste :

1° Un régime qui a fait son temps ne peut être sauvé par des améliorations partielles, par un replâtrage, en un mot par des réformes. Il faut un changement de base, une transformation fondamentale.

2° L'histoire enseigne que jamais une classe dominante n'a cédé de son gré sa place à une nouvelle classe appelée à la remplacer dans la direction de la société, sous la pression d'une force supérieure : de la violence. Les classes et les régimes ne se suicident pas. Il faut les pousser dehors par la force. Les révolutions passées le montrent éloquentement.

(7) *Idem*, p. 23.

(8) *Idib.*, p. 25.

3° On ne peut changer le régime sans s'emparer du pouvoir politique. L'exercice révolutionnaire du pouvoir s'appelle la dictature du prolétariat. Une nouvelle classe s'emparant du pouvoir impose sa volonté à la classe déchu. La bourgeoisie s'est ainsi débarrassée de la féodalité par un pouvoir dictatorial. Aujourd'hui, elle en use contre le prolétariat parce qu'il s'agit de la fin de sa domination et de l'avènement au pouvoir de la classe ouvrière alliée à la paysannerie. Le prolétariat vainqueur détruit l'Etat bourgeois, appareil de domination de classe de la bourgeoisie et élève sur ses décombres l'Etat prolétarien.

« Pour éviter l'effusion du sang populaire dont les communistes sont avarés, il n'y a qu'un seul moyen : le développement de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière. Plus les ouvriers et paysans seront conscients et organisés, moins ils auront besoin d'employer la violence. La violence révolutionnaire ne devient *inévitabile* que parce que les classes dominantes opposent *leur* violence réactionnaire qui est chronique, à la classe révolutionnaire, au prolétariat qui revendique ce qui doit lui appartenir : les instruments de travail » (9).

Les communistes se défendent de vouloir exproprier les petits paysans de leur terre : « Seuls seront expropriés les gros propriétaires parasites pour lesquels la terre n'est qu'un capital qu'ils font valoir par le travail des autres » (10). « Remise d'une partie des anciennes propriétés foncières confisquées en jouissance aux paysans

(9) Ch. RAPPOPORT. — *Précis de Communisme*, p. 27.

(10) *Idem*, p. 28.

pauvres et moyens » (11). Le communisme permettra les avantages de la coopération agricole, de l'achat en commun de denrées, de l'usage en commun de machines et la multiplication de coopératives de production (kol-khozes).

Le communisme prétend développer la science et assurer la paix perpétuelle : le communisme étant internationaliste, sa patrie est l'humanité des travailleurs. Les pays impérialistes arment sans cesse pour se voler mutuellement des débouchés, le communisme, par sa révolution mondiale, aboutira à la paix générale, les travailleurs sachant quel est leur véritable intérêt.

L'organisation du parti :

Pour atteindre ce but, il faut disposer d'un parti bien organisé et fortement discipliné. L'organisation du parti communiste étant remarquable et entièrement originale, il convient de l'étudier en détail, car on arrivera à mieux comprendre les façons d'agir et les tactiques de ce nouveau parti.

« Le parti est l'avant-garde de la classe ouvrière, avant-garde formée des membres les meilleurs, les plus conscients, les plus actifs et les plus courageux de cette classe. Il incarne l'expérience de toute la lutte prolétarienne. Etayé par la théorie révolutionnaire marxiste, représentant les intérêts généraux et permanents de l'ensemble de la classe, le parti incarne l'unité des principes, de la volonté et de l'action révolutionnaire du prolétariat. Il constitue une organisation révolutionnaire cimentée

(11) Programme de l'I. C., Edition 1936, p. 37.

par une *discipline de fer* et par l'ordre révolutionnaire le plus strict du centralisme démocratique, ces résultats sont obtenus par la conscience de l'avant-garde prolétarienne, par son dévouement à la révolution, par son contact permanent avec les masses prolétariennes, par la justesse de sa direction politique que l'expérience même des masses éclaire et contrôle » (12).

Le parti a donc pour but de diriger la classe ouvrière, aussi bien dans l'opposition que lors et après la prise du pouvoir par les masses populaires, c'est ainsi qu'en U. R. S. S. le parti joue encore un rôle prépondérant. Seul le parti peut efficacement guider le mouvement prolétarien, car seul il connaît parfaitement les lois d'évolution des sociétés et les mécanismes de la lutte des classes.

Le paragraphe 3 des statuts de l'Internationale communiste définit ainsi la qualité de membre du parti : « Est membre du parti communiste et de l'Internationale Communiste celui qui accepte le programme et les statuts du parti communiste du pays où il réside *et de l'Internationale Communiste*, adhère à l'une des organisations de base du parti et y milite activement, *se soumet* à toutes les décisions du parti *et de l'Internationale Communiste*, et paie régulièrement ses cotisations. »

Donc tout membre du parti communiste est en même temps membre de l'Internationale Communiste et promet de se soumettre à toutes les décisions de l'Internationale Communiste. Pour assurer « la discipline de fer »

(12) Programme de l'Internationale Communiste, 1936, p. 71-72.

prévue par les statuts de l'Internationale Communiste, le parti réalise le centralisme démocratique ayant le double but d'assurer la complète unité idéologique du parti et de maintenir « la discipline prolétarienne liée à l'initiative et à l'activité de l'ensemble des membres ».

Tous les organes du parti depuis le bureau de cellule jusqu'au comité central, sont élus dans les assemblées, conférences et congrès et ces divers organes doivent rendre compte de leur activité devant les organisations qui les ont élus.

Mais, si l'organe élu n'applique pas la politique voulue par le parti, il peut être remplacé avant l'expiration de son mandat dans une conférence extraordinaire convoquée à cet effet par décision des organismes supérieurs ou par l'initiative des organisations de base.

Cette volonté implacable de maintenir une unité de direction et de ligne de conduite a été voulue par Lénine. « A coup sûr, presque tout le monde voit maintenant que les bolcheviks n'auraient pu se maintenir au pouvoir, non deux ans et demi, mais deux mois et demi, sans la discipline vraiment inflexible, sans la discipline de fer de notre parti » (13).

« Loin de l'exclure, la discipline de fer présuppose la critique et la lutte d'opinions dans le parti... Mais une fois la lutte d'opinion terminée, la critique épuisée et la décision prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du parti sont la condition indispensable sans laquelle on ne saurait concevoir ni parti, ni discipline de fer dans le parti » (14).

(13) LÉNINE : *Maladie infantile du Communisme*, 1936, p. 9.

(14) *Idem*, p. 115.

Les statuts de l'Internationale Communiste reproduisent textuellement cette nécessité d'une discipline complète : « Obligation pour les organismes subalternes d'appliquer les décisions des organismes supérieurs du parti, stricte discipline dans le parti, exécution exacte et sans délai des décisions de l'Internationale Communiste, de ses organismes et des centres dirigeants du parti.

Les questions ne sont discutées par les membres du parti et les organisations que jusqu'à ce qu'une décision soit prise par les organismes compétents du parti. Une fois qu'une décision a été prise par le congrès de l'Internationale Communiste, les congrès de ses sections ou par leurs organes dirigeants respectifs, cette décision doit être obligatoirement appliquée, même si une partie des membres du parti ou des organisations locales ne sont pas d'accord avec elle » (15).

Cette suprématie de l'Internationale Communiste nous conduira à rechercher quelles ont été à diverses périodes ses instructions pour comprendre les diverses tactiques des partis communistes nationaux.

Donc chaque membre du parti doit connaître les décisions et les appliquer, il fera ainsi preuve de « conscience et d'activité révolutionnaire ».

Le parti n'est pas la seule organisation reliée à l'Internationale communiste : avant la fusion, il y avait les divers syndicats de la C. G. T. U.; depuis il reste encore un certain nombre de coopératives, les Jeunesses Communistes, le Secours Rouge International, les Amis de l'Union Soviétique, les comités contre la guerre et le

(16) Paragr. 5 des statuts de l'Internationale Communiste.

fascisme (Amsterdam-Pleyel), les Travailleurs sans Dieu, etc...

Mais le parti, par son activité, doit tendre à donner une orientation unique à tous ces groupes : « le parti n'impose à personne ses directives. Ce sont ses membres qui, par leur activité, leur dévouement et leur développement politique, acquièrent l'autorité suffisante au sein de l'organisation de masse dans laquelle ils militent pour qu'on leur confie les fonctions dirigeantes en acceptant ainsi la politique communiste. Les autres organisations ouvrières constituent *en quelque sorte des courroies de transmission* entre le parti et la classe. Avec leur aide, le parti peut organiser les masses laborieuses et les préparer à la lutte pour la prise du pouvoir. De cette façon le parti se trouve à la tête de toutes les autres organisations du prolétariat, il est, suivant l'expression de Staline : la forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat » (16).

Le parti a d'ailleurs un rôle immense à jouer : avant la révolution il est le conducteur de la classe ouvrière pour la mener au socialisme, pendant la révolution par sa tactique et sa connaissance des faits économiques et sociaux, il arrive à faire triompher la cause populaire, après, il dirige tout le pays par l'intermédiaire des soviets et des organes du pouvoir d'Etat. C'est ainsi qu'en Union Soviétique il y a dictature du prolétariat dans laquelle le parti joue un rôle prépondérant : « On ne peut opposer la dictature du prolétariat à la dictature du parti. On ne saurait le faire parce que la direction

(16) A. BONNET, — *Le Parti du Prolétariat*, p. 15.

du parti est l'essentiel dans la dictature du prolétariat, si l'on entend une dictature tant soit peu solide et complète, et non pas une dictature comme le fut par exemple la Commune de Paris qui était une dictature incomplète et fragile. On ne saurait le faire parce que la dictature du prolétariat et la direction du parti se trouvent, pour ainsi dire, sur une même ligne de travail, agissent dans le même sens » (17).

Mais la classe ouvrière est entourée de la petite bourgeoisie urbaine et rurale qui, sous l'effet de la crise, viennent gagner ses rangs et y apportent leur « idéologie petite bourgeoisie » qui tend à faire dévier le prolétariat de ses intérêts de classe. Aussi le parti communiste pour sauvegarder sa ligne de conduite doit lutter contre les deux tendances qui tendent à contrecarrer ses efforts :

La tendance de droite qui vise à la conciliation et à la collaboration avec la bourgeoisie ;

La tendance de gauche qui masque par une phraséologie révolutionnaire son incapacité de lutter effectivement contre l'ennemi de classe. Cette tendance ne tient pas compte des possibilités pratiques et peut conduire le prolétariat aux plus dangereuses tactiques. C'est la tendance « trotskiste » :

« Là où il y a déviation de « droite », il doit y avoir aussi déviation de « gauche ». La déviation de « gauche » n'est que l'ombre de la déviation de « droite »... Ceux qui dévient vers le trotskisme ne représentent au fond

(17) STALINE. — *Question du Léninisme*. Cité par A. BONNET : *Le Parti du Prolétariat*,

que la droite à rebours, droite qui s'abrite derrière la phraséologie de gauche » (18).

Aussi le parti mène-t-il une lutte sans défaillance contre toutes les déviations, les tendances fractionnelles : « Nous lutterons avec énergie et intransigeance pour l'unité intérieure de nos partis. Il ne peut y avoir de place dans nos rangs pour les fractions, pour les intrigues fractionnelles. Quiconque essaiera de violer l'unité de fer de nos rangs par une action fractionnelle, apprendra par lui-même ce que signifie la discipline bolchevik que nous ont toujours enseignée Lénine et Staline (19)... Le parti par dessus tout. Garder l'unité bolchevik du parti comme la prune de ses yeux, telle est la loi première, la loi suprême du bolchevisme. Notre congrès est le congrès de l'autocratique bolchevik et du renforcement de la direction de l'Internationale Communiste et de ses sections » (20).

D'ailleurs l'histoire du Parti Communiste Français est dominée par une lutte continuelle contre les fractions divergeant de la ligne tracée par l'Internationale Communiste : en 1922 Frossard et les opportunistes sont mis à la porte du parti; en 1924, c'est Souvarine qui vole au parti le « Bulletin Communiste » et défend les trotskistes, en 1925, lors de la guerre du Rif, Lorient et Paz protestent contre la solidarité affichée par le parti aux Druses et Riffains, ils sont exclus; en 1926 c'est le groupe

(18) J. STALINE. — *Les questions du Léninisme*, t. II, p. 239.

(19) Les procès de Moscou le témoignent éloquentement !

(20) G. DIMITROV. — *Pour l'Unité de la Classe ouvrière contre la Fasaine*, VII^e Congrès de l'I. C., II, p. 40.

trotzkiste-zinoviev représenté par Treint et Suzanne Gérault qui est expulsé; en 1930, le même sort est subi par le groupe de gauche Barbé, en 1934 c'est Jacques Doriot qui quitte, en 1936 c'est Ferrat qui proteste contre la politique trop Front Populaire du parti et qui se sépare du groupe communiste.

En fait cette rigueur peut se justifier, car l'absence de dirigeant unique empêche l'unité d'action et entraîne la confusion et la dispersion des efforts.

Par cette organisation ferme, homogène, dictatoriale, le parti communiste diffère radicalement des autres partis.

Par ses méthodes de lutte, le parti communiste a aussi une grande originalité : l'organisation de base est la cellule sur le lieu de travail (usine, entreprise agricole, bureau, magasin, université) ; les communistes employés dans une même entreprise formeront un petit groupement clandestin qui aura pour but de gagner à sa cause tous les ouvriers de l'usine et se servira de tous les moyens de propagande : propagande d'ouvriers à ouvriers, conférences faites aux heures de sortie dans le voisinage de l'usine, publication d'un journal polycopié ou dactylographié où seront commentés tous les faits marquants de la vie de l'usine. Il y aura autant de cellules que d'usines, ces cellules se fédérant par quartiers et par villes sous forme de rayons (21).

La cellule a pour tâche essentielle de s'occuper de

(21) G. PIROU. — *Histoire des Doctrines Economiques en France* : Le Parti Communiste. — *La Crise du Capitalisme*.

toutes les questions intéressant la vie de l'entreprise : elle doit développer l'organisation et l'éducation des travailleurs et aussi lutter sans cesse pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et les faire participer le plus activement possible aux luttes économiques et politiques.

Les cellules ont le droit d'accepter de nouveaux membres et d'exclure les mauvais communistes. Elles se réunissent à date déterminée et régulière pour examiner les questions de la politique du parti. Les rayons ne se réunissent que pour examiner les questions concernant les organisations de masse dont ils font partie.

Le parti communiste prend soin de recruter très soigneusement ses propagandistes : en effet très souvent il a dû tromper la vigilance des agents de la police et d'un certain nombre de provocateurs ou espions qui essayaient de pénétrer dans ses rangs. Cela leur était d'autant plus facile que le parti s'est souvent trouvé obligé d'agir clandestinement et dans l'illégalité : dans ces cas les organisations n'ont pas toujours la possibilité de convoquer des conférences pour faire élire les comités dirigeants. Les arrestations sont fréquentes. C'est pourquoi l'élection des organismes directeurs est alors complétée par la cooptation, c'est-à-dire par l'adjonction de nouveaux membres dans les comités par décision des comités eux-mêmes ou des organismes supérieurs.

Pour ces multiples raisons, le militant communiste doit être pour les ouvriers sans parti, un exemple par son activité, sa vie publique et privée.

Au-dessus de la cellule, le sous-rayon (dans les grandes villes les sous-rayons comportent les cellules d'un quartier et à la campagne les sous-rayons se composent d'une

agglomération de petites localités) au-dessus du rayon, il y a la région.

Dans chaque région se tient tous les six mois une conférence régionale ordinaire. C'est elle qui élit le secrétaire régional qui doit appartenir au parti depuis trois ans au moins.

Les conférences nationales se réunissent en principe deux fois par an.

Le Congrès National est « la plus haute instance du parti : en principe il est convoqué une fois par an par le Comité central, en accord avec l'exécutif de l'Internationale Communiste » (22). Le Congrès élit le Comité central.

Le Comité central du Parti Communiste est « l'organe supérieur du parti dans l'intervalle des Congrès », il dirige toute son activité politique et son travail d'organisation.

Telle est l'organisation intérieure du Parti Communiste Français, Section Française de l'Internationale Communiste.

« L'organe suprême de l'Internationale Communiste est le Congrès Mondial des représentants de tous les partis et organisations affiliées à l'Internationale Communiste.

Le Congrès mondial examine et tranche les plus importantes questions ayant trait au programme, à la tactique, à l'organisation et à l'activité de l'Internationale Communiste et de ses sections. Seul, il peut modifier le programme et les statuts de l'Internationale Communiste.

(22) Art. 33 des Statuts du Parti Communiste Français (Statuts de juin 1926).

Le Congrès se réunit tous les deux ans » (23).

Alors que, sur le plan national, le Comité central a pour but de diriger l'activité du parti dans l'intervalle des congrès, sur le plan international le Comité exécutif de l'Internationale Communiste est l'organe dirigeant de l'Internationale Communiste. Ses décisions sont « obligatoires pour toutes les sections (nationales) et doivent être immédiatement appliquées par celles-ci. Les sections peuvent faire appel des décisions du Comité exécutif devant le Congrès mondial, mais jusqu'à ce que ces décisions soient annulées par le Congrès, leur application est obligatoire par les sections » (24).

De plus, le Comité exécutif de l'Internationale Communiste « a le droit d'annuler et de modifier les décisions des congrès des sections ainsi que de leurs comités centraux et de prendre des décisions dont l'exécution est obligatoire pour eux » (25).

Ce qui revient à dire que le Comité exécutif a tout pouvoir pour dicter aux divers comités nationaux les décisions qu'ils doivent prendre et l'exécution de ces décisions est obligatoire pour eux. Par conséquent, la plus haute autorité nationale du parti communiste ne peut que s'incliner devant les décisions prises par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il est alors facile de comprendre comment, avec sa discipline de fer, le Parti Communiste peut ainsi passer d'une tactique à l'autre sous les injonctions du Comité exécutif de l'Inter-

(23) § 8 des Statuts de l'Internationale Communiste.

(24) § 13 des Statuts de l'Internationale Communiste.

(25) § 14 des Statuts de l'Internationale Communiste.

nationale Communiste ou Komintern, comment notamment, il passera de la formule « classe contre classe » à « l'union de la nation française », des « prolétaires n'ont pas de patrie » à « la France libre, forte et heureuse que veulent et feront les communistes ».

Mais quelle que soit la tactique adoptée, le but final subsiste : établir par la Révolution, des Républiques Soviétiques sur le modèle de l'U. R. S. S.

B. LE PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE.

Dès l'avènement au pouvoir, les communistes ne doivent pas seulement conquérir le pouvoir, mais en user comme « instrument de révolution économique, c'est-à-dire pour la transformation révolutionnaire du régime de propriété capitaliste en un régime de production socialiste » (26).

La principale tâche est la destruction de l'Etat capitaliste par la suppression de l'armée, de la police, des tribunaux, du Parlement et autres institutions bourgeoises et leur remplacement par des institutions prolétariennes.

L'organisation de la société future peut se diviser en quatre groupes.

1° Industrie, transports, commerce et crédit : confiscation et nationalisation sans indemnité de toutes les grandes entreprises industrielles (fabriques, usines, mines, centrales électriques), des transports ferroviaires, automobiles et fluviaux, des transports aériens, des télé-

(26) Programme de l'Internationale Communiste, p. 35.

graphes, téléphones et radio et transfert aux soviets de ces services.

Nationalisation des banques privées, centralisation des opérations bancaires, monopole du commerce extérieur et annulation des dettes de l'Etat envers les capitalistes étrangers et nationaux.

Participation des syndicats aux organismes gouvernementaux de gestion.

2° Agriculture : confiscation et nationalisation de la grande propriété foncière, confiscation de l'outillage agricole de ces grandes propriétés et transfert aux Soviets.

Remise d'une partie des anciennes propriétés foncières et autres terres confisquées, en jouissance aux paysans : « La part des terres transmises aux paysans est déterminée par les besoins économiques et la nécessité de neutraliser les paysans et de les rallier au prolétariat, elle varie selon les conditions » (27).

Interdiction de la vente et de l'achat des terres, lutte contre l'usure; développement de l'électrification des campagnes, de la fabrication des tracteurs, de la production des engrais chimiques, du crédit agricole, appui financier aux coopératives agricoles.

3° Législation sociale : journée de travail de 7 heures, 6 heures dans les industries insalubres. Passage à la semaine de 5 jours dans les pays à production développée.

Interdiction du travail des femmes la nuit et dans les industries insalubres. Interdiction du travail des enfants.

(27) Programme de l'Internationale Communiste, p. 37.

Réduction de la journée de travail à 6 heures pour les moins de 18 ans. Assurances sociales aux frais de l'Etat. Egalité sociale des sexes et transformation de la législation concernant le mariage et la famille.

Confiscation de la grande propriété immobilière et transfert des immeubles confisqués aux soviets locaux, installation des ouvriers dans les quartiers bourgeois. Programme de constructions urbaines et rurales.

Nationalisation des imprimeries et monopolisation des journaux et éditions. Nationalisation des cinémas et théâtres. Diffusion de l'instruction.

4° Questions nationales et coloniales : reconnaissance à tous les peuples du libre droit de disposer d'eux-mêmes. Egalité des nations et races. Unification et centralisation des forces militaires des peuples affranchis du capitalisme pour la lutte contre l'impérialisme.

Voici donc, sommairement résumé, le seul et vrai programme du Parti Communiste. Comment le réaliser?

Deux tactiques ont été successivement employées : classe contre classe (1920-1934), union de la nation française depuis le 12 février 1934.

C. LES TACTIQUES DU PARTI COMMUNISTE.

I. *La tactique classe contre classe.*

Cette tactique est toute entière dirigée contre la social-démocratie, qui est l'ennemie principale des communistes. Pourquoi ?

La social-démocratie avait été incapable de s'opposer à la guerre de 1914-1918, de plus toutes les sections nationales de l'Internationale Socialiste avaient participé activement à la défense nationale aux côtés des capitalistes; dans une telle attitude, il y avait négation du marxisme : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

La social-démocratie avait toujours recherché l'amélioration du régime capitaliste bourgeois et a constamment transigé sur le principe de l'opposition irréductible des partis prolétariens en face du bloc des partis bourgeois.

Après la guerre, la social-démocratie n'avait pas craint de s'unir aux partis bourgeois pour réprimer les soulèvements bolchevistes, notamment en Allemagne, où Noske, chef socialiste, écrasa les révolutionnaires communistes; de même en Hongrie la social-démocratie avait trahi le gouvernement bolcheviste Bela-Kuhn; les partis socialistes avaient adhéré avec enthousiasme à la S. D. N. alors que cette Société n'était qu'une réunion d'Etats capitalistes, enfin, au pouvoir en Angleterre, la social-démocratie ne réalisa pas l'émancipation des peuples indigènes, et dans tous les Etats la social-démocratie voyait avec hostilité le développement de l'U. R. S. S.

Voici d'ailleurs dans le programme de l'Internationale Communiste adopté par le VII^e Congrès Mondial, le 1^{er} septembre 1928, quelle est la position officielle des communistes vis-à-vis des partis socialistes : « Le rôle essentiel de la social-démocratie est maintenant de saper l'indispensable unité de combat du prolétariat contre l'impérialisme. Scindant et divisant le front rouge unique de la lutte prolétarienne contre le capital, la social-démocratie est le principal appui de l'impérialisme dans la

classe ouvrière. La social-démocratie internationale de toutes nuances, la II^e Internationale et sa filiale syndicale d'Amsterdam sont aussi devenues des réserves de la société bourgeoise, son plus sûr rempart » (28).

« Le réformisme « socialiste » contemporain constitue l'aspect commercial, cynique, laïque et impérialiste de la soumission idéologique du prolétariat à l'influence de la bourgeoisie...

En politique extérieure, les partis social-démocrates ont participé à la guerre impérialiste sous le drapeau de la « défense nationale ». L'expansion de l'Etat impérialiste et la « politique coloniale » ont leur appui de tous les instants, l'orientation vers la « sainte alliance » contre-révolutionnaire des puissances impérialistes sous l'égide de la S. D. N., la prédication du « super-impérialisme », la mobilisation des masses sous des mots d'ordre pseudo-pacifistes, l'appui actif aux menées et préparatifs de guerre de l'impérialisme contre l'U. R. S. S., tels sont les traits caractéristiques de la politique extérieure du réformisme.

En politique intérieure, la social-démocratie se donne pour tâche de soutenir le régime capitaliste et de collaborer avec lui. Appui sans réserve à la rationalisation et à la stabilisation du capitalisme, paix des classes, « paix industrielle », politique d'intégration des organisations ouvrières aux organisations patronales et à l'Etat impérialiste spoliateur, application de la « démocratie économique » qui n'est en réalité que la subordination com-

(28) Programme de l'Internationale Communiste. Ed. 1936, p. 20.

plète au capital trusté, culte de l'Etat impérialiste et particulièrement de ses enseignements pseudo-démocratiques, participation à la formation des organes de cet Etat (police, armée, gendarmerie, justice de classe), défense de cet Etat contre toute attaque du prolétariat communiste révolutionnaire, rôle de bourreau de la social-démocratie dans les crises révolutionnaires, telle est la politique intérieure du réformisme. Simulant la lutte syndicale, le réformisme se donne pour tâche dans ce domaine également, d'éviter tout ébranlement à la classe capitaliste et d'assurer en tous cas l'inviolabilité de la propriété capitaliste.

Dans le domaine de la théorie, la social-démocratie passant du révisionnisme à un réformisme libéral-bourgeois achevé et au social-impérialisme avéré a complètement renié le marxisme : à la doctrine marxiste de contradictions du capitalisme elle a substitué la doctrine bourgeoise du développement harmonieux du régime, elle a relégué aux archives la doctrine des crises et de la paupérisation du prolétariat, elle a transformé la théorie ardente et menaçante de la lutte des classes en prédication banale de la paix des classes, elle a transformé la doctrine de l'aggravation des antagonismes de classes en la fable petite-bourgeoise de la « démocratisation du capital », à la théorie de l'inévitabilité des guerres en régime capitaliste elle a substitué la duperie bourgeoise du pacifisme et la prédication mensongère du super-impérialisme; elle a échangé la théorie de la chute révolutionnaire du capitalisme contre la fausse monnaie du capitalisme « sain » se transformant paisiblement en socialisme, à la révolution, elle substitue l'évolution, à la destruction de l'Etat

bourgeois, la participation active à son édification, à la doctrine de la dictature du prolétariat, la théorie de la coalition avec la bourgeoisie, à la doctrine de la solidarité prolétarienne internationale, celle de la défense nationale impérialiste, au matérialisme dialectique de Marx, une philosophie idéaliste en coquetterie avec les déchets religieux de la bourgeoisie » (29).

Cependant le parti communiste réclame le « front unique » de tous les travailleurs, socialistes et communistes, mais « sur la base de la plate-forme du parti communiste ». Le front unique a un seul but : lutter contre la social-démocratie : « La tactique du front unique, moyen le plus efficace de lutte contre le capital et de mobilisation des masses dans un esprit de classe, *moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes*, est un des éléments de la tactique des partis communistes pendant la période pré-révolutionnaire » (30).

Le but du front unique est de « plumer la volaille socialiste » selon l'expression amusante d'Albert Treint, mais les socialistes ne furent pas dupes de la manœuvre et refusèrent avec continuité et constance toutes les propositions de front unique émanant des communistes.

Le parti communiste s'oppose donc sur tous les points à la social-démocratie : le parti communiste ne reconnaît pas la patrie, il n'admet pas la nation, les prolétaires ont une seule patrie, c'est l'U. R. S. S., patrie du soviétisme.

(29) Programme de l'Internationale Communiste, p. 64, 65, 66 (ce réquisitoire violent confirme la thèse que nous soutenons : la social-démocratie n'a que des apparences de marxisme).

(30) Programme de l'Internationale Communiste, p. 76-77.

Le Parti Communiste ne reconnaît pas la défense nationale, les guerres capitalistes sont toutes des guerres impérialistes d'agression, aussi les prolétaires en cas de mobilisation prendront les armes et s'en serviront au moment opportun contre leurs compatriotes, ennemis de classe, pour pratiquer le « défaitisme révolutionnaire » et transformer la guerre en révolution sociale.

Le Parti Communiste ne défendra pas la République, qui n'est qu'une duperie bourgeoise, et qui, en France, est née dans le sang des ouvriers par la répression de la Commune en 1871.

Le Parti Communiste se rit des libertés démocratiques.

« Mais où est-elle cette fameuse liberté ? L'ouvrier est-il libre de ne pas aller à l'usine pour y travailler au profit du capitaliste ? L'employé est-il libre de ne pas se rendre à son bureau à heure fixe ? Le médecin est-il libre de ne pas attendre les malades qui le font vivre ? Le capitaliste lui-même est-il libre de ne pas exploiter « ses » ouvriers s'il veut augmenter sa fortune et « maintenir son rang » ? La presse capitaliste est-elle libre de ne pas mentir si elle veut continuer à toucher ses subsides ? Le gouvernement capitaliste est-il libre de ne pas envoyer des troupes sur les champs de grèves sans être chassé à coups de bottes par le capital qui les paie ? Les troupes sont-elles libres de ne pas marcher sur les grévistes ? Les peuples sont-ils libres de s'abstenir lorsque les chefs de gouvernement décident de mobiliser des millions d'hommes pour s'entr'égorger ? Le petit commerçant est-il libre de ne pas se laisser ruiner par les Bon Marché et les Louvre ? Le paysan ruiné par le fisc et

l'usure est-il libre de ne pas désertier la campagne où il crève de faim ?

Il n'y a pas de liberté où il n'y a pas de propriété pour tout le monde, où l'homme est l'esclave de l'homme, où l'Etat capitaliste dispose de notre vie et de nos biens. La liberté dans notre société est un mot vide de sens, une phrase creuse, un mensonge.

Seule la société communiste, mettant le sol, le sous-sol et toutes les machines au service de tous ceux qui cultivent la terre et travaillent dans les usines, assurera la liberté réelle à tous, car ils seront alors leurs propres maîtres » (31).

De cette opposition irréductible des communistes aux socialistes, il résultera que les communistes refuseront de désister leurs candidats au profit des socialistes, et lors des élections législatives cette tactique a amené presque toujours le triomphe des candidats réactionnaires.

Peu importe, le Parti Communiste Français suivra les injonctions de l'Internationale Communiste et son programme électoral aux élections législatives de 1932 sera un exemple remarquable de la tactique « classe contre classe » et de la docilité surprenante du parti aux ordres de l'Internationale.

Le manifeste s'intitule : « Contre la Politique de Misère, de Réaction et de Guerre ».

Après une analyse sommaire de la crise frappant toutes les classes laborieuses par la faute du parti socialiste et de la C. G. T., le manifeste constate que la guerre menace « car les grandes puissances impérialistes convoitent

(31) CH. RAPPOPORT. — *Précis de Communisme*, p. 23.

en premier lieu le marché soviétique. Il s'agit d'abattre le gouvernement prolétarien afin de réduire l'U. R. S. S. à l'état de colonie et de supprimer du même coup le monde nouveau, qui prouve aux travailleurs que le communisme est une réalité vivante...

Pas un seul travailleur ne sera dupe des déclarations pacifistes des Blum, des Tardieu, des Boncour, des Herriot, valets d'un impérialisme armé jusqu'aux dents, qui subventionne et arme ses vassaux de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et collabore avec le Japon pour la préparation de la prochaine guerre mondiale contre l'U. R. S. S. !

Pas un seul travailleur ne sera dupe de la S. D. N., centre organisateur de la guerre impérialiste !

Aujourd'hui l'impérialisme français est à la tête de la réaction mondiale, il est le « gendarme de l'Europe », le protecteur des pays fascistes et de terreur blanche, le plus atroce des bourreaux coloniaux, le pire fauteur de guerre. »

Après une critique sommaire des partis de droite et du centre qui ont pratiqué cette néfaste politique, le manifeste consacre un immense paragraphe au parti socialiste « principal soutien de la bourgeoisie ».

« Quant au parti socialiste, il n'a plus de socialiste que le nom. Avec Boncour, Renaudel, Charles Baron, Goude, etc., il participe activement à la préparation de la guerre et à l'agression contre l'Union Soviétique.

Avec Blum, il défend les « droits naturels et supérieurs » de l'impérialisme français aux réparations, c'est-à-dire au tribut de guerre prélevé par le capital français sur les travailleurs allemands,

Avec les Maes, les Evrard, les Lebas, etc., il aide la bourgeoisie française à baisser les salaires comme le montrent, entre autres, les exemples de la grève des mineurs et de la grève des textiles.

Le parti socialiste a voté la loi réactionnaire des assurances sociales, instituant le prélèvement ouvrier et refusant toute allocation aux chômeurs.

Aux colonies, il est au premier rang de la répression sanglante, c'est la Fédération Socialiste du Tonkin, qui préconise les exécutions en masse des révolutionnaires indochinois.

Enfin partout où les partis socialistes ont exercé le pouvoir, en Angleterre et en Allemagne — où ils viennent de faire élire le massacreur Hindenburg par exemple, ils ont gouverné pour le compte des capitalistes contre la classe ouvrière préparant le lit du fascisme. »

Aucun compromis n'est donc possible avec le parti socialiste, une seule tactique : « Classe contre classe ! Prolétariat des villes et des champs contre bourgeoisie ! »

Le parti communiste « lutte pour le renversement du pouvoir des capitalistes et propriétaires fonciers, pour instaurer en France — en alliance étroite avec les prolétaires du monde entier — le gouvernement des ouvriers et paysans.

Un tel gouvernement mettra fin impitoyablement à la domination des magnats des banques et de l'industrie qui règnent actuellement en France par l'expropriation sans indemnité des usines, des banques, de la grande propriété et du commerce de gros. »

En conséquence, le parti communiste votera contre tous les gouvernements bourgeois, quelle que soit leur

nuance, il ne désistera pas davantage ses candidats au profit des candidats socialistes. En 1928, cette tactique a abouti à faire élire 130 députés réactionnaires à la place des socialistes et Léon Blum pouvait écrire : « Les travailleurs se révolteront contre les ukases de Moscou... la surabondance et l'excessive facilité des subventions moscovites ont progressivement corrompu la direction du parti communiste, ce capitalisme d'un genre spécial a fini par dégrader les chefs comme les chefs ont dégradé les hommes... Le communisme a déjà installé Hindenburg à la présidence de la République allemande. Demain il installera peut-être Millerand au pouvoir » (32).

En réalité, cette tactique marxiste intégrale a donné de fort mauvais résultats : en 1920, au Congrès de Tours, le parti socialiste comptait 30.000 membres et était dépossédé de son journal l'*Humanité*; le parti communiste comptait 150.000 adhérents; en 1929, le parti communiste était tombé à 30.000 membres, le parti socialiste en comptait 120.000 (33).

L'*Humanité* elle-même écrivait : « Rien n'est plus alarmant dans la situation présente que la baisse des effectifs du parti communiste et de la C. G. T. U. » (34).

Mais le grand désastre pour l'Internationale Communiste fut l'avènement du chancelier Hitler au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933. Le parti communiste allemand était écrasé. Malgré ses 11 millions d'adhérents

(32) L. BLUM dans le *Populaire* du 29 avril 1928.

(33) Chiffres fournis par Lebas dans « *Critique Socialiste du Parti Communiste* ».

(34) *Humanité* du 18 novembre 1928.

le marxisme avait été vaincu. La social-démocratie et le communisme s'étaient fait une guerre d'extermination. Hitler les réconciliait en les jetant côte à côte dans les camps de concentration.

Les dirigeants de l'Internationale Communiste comprirent que la négation de la démocratie, le culte de la violence, les procédés illégaux, la lutte contre la social-démocratie embourgeoisée, toute cette tactique marxiste avait fait le jeu du fascisme (35).

Ne convenait-il pas, si l'on voulait éviter de nouveaux échecs, de changer de tactique ?

II. LA TACTIQUE : « UNION DE LA NATION FRANÇAISE ».

Le 30 janvier 1933, le parti communiste allemand avait cessé d'exister, la démocratie allemande et les libertés politiques étaient mortes.

Le 6 février 1934, le régime républicain français était menacé par ceux qui, exploitant les scandales financiers, rêvaient de remplacer un régime parlementaire corrompu par un régime dictatorial. Les communistes, fidèles à leur ancienne tactique, étaient place de la Concorde

(35) Les cinq caractères du marxisme se retrouvent dans cette tactique : la base de la doctrine est la théorie de la valeur travail, d'où résulte l'exploitation du prolétariat; — « Classe contre classe » est essentiellement matérialiste; Le Parti Communiste d'avant 1934 est essentiellement ouvrier et prolétarien; — le fatalisme marxiste joue à plein : la chute du capitalisme se produira inéluctablement; — Enfin, le Parti Communiste est essentiellement internationaliste : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

pour s'indigner contre « le gouvernement des voleurs ». Le 7 février *l'Humanité* imprimait en lettres grasses : « A bas les fusilleurs Daladier-Frot ». Le 9 février le parti communiste organisait seul une manifestation antifasciste.

Le 12 février, la C. G. T. et le parti socialiste organisaient la grève générale, à laquelle s'associaient communistes et C. G. T. U. Pour la première fois, communistes et socialistes clamaient côte à côte leur haine du fascisme. Sans nul doute, entre le 6 et le 12 février, l'Internationale Communiste avait dû donner des ordres stricts au Parti Communiste Français de ne pas renouveler la néfaste erreur des communistes allemands, autrement le revirement en cinq jours du parti communiste est incompréhensible. De plus, nous savons que les sections nationales de l'Internationale Communiste doivent suivre scrupuleusement les instructions qui leur sont données par le comité exécutif de l'Internationale : or, le 6 février le parti communiste pratiquait la politique « Classe contre classe » et le 12 un front antifasciste était en voie de formation.

Peut-être aussi le Comité exécutif de l'Internationale Communiste a-t-il laissé carte blanche au parti communiste français pour agir au mieux, l'expérience du parti communiste français pouvant, par ses résultats, être une indication intéressante pour le Komintern sur les moyens de lutter efficacement contre le fascisme.

Les 23, 24, 25 et 26 juin 1934 se tient à Ivry la Conférence Nationale du Parti Communiste, qui lance le mot d'ordre : « Tout pour assurer le front unique antifasciste. »

Le 2 juillet 1934, le parti communiste propose au parti socialiste un pacte de lutte contre le fascisme qui est signé le 27 juillet 1934. Le rassemblement dans un même front de combat des travailleurs communistes et socialistes est réalisé.

Le parti communiste veut aller plus loin : non seulement l'union prolétarienne a été réalisée, mais il faut tenter l'union du prolétariat et des classes moyennes. Le 9 octobre 1934, les représentants du parti communiste au Comité de coordination font aux représentants du parti socialiste la proposition d'élaborer un programme sur la base duquel on pourrait constituer le Front Populaire : à la commission chargée d'élaborer le programme, le parti communiste recherche les revendications communes au prolétariat et aux classes moyennes.

A la veille du Congrès radical de Nantes, le 24 octobre 1934, Maurice Thorez, secrétaire du parti communiste, propose dans un grand meeting où devait se tenir le Congrès, de constituer face au fascisme et à la réaction, « le Front Populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix ». Il énumère en même temps un projet de programme comprenant la défense des libertés démocratiques, la paix et diverses revendications populaires.

Le 24 novembre, le parti communiste adresse son projet de programme du Front Populaire au parti socialiste, mais le Conseil national du parti socialiste l'écarte, estimant que le programme commun doit être établi dans un sens plus socialiste et moins modéré.

Cependant le parti communiste ne se tient pas pour battu : il veut être l'animateur du Front Populaire. La

politique extérieure française lui donnera l'occasion de réaliser son rêve.

En mai 1935, le président Laval va s'entretenir à Moscou avec Staline au sujet d'un pacte entre la France et l'U. R. S. S. A ce sujet, dans un communiqué devenu justement célèbre, Staline « approuve pleinement » les armements français. Désormais, serviteurs dociles de leur maître Staline, les communistes français légitimeront la défense nationale et se rapprocheront davantage des radicaux.

Pour fêter la date anniversaire du 14 juillet, fête de la liberté, les partis de gauche ont convenu de se réunir en une immense manifestation de Front Populaire. Le Parti Communiste, pour mettre à l'aise le parti radical, adopte le drapeau tricolore et la *Marseillaise*, côte à côte avec le drapeau rouge et l'*Internationale*.

Environ 500.000 manifestants à Paris, 2.400.000 en province, prouvent le zèle antifasciste des masses et le triomphe de la nouvelle tactique communiste.

Du 2 au 20 août 1935 se tient le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, qui va solennellement approuver et donner en modèle la nouvelle tactique du Parti Communiste Français.

Georges Dimitrov, secrétaire de l'Internationale Communiste, va reconnaître les erreurs du passé et donner dans ses nouvelles instructions des directives sûres.

En juillet 1933, devant le danger fasciste, l'opposition des doctrines avait provoqué une scission au parti socialiste français (36) ; en août 1935, le danger fasciste pose

(36) Voir notre Chapitre V de la Partie II: Le Néo-Socialisme,

au Congrès mondial de l'Internationale Communiste la nécessité de changer de méthodes tactiques. Grâce au « centralisme démocratique » et à la « discipline de fer » des diverses sections de l'Internationale Communiste, aucune scission n'a lieu, et, d'un commun accord, l'Internationale Communiste revise sa doctrine dans un sens voisin de celui des néo-socialistes en France en 1933.

Voyons donc de près les instructions de Dimitrov :

« La faute des communistes dans nombre de pays, et notamment en Allemagne, fut que, méconnaissant les changements survenus, ils ont continué à répéter les anciens mots d'ordre et à rester sur les positions tactiques qui étaient justes quelques années plus tôt » (37).

« Notre Congrès a été le congrès de la nouvelle orientation tactique de l'Internationale Communiste... notre congrès a révisé, dans l'esprit même et à l'aide de la méthode du marxisme-léninisme vivant, l'attitude tactique de l'Internationale Communiste conforme à la situation mondiale changée... le Congrès insiste de la façon la plus décidée pour que tous les pas tactiques des partis soient basés sur une saine analyse de la réalité concrète, en tenant compte du rapport des forces de classe et du niveau politique des grandes masses. Le Congrès exige que tous les vestiges de sectarisme soient entièrement extirpés de la pratique du mouvement communiste, sectarisme qui, au moment actuel, représente l'obstacle le plus grand à l'application de la vraie politique bolchevik de masse des partis communistes » (36).

(37) G. DIMITROV. — *Unité contre la Guerre et le Fascisme*, II, p. 39.

(38) G. DIMITROV. — *Pour l'unité*, II, p. 39.

Un changement de tactique s'impose après les erreurs commises :

« Il y avait dans nos rangs une sous-estimation inadmissible du danger fasciste...

Nos camarades d'Allemagne ont longtemps sous-estimé le sentiment national froissé et l'indignation des masses contre Versailles; ils observaient une attitude dédaigneuse à l'égard des flottements de la paysannerie et de la petite bourgeoisie; ils tardaient à établir un programme d'émancipation sociale et nationale...

Dans plusieurs pays on substituait à la nécessité de déployer la lutte des masses contre le fascisme des raisonnements stériles sur le caractère du fascisme « en général » et l'étroitesse sectaire à l'égard de la position et des tâches politiques actuelles du parti » (39).

Donc un certain nombre de conditions doivent être réalisées :

« La possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend, avant tout, de l'activité combative de la classe ouvrière elle-même, de la réunion de ses forces en une armée combative unique luttant contre l'offensive du capital et du fascisme. Le prolétariat, après avoir établi son unité de combat, paralyserait l'action du fascisme sur la paysannerie, la petite bourgeoisie citadine, la jeunesse et les intellectuels, il saurait en neutraliser une partie et attirer l'autre à ses côtés.

Deuxièmement, cela dépend de l'existence d'un fort parti révolutionnaire, dirigeant de façon juste la lutte des travailleurs contre le fascisme...

(39) *Idem*, I, p. 19.

Troisièmement, cela dépend de la juste politique de *la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie et des masses petites-bourgeoises des villes*. Ces masses, il faut les prendre telles qu'elles sont, et non pas telles que nous voudrions les voir. Ce n'est pas dans le processus de la lutte qu'elles abandonneront leurs doutes et leurs hésitations, ce n'est que si nous observons une attitude patiente à l'égard de leurs hésitations inévitables et, si le prolétariat leur donne son aide politique, qu'elles s'élèveront à un degré supérieur de conscience révolutionnaire et d'activité.

Quatrièmement, cela dépend de la vigilance et de l'opportunité de l'action du prolétariat révolutionnaire. Ne pas permettre au fascisme de nous prendre au dépourvu, ne pas lui laisser l'initiative, lui porter des coups décisifs alors qu'il n'a pas su encore rassembler ses forces, ne pas lui permettre de se consolider, lui riposter à chaque pas, là où il se manifeste, ne pas lui permettre de conquérir des positions nouvelles comme tente de le faire avec succès le prolétariat français » (40).

Dans cette tactique nouvelle, le parti tiendra compte du fait nation : « Chaque question importante, non seulement du présent et de l'avenir, mais aussi du passé de notre propre peuple nous concerne...

Nous, communistes, nous sommes les irréconciliables adversaires du principe du nationalisme bourgeois sous toutes ses formes. Mais *nous ne sommes pas les partisans du nihilisme national et nous ne devons jamais nous affirmer comme tels*. Le problème de l'éducation des ou-

(40) G. DIMITROV. — *Pour l'unité*, I, p. 20.

vriers et de tous les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien est une des tâches fondamentales de tout parti communiste. Mais quiconque pense que cela lui permet de cracher, et même l'oblige à cracher sur tous les sentiments nationaux des larges masses travailleuses est loin du bolchevisme authentique, il n'a rien compris à la doctrine de Lénine et Staline dans la question nationale.

Lénine nous a donné un exemple de la façon juste dont il convient d'aborder le problème des sentiments nationaux, dans son article : « De la fierté nationale des Grands Russes », écrit en 1919 (Œuvres complètes, tome XVIII, édition russe) :

« Le sentiment de fierté nationale nous est-il étranger à nous, prolétaires grands-russiens, conscients ? Evidemment non ! Nous aimons notre langue et notre terre natale, nous travaillons plus que tout pour élever ses masses travailleuses jusqu'au niveau d'une vie consciente de démocrates et de socialistes...

Nous sommes pleins d'un sentiment de fierté nationale, car la nation grand-russienne a aussi créé une classe révolutionnaire, elle a aussi prouvé qu'elle est capable de donner à l'humanité de grands exemples pour la lutte pour la liberté et le socialisme...

Nous sommes pleins d'un sentiment de fierté nationale, et c'est justement pour cette raison que nous haïssons particulièrement notre passé d'esclaves. »

Voilà ce que Lénine écrivait à propos de la fierté nationale.

Je ne pense pas avoir agi incorrectement au procès de Leipzig, lorsque les fascistes, ayant tenté de calomnier

le peuple bulgare comme un peuple barbare, j'ai pris la défense de l'honneur national des masses travailleuses de ce peuple qui lutte avec abnégation... et lorsque j'ai déclaré que je n'ai aucune raison d'avoir honte d'être Bulgare, et que, au contraire, je suis fier d'être le fils de l'héroïque classe ouvrière bulgare.

...Il est nécessaire de montrer que le prolétariat qui s'insurge contre tout genre d'asservissement et d'oppression nationale, est l'unique champion de la liberté nationale et de l'indépendance du peuple. Les intérêts de la lutte de classe du prolétariat contre les exploiters et les oppresseurs à l'intérieur du pays ne contredisent pas les intérêts de l'avenir libre et heureux de la nation. Au contraire : la révolution socialiste signifiera le *salut de la nation* et lui ouvrira la voie vers un plus grand essor. Du fait que la classe ouvrière fortifie ses positions... de ce fait même, elle lutte pour cet avenir de la nation...

Seule la révolution prolétarienne peut conjurer la mort de la culture, l'élever à un épanouissement supérieur, en tant que culture populaire véritable, *nationale par sa forme et socialiste par son contenu* » (41).

Donc les méthodes à pratiquer sont entièrement nouvelles, la tactique à adopter vis-à-vis de la démocratie bourgeoise est contraire à celle pratiquée auparavant : « Nous ne sommes pas des anarchistes et nous ne sommes pas le moins du monde indifférents à la question de savoir quel régime politique existe dans tel pays donné : la dictature bourgeoise sous la forme de la démocratie bourgeoise, fût-ce avec les droits et libertés démocratiques ».

(41) G. DIMITROV. — *Pour l'Unité*, I, p. 62-63-64..

ques les plus amputés ou bien la dictature bourgeoise sous sa forme fasciste déclarée. Partisans de la démocratie soviétique, *nous défendrons chaque pouce des conquêtes démocratiques arrachées par la classe ouvrière au cours de longues années de lutte opiniâtre et nous lutterons résolument pour leur extension...* Aujourd'hui, la contre-révolution fasciste attaque la démocratie bourgeoise cherchant à soumettre les travailleurs à un régime d'exploitation et d'écrasement tout à fait barbare. Aujourd'hui, dans nombre de pays capitalistes, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme » (42).

D'où la nécessité de réaliser la plus large union de tous les travailleurs : « Nous, communistes, nous sommes un parti de classe, un parti prolétarien. Nous sommes prêts, en tant qu'avant-garde du prolétariat, à organiser des actions communes du prolétariat et des autres classes travailleuses intéressées à la lutte contre le fascisme... Notre but final, à nous communistes, est autre que celui de ces partis, mais tout en luttant pour nos buts, nous sommes prêts, en même temps, à lutter en commun pour les tâches immédiates dont la réalisation affaiblit les positions du fascisme et fortifie les positions du prolétariat... Tout cela, nous sommes prêts à le faire, parce que nous voulons, dans les pays de démocratie bourgeoise, barrer la route à la réaction et à l'offensive du capital et du fascisme, empêcher la destruction des libertés démocratiques bourgeoises, prévenir l'écrasement terro-

(42) *Idem*, II, p. 16.

riste, par le fascisme, du prolétariat, de la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels, soustraire la jeune génération à la dégénérescence du corps et de l'esprit... Tout cela, nous sommes prêts à le faire parce que nous voulons sauver le monde de la barbarie fasciste et des horreurs d'une guerre impérialiste » (43).

Mais alors, la guerre n'est pas une fatalité en régime capitaliste ? « Il est vrai que les guerres impérialistes sont le produit du capitalisme, que seul le renversement du capitalisme mettra un terme à toutes les guerres, mais il est également vrai que les masses travailleuses, par leurs actions de combat, peuvent empêcher la guerre impérialiste... Certains grands Etats capitalistes, redoutant les pertes qu'ils pourraient subir à la suite d'un nouveau partage du monde, sont intéressés, dans l'étape présente, à éviter la guerre. De là, la possibilité du plus vaste front unique de la classe ouvrière, de tous les travailleurs et des peuples entiers contre la menace de guerre impérialiste » (44).

Dimitrov montre au Congrès que la social-démocratie ne trahit pas obligatoirement la classe ouvrière, son rôle vis-à-vis de la bourgeoisie a changé, la crise a ébranlé la situation de l'aristocratie ouvrière, qui commence à douter de l'utilité de collaborer avec la bourgeoisie; dans de nombreux pays, les socialistes sont persécutés par les fascistes, enfin : « Les ouvriers social-démocrates deviennent révolutionnaires, commencent à se tourner vers la lutte de classe contre la bourgeoisie. Dans certains pays, il

(43) DIMITROV. — *Pour l'unité*, II, p. 35.

(44) *Idem*, p. 36 et 37.

devient impossible à la social-démocratie de conserver son rôle de soutien de la bourgeoisie » (45).

Il convient donc de réaliser le front unique avec les socialistes et de l'étendre à la petite bourgeoisie en Front Populaire : « Dans les pays où se développe la révolution démocratique bourgeoise, un gouvernement de Front Populaire pourrait devenir le gouvernement de la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie. Comme je l'ai déjà indiqué dans mon rapport, les communistes soutiendront par tous les moyens le gouvernement de front unique dans la mesure où celui-ci combattra réellement les ennemis du peuple et laissera la liberté d'action au parti communiste et à la classe ouvrière » (46).

Sans doute, un gouvernement de Front Populaire sera incapable de liquider la démocratie bourgeoise, mais « renoncer à créer ou soutenir le gouvernement de Front Populaire pour cette raison, serait une myopie politique inadmissible et non pas une politique révolutionnaire sérieuse » (47).

D'ailleurs ce gouvernement n'est qu'un moindre mal : « Dans la mesure où ce gouvernement engagera réellement la lutte contre les ennemis du peuple, accordera la liberté d'action au parti communiste et à la classe ouvrière, nous, communistes, le soutiendrons par tous les moyens et, comme soldats de la révolution, nous nous battons en première ligne. Mais nous disons ouvertement

(45) *Ibid.*, p. 12.

(46) G. DIMITROV. — *Pour l'Unité*, II, p. 15.

(47) *Idem*, p. 14.

aux masses : *ce gouvernement ne peut apporter le salut définitif*. Il n'est pas en mesure de renverser la domination de classe des exploiters, et c'est pourquoi il ne peut pas écarter non plus définitivement le danger de la contre-révolution fasciste. Seul, et rien que le pouvoir soviétique apportera le salut » (48).

Voyons maintenant la traduction française des instructions données par le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste. Pour simplifier nous donnerons un seul exemple, un beau texte d'éloquence politique, dû à la plume de M. Thorez, et qui constitue le manifeste du Parti Communiste Français après la victoire électorale du Front Populaire (49) : « Après la Victoire ».

« Un grand souffle de confiance et d'espoir remplit d'allégresse notre pays de France, où le Front Populaire du pain, de la paix et de la liberté vient de remporter une magnifique victoire. Le parti communiste, initiateur du Front Populaire, se félicite que 1.500.000 Français, en lui accordant leurs suffrages, aient clamé la volonté populaire de faire une France libre, forte et heureuse. Le parti communiste se réjouit que la victoire du Front Populaire ait signifié avec tant d'éclat la volonté du peuple français de s'unir, de se réconcilier avec lui-même.

Communistes, socialistes, républicains et démocrates se sont unis. C'est bien, et maintenant, c'est tout le peuple qu'il faut unir.

Nous t'avons tendu la main, nous laïques, à toi tra-

(48) *Idib.*, p. 61.

(49) Extrait de l'*Humanité* du 5 mai 1936.

vailleux catholique (50). Rien ne te dressera contre nous qu'anime le plus noble idéal de fraternité humaine. La main que nous te tendons, tu ne la repousseras pas.

Nous t'avons tendu la main, à toi croix de feu, à toi volontaire national qui sens la nécessité de changer quelque chose. Rien ne devrait t'opposer à nous qui voulons la prospérité dans le travail, l'ordre et la liberté dans la justice sociale et la paix dans la sécurité. La main que nous te tendons, tu ne la repousseras pas.

C'est l'honneur du parti communiste aux militants désintéressés, qu'aucun scandale n'a jamais éclaboussé, de ce parti qui exprime la jeunesse et l'espoir du monde, d'avoir fait retentir du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, son vibrant appel à l'Union de la Nation Française.

Les élections du 26 avril et du 3 mai sont le triomphe de cette ardente volonté d'union du peuple de notre pays qui a infligé de retentissantes défaites aux hommes des 200 familles, aux chercheurs d'aventures guerrières et aux fauteurs de guerre civile.

Le peuple de France en votant Front Populaire a signifié qu'il en a assez de la politique malfaisante des décrets-lois d'injustice et de misère.

Le peuple de France a exprimé sa volonté de « faire payer les riches » pour défendre la propriété légitimement acquise du paysan, du petit commerçant, du petit rentier, du pensionné, directement menacé par les 200 familles, pour mettre un terme au marasme économique,

(50) Le communisme original est hostile à toutes les croyances religieuses; Lénine n'a-t-il pas laissé cette maxime lapidaire: « La religion est l'opium du peuple. »

au chômage, à la gêne du commerce et à la détresse des campagnes.

Le peuple a dit qu'il veut « faire payer les riches » comme le demandait en 1920 M. Louis Marin. Le Parti Communiste va proposer à la nouvelle Chambre un prélèvement extraordinaire et progressif sur les grosses fortunes (51) pour équilibrer le budget et défendre le franc contre les attaques des oligarchies financières dont l'arme principale est la Banque de France qui devra devenir la Banque de la France.

Le Parti Communiste va proposer qu'avec les sommes ainsi recueillies soient effectués :

1° La mise en chantier de grands travaux de résorption du chômage avec, parallèlement, le rajustement des salaires et la garantie de contrats collectifs pour les ouvriers.

2° La réparation des injustices provoquées par les décrets-lois qui ont frappé les petits fonctionnaires, les anciens combattants et d'une façon générale les travailleurs.

3° La protection du trésor le plus précieux pour la France de demain : l'enfance; l'assistance aux œuvres de maternité, l'aide effective aux familles nombreuses, c'est-à-dire une politique courageuse de lutte contre la

(51) Il s'agit d'un prélèvement extraordinaire et progressif sur les grosses fortunes : allant de 3 p. 100 à partir de 500.000 fr., jusqu'à 20 p. 100 au-dessus de 50 millions. Cette mesure suppose un recensement de toutes les fortunes ! En admettant même qu'elle soit appliquée, elle ne donnerait pas les résultats qu'en escomptent les communistes.

dénatalité conforme aux intérêts présents et futurs du pays.

4° La réorganisation des services de l'éducation physique...

5° Une politique visant la revalorisation des produits agricoles et de soutien aux paysans travailleurs (52).

Notre pays veut vivre dans l'honneur et la propreté; trop de scandales ont terni le renom de la France dans le monde pour que des mesures de moralité publique ne soient pas prises.

La France ne veut plus de politiciens d'affaires compromis et tarés, elle veut des hommes propres, désintéressés...

En tendant la main à tous les travailleurs, quelle que soit leur opinion, les communistes ont travaillé de tout cœur à la réconciliation française.

La réconciliation française est en marche et les appels à la division et à la haine ne parviendront point à l'arrêter. Le peuple a déjà répondu et il répondra demain avec encore plus de puissance, en réclamant qu'on en finisse avec les excitateurs fascistes qui sèment la haine entre Français.

C'est dans ton union que résident ton salut et le destin du pays.

Peuple de France, c'est par l'union que nous redonnerons à notre belle France le rayonnement et la splendeur qu'elle a connus au cours des siècles.

(52) Ces réformes sont bien éloignées du vrai programme du Parti Communiste.

Notre pays, au passé prestigieux, est encore appelé à jouer un rôle immense dans la marche des peuples vers la grande œuvre de libération humaine.

Le Parti Communiste appelle de toutes ses forces à l'union contre les 200 familles, à l'union pour défendre le pain quotidien, à l'union pour défendre la liberté conquise par nos pères, à l'union pour défendre les plus précieux des biens, la paix, menacée par Hitler et ses agents en France.

Ton union est la garantie suprême d'une action conforme à tes intérêts, à ta volonté et le gouvernement de demain pourra compter sur le soutien loyal des communistes pour agir en ce sens.

Par ton union, les espérances que porte en lui le Front Populaire deviendront une réalité.

Par ton union, tu prépareras l'avènement de la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront, avec toi, les communistes. »

Le Parti Communiste (53).

Quel manifeste union nationale, patrioté et anti-lutte de classes. Quelle différence avec le manifeste du parti communiste de 1932, manifeste marxiste !

Alors, le parti a-t-il renié son idéal collectiviste ? Non, le parti reste le parti communiste : « De grâce, qu'on n'émette pas la prétention de protéger, contre nous-mêmes, notre vertu communiste. *Nous n'abandonnons rien de nos idées, rien de notre programme.* C'est parce que nous sommes des communistes que nous pouvons réaliser

(53) *Humanité* du 5 mai 1936 : Les cinq caractères du marxisme sont absents de cette proclamation.

avec une telle efficacité une politique si heureuse pour le peuple de notre pays...

Oui, nous préconisons le retour à la collectivité de tous les grands moyens de production et d'échange accaparés par une minorité parasite et que nous voulons mettre au service du peuple. Oui, nous avons la certitude que nous construisons un monde nouveau d'où auront disparu la division des classes et l'exploitation de l'homme par l'homme. Oui, nous sommes les partisans convaincus d'une société communiste.

Oui, nous avons indiqué dans notre programme depuis toujours que nous avons la conviction que le salut définitif de notre peuple ne sera assuré que par l'instauration de la République Française des Soviets » (54).

(54) *Pour le Pain, la Paix et la Liberté* : Discours de M. Thorez, prononcé le 2 septembre 1936 devant les ouvriers des usines Renault, à Boulogne-Billancourt.

CHAPITRE III

LE FRONT POPULAIRE ET L'EXPÉRIENCE DU POUVOIR

*« Est-il possible de distribuer dans
notre société une petite portion de jus-
tice et de bien-être ? »*

L. BLUM.

A. — HISTORIQUE.

L'origine lointaine du regroupement des forces ouvrières se place en 1932 au Congrès d'Amsterdam, réuni pour réaliser l'unité d'action « contre la guerre ». Les organisateurs de ce congrès étaient tous communistes, à leur tête se trouvaient les deux écrivains communistes : Romain Rolland et Henri Barbusse. Ce congrès n'eut pas un bien grand succès, car les socialistes interdirent à leurs adhérents de s'y rendre, les radicaux s'abstinrent et les quelques socialistes qui firent le voyage d'Amsterdam furent exclus de leur parti.

Puis, en 1933, à la suite de la prise du pouvoir en Allemagne par les nazis, les communistes reprirent l'initiative qu'ils avaient eue à Amsterdam, ils convoquèrent

un Congrès à Paris, salle Pleyel, pour réunir tous ceux qui voulaient « lutter contre la guerre et le fascisme ». Ce congrès s'est appelé le Congrès « d'Amsterdam-Pleyel » et a donné naissance à un groupe du même nom d'inspiration communiste. Ce début d'unité d'action n'a compté que des communistes, des membres de la C.G.T.U. et des socialistes non accrédités par leur parti.

Mais la véritable origine du Front Populaire fut la journée du 6 février 1934 : dans cette soirée tragique, les éléments républicains du pays comprirent que leur désunion, leurs querelles intestines, leur incapacité de gouverner ensemble faute de programme commun, mettaient le régime en danger. Une action commune entre les divers partis de démocratie s'imposait pour résister contre les tentatives de désordre et les espoirs de dictature.

Le 7 février les socialistes créent dans la région parisienne « un centre de liaison des forces antifascistes » constitué par les forces socialistes et organisations sympathisantes.

Le 11 février, Léon Blum lance dans le *Populaire* un appel en faveur de la grève générale du 12 février proposée par la C. G. T. :

« Socialistes, travailleurs, républicains, tous à l'ouvrage pour le mouvement de grève générale ordonné par la C. G. T...

Nous convions les travailleurs à une démonstration de leur puissance.

Nous leur demandons de prouver à la France entière qu'il y a autre chose dans Paris que les sections d'assaut royalistes et fascistes.

Nous leur demandons d'attester leur existence par leur nombre, leur force par le sang-froid et la discipline.

La C. G. T. U. a fait concorder son ordre de grève générale avec celui de la C. G. T.

Elle a entouré cette décision de commentaires outrageants pour nous — ceux qu'on trouve dans l'*Humanité* chaque matin (1). — Il importe peu, la décision compte seule et elle présume de l'avenir.

Rien n'arrêtera plus, j'en ai la conviction intime, le mouvement qui se propage de ville en ville dans la France entière, de Mulhouse à Bordeaux.

L'unité prolétarienne en France se fera. On peut même assurer, en présence de tels symptômes, qu'elle est déjà en train de se refaire » (2).

Le lendemain, 12 février, plus de 200.000 travailleurs se réunissent au cours de Vincennes où pour la première fois en France, chefs communistes et socialistes se côtoient, où troupes socialistes, communistes, confédérées et unitaires sentant un danger commun se serrent les coudes et portent des pancartes où sont inscrits : « La mort plutôt que le Fascisme. Une fois de plus les faubourgs sauveront Paris. On ne suicide pas la République comme on a suicidé Stavisky. »

Cachin, Duclos, Vaillant-Couturier, Paul Faure, Léon Blum, Jouhaux sont côte à côte. L. Blum synthétise le sens de la manifestation dans son allocution : « Nous sommes là tous unis pour défendre la République parce que nous savons que seule la République peut nous per-

(1) Comme on le voit, le 11 février, les rapports entre communistes et socialistes étaient loin d'être fraternels.

(2) L. BLUM. — Dans le *Populaire* du 11 février 1934.

mettre notre marche en avant. Citoyens, vive la République des travailleurs » (3).

Dans l'ordre et l'enthousiasme, le prolétariat parisien a répondu aux manifestants du 6 février. La grève de 24 heures décidée par la C. G. T. est suivie avec une discipline remarquable : 75 % des ouvriers de la région parisienne y ont participé, 90 % du personnel des P.T.T., 80 % des instituteurs, 70 % de l'ensemble des fonctionnaires, 100 % des ouvriers des manufactures de l'Etat, 100 % des ouvriers de l'industrie du livre, 100 % des ouvriers du bâtiment, etc...

Le parti socialiste, pour tenter de se rapprocher davantage des masses et pour s'opposer davantage aux néo-socialistes, pratique une politique de plus en plus extrémiste. Au contraire, le parti communiste désirant réaliser à tout prix un front unique anti-fasciste, devient très modéré. Le 27 juillet est signé le pacte de lutte contre le fascisme. Dans le comité créé ne figureront que des socialistes et communistes.

Une année se passe, au cours de laquelle le comité d'action anti-fasciste s'étend et englobe le front commun de Bergery, la ligue des Droits de l'Homme, la C. G. T. et le Comité de vigilance des Intellectuels.

Ces rapprochements sont facilités par suite du voyage en mai 1935 du président Laval à Moscou, Staline « approuvant pleinement » les armements français, les communistes français ne peuvent contredire leur chef et le parti communiste accentue son évolution, devient très modéré, franchement patriote, alors qu'en opposition le

(3) *Populaire* du 13 février 1934.

parti S. F. I. O., influencé par les trozkistes de la IV^e Internationale, prend une position de plus en plus marxiste, pacifiste et démagogique.

Le parti communiste admet sans réserve les libertés démocratiques, l'union des classes moyennes et du prolétariat, il se proclame même le défenseur de la petite bourgeoisie et partisan de la défense nationale : rien ne s'oppose désormais à ce que le parti radical s'allie à tous les défenseurs de la République, surtout si les communistes reconnaissent la *Marseillaise* et le drapeau tricolore.

En effet, le parti radical a servi depuis 1932 de cible aux conservateurs qui l'ont attaqué sans répit, ses chefs Herriot et Daladier ont été calomniés sans vergogne après avoir collaboré loyalement à des gouvernements d'union nationale, comment les radicaux ne viendraient-ils pas avec le prolétariat fêter l'anniversaire de la République le 14 juillet 1935 ?

Le comité exécutif du parti radical adresse aux présidents des fédérations départementales la lettre circulaire suivante :

« Monsieur le Président,

Dans sa séance du 19 juin 1935, le bureau du Comité exécutif, réuni sous la présidence de M. Edouard Herriot, a donné son adhésion au projet d'une grande démonstration républicaine pour le 14 juillet prochain, que lui avaient soumis M. Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et le professeur Rivet, conseiller municipal de Paris, président du Comité de vigilance des Intellectuels antifascistes.

Il a été décidé d'organiser sur l'ensemble du territoire, à l'occasion du 14 juillet, une fête populaire de la République et le rassemblement de tous les citoyens pour la défense des libertés démocratiques, du pain des travailleurs et de la paix.

Le Comité national me charge de vous faire connaître qu'il avise dès maintenant toutes les municipalités de gauche et d'extrême gauche d'avoir à prêter leur concours aux comités départementaux et locaux qui se constituent à l'image du Comité national.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir alerter les comités de notre Fédération départementale, les maires républicains de votre département, les journaux et les organisateurs de gauche pour que soit célébrée dans le plus grand nombre possible de communes, à l'occasion du 14 juillet, cette fête populaire du rassemblement de tous les républicains.

En résumé, toute la France républicaine doit se dresser, partis et groupements de gauche confondus, le 14 juillet 1935, contre la menace grandissante du fascisme, pour le travail et la paix.

Le Secrétaire général,
Raoul AUBAUD, député de l'Oise (4).

Donc le 14 juillet 1935, radicaux, néo-socialistes, socialistes, communistes, cégétistes, unitaires, jeunes-républicains, frontistes, etc., participent au rassemblement républicain qui totalisera 500.000 manifestants à Paris;

(4) Cité dans le *Document*, n° spécial, ce que veut, ce que peut le Front Commun, par G. Suarez.

2.500.000 en province. A Paris, plus de 500.000 citoyens de toutes conditions ont défilé de 2 heures et demie de l'après-midi à neuf heures du soir de la place de la Bastille à l'Etoile : cette manifestation fut la plus formidable qui ait eu lieu avant l'avènement du Front Populaire au pouvoir.

La politique d'économies, l'accentuation de la crise économique, l'attitude ambiguë du gouvernement français lors du conflit italo-éthiopien polarisent les mécontents vers le Front Populaire.

L'opinion publique républicaine s'inquiète des rassemblements chaque jour plus nombreux des ligues nationalistes; les fonctionnaires voient leurs traitements diminués par les décrets-lois, les anciens combattants voient leurs pensions rognées, les paysans n'arrivent plus à vendre leurs récoltes à des prix rémunérateurs, les jeunes n'ont plus de débouchés devant eux, toutes ces catégories de citoyens demandent un changement, grossissent les rangs de l'opposition, c'est-à-dire les rangs du Front Populaire.

Le Front Populaire grandit en nombre et en sagesse, car il va comprendre que pour éviter les échecs des cartels de 1924 et 1932, il se doit de coucher sur le papier un programme de réformes que la coalition s'engage à appliquer lorsqu'elle aura le pouvoir :

B. — PROGRAMME.

« Le programme de revendications immédiates que publie le rassemblement populaire résulte d'un accord unanime entre les dix grandes organisations qui compo-

sent le Comité national du rassemblement : Ligue des Droits de l'Homme, Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, Comité Amsterdam-Pleyel, Mouvement d'Action Combattante, Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, Parti Socialiste S. F. I. O., Parti Communiste, Union Socialiste et Républicaine, Confédération Générale du Travail, Confédération Générale du Travail Unitaire.

Il s'inspire directement des mots d'ordre du 14 juillet. Les partis et organisations, groupant des millions d'êtres humains, qui ont juré de rester unis, aux termes du serment : « Pour défendre les libertés démocratiques, pour donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine » ont cherché ensemble les moyens pratiques d'une action commune, immédiate et continue.

Ce programme est volontairement limité aux mesures immédiatement applicables. Le Comité National entend que chaque parti, chaque organisation, participant au Rassemblement populaire, puisse se joindre à l'action commune sans rien abdiquer de sa doctrine, de ses principes et de ses fins particulières. Il s'est astreint, d'autre part, à présenter des solutions positives aux problèmes essentiels, actuellement posés devant la démocratie française.

C'est ainsi que, dans l'ordre politique, il définit les mesures indispensables pour assurer le respect de la souveraineté nationale, exprimée par le suffrage universel, et pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, libertés syndicales, liberté de conscience et laïcité — que dans l'ordre international, il

pose les conditions nécessaires à la sauvegarde et à l'organisation de la paix, suivant les principes de la Société des Nations — et que, dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes, contre la crise et contre les organisations fascistes qui l'exploitent pour le compte des puissances d'argent.

Ces problèmes d'économie et de finance, d'une si haute importance actuelle, le Rassemblement populaire se refuse à les résoudre séparément : il veut atteindre les causes des moins-values fiscales en agissant contre la crise, et compléter son action contre la crise par l'amélioration du crédit public et privé.

Le Rassemblement populaire souligne qu'un grand nombre de revendications qu'il présente figurent déjà dans les plans et programmes élaborés par les organisations syndicales de la classe ouvrière.

Il ajoute que ces revendications urgentes, et par là même restreintes, si elles apportent une première modification au système économique actuel, devront être complétées par des mesures plus profondes pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et financières.

En tous les ordres de problèmes, le Rassemblement a cherché des solutions de justice, seules conformes aux principes de la démocratie : justice égale pour tous dans l'application des lois pénales — justice fiscale — justice pour les indigènes dans les colonies — justice internationale, dans le cadre et suivant l'esprit de la Société des Nations.

S'il a été possible au Comité national du Rassemble-

ment populaire d'aboutir à des formules unanimes, c'est que les partis et organisations qui le composent ont collaboré amicalement dans un esprit de conciliation et de synthèse.

Aux masses populaires de soutenir à présent ces revendications et de les faire triompher !

Quand ce programme commun aura passé dans la réalité, un grand changement sera obtenu : la liberté sera mieux défendue, le pain mieux assuré, la paix mieux garantie. De tels biens sont assez précieux pour que tout soit subordonné à la volonté de les conquérir.

C'est à cette volonté revendicatrice que le Rassemblement populaire fait appel. Qu'elle se traduise par une cohésion étroite, où se prolonge la fraternité du 14 juillet et qu'elle signifie à tous, en France et hors de France, que la démocratie est invincible dès qu'elle reprend sa vigueur créatrice et sa puissance d'attraction !

A. Revendications politiques :

I. Défense de la liberté.

1° Amnistie générale.

2° Contre les ligues fascistes :

a) Désarmement et dissolution effective des formations paramilitaires conformément à la loi.

b) Mise en vigueur des dispositions légales en cas de provocation au meurtre ou d'attentat à la sûreté de l'Etat.

3° Assainissement de la vie publique, notamment par les incompatibilités parlementaires.

4° La presse :

a) Abrogation des lois scélérates et des décrets-lois restreignant la liberté d'opinion.

b) Réforme de la presse par l'adoption de mesures législatives :

α) qui permettent la répression efficace de la diffamation et du chantage;

β) qui puissent assurer aux journaux des moyens normaux d'existence, qui les obligent à rendre publique l'origine de leurs ressources, qui mettent fin aux monopoles privés de la publicité commerciale et aux scandales de la publicité financière, et qui empêchent enfin la constitution des trusts de presse.

c) Organisation des émissions radiophoniques d'Etat en vue d'assurer l'exactitude des informations et l'égalité des organisations politiques et sociales devant le micro.

5° Libertés syndicales :

a) Application et respect du droit syndical pour tous.

b) Respect du droit des femmes au travail.

6° L'école et la liberté de conscience :

a) Assurer la vie de l'école publique, non seulement par les crédits nécessaires, mais par des réformes telles que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans et la mise en pratique dans l'enseignement du second degré, d'une sélection indispensable comme complément de la gratuité.

b) Garantir à tous, élèves et maîtres, la pleine liberté de conscience, notamment par le respect de la neutralité scolaire, de la laïcité et des droits civiques du corps enseignant.

7° Les territoires coloniaux :

Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique française du Nord et l'Indochine.

II. Défense de la paix :

1° Appel à la collaboration du peuple et notamment des masses laborieuses pour le maintien et l'organisation de la paix.

2° Collaboration internationale, dans le cadre de la Société des Nations, pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.

3° Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, d'abord par une convention de limitation, puis par la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements.

4° Nationalisation des industries de guerre et suppression du commerce privé des armes.

5° Répudiation de la diplomatie secrète, action internationale et négociations publiques pour ramener à Genève les Etats qui s'en sont écartés, sans porter atteinte aux principes constitutifs de la Société des Nations : sécurité collective et paix indivisible.

6° Assouplissement de la procédure prévue par le pacte de la Société des Nations pour l'ajustement pacifique des traités dangereux pour la paix du monde.

7° Extension, notamment à l'Europe orientale et cen-

trale, du système des pactes ouverts à tous, suivant les principes du pacte franco-soviétique.

B. Revendications économiques :

I. Restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise :

Institution d'un fonds national de chômage.

Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire.

Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs.

Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'Etat et des collectivités, l'effort de l'épargne locale.

Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail.

Pour supprimer la dîme prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs : création d'un office national interprofessionnel des céréales.

Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et ratification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à terme.

Suspension des saisies et aménagement des dettes.

Mise au point de la revision des billets de fonds de commerce.

En attendant l'abolition complète et aussi rapide que

possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence par ces décrets.

II. Contre le pillage de l'épargne. Pour une meilleure organisation du crédit :

Réglementation de la profession de banquier.

Réglementation du bilan des banques et des sociétés anonymes.

Réglementation nouvelle des pouvoirs des administrateurs des sociétés anonymes.

Interdiction aux fonctionnaires retraités ou en disponibilité d'appartenir aux conseils d'administration des sociétés anonymes.

Pour soustraire le crédit et l'épargne à la domination de l'oligarchie économique, faire de la Banque de France, aujourd'hui banque privée, la Banque de la France.

Suppression du conseil des régents.

Elargissement des pouvoirs du gouverneur, sous le contrôle permanent d'un conseil composé de représentants du pouvoir législatif, des représentants du pouvoir exécutif et de représentants des grandes forces organisées du travail et de l'activité industrielle, commerciale et agricole.

Transformation du capital en obligations, des mesures étant prises pour garantir les intérêts des petits porteurs.

III. Assainissement financier :

Revision des marchés de guerre en liaison avec la nationalisation des industries de guerre.

Répression du gaspillage dans les administrations civiles et militaires.

Institution de la caisse des pensions de guerre.

Réforme démocratique du système des impôts comportant une détente fiscale en vue de la reprise économique et création de ressources par des mesures atteignant les grosses fortunes (progression rapide de la majoration du taux de l'impôt général sur les revenus supérieurs à 75.000 francs; réorganisation de l'impôt successoral; taxation des profits des monopoles de fait, en évitant toute répercussion sur les prix de consommation).

Suppression de la fraude sur les valeurs mobilières par la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale votée par les Chambres, en l'accompagnant d'une amnistie fiscale.

Contrôle des sorties de capitaux et répression de leur évvasion par les mesures les plus sévères allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger ou de leur contre-valeur en France » (5).

Ce programme, bien présenté, agréable à la lecture, est un effort louable pour unir des partis jusqu'alors ennemis. Mais en fait, c'est moins un programme qu'une succession de têtes de chapitres de réformes qui sont à peine esquissées.

En dehors des directives relatives à la politique extérieure qui présentent une certaine unité, les revendications économiques sont présentées de façon vague, imprécise et même paradoxale, c'est ainsi qu'on ne peut à la

(5) Programme intégral du Rassemblement Populaire. Cité par la *Jeune République* du 12 juillet 1936.

fois « revaloriser les produits agricoles » et « lutter contre la vie chère » ; réaliser de grands travaux, le fonds national de chômage et la retraite des vieux travailleurs et, en même temps, assurer la détente fiscale sans prévoir des ressources nouvelles.

En fait, le programme Front Populaire avait été composé beaucoup plus pour montrer aux masses l'accord profond des grands partis antifascistes, que pour tenter la transformation heureuse du régime économique dans le cadre national.

C. LE GOUVERNEMENT.

Les élections du 26 avril et du 3 mai eurent lieu : le corps électoral se prononça à une très forte majorité pour les candidats se réclamant du Front Populaire : les grands vainqueurs de la consultation électorale furent le parti socialiste S. F. I. O., qui devint le groupe le plus important de la Chambre (145 membres) et le parti communiste, qui vit son effectif parlementaire passer de 12 députés à 71. Le 4 mai, dans l'étonnement qui suivit le dépouillement des scrutins, le peuple de France apprit que la Constitution confierait la direction du gouvernement à Léon Blum, chef du parti socialiste. Dès le 27 avril, il est vrai, les succès socialistes et communistes faisaient prévoir un gouvernement socialiste. Quel serait son programme : programme socialiste ou programme Front Populaire ?

Le 3 avril 1936, à la salle Huyghens, L. Blum définit de la façon la plus nette le but que vise le gouvernement :

« Le programme du futur gouvernement sera celui du Front Populaire. Et nous prenons devant le pays l'engagement solennel de l'exécuter.

...Nous avons, au cours de notre campagne électorale, fait la critique du régime social actuel, incapable de faire bénéficier l'ensemble des hommes des progrès de la science, de la technique, de tout ce qui constitue la civilisation.

Nous en avons conclu qu'à la société actuelle, il fallait substituer une société différente.

Nous continuons à penser tout cela.

Notre mission, qui est de constituer cette société nouvelle, ne varie pas, mais la mission présente du gouvernement de front populaire, dont le parti socialiste revendique la direction, cette mission-là est différente.

...Il y a une majorité de Front Populaire, dont le programme de Front Populaire est le lieu géométrique.

Notre devoir est donc d'agir à l'intérieur du régime social actuel, malgré son iniquité que nous avons toujours soulignée.

Le problème est donc de savoir si, de cette société que nous avons, je le répète, jugée dans des termes que nous ne renions pas, il est possible d'extraire une quantité d'ordre, de bien-être, de sécurité, de justice, qu'elle peut comporter pour les masses de travailleurs.

Voilà le problème.

Il s'agit de savoir s'il est possible, dans le cadre du régime actuel, d'assurer un soulagement suffisant aux misères de ceux qui souffrent.

L'on nous a dit que nous venions au pouvoir pour gérer les intérêts de la société bourgeoise. Mais la société

bourgeoise est en réalité déjà chose accomplie. Elle est davantage dans le passé que dans l'avenir.

La question est de savoir s'il est possible, à l'intérieur de la société, telle qu'elle existe, de procurer un soulagement suffisant à ceux qui souffrent.

Est-il possible de distribuer une petite portion de justice et de bien-être ? » (6).

En somme, le gouvernement de Front Populaire ne sera pas un gouvernement socialiste, mais un gouvernement qui « exercera le pouvoir » dans le cadre du régime capitaliste pour tenter d'améliorer au maximum la situation des classes laborieuses.

Les élections ayant été closes le 3 mai, ce sera seulement le 6 juin 1936 que le gouvernement de Front Populaire se présentera devant les Chambres, le respect de la Constitution exigeant un interrègne de plus d'un mois dont l'utilité semble assez discutable.

En effet, la victoire de mai 1936 suscita un enthousiasme délirant dans les milieux ouvriers qui, sporadiquement, organisèrent dans tout le pays des grèves nombreuses avec « occupation d'usines ». L'occupation des usines avait cet avantage, du côté ouvrier, que restant sur les lieux de leur travail, il était impossible au patronat d'embaucher des non-grévistes pour faire échouer le mouvement. Par ailleurs, ces occupations symbolisaient aussi la puissance de la classe ouvrière, montrant que sans le concours des travailleurs, les grandes industries capitalistes ne pouvaient fonctionner. Enfin les grèves accom-

(6) L. BLUM. — Discours prononcé à la salle Huyghens, le 30 avril 1936 (*Est Républicain* du 1^{er} mai 1936).

pagnées d'occupation avaient pour but d'obliger le patronat à des augmentations de salaires, à reconnaître la liberté syndicale, à conclure des conventions collectives, à assurer un certain contrôle ouvrier dans les conditions d'embauchage et de licenciement des travailleurs.

Le gouvernement de Défense Républicaine Albert Sarraut, sachant son terme proche, ne voulut rien tenter contre cette agitation spontanée et le 5 juin, date de l'avènement du ministère L. Blum, plus de cinq cent mille ouvriers français étaient en grève et occupaient les usines. Ce gouvernement, issu des masses populaires, ne pouvait envoyer la garde mobile contre ses électeurs sans se renier lui-même, d'ailleurs, tout à l'honneur du prolétariat français, les grèves se déroulèrent dans une atmosphère calme, digne, enjouée parfois, sans qu'on ait eu à redouter la moindre détérioration de matériel, la moindre haine, la moindre échauffourée. Envoyer la garde, c'était répandre inutilement le sang français. Ne valait-il pas mieux composer, profiter des grèves pour accorder à la classe ouvrière de larges avantages qui étaient parfaitement justifiés ?

Le 5 juin, L. Blum, dans un appel radiodiffusé, demande au patronat d'examiner avec compréhension et bienveillance les revendications des travailleurs et il demande à la classe ouvrière de rester digne, calme et de reprendre le travail avec méthode et confiance.

Le 6 juin, le gouvernement de Front Populaire, « à direction socialiste », composé de radicaux, de néo-socialistes et de socialistes S. F. I. O. (7) se présente devant les

(7) Les communistes refusèrent de participer, mais assurèrent le gouvernement de leur soutien loyal.

Chambres : il annonce le dépôt de projets de lois sur : l'amnistie, la semaine de quarante heures, les contrats collectifs, les congés payés, un plan de grands travaux (d'outillage économique, d'équipement sanitaire, scientifique et touristique), la nationalisation de la fabrication des armes de guerre, l'office du blé, la prolongation de la scolarité, la réforme du statut de la Banque de France, et enfin la révision des décrets-lois « en faveur des catégories les plus sévèrement atteintes des agents des services publics et des services concédés ainsi que des anciens combattants ». Tel était le premier train de réformes.

« Sitôt ces réformes votées, nous présenterons au Parlement une seconde série de projets visant notamment le fonds national de chômage, l'assurance contre les calamités agricoles, l'aménagement des dettes agricoles, un régime de retraites garantissant contre la misère les vieux travailleurs des villes et des campagnes.

A bref délai, nous vous saisissons d'un large système de simplification et de détente fiscale, soulageant la production et le commerce, ne demandant de nouvelles ressources qu'à la contribution de la richesse acquise, à la répression de la fraude, et surtout à la reprise de l'activité générale » (8).

Le lendemain 7 juin étaient signés les accords Matignon entre les représentants de la Confédération Générale de la Production Française et les représentants de la Confédération Générale du Travail sous l'arbitrage du Président du Conseil. Ces accords reconnaissant le droit

(8) L. BLUM. — *Journal Officiel* du 7 juin 1936, p. 1318.

syndical, les conventions collectives, les augmentations de salaires et l'institution de délégués ouvriers, ont été les véritables prototypes des conventions collectives qui allaient suivre. L'importance considérable de tels accords nous incite à publier le texte intégral des accords Matignon qui consacrent la nouvelle législation sociale :

« Article 1. — La délégation patronale admet l'établissement immédiat des contrats collectifs.

Article 2. — Les contrats devront comprendre notamment les articles 3 à 5 ci-après :

Article 3. — L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que les droits pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu de l'article 3 du code du travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Si une des parties contractantes conteste le motif de congédiement d'un travailleur comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter aux cas litigieux une solution équitable.

Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.

Article 4. — Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant en aucun cas être augmenté de plus de 12 %.

Les augmentations de salaires consenties depuis la date précitée seront imputées sur les rajustements ci-dessus définis. Toutefois ces augmentations resteront acquises pour leur partie excédant lesdits rajustements.

Les négociations pour la fixation par contrats collectifs de salaires minima par région et par catégorie qui vont s'engager immédiatement, devront concerner en particulier le rajustement nécessaire des salaires anormalement bas.

La délégation patronale s'engage à procéder aux rajustements nécessaires pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et les salaires.

Article 5. — En dehors des cas particuliers, déjà réglés par la loi, dans chaque établissement employant plus de 10 ouvriers, après accord entre organisations syndicales ou à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés

de dix-huit ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civiques.

Seront éligibles, les électeurs définis ci-dessus, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement, sans interruption, depuis un an, sous réserve que cette durée de présence devra être abaissée, si elle réduit à moins de cinq le nombre des éligibles.

Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

Article 6. — La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour fait de grève.

Article 7. — La délégation confédérale ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu, et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre la direction et le personnel des établissements.

Paris, le 7 juin 1936.

Le Président du Conseil : L. BLUM.

Pour la C. G. P. F. :

DUCHEMIN.

DALBOUZE.

RICHEMONT.

LAMBERT-RIBOT.

Pour la C. G. T. :

L. JOUHAUX.

René BELIN.

B. FRACHON.

SEMAT.

A. CORDIER.

MIL » (9).

(9) Extrait du *Temps*, n° du 9 juin 1936.

Non seulement les conventions collectives se généralisèrent, et le syndicalisme français vit le nombre de ses adhérents quintupler, mais encore le Parlement fit preuve d'une intense activité législative et vota notamment la loi sur la semaine de quarante heures (des décrets devant en assurer l'application aux diverses catégories d'industries), la loi sur la nationalisation des industries de guerre, la loi instituant quinze jours de congés payés, la loi réalisant un Office National du Blé, la loi prolongeant d'une année la scolarité, une loi réformant les statuts de la Banque de France, des lois diverses révisant les anciens décrets-lois, enfin une loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire.

Dès le début, les difficultés financières assaillirent le gouvernement; après l'essai d'un premier emprunt qui n'eut qu'un succès médiocre, le gouvernement à la rentrée des Chambres se vit contraint de réaliser la dévaluation monétaire par la loi du 2 octobre 1936. Sans doute a-t-on prétendu que cette opération était très favorable, grâce à l'accord entre la France et les deux grandes démocraties anglo-saxonnes, mais techniquement cette dévaluation était mauvaise, réalisée trop tard, en pleine période de hausse des matières premières et l'augmentation résultant de la dévaluation se surajoutant aux augmentations de prix dues aux lois sociales.

Le gouvernement escomptait une grosse reprise consécutive à la dévaluation monétaire, mais les prix français restant plus élevés que les prix mondiaux, le commerce extérieur ne marqua aucune reprise sérieuse.

Les dépenses considérables nécessitées par le budget de la Défense Nationale obligèrent le gouvernement à

émettre un second emprunt, dit de la Défense Nationale. Mais pour rassurer l'épargne, le gouvernement décida de réaliser le commerce libre de l'or, et installa au comité de gestion des changes MM. Rist et Rueff, tenants du capitalisme libéral. De plus, le gouvernement s'engagea à réaliser désormais une politique d'économies et d'équilibre budgétaire. Une semaine après ces décisions, le 17 mars 1937, une échauffourée se produisit à Clichy, entre la garde mobile et des manifestants ouvriers. Quatre hommes furent tués au cours de la bagarre. Il semble bien qu'il y ait eu un certain rapport entre les décisions gouvernementales et les incidents de Clichy, un certain divorce se manifestant entre les masses, désireuses d'action révolutionnaire, et le gouvernement, tendant par tous les moyens à rassurer les possédants...

Enfin les nécessités de trésorerie obligèrent le gouvernement Blum à réclamer du Parlement l'octroi des pleins pouvoirs en matière financière pour défendre la monnaie nationale et lutter contre la spéculation. Après avoir obtenu une grosse majorité devant la Chambre, le Sénat mit le gouvernement en minorité. Quoiqu'il n'ait pas posé la question de confiance, devant le vote hostile du Sénat, le gouvernement Blum remit sa démission au président de la République le 20 juin 1937.

Il est assez difficile de faire le bilan d'un an d'activité d'un gouvernement de Front Populaire, le programme total devant être réalisé en quatre années. Cependant, en ce mois de juin 1937, il est possible de constater impartialement :

a) En politique extérieure, le gouvernement à « direction socialiste » a sauvegardé la paix en refusant d'in-

tervenir en Espagne et en assurant courageusement et loyalement les obligations de la défense nationale en régime capitaliste. Non seulement les crédits militaires n'ont pas été diminués, mais aucun gouvernement n'a mis des crédits aussi considérables à la disposition de la défense du pays et ce gouvernement a été le premier à rendre obligatoire la préparation militaire de la jeunesse française.

b) Au point de vue social, le gouvernement Blum a réalisé rapidement une série de réformes qui étaient toutes indispensables et que la France aurait dû déjà instituer plusieurs années auparavant. Même la loi de quarante heures, qui est assez discutée, semble une nécessité absolue en notre époque de machinisme pour répartir le chômage technologique.

c) Au point de vue économique, il convient de constater que la politique de reflation n'a pas donné les résultats attendus. Faute d'avoir institué des organismes de contrôle pour empêcher les hausses abusives, les augmentations de salaires ont été vite compensées par les augmentations du prix de la vie, ce qui fait que le pouvoir d'achat des masses n'a pas augmenté. C'est ce qui explique les grèves fréquentes qui se déclarent à tout moment, les travailleurs tenant à avoir une augmentation réelle et non fictive de leur pouvoir d'achat. Mais ces grèves ralentissent la production, ce qui contribue encore à augmenter le coût de la vie.

Par ailleurs les classes moyennes qui n'ont pas été représentées aux accords Matignon et aux conventions collectives de travail ont eu de très grosses difficultés

pour donner à leurs ouvriers les bénéfices des lois sociales et comme la reprise économique ne s'est pas manifestée avec une très grande vigueur, les classes moyennes ont l'impression d'avoir subi seules les frais de l'expérience, d'où une source de danger pour le Front Populaire s'il se décroche de ces classes moyennes qui avaient assuré sa victoire électorale.

Enfin la nouvelle composition du comité d'égalisation des changes et les déclarations orales du président du Conseil tenant à rassurer l'épargne et à réaliser un strict équilibre budgétaire semblent faire ajourner le deuxième train de réformes annoncé le 6 juin 1936, notamment : le fonds national de chômage, la retraite des vieux travailleurs, la caisse des calamités agricoles et les crédits nécessaires aux grands travaux. D'où le danger pour le gouvernement de se séparer des masses s'il ne réalise pas ces divers projets sociaux.

Donc situation très délicate, toute entière dominée par des préoccupations budgétaires. Stabilité sans doute assurée à la Chambre, mais divorce possible entre le gouvernement et les masses qui veulent « aller plus loin » et les classes moyennes qui demandent au gouvernement de ne pas les oublier.*

Quelle est donc la position des diverses tendances socialistes devant le Gouvernement de Front Populaire ?

Les catholiques sociaux ne sont pas hostiles en principe, à une expérience qui réalise les réformes préconi-

* Le vote du 20 juin 1937 du Sénat, émanation des classes moyennes bourgeoises et de la paysannerie, a obligé le gouvernement de Front Populaire à démissionner.

sées par les Encycliques, mais ils regrettent les atteintes nombreuses apportées à la liberté syndicale.

Les radicaux-socialistes sont heureux de ne plus collaborer avec les modérés et se félicitent de l'élargissement du Cartel des Gauches en Front Populaire. Néanmoins, ils déplorent les actes de violence, les entraves à la liberté du travail et les atteintes à la propriété privée que réalisent les occupations d'usines. Ils constituent donc l'élément modérateur du Front Populaire, mais resteront fidèles à cette formation politique tant que le programme commun réformiste n'aura pas été épuisé.

Les syndicalistes, les frontistes, les néo-socialistes critiquent le gouvernement de n'avoir pas réalisé les réformes de structure qui l'auraient soustrait à l'influence de l'oligarchie financière. Faute d'avoir conçu un plan progressif de transformations économiques et sociales, l'expérience se trouve dans une passe difficile (10).

Les socialistes S. F. I. O. dans leur grosse majorité font confiance au gouvernement pour appliquer intégralement le programme du Front Populaire. Si l'expérience s'avérait défectueuse, il serait ainsi démontré que le régime capitaliste n'est pas susceptible d'amélioration et que seules, les grandes socialisations, apporteront le Pain, la Paix et la Liberté.

(10) « Sur le plan économique, le programme du Rassemblement Populaire aligne des revendications. Il ne s'arrête pas à considérer sérieusement les moyens de leur réalisation. Le jour où l'on aura loisir d'examiner plus à fond les conditions de l'action sociale depuis un an, on se rendra compte que la pause, la fameuse pause, n'a été rendue indispensable que par les insuffisances du programme du Rassemblement Populaire. » — René BELIN, secrétaire adjoint de la C. G. T. (*Le Peuple*, 23 avril 1937).

Les communistes se font peu d'illusions sur les résultats d'une expérience à laquelle ils se sont gardés de participer. Hostiles à la politique extérieure, adversaires de la dévaluation, les communistes soutiendront cependant avec constance ce gouvernement qui n'est qu'un moindre mal. Le grand espoir des communistes est la fusion en un parti unique prolétarien : les socialistes étant noyautés, les communistes auraient l'espoir aux prochaines élections d'être de beaucoup le parti le plus puissant et peut-être, légalement, de prendre le pouvoir et d'instaurer un régime soviétique...

Telles sont les positions des partisans du Front Populaire, gouvernement réformiste dans le cadre du régime capitaliste, gouvernement non socialiste et non marxiste.

D. — LES OPPOSANTS. LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE ET LES MARXISTES TROTSKISTES.

Les adversaires de ce gouvernement sont les partis modérés, professant les doctrines du capitalisme libéral, les partis à tendances fascisantes et enfin les marxistes purs.

Car si le syndicalisme, le socialisme et le communisme contemporains ne sont plus marxistes, il convient d'analyser très rapidement les rares vestiges du marxisme intégral, marxisme d'ailleurs non représenté à la Chambre, mais qui accuse une influence incontestable et dangereuse dans la région parisienne.

D'abord l'aile gauche du parti socialiste S. F. I. O., la « gauche révolutionnaire », avec son chef Marceau Pivert. Dès le 2 juin 1936, au Congrès Huyghens, Pivert marquait son hostilité au gouvernement. « Le rôle d'un parti révolutionnaire est, non pas de rassurer la bourgeoisie inquiète, mais au contraire d'accroître sa démoralisation » et pour appuyer sa démonstration, Pivert précisait qu'il ne fallait point constituer un simple gouvernement de gauche, mais « un gouvernement appuyé sur les masses populaires et les syndicats pour mener une action révolutionnaire ». Enfin le parti socialiste, dans l'opposition, avait réclamé le désarmement inconditionné et le retour au service d'un an. « Il faut le faire tout de suite quand on arrive au pouvoir. »

Faute d'avoir été écoutée, la gauche révolutionnaire, au nom du marxisme et de l'orthodoxie socialiste S.F.I.O. reproche au gouvernement sa politique de collaboration de classes, de défense nationale, l'orthodoxie budgétaire, elle fustige certaines lois comme la conciliation et l'arbitrage obligatoire qui seraient des lois « scélérates »; la gauche révolutionnaire préconise la création de comités de masses et l'armement individuel de groupes d'auto-défense pour suppléer à la carence gouvernementale, et obliger, par des manifestations massives, le gouvernement à réaliser enfin une politique de dictature du prolétariat, de suppression de la propriété privée et de désarmement inconditionné.

Les deux autres représentants du marxisme sont les deux minuscules partis de la IV^e Internationale :

Le parti ouvrier internationaliste (bolcheviste-léni-

niste) qui parle au nom de Trotski et a pour journal : *La Lutte Ouvrière*.

Le parti communiste internationaliste, également trotskiste, qui publie le journal *La Commune*.

L'origine de ces partis remonte au mois d'août 1929, où l'opposition communiste de gauche fonda un périodique : *La Vérité*. Cet organe marquait la volonté de redresser le parti dans une direction antistalinienne, mais ses membres furent vite exclus du parti communiste. Aussi après avoir hésité quelques années, ils entrèrent au sein du parti socialiste S. F. I. O., en tant que « bolchevistes-léninistes » et acquirent une influence considérable aux Jeunesses Socialistes de la Seine. Ils préconisaient ouvertement la formation d'une IV^e internationale, c'est-à-dire la reconstitution internationale d'un parti vraiment marxiste et révolutionnaire entraînant création de comités de travailleurs et de communes, la formation de milices du peuple et l'armement individuel des travailleurs.

Mais en octobre 1935, le parti socialiste expulsa ces diverses tendances qui laissèrent leur influence démagogique au sein des Jeunesses Socialistes.

Les trotskistes, alors, constituèrent, les 7 et 8 mars 1936, un comité de la IV^e internationale destinée à « forger l'avant-garde révolutionnaire », à « constituer le parti révolutionnaire de classe de ce pays », à accomplir « l'unité révolutionnaire par la cohorte d'acier de la révolution prolétarienne » (11).

(11) Cité par R. MILLET : *Une nouvelle extrême Gauche va-t-elle se former ?* — Dans le *Temps*, numéros du 28 mars, 31 mars, 2 avril, 6 avril, 8 avril et 10 avril 1937.

Mais des divergences de vues subsistant entre les deux partis, l'unité ne put se faire.

Les trotskistes représentent l'orthodoxie communiste marxiste dirigée tout spécialement contre la révolution russe qui ne serait que « bonapartisme, césarisme et bureaucratie », une simple contre-révolution réactionnaire, car pour Trotski, les chefs communistes actuels « après bien des pirouettes et des acrobaties, ont tout à coup découvert les avantages de l'opportunisme et, en raison de leur servilité pas toujours désintéressée en présence des dirigeants du Kremlin, sont devenus absolument incapables d'initiative révolutionnaire » (11).

Les trotskistes dirigent la lutte contre les communistes qui veulent « la sécurité de la nation, c'est-à-dire avant tout les bénéfices de la haute métallurgie et des marchands de canons » (12) et qui : « Obligés, d'une part de caricaturer une attitude d'opposition au régime (pas de collaboration ministérielle), de bavarder sur les comités de masses et, d'autre part, de soutenir son propre impérialisme, le parti communiste, tiré à gauche par les ouvriers et à droite par Staline, ne pourra résister longtemps. Ces contradictions fondamentales, la crise aidant, il appartiendra à l'avant-garde, de les faire éclater précisément dans et par les comités de Front Populaire. Le divorce entre les ouvriers révolutionnaires et les bureaucrates conservateurs mûrit dans le parti communiste, il est inévitable » (12).

(12) Cité par R. MILLET : *Les bolchevistes léninistes de la IV^e Internationale*. — Dans le *Temps*, numéros des 28 et 30 juin 1936 et 7 juillet 1936.

Les trotskistes, à l'inverse des communistes, veulent la « révolution permanente » qui suppose la révolution mondiale et la perpétuité de l'esprit révolutionnaire après le triomphe du socialisme. Le but est l'abolition du régime capitaliste et du salariat par « l'appropriation collective des moyens de production, la transformation de la société capitaliste en société socialiste par la lutte de masse révolutionnaire pour la prise du pouvoir par l'insurrection armée qui permet le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, garantie de l'instauration du socialisme et de la disparition des classes et de l'état. » (13)

Comme en U. R. S. S., les trotskistes créeront des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, mais la révolution prolétarienne sera internationale « toute altération nationaliste de la lutte de classes doit être combattue », et les trotskistes dénoncent l'U. R. S. S. comme coupable de négliger la révolution et l'insurrection mondiale, D'ailleurs, l'U. R. S. S. et les communistes admettent la défense nationale, or « il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste, quel que soit le masque dont elle se couvre ».

Les trotskistes sont violemment hostiles au Front Populaire qui ne serait qu'un front bourgeois contre-révolutionnaire exploitant les ouvriers. Aussi, noyautant la C. G. T., ils préconisent aux ouvriers de ne pas respecter la loi ou la discipline des chefs politiques ou syndicalistes : « Le chef du gouvernement actuel de collaboration

(13) Cité par R. MILLET : *Une nouvelle extrême Gauche va-t-elle se former ?*

socialiste avec les bourgeois radicaux vous engage à vous en remettre à « la loi ». Cette loi, quelles que soient les améliorations qu'elle pourra consacrer, n'est jamais qu'une loi bourgeoise consacrant en même temps le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, le régime capitaliste. Avant la loi bourgeoise, il faut vous en remettre à votre propre force organisée et disciplinée. » (13)

L'occupation des usines devait servir à créer des soviets de fabriques, qui exproprient les patrons et exploitent les usines pour eux-mêmes, car il faut « suppléer à la carence actuelle des partis politiques du prolétariat, parti socialiste et parti communiste, qui sont aujourd'hui à la remorque du gouvernement » (14).

Les trotskistes s'emploient à soutenir internationalement les bolchevistes trotskistes en U. R. S. S. Nationalement, ils adhèrent tous à la C. G. T. et essaient de la pousser à des décisions révolutionnaires.

Ces partis, ayant une action clandestine, demandent l'organisation de milices, la constitution de soviets, la création de comités de travailleurs et l'armement individuel du prolétariat. Ils agissent d'ailleurs en concordance de vue avec les « anarchistes-communistes », dont l'organe, *Le Libertaire*, est assez répandu dans la région parisienne et qui adoptent le drapeau noir.

Les trotskistes actuellement luttent « contre le réformisme socialiste et contre le stalinisme » et considèrent le gouvernement actuel comme un gouvernement « bour-

(14) Extrait d'un numéro de *Révolution*, juillet 1936. Cité également par R. MILLET.

geois contre-révolutionnaire ». C'est le début de « l'offensive contre le réformisme et le patriotisme des genres socialiste, communiste et syndicaliste ».

Le nombre des adhérents pour toute la France de ce marxisme intransigeant ne dépasse pas un millier, ce qui montre assez le déclin absolu des doctrines strictement marxistes (1). En fait, les trotskistes, par leurs excès, s'efforcent de saboter au maximum l'expérience et cours et il est indéniable que leur activité néfaste et leur démagogie inconsciente favorisent au plus haut degré les adversaires conscients du socialisme.

L'influence trotskiste n'est pas négligeable dans les grèves qui se déroulèrent sans l'autorisation des mouvements syndicaux responsables et il n'est pas interdit de penser qu'un certain nombre d'agents provocateurs se trouvent dans ces groupes à côté de quelques illuminés sincères. En effet, répudier la défense nationale, énerver les conflits sociaux, désorganiser la production française, déconsidérer les chefs responsables des partis populaires,

(1) Quelques chiffres préciseront l'importance numérique des trotskistes, particulièrement nombreux dans la région de Saint-Denis. Le 20 juin 1937 aux élections municipales de Saint-Denis, 4 listes se trouvaient en présence.

Liste Front Populaire obtenant 10.000 voix.

Liste Anti Front Populaire : 6.500 voix.

Liste du Parti Communiste Internationaliste Trotskiste : 72 voix.

Liste du Parti Ouvrier International Trotskiste : 58 voix.

Donc les trotskistes obtenaient dans leur grand centre 130 voix sur 17.000 électeurs.

calomnier les chefs syndicalistes, pousser à la lutte constante amenant l'anarchie, n'est-ce pas favoriser les desseins de ceux qui veulent, à la fois la ruine de la France et la défaite du socialisme ?

CONCLUSION

A l'issue de cette étude sur les diverses tendances socialistes de la France contemporaine, nous arrivons à cette conclusion que, partant de points de vue très divers, elles aboutissent dans l'ensemble à des remèdes identiques.

Le socialisme chrétien amène avec lui deux apports considérables : un splendide idéalisme mystique et une très solide conception de l'organisation professionnelle. Nul, mieux que le catholicisme social, n'a étudié aussi sérieusement cette intégration du syndicalisme dans l'Etat et cette nécessité d'une assemblée économique spécialisée dans les questions économiques (1).

Le Frontisme, sans avoir la prétention de construire la société future, présente une critique serrée et brillante des oligarchies financières. Son action persévérante n'a pas été étrangère au succès électoral du Front Populaire en 1936.

Les Doctrines de l'Abondance ont eu l'immense mérite d'attirer l'attention du public sur l'absurdité d'un régime économique qui réalise la misère dans une richesse accrue. Les théoriciens de l'abondance ont posé le problème du socialisme en termes nouveaux : non plus

(1) A côté des travaux des socialistes chrétiens, lire sur le même sujet : Paul BONCOUR : *Fédéralisme Economique* (Thèse, Paris 1900).

du partage des richesses appartenant à quelques puissants, mais de la répartition plus juste de l'abondance existante.

Le syndicalisme d'après-guerre a tenu à participer à la rénovation nationale en présentant son « plan », réformiste, modéré, mais profondément socialiste, qui transforme pacifiquement la société capitaliste en une société où prédominera l'intérêt général.

Le néo-socialisme s'est efforcé de créer un dynamisme nouveau au mouvement socialiste : au point de vue tactique, il a préconisé le premier le rapprochement nécessaire du prolétariat et des classes moyennes, la nécessité de la participation au pouvoir pour réaliser le socialisme, l'obligation d'assurer loyalement la défense nationale à l'intérieur de nos frontières. Au point de vue économique, c'est également le seul parti qui tienne compte du phénomène de l'abondance et s'efforce d'en faire bénéficier les masses dans son « Plan Français ».

Quant aux partis socialistes S. F. I. O. et au parti communiste, ils marchent vers l'unité organique, car depuis 1935, aucune divergence profonde ne les sépare plus. Seule la question de l'affiliation à l'Internationale d'Amsterdam ou à celle de Moscou peut provoquer quelque friction. Nous avons constaté d'un côté le parti S. F. I. O., assez flottant dans sa doctrine et organisé sur des notions démocratiques; en face, le parti communiste très net dans son « marxisme-léniniste », organisé dictatorialement, grâce à son « centralisme démocratique ». Nous avons observé le visage impressionnant du parti communiste. L'unité réalisée, il ne fait aucun doute que ce seront les communistes qui auront les leviers de commande, comme

ils les ont pris à la C. G. T. réunifiée. Or, l'attitude et la tactique présente du parti communiste sont loin d'être marxistes. Donc, il n'est point besoin d'être prophète pour annoncer que, sauf circonstances imprévisibles, le nouveau parti prolétarien réunifié sera fort peu marxiste (2).

De ces multiples doctrines, il surnage un ensemble de réformes que toutes admettent de façon implicite et qui se complètent mutuellement : l'organisation professionnelle dans le cadre du « syndicat libre dans la profession organisée » qui est le don des socialistes chrétiens ; la planification de l'économie en deux secteurs : un secteur nationalisé comprenant les industries-clefs, et un secteur libre, qui est l'idée directrice du Plan de la Confédération Générale du Travail ; et enfin une politique de restauration générale du pouvoir d'achat par une économie dirigée, réalisant pour les productions essentielles la formule du « prix social », politique imaginée par les néo-socialistes.

Ces réformes, est-il besoin de le souligner, n'ont aucun rapport avec le marxisme de lutte de classes, de suppression de la propriété privée, de cosmopolitisme anti-national. Et cependant, toutes ces réformes sont des réformes socialistes : en effet, elles ont pour but de trans-

(2) DIMITROV au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, a réclamé la création du parti unique du prolétariat : « Les intérêts de la lutte de classe du prolétariat et le succès de la révolution prolétarienne dictent la nécessité d'avoir, dans chaque pays, un parti unique du prolétariat... L'unification des forces de la classe ouvrière en un parti prolétarien révolutionnaire unique, au moment où le mouvement ouvrier international entre dans la période de liquidation de la scission, c'est *notre œuvre*, l'œuvre de l'Internationale Communiste. » (*Unité de la Classe ouvrière*, I, p. 70.)

former le régime actuel basé sur la recherche exclusive du profit en un régime d'économie dirigée pour le plus grand bien-être des masses ouvrières.

Sans doute certains s'étonneront de rencontrer un socialisme national, réformiste, respectueux de la propriété privée, tenant à réaliser l'abondance dans la liberté, soucieux de la dignité de la personne humaine. Ce socialisme leur semblera identique au christianisme social. Pie XI n'a-t-il pas écrit : « La lutte de classes, en effet, si elle renonce aux actes d'hostilité et à la haine mutuelle, se change peu à peu en une légitime discussion d'intérêts fondée sur la recherche de la justice et qui, si elle n'est pas cette heureuse paix sociale que nous désirons tous, peut cependant et doit être un point de départ pour arriver à une coopération mutuelle des professions. La guerre déclarée à la propriété privée se calme, elle aussi, de plus en plus, et se restreint en telle sorte que, en définitive, ce n'est plus la propriété même des moyens de production qui est attaquée, mais une certaine prépotence sociale que cette propriété, contre tout droit, s'est arrogée et a usurpée. Et de fait, une telle puissance appartient en propre, non à celui qui la possède, mais à l'autorité publique. De la sorte les choses peuvent en arriver insensiblement à ce que les idées de ce socialisme mitigé ne diffèrent plus de ce que souhaitent et demandent ceux qui cherchent à réformer la société sur la base des principes chrétiens. Car il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains des personnes privées.

Des demandes et des réclamations de ce genre sont justes et n'ont rien qui s'écarte de la vérité chrétienne. » (3) D'ailleurs, le cardinal Bourse n'a-t-il pas soutenu que l'on pouvait à la fois rester catholique et militer dans les rangs du parti travailliste, puisque le « Labour Party » anglais ne conteste pas en principe le droit à la propriété privée et n'enseigne pas aux masses le recours à la violence, et puisque, loin d'être matérialiste, il ne peut à aucun titre tomber sous la condamnation formulée par l'Eglise ! (4).

Cette réconciliation entre le socialisme et le christianisme véritable n'est pas pour nous déplaire : en effet, les religions, dans leur essence, n'ont-elles pas toutes tendu à la réalisation du socialisme : le judaïsme, il y a plus de trois mille ans, instituait la fête de « jubilé » ayant pour but de supprimer l'esclavage et l'accaparement des biens ; et les préceptes du Décalogue commandaient aux hommes l'amour du prochain et la charité envers les peuples de toutes les nations ; ensuite, le christianisme, dans les Evangiles, célébra également les vertus des pauvres, des charpentiers, des pêcheurs, des ouvriers, en opposition à l'égoïsme des marchands et des prêtres. Seule, une déformation des buts religieux a pu faire songer à quelques-uns que les religions avaient été créées pour endormir le peuple. En réalité, rien dans les croyances religieuses sincères ne s'oppose au socialisme, tout y conduit. La croyance en Dieu implique l'amour du prochain qui

(3) *Quadragesimo Anno*, p. 51.

(4) Cité par G. LEDUC. — *Les manifestations récentes de la doctrine sociale du Saint-Siège* (*Revue d'Economie Politique*, numéro de janvier 1932, p. 48).

nécessite, non seulement la charité, mais la justice, que le socialisme peut apporter sur cette terre.

D'ailleurs, les barrières qui ont séparé la religion et le socialisme sont bien artificielles : personne ne songe aujourd'hui sérieusement à contester l'indispensable laïcité de l'Etat dans un pays où les croyances sont multiples, ou la nécessaire séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui assure à l'une et à l'autre le maximum d'indépendance et de liberté ? Il faut admettre que la religion s'occupe plus spécialement du domaine spirituel et le socialisme du domaine temporel. Leurs activités sont différentes, mais une collaboration n'est pas interdite, s'il s'agit d'assurer plus de justice sur notre terre !

Le matérialisme marxiste était incompatible avec l'idéalisme religieux, mais désormais, puisque le socialisme s'est séparé du marxisme, rien ne s'oppose à ce que les idées socialistes deviennent de plus en plus des « pôles d'attraction », alors que, jusqu'à présent, pour beaucoup, elles restaient des « pôles de répulsion ».

D'ailleurs, il faut admettre que le marxisme a eu l'immense mérite d'attirer les masses ouvrières vers les doctrines anticapitalistes, grâce à ses formules claires et à ses images tranchées. Sans l'apport marxiste, le socialisme ne serait jamais devenu un immense mouvement des masses et serait sans doute resté l'apanage de quelques intellectuels.

Enfin, si nous devons constater que les formules marxistes de lutte de classes, de suppression de la propriété privée, de matérialisme et d'antipatriotisme subissent un déclin complet, même dans la propagande du parti com-

muniste (5), il convient de noter que la méthode d'analyse de Karl Marx reste excellente.

En effet, Marx a notamment soutenu que le socialisme devait être scientifique, c'est-à-dire se baser sur une saine observation des faits économiques et tenir compte de la loi d'évolution qui préside à toutes les destinées humaines et animales. Enfin Marx constatait la prééminence, l'influence incontestable des réalités sociales et économiques sur les doctrines.

Au milieu du XIX^e siècle, Marx avait insisté sur le phénomène de la concentration des richesses humaines entre les mains de quelques privilégiés; il avait remarqué les intérêts antagonistes de la classe bourgeoise et de la classe ouvrière et il avait admis que la loi de l'évolution, qui avait substitué le capitalisme à la féodalité, assurerait également la substitution du socialisme au capitalisme. Donc, Marx avait préconisé la lutte de classes pour le partage plus équitable des richesses.

Si Marx vivait actuellement, il constaterait que la loi d'évolution a agi depuis 1847, que le capitalisme s'est extraordinairement transformé et que la prééminence des faits économiques sur les doctrines implique une transformation des doctrines socialistes. A l'époque de la rareté succède une ère d'abondance anarchique, Marx préconiserait aujourd'hui, non le partage, mais une répartition harmonieuse des richesses. Marx examinant la concentra-

(5) Le parti communiste s'intitule « marxiste-léniniste », et il est surtout léniniste en ce sens que Lénine a appris aux bolchevistes à contourner les obstacles qui peuvent les gêner dans leur propagande; aujourd'hui le marxisme constituant un barrage véritable pour la propagande communiste, les bolchevistes ont abandonné purement et simplement le marxisme.

tion capitaliste moderne constaterait que bourgeoisie et prolétariat sont également solidaires et victimes de certaines oligarchies; Marx, en réaliste, admettait que la « lutte des classes » isole le prolétariat dans la Nation et enfin, devant la diversité des systèmes idéologiques qui séparent les peuples d'Europe, l'internationalisme prolétarien serait considéré par lui comme un rêve généreux pour un avenir hélas lointain, mais que le peuple, actuellement, « doit tout d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine et se constituer lui-même en nation. » (6)

Donc le déclin du marxisme est en réalité la plus nette démonstration de l'exactitude et de la précision de l'analyse marxiste des faits !

Jadis, le socialisme s'identifiait au marxisme; aujourd'hui « le socialisme, nous ne l'avons jamais conçu et nous le concevons moins que jamais comme un régime de partage égalitaire dans un milieu économique plus ou moins raréfié. Nous ne le concevons pas comme un socialisme de place assiégée imposé à un pays enfermé dans d'étroites limites ou dans des frontières étanches. Il est pour nous lié à la répartition accélérée des richesses, il est lié à une consommation accrue, à une capacité d'achat sans cesse augmentée. Le socialisme pour nous, c'est l'abondance, c'est la félicité, c'est la vraie prospérité et nous lions à cela, comme l'histoire le démontre, la liberté politique elle-même, car lorsque vous êtes dans un régime de rareté, vous êtes amené à un régime de partage auto-

(6) K. MARX et F. ENGELS. — *Le Manifeste Communiste*, paragr. 49.

ritaire dans un régime de contrainte et dans un régime de dictature. Tandis que, quand vous êtes dans un régime d'abondance, dans un régime de facilité, dans un régime de bien-être, vous êtes en même temps dans un régime de démocratie et dans un régime de liberté...

Le socialisme implique une volonté de transformation profonde du régime, la volonté de constitution d'un ordre nouveau où il n'y ait plus de trace, ni de l'exploitation de l'homme par l'homme, ni de l'oppression de l'homme par l'homme; volonté d'affranchissement total, de libération absolue. Mais dans l'immédiat, compréhension des problèmes, volonté d'aller jusqu'au détail technique, importance réelle donnée au coefficient économique, au coefficient social, volonté de reprendre les problèmes de structure et d'organisation par le tréfonds; effort pour sauvegarder la liberté dans le cadre d'un état qui ne sera jamais oppressif et jamais totalitaire, effort pour organiser l'économie en dehors d'un étatisme simpliste et qui ne viserait qu'à nationaliser en série, dans la mesure où les forces économiques du pays seront assez organisées et capables de prendre en main la direction de la production et de la répartition. Régime en effet d'équitable, régime de transition, régime intermédiaire, qui fait sa part à la nation, mais qui n'oublie pas la nécessité de l'internationalisme humain, mais qui continue à affirmer que le socialisme, c'est l'humanisme, et la rencontre de tous les hommes, de toutes les civilisations, sur le plan de la technique, de la raison et de l'idéal. Doctrine dont nous avons le droit et le devoir d'affirmer qu'elle est et qu'elle doit être sans cesse la plus vivante, la plus large, la plus compréhensive, la plus actuelle, la plus concrète et en

même temps la plus humaine de toutes les tendances du peuple français, qui est à la fois attaché à son cadre national, à ses traditions propres, à la souveraineté du travail, à la notion de justice, à l'idée de liberté et à l'aspiration vers la paix. » (7)

Cette splendide définition du socialisme aurait certainement plu à mon regretté maître Lucien Brocard, qui aurait été heureux de voir les doctrines socialistes s'insérer si harmonieusement dans sa théorie de « l'Economie Nationale et Internationale », il aurait été fier de constater combien son « économie nationale » s'est nécessairement imposée à la fois aux doctrines capitalistes et aux théories socialistes, et c'est pour rendre un hommage respectueux à cet inoubliable professeur, que je me suis permis de lui dédier ce livre et de placer, sous l'égide de son grand nom, mon modeste travail (8).

(7) Marcel DÉAT. — *Une expérience commence*, p. 20, 25 et 26.

(8) « Le Socialisme est inéluctablement national, non pas au sens idéologique et politique du mot, mais au sens réaliste et vrai. » L. BROCARD. — *Economie Nationale et Internationale*. Tome II, p. 643.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AFTALION. — *Les Fondements du Socialisme : Etude critique.* Paris (Rivière, 1923).
- ALTER (V.). — *Comment réaliser le Socialisme* (Paris, Rivière 1911).
- ANDLER. — *La civilisation Socialiste* (Paris, Rivière, 1911).
— *Le Manifeste Communiste* (Rieder : Introduction historique et commentaires).
- ARGENTON (R.). — *Les Doctrines agraires du marxisme* (Thèse, Paris 1935).
- BAKOUNINE. — *Œuvres* (Paris, 6 vol., 1885-1919).
- BARDOZ (R.). — *La loi de Marx sur les capitaux à la lumière des événements contemporains* (Thèse, Paris 1933).
- BERG (R.). — *Le Socialisme entre le Cosmopolitisme et l'Economie Nationale* (Thèse, Nancy 1935. Sirey).
- BERGERY (G.). — *Manifeste Frontiste* (*Le Mois*, avril 1936).
- BERTH (Ed.). — *Les derniers aspects du Socialisme* (Rivière).
— *Dialogues Socialistes* (Rivière).
- BLANCHON (A.). — *Le Capitalisme* (Cahiers de la Démocratie, 93 pages).
- BLUM (L.). — *Les Problèmes de la Paix* (Stock, 1930).
— *Pour être Socialiste* (*Libr. Populaire*, 1936).
— *Notre plate-forme* (*Lib. Populaire*, 1932).
— *Commentaires sur le Programme d'action* (*Libr. Pop.*, 1933)
— *Bolchevisme et Socialisme* (*Libr. Populaire*, 1936).
— *Radicalisme et Socialisme* (*Libr. Populaire*, 1936).
— *Jean Jaurès*, *Lib. Populaire*, 1936).
- PAUL-BONCOUR. — *Fédéralisme Economique* (Thèse, Paris 1900).
- BONNET (A.). — *Le Parti du Proletariat* (Bureau d'édition du Parti Communiste, 1936).
- BONNET (G.). — *Le Parti radical devant les problèmes du temps présent* (Paris, 1936).
- BOURDEAU (J.). — *La dernière évolution du Socialisme au Communisme* (Alcan, 1927).
- BOURGUIN (H.). — *Les systèmes socialistes* (Doin, 1923).
- BOURGIN (M.). — *Les Systèmes Socialistes et l'évolution économique* (Rivière, 1904).

- *Le parti contre la patrie* (Plon-Nourrit).
— *Les organisations socialistes en France* (Lib. Action Populaire).
- BOURGIN (H.), CARRÈRE et GUÉRIN. — *Manuel des Partis Politiques en France*.
- BROCARD (L.). — *Cours d'histoire des Doctrines Economiques* (*Le Capitalisme, année 1935-1936*).
— *Economie Nationale et Internationale* (1929-1931, Sirey, 3 volumes).
— *Conditions générales de l'activité économiques* (1934, Sirey. Un vol. 600 pages).
- BROUSSE. — *La propriété collective et les services publics* (Rivière, 1909).
- CACHIN (M.) et THOREZ. — *Du front unique ou Front Populaire* (Centre Propagande du P. C.).
- CAVALIER (A.). — *Les rouges chrétiens* (Bossard, 1929).
- CAZALIS (E.). — *Les positions sociales du Syndicalisme ouvrier en France* (Thèse Paris, 1923).
- CHARLIER. — *L'anarchisme communiste, sa lutte contre le marxisme* (Thèse, Rennes, 1930).
- CHAUX (E.). — *Le Plan Français* (Ed. du Plan, 1935).
— *La Nouvelle France* (Ed. du Plan, 1937).
— *Et voici l'âge d'or...* (Ed. Rotea, 1935).
- COMPÈRE-MOREL et Jean LORRIS. — *Encyclopédie Socialiste syndicale et coopérative de l'I. O.* (Quillet, 1912).
- CORCOS (F.). — *Cathéchisme des Partis politiques en France* (Montaigne, 1932).
- CORNILLEAU (R.). — *Pourquoi pas ?* (Spes, 1924).
— *De Waldeck-Rousseau à Poincaré* (Spes, 1928; 352 p.).
- COULET (R.-P.). — *Le Catholicisme et la Crise Mondiale* (Spes 1933, 205 p.).
- COUSIN (L.). — *Vie et doctrine du Sillon* (Vitte-Lyon, 1906, 255 pages).
- DÉAT (M.). — *Perspectives Socialistes* (Libr. Valois, 1930, 246 p.).
- DÉAT et VIOLETTE. — *Une expérience commence* (Une brochure de l'U. S. R., 1936).
- DE MENTHON. — *Cours de psycho-sociologie des groupes*. (1935-1936).
- DES CHIZEAUX. — *Plan agricole* (Editions du Comité du Plan).
- DEVILLE (G.). — *Principes socialistes* (2^e édition, Paris, 1898).
- DIMITROV (G.). — *Pour l'Unité de la Classe Ouvrière contre le Fascisme* (Bureau d'éd. du P. C., 1935).
- DU BOIN (J.). — *Ce qu'on appelle la Crise* (Ed. Nouvelles, 1935).

- *La Grande Relève des Hommes par la Machine* (Ed. Nouvelles, 1936).
- *La Grande Révolution qui vient* (Ed. Nouvelles, 1936).
- DUPLAN (L.). — « *Sa Majesté la Machine* » (Payot).
- DURKHEIM. — *Le Socialisme* (Alcan, 1928, 352 pages).
- Encyclopédie Socialiste* de Jean LORRIS et C. MOREL (Librairie A. Quillet, Divers volumes de 1912 à 1920).
- Encyclique sur la Restauration de l'Ordre Social: « Quadragesimo Anno »*. (Brochure Action Populaire, Spes.)
- ERCOLI (M.). — *La lutte contre la guerre et le Fascisme* (Bureau d'édit. du P. C., 1935).
- FERRAT (A.). — *Histoire du Parti Communiste français* (Librairie du Parti Communiste), (Epuisé.)
- FERRERO (G.). — *Guerre et Paix* (Rieder, 1931).
- *La Civilisation* (Rieder, 1931).
- FINET (P.). — *Les Semaines Sociales de France* (Thèse, Grenoble 1933).
- FOURCHY. — *Les Doctrines du Parti Socialiste Français* (Thèse, Nancy 1929).
- FRÉDÉRIX IP.). — *Etat des Forces en France* (N. R. F., 218 p.).
- FROSSARD (L.-O.). — *De Jaurès à Lénine* (Nouv. Rev. Socialiste, 1930).
- GAUCHER (F.). — *Contribution à l'étude du Socialisme Français* (Thèse : Paris, 1934).
- GIDE et RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques* (Sirey, 1926).
- GITTON (M.). — *Le Grand Parti du Peuple de France* (Comité de Propagande du P. C., 1936).
- GUESDE (J.). — *Le Collectivisme* (Libr. Pop., 1929).
- *Collectivisme et Révolution* (Libr. Pop., 1931).
- *Le Collectivisme* (Etudes Economiques : Libr. Pop., 1933).
- *Le Socialisme au Jour le Jour* (Paris, 1898).
- *Essai de catéchisme socialiste* (Rivière, 1878).
- *Services Publics et Socialisme* (1883).
- GUY-GRAND. — *Le Sillon* (Pages libres : 24 avril, 1^{er} mai, 8 mai 1909).
- HOOG (G.). — *Histoire, doctrine et action de la Jeune République* (Ed. de la J. R.).
- *Vingt ans d'histoire politique, la démocratie et la paix* (Ed. de la J. R.).
- *Aspects de la Crise. — Problèmes d'organisation Economique et Sociale* (Cahiers de la Démocratie, 73 pages).

- IZARD (G.). — *Où va le Communisme* (Grasset, 1936).
- IZAURE (M^{lle}). — *L'évolution de l'idée de l'organisation professionnelle chez les catholiques sociaux en France* (Thèse, Bordeaux 1932).
- JAURÈS (J.). — *Œuvres complètes publiées par M. Bonnaïfous* (Ed. Rieder).
- JOUHAUX (L.). — *Le Syndicalisme et la C. G. T.* (Ed. de la Sirène, Paris, 1920, 243 pages).
- *La C. G. T. Ce qu'elle est, ce qu'elle veut* (N. R. F., 188 p.).
- KAUSTKY (K.). — *Le Programme Socialiste* (Rivière, 1910).
- KËN (J.). — *Les Idées économiques de J. Jaurès* (Thèse Toulouse, 1930).
- LABRIOLA (A.). — *Au delà du Capitalisme et du Socialisme* (Vailois, 1932).
- LAGARDELLE (H.). — *Le Syndicalisme ouvrier* (Rivière, 1908).
- LALLEMENT (O.). — *Principes catholiques d'Action Civique* (Desclee de Brouwer, 1935, 270 pages).
- LAPORTE (H.). — *La Révolution sociale en marche.* — *La C. G. T.* (*Revue de France*, du 15 mars 1937).
- LASKINE (F.). — *Le Socialisme national* (Paris : *La Renaissance*, 1917).
- *Le Socialisme selon les peuples* (Flammarion, 1920).
- LATTÈS-DANTE. — *Apologie de l'Hébraïsme* (Editions Nellson).
- LAUDRAIN (M.). — *L'Internationale et le Pangermanisme* (Flou-ry, 1918).
- *Vers l'ordre Social* (Ed. de Terre Nouvelle, 332 pages).
- LAURENT (R.). — *Manuel Politique* (Spes, 1930, 332 pages).
- *Face à la Crise, les Solutions du P. D. P.* (Spes, 1935, 161 pages).
- LAURENT (L.). — *Un système qui sombre* (Eglantine, 1932).
- *Evolution doctrinale du Socialisme* (Eglantine, 1934).
- LEBAS (J.). — *Critique Socialiste du Parti Communiste* (Lille, Imprimerie Ouvrière, 1933).
- LÉNINE. — *Œuvres complètes* (Paris, E. S. I.).
- LONGUET (J.). — *Le mouvement socialiste international* (Quillet, 1914; 650 pages).
- PAUL-LOUIS. — *Le Syndicalisme français d'Amiens à Saint-Etienne* (Alcan, 1924).
- *Idées essentielles du Socialisme* (Rivière, 1930).
- *Histoire du Socialisme en France* (Rivière, 1937; 440 p.).
- DE MAN (H.). — *Au delà du Marxisme* (Alcan, 1929).

- MARCHAL (A.). — *La Conception de l'Econ. Nationale chez les Mercantilistes français et chez leurs contemporains* (Sirey, 1931).
- MARCHAL (J.). — *Cours d'Economie Politique* (Année 1934-1935).
— *Les Unions douanières* (Thèse Nancy, 1929. Libr. Sirey).
- MARIE FRANÇOIS. — *Socialiste parce que Chrétien* (Libr. Terre Nouvelle).
— *Les exigences révolutionnaires du Christianisme* (Libr. Terre Nouvelle).
- MARION (P.). — *Socialisme et Nation* (Centaure, 1933).
- MARQUET, DÉAT, MONTAGNON. — *Néo-Socialisme* (Grasset, 1933, 142 pages).
- MARTIN-SAINT-LÉON (E.). — *Les deux C. G. T., syndicalisme et communisme* (Plon-Nourrit).
- MASSA (E.-M.). — *La décadence socialiste* (Paris : Jouve, 1928).
- K. MARX. — *Œuvres complètes* (En cours de publication : Paris, Costes).
- MAURICE (J.). — *Le Parti radical* (Thèse, Paris, 1929).
- MAXE (J.). — *De Zimmerwald au bolchevisme* (Edit. Brassard, 1920).
- MILLERAND (R.). — *Socialisme Réformiste français* (1903. Société Nouvelle de Librairie et d'Éditions).
— *Travail et travailleurs* (1908).
- MILLET (R.). — *Les bolcheviks léninistes de la IV^e Internationale* (*Le Temps*, 28 et 30 juin 1936, 7 juillet 1936).
— *Une nouvelle extrême-gauche va-t-elle se former* (*Le Temps*, 28 mars, 31 mars, 2 avril, 6, 8 et 10 avril 1937).
— *L. Jouhaux et la C. G. T.* (Denoël et Streele, 1936).
- MONTAGNON (B.). — *Grandeur et servitudes socialistes* (Ed. Centaure, 1929).
— *Synthèse Néo-Socialiste* (1 brochure du Parti Socialiste de France).
- NOYELLE (H.). — *Utopie libérale, chimère socialiste, Economie dirigée* (Sirey, 1933).
- Le Parti Communiste. Sa doctrine. Son action* (Brochure du B. E. du P. C., 1936).
- PECQUER. — *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, (1842).
- PELLOUTIER (M.). — *Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre* (Paris, Rivière, 1911).
- PHILIP (A.). — *Trade-Unionisme et Syndicalisme* (Ed. Montaigne, 1936).
— *H. de Man et la crise doctrinale du Socialisme* (Gambier, 1929).

- *Socialisme et Christianisme* (1 brochure 30 pages. Librairie de Terre Nouvelle).
- PIERRON (J.). — *La Théorie du Salaire chez les Socialistes Français* (Thèse Nancy, 1936).
- PIROU (G.). — *La Crise du Capitalisme* (Sirey, 1936; 9^e édition, 200 pages).
- *Histoire des Doctrines Economiques en France depuis 1871* (Colin, 1935).
- Plan Français* (Edit. du Plan).
- Plan de Nouvel Age* (6 bis, rue de l'Abbaye, édité en 1936).
- Plan de la C. F. T. C.*
- PRÉLOT et Raymond LAURENT. — *Manuel Politique* (Spes, 1928; 340 pages).
- Programme du Parti Communiste* (Bureau d'édition du P. C.).
- Programme de l'Internationale Communiste suivi des statuts de l'I. C.* (Bureau d'édition du P. C.).
- RAPPOPORT. — *J. Jaurès* (Rivière, 1925).
- *Précis de Communisme; le Marxisme est-il périmé ?* (Ed. du P. C., 1935).
- *Pourquoi nous sommes Socialistes.* — *Encyclopédie socialiste* (Librairie Quillet, 1919; 653 pages).
- REBOUD (P.). — *Précis d'Economie Politique* (2 volumes. Dalloz, 1935).
- RENARD (G.). — *Le régime socialiste* (Alcan, 1898).
- *Sept conférences sur la Démocratie* (Lib. Sillon, 1910; 341 pages).
- RENNES — *Exposé du Marxisme* (Scana Librairie : 6 bis, rue de l'Abbaye, 1935).
- RODRIGUES (G.). — *Le Droit à la Vie (Liberté, 1935).*
- ROMAINS (J.). — *Problèmes Européens* (Flammarion, 1933).
- ROSENBLATT (P.). — *Théorie des Salaires d'après K. Marx* (Thèse Grenoble, 1934).
- ROSSELI (C.). — *Socialisme libéral* (Valois, 1930).
- SANGNIER (M.). — *Trois Conférences sur la Démocratie* (Librairie La Démocratie, 80 pages).
- *Christianisme et Socialisme qui fera la Démocratie* (Brochure du Sillon).
- *L'avenir de la Démocratie* (Brochure du Sillon).
- *Les Syndicats et la Démocratie* (brochure du Sillon).
- *Histoire et Idées du Sillon* (brochure du Sillon).
- *L'esprit démocratique* (Librairie Penin; 600 pages).
- *La Jeune République* (2 volumes de 200 pages; Librairie La Démocratie, 1913).

- SARRAUTE (J.). — *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement et lutte des classes* (Paris, 1901).
- SÉVERAC (J.-B.). — *Le mouvement syndical* (Encyclopédie socialiste. Librairie Quillet, 450 pages).
- SIXTE-QUENIN. — *Comment nous sommes Socialistes* (Encyclopédie socialiste. Librairie Quillet, 315 pages).
- SOREL (G.). — *Réflexions sur la violence* (Rivière, 1922).
— *Décomposition du Marxisme* (1908).
- STALINE. — *Léninisme pratique et théorique* (Paris E. S. I., 1935).
— *Des principes du Léninisme* (Bureau d'Ed. du P. C., Paris, 1936).
- TISNÉ (A.). — *L'Unité Syndicale* (Thèse Toulouse, 1935).
- THOMAS (A.). — *La politique socialiste* (Rivière).
- THORÉZ (M.). — *L'Union de la Nation Française* (Rapport du VIII^e Congrès National du P. C.).
— *Pour le Pain, la Paix et la Liberté* (Discours, le 2 septembre 1936. — Bureau de propagande du P. C.).
— *Au service du peuple de France* (Rapport du 10 juillet 1935 à la Conférence nationale du P. C. français. — Centre de propagande du P. C.).
— *Unir, unir, unir* (Discours du 4 octobre 1936).
- LE TRECORROIS (Jean). — *Les déviations du Parti Démocrate Populaire* (F. Roches, 1932).
- TRUCHY A.). — *Cours d'Economie politique* (2 volumes, Sirey, Paris, 1929-1930).
- TRUMER (M.). — *Le matérialisme historique chez K. Marx et F. Engels* (Thèse Paris, 1933).
- VANDERVELDE (E.). — *Etudes Marxistes* (Eglantine, 1930).
— *J. Jaurès* (F. Alcan, 1929).
- ZEVAES (A.). — *Le parti socialiste de 1903 à 1923* (Rivière 1922).

REVUES ET JOURNAUX.

- L'Œuvre* (quotidien radical de Front Populaire).
La République (quotidien radical modéré).
Le Front (Hebdomadaire de l'U. S. R.).
La Flèche (Hebdomadaire du Frontisme).

Pe Populaire (quotidien du Parti Socialiste S. F. I. O.).
La Vague (Hebdomadaire de la Gauche Révolutionnaire).
L'Humanité (quotidien du parti communiste S. F. I. C.).
Révolution (hebdomadaire des J. S. R.).
La Lutte ouvrière (hebdomadaire Trotskiste).
Le Petit Démocrate (hebdomadaire du P. D. P.).
L'Aube (quotidien du Catholicisme social).
La Jeune République (hebdomadaire de la J. R.).
Terre Nouvelle (Mensuel des Chrétiens Révolutionnaires).
Sept (hebdomadaire du Catholicisme Social).
Esprit (mensuel de la Révolution Personnaliste).
Le Document (mensuel catholique modéré).
Le Peuple (quotidien de la C. G. T.).
Syndicats (hebdomadaire de la C. G. T.).
La Revue d'Economie Politique.
La Revue de France (bi-mensuel littéraire).
La Revue de Paris (bi-mensuel littéraire).
Marianne (hebdomadaire littéraire centre gauche).
Vendredi (hebdomadaire littéraire d'extrême gauche).
Paix et Liberté (hebdomadaire du Mt Amsterdam-Pleyel).
Regards (Illustré hebdomadaire du P. C.).
La Juste Parole (mensuel catholique contre l'antisémitisme).
La Vie Socialiste (hebdomadaire de Renaudel : a cessé de paraître).
La Grande Relève des Hommes par la Science (hebdomadaire de Jacques Dubois).
Le Temps (quotidien modéré de grande information).
Journal Officiel de la République Française.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	7
INTRODUCTION. — Définition du Socialisme. — Socialisme et Fascisme. — Le Marxisme. — Les caractères du Marxisme. — Plan de l'ouvrage	9

PREMIÈRE PARTIE

Les Causes de l'orientation du Socialisme Français contemporain

CHAPITRE I. — LES CAUSES DE L'ANTICAPITALISME.....	29
A. Analyse de la crise économique	30
B. Insuffisance des remèdes capitalistes et critiques diverses du régime	35
C. Caractères du Capitalisme actuel. — Aspect du Socialisme contemporain	39
CHAPITRE II. — LES CAUSES DE L'ABANDON DES SOLUTIONS MARXISTES	43
A. La tradition du Socialisme Français	44
B. L'influence des expériences marxistes étrangères...	57

DEUXIÈME PARTIE

Les Formes modernes du Socialisme non marxiste.

CHAPITRE I. — LE SOCIALISME CHRÉTIEN	65
Les Directives du Catholicisme Social	66
I. Les Doctrines du Parti Démocrate Populaire	75
II. Les Doctrines de la Jeune République.....	91
III. Les Doctrines des Chrétiens Révolutionnaires ..	101
CHAPITRE II. — LE RADICALISME-SOCIALISTE ET LE FRONTISME.	111
I. Le Radicalisme-Socialiste	112
II. Le Frontisme.	117

CHAPITRE III. — LES DOCTRINES DE L'ABONDANCE.....	127
I. Théories de Jacques Duboin	127
II. Le Droit à la Vie	132
III. Le Plan de Nouvel-Age	145
CHAPITRE IV. — LE SYNDICALISME CONTEMPORAIN	157
A. La C. G. T.	158
1) Historique et doctrine	158
2) Le Plan de Rénovation Economique	167
B. La C. F. T. C.	178
C. Unité ou Pluralisme Syndical	187
CHAPITRE V. — LE NÉO-SOCIALISME	191
A. Naissance d'un parti et principes directeurs	193
B. L'anticapitalisme néo-socialiste	212
C. Le Plan Français	231

TROISIÈME PARTIE

Les Compromis entre le Socialisme Traditionnel et les formes nouvelles du Socialisme.

CHAPITRE I. — LE PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.	259
A. La Doctrine Socialiste	262
B. Le Parti Socialiste devant les problèmes actuels... .	270
CHAPITRE II. — LE PARTI COMMUNISTE S. F. I. C.	285
A. But et Organisation intérieure du Parti Communiste. .	289
B. Le Programme du P. C.	304
C. Les Tactiques du Parti Communiste	306
1) Classe contre classe	306
2) Union de la Nation Française	316
CHAPITRE III. — LE FRONT POPULAIRE ET L'EXPÉRIENCE DU POUVOIR	335
A. Historique	335
B. Programme	341
C. Le Gouvernement et les résultats acquis. — Position des groupes	350
D. Les opposants : Les marxistes trotskistes et la « Gau- che Révolutionnaire »	363
CONCLUSION	371
BIBLIOGRAPHIE	381
TABLE DES MATIÈRES.	389

Vu :

Nancy, le 2 Juin 1937.

Le Président de la Thèse :

F. DE MENTHON.

Vu et approuvé

Nancy, le 4 Juin 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 4 Juin 1937.

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

ERRATA

P. 26, ligne 24, lire « *communistes* » à la place de « *comunistes* ».

P. 49, notes 7 et 8, lire « *l'Armée nouvelle* », au lieu de « *l'Année Nouvelle* ».

P. 75, ligne 14, lire « *il est né le 16 nov. 1924* » au lieu du
« 16 nov. 1929 ».

P. 88, ligne 20, lire « *s'affirmant plus particulièrement* » au lieu « *d'affirmant* ».

P. 118, lire « *il se consacra* » au lieu de « *il se consacre* ».

P. 124, note 10, lire, « *J. Maze* », au lieu de « *G. Maze* ».

P. 214, note 42, lire « *psycho-sociologie* » au lieu de « *psycho-socialogie* ».

P. 219, note 49, lire « *l'Armée Nouvelle* », au lieu de « *l'Année Nouvelle* ».

P. 237, ligne 12, lire « *permet donc* », au lieu de « *premet donc* ».

P. 385, lire « *Pecqueur* », au lieu de « *Peker* ».

P. 388, lire « *Le Populaire* » au lieu de « *Pe Populaire* ».
lire « *Jacques Duboin* » au lieu de « *S. Dubois* ».

